

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°245

AOÛT 2005

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **LE PARLEMENT DU KURDISTAN APPELLE À VOTER POUR LE PROJET DE LA CONSTITUTION IRAKIENNE**
- **KIRKOUK : LES KURDES PROPOSENT AUX TURCOMANS LE POSTE DE GOUVERNEUR ADJOINT DE LA PROVINCE**
- **LE PREMIER MINISTRE TURC SE REND À DIYARBAKIR ET DÉCLARE RECONNAITRE LE « PROBLÈME KURDE » SANS PROPOSER DE SOLUTION**
- **LE PROCÈS DE SADDAM HUSSEIN : LE JUGE D'INSTRUCTION SE REND AU KURDISTAN**
- **TÉHÉRAN : L'ULTRA-CONSERVATEUR MAHMOUD AHMADINEJAD INVESTI À LA PRÉSIDENTIE IRANIENNE**
- **LE KURDISTAN IRANIEN SECOUÉ FORTEMENT PAR DES TROUBLES**
- **SYRIE : 47 KURDES ARRÊTÉS, TROIS AUTRES CONDAMNÉS PAR LES AUTORITÉS SYRIENNES**
- **LE COÛT HUMAIN ET FINANCIER DE LA GUERRE EN IRAK AUGMENTE POUR LES AMÉRICAINS**
- **NEW-YORK: LA COMMISSION INDÉPENDANTE « PETROLE CONTRE NOURRITURE » AFFIRME QU'IL Y A EU CORRUPTION DANS LA GESTION DE L'ONU**
- **CINEMA : LE CINÉASTE KURDE BAHMAN GHOBADI REMPORTE LE PRIX HASSAN II DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU RABAT**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE : « LE PROBLÈME KURDE »**
- **AINSI QUE...**

LE PARLEMENT DU KURDISTAN APPELLE À VOTER POUR LE PROJET DE LA CONSTITUTION IRAKIENNE

LE président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a, le 29 août, appelé à voter en faveur du projet de Constitution en rentrant à Erbil, après avoir participé aux négociations politiques sur le texte à Bagdad. « J'appelle l'ensemble du peuple du Kurdistan à voter oui lors du référendum sur la Constitu-

tion », du 15 octobre, a déclaré M. Barzani à la presse, affirmant que ce texte représente « une base solide pour bâtir un Irak démocratique, fédéral et pluraliste ». « Je ne peux pas dire que le texte est à la hauteur de toutes les aspirations du peuple du Kurdistan mais c'est un acquis pour notre peuple et celui de l'ensemble de l'Irak », a-t-il indiqué.

« Je veux rassurer le peuple du Kurdistan en lui disant que ce texte lui apportera progrès et prospérité », a-t-il encore déclaré, affirmant que le projet de Constitution était meilleur que la Loi fondamentale qui régit actuellement le pays. A propos des sunnites, dont des négociateurs n'ayant pas de mandat électif ont exprimé de sérieuses réserves sur le texte, il a indiqué que « personne ne sait s'ils représentent ou non tous les Arabes sunnites ». « S'ils représentent la majorité des Arabes sun-

nites, le référendum le reflètera », a-t-il souligné.

Le président du Kurdistan Massoud Barzani avait affirmé le 6 août devant les 111 députés du Parlement kurde qu'il défendrait les exigences de son peuple lors de la réunion des leaders politiques sur la Constitution. Il avait énuméré plusieurs points à ce sujet : « L'identité de l'Irak, les frontières du Kurdistan, la question des peshmergas (combattants kurdes), les ressources naturelles et l'article 58 » de la Loi fondamentale qui stipule le retour des Kurdes dans la ville de Kirkouk, arabisée sous Saddam Hussein. « C'est une occasion rêvée pour les Kurdes et le Kurdistan et nous ne devons pas la laisser passer », avait-il déclaré avant de se rendre à Bagdad pour discuter de la Constitution avec la volonté de ne rien céder sur les frontières de son territoire, le maintien de ses combattants et l'identité kurde de la ville pétrolière de Kirkouk. « Les Kurdes n'accepteront pas que l'identité de l'Irak soit islamique. Nous respectons toutes les religions, notamment l'islam car c'est la religion de la majorité mais nous n'accepterons pas l'imposition de l'identité musulmane à l'Irak », avait-il ajouté.

Les Kurdes sont en majorité sunnites, avec une minorité de chiïtes (les faïli), mais ils refusent que l'Irak devienne un Etat théocratique comme l'Iran et ils rejettent la dissolution des peshmergas, qui ont combattu l'armée de Saddam Hussein et maintiennent l'ordre aujourd'hui au Kurdistan. M. Barzani avait rejeté également l'identité arabe de l'Etat irakien. « Que les régions

arabes de l'Irak fassent partie de la Nation arabe, mais nous n'en sommes pas partie », avait-il souligné, en référence au Kurdistan. « Nous ne ferons pas de compromis sur ces droits du peuple kurde, ni d'ailleurs sur d'autres droits concernant le peuple irakien », comme les droits de l'Homme et ceux de la femme, avait indiqué M. Barzani. « Les autres parties irakiennes doivent comprendre que nous avons choisi de faire encore partie de l'Irak même si notre peuple veut l'indépendance et l'autodétermination », avait-il martelé. Les 111 membres du Parlement kurde avaient approuvé les propositions de M. Barzani, à l'issue de la séance qui a duré deux heures.

La Turquie avait exprimé le 5 août son inquiétude sur un communiqué selon lequel la Constitution ira-

kienne en cours de rédaction pourrait accorder à la population kurde le droit de décider par référendum de son avenir. « La Turquie pense que le peuple irakien ne permettra pas cette éventualité », avait indiqué le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères Namik Tan lors d'une conférence de presse. « S'il y a des gens qui ont pour objectif la division de l'Irak à court ou moyen terme, cela ne sera pas seulement un problème irakien », avait-il ajouté. M. Tan avait indiqué que la Turquie considérait le processus politique en Irak et la préparation d'une nouvelle Constitution comme des efforts visant à garantir l'unité de l'Irak et son intégrité territoriale. Le projet de Constitution finalisé après d'ultimes tractations avec des personnalités sunnites sera soumis au référendum populaire le 15 octobre.

KIRKOUK : LES KURDES PROPOSENT AUX TURCOMANS LE POSTE DE GOUVERNEUR ADJOINT DE LA PROVINCE

LES responsables kurdes ont proposé le 1er août aux élus turcomans de désigner l'un des leurs comme gouverneur adjoint de la province de Taamim, dont la ville pétrolière de Kirkouk est la capitale. « Nous proposons à nos frères arabes et turcomans cinq postes importants au sein du Conseil de la province. Nous proposons aux Turcomans le poste de gouverneur adjoint, ainsi qu'un autre poste au sein du Conseil de la province, et trois autres postes pour les Arabes », a déclaré Rizgar Ali, l'un des responsables locaux de

l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). « La balle est maintenant dans leur camp, c'est à eux de désigner les titulaires de ces postes », a-t-il ajouté, à l'issue d'une réunion de médiation à Kirkouk, afin d'obtenir le retour des élus arabes et turcomans, qui boycottaient le Conseil de la province de Taamim depuis le mois de février.

Le 30 janvier, 26 Kurdes, 9 Turcomans et six Arabes avaient été élus au conseil provincial de Taamim, au cours d'une élection à laquelle les Kurdes, chassés de Kirkouk du temps de Saddam Hussein, avaient

pu participer. Dans le cadre de sa politique d'arabisation, Saddam Hussein avait chassé de Kirkouk les Kurdes dans les années 80, pour y installer des chiïtes et des sunnites, changeant ainsi la représentation démographique de chaque communauté. Les Kurdes exigent de revenir à la situation antérieure et de pousser au retour sur leurs anciennes terres, moyennant compensation, les Arabes qui ont été implantés durant cette période.

Par ailleurs, des centaines de Kurdes ont manifesté le 14 août à Kirkouk et dans le Kurdistan pour demander que leurs revendications, notamment le droit à l'autodétermination, soient reconnues par la Constitution irakienne.

A Kirkouk, les manifestants, quelque 1.500 selon les organisateurs, fortement encadrés par les forces de l'ordre, ont brandi des banderoles réclamant un Etat laïc et des droits pour les femmes dans la Constitution. « Donnez-nous le droit à l'autodétermination », « Kirkouk est kurde » pouvait-on lire aussi sur les banderoles en arabe, en kurde et certaines en anglais. « Abbas Jaafari », ont scandé les manifestants, vêtus des tenues traditionnelles kurdes et portant des drapeaux kurdes. Le rassemblement dans le centre de la ville est « un message clair au Comité de rédaction de la Constitution pour qu'il n'ignore pas les droits des Kurdes », a déclaré l'un des organisateurs Sattar Moustapha. Il a accusé le gouvernement de Ibrahim Jaafari d'avoir ignoré les demandes kurdes. « Il faut ramener les déplacés kurdes à Kirkouk et expulser les

Arabes qui y ont été installés par le régime fasciste de Saddam Hussein », a-t-il ajouté. « Nous avons lutté pour nos droits, nous avons eu des dizaines de milliers de martyrs face à la dictature et nous sommes prêts à poursuivre notre lutte pour obtenir le droit à l'autodétermination », a affirmé de son côté Shirzad Abdel Khalek, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, du président irakien Jalal Talabani).

Des rassemblements similaires ont eu lieu à Souleimanieh, Erbil et Dohouk. « Les Kurdes ne font pas partie de la nation arabe mais de la grande nation kurde et, comme les autres peuples du monde, nous avons nos droits », a affirmé Bayane Mohammad, une fonctionnaire à

Souleimanieh. « Nous avons décidé d'organiser ces manifestations pour faire entendre notre voix auprès des leaders irakiens et du monde, et pour leur dire que si une Constitution ne garantissant pas nos droits est imposée aux Kurdes, nous organiserons des manifestations, allant jusqu'à la désobéissance civile », a indiqué Helkewt Abdallah, l'un des animateurs du Mouvement pour le référendum.

Ces manifestations interviennent au moment où les dirigeants politiques se trouvent engagés dans une course contre la montre pour achever un projet de Constitution supposé régler entre autres le statut de Kirkouk et les rapports entre le Kurdistan irakien et le gouvernement central.

LE PREMIER MINISTRE TURC SE REND À DIYARBAKIR ET DÉCLARE RECONNAITRE LE « PROBLÈME KURDE » SANS PROPOSER DE SOLUTION

LE Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, s'est rendu le 12 août pour la première fois depuis son élection à Diyarbakir et a promis d'engager des réformes démocratiques en faveur des Kurdes. Recep Tayyip Erdogan a assuré que la question kurde se résoudrait avec « plus de démocratie », malgré la recrudescence des opérations armées. « Je veux que vous sachiez que, au point où la Turquie est arrivée, il n'y aura pas de retour en arrière (...) Nous n'autoriserons pas de régression dans le processus démocratique », a déclaré M. Erdogan devant plusieurs centaines d'habitants de Diyarbakir. « Nous allons résoudre tous les problèmes avec

plus de démocratie, plus de droits civils et plus de prospérité », a-t-il ajouté. La visite de M. Erdogan à Diyarbakir a été entourée d'importantes mesures de sécurité, avec quelque 3.000 membres des forces de sécurité déployés dans la ville. De nombreux policiers ont notamment été disposés tout au long du parcours emprunté par le Premier ministre de l'aéroport au centre-ville et des tireurs d'élite ont été postés sur les toits. M. Erdogan a indiqué qu'Ankara ne renoncerait pas à l'utilisation de l'armée pour contrer les activités du PKK. « Le terrorisme et la violence sont les pires ennemis de ce pays et ne seront jamais tolérés », a-t-il affirmé, prônant une « détermination

inébranlable » pour s'opposer à la violence. Il a également souligné que des erreurs ont été commises par l'Etat, toute en reprenant la devise de l'Etat turc, « un seul Etat, une seule nation et un seul drapeau » devant les quelques centaines de personnes venues l'écouter. Le chef du gouvernement turc écarte ainsi une réponse strictement militaire mais ne précise pas pour autant le contenu de nouvelles mesures, susceptibles de témoigner auprès de l'UE de sa volonté d'ouverture politique.

Alors que de nombreux Kurdes se plaignent de l'incapacité du gouvernement à endiguer la pauvreté chronique dont souffre le Kurdistan, le Premier ministre a indiqué que le gouvernement ne prévoyait pas d'investissements industriels dans la région, appelant les hommes d'affaires locaux à prendre l'initiative en profitant de mesures d'incitation récemment mises en place.

Le maire de Diyarbakir Osman Baydemir, a salué l'engagement de M. Erdogan pour une résolution démocratique de la question kurde. « J'espère que ses déclarations vont mener à l'ouverture d'une nouvelle page », a-t-il déclaré sur la chaîne de télévision NTV. Le PKK a pour sa part estimé dans un communiqué qu'après ses déclarations, le Premier ministre devait maintenant passer aux actes. « Nous trouvons cette déclaration d'Erdogan importante. Mais ce qui compte est la façon dont sera accompli ce qu'elle contient », affirme le communiqué, citant le chef du PKK Zübeyir Aydar. Le document rappelle que des prédécesseurs de M. Erdogan ont également

« reconnu la réalité kurde » mais n'en ont pas moins envoyé leurs « tanks, hélicoptères et avions » dans le Kurdistan au lieu de résoudre pacifiquement la question.

Deux jours avant de se rendre à Diyarbakir, lors d'un débat télévisé avec des intellectuels, dont plusieurs écrivains, journalistes et militants des droits de l'homme, le Premier ministre turc avait déclaré que « les problèmes économiques et culturels (...) doivent être discutés dans le cadre des principes de la République et de l'ordre constitutionnel (...) Nous recherchons une solution dans le cadre d'une plus grande démocra-

tisation et de davantage de réformes de l'ordre constitutionnel. Pour nous, le problème kurde est un problème de démocratisation ».

Dans le cadre de ses efforts pour entrer dans l'Union européenne, Ankara a entrepris de nombreuses réformes, comme la fin à 15 ans d'état d'urgence dans le Kurdistan turc, l'autorisation de la diffusion de programmes en kurde sur les chaînes publiques de radio et de télévision et l'ouverture de centres privés d'enseignement du kurde. Cependant l'application des réformes demeure très limitée et souvent purement formelle.

LE PROCÈS DE SADDAM HUSSEIN : LE JUGE D'INSTRUCTION SE REND AU KURDISTAN

LE chef des juges d'instruction du Tribunal spécial irakien (TSI) s'est rendu le 30 août dans le Kurdistan d'Irak pour réunir des preuves contre Saddam Hussein avant son procès pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. La visite du juge Raed Jouhi à Souleimaniyeh était destinée à inspecter le bureau du TSI et examiner les moyens de réunir des preuves sur les crimes de Saddam Hussein à l'encontre du peuple kurde. Le bureau du TSI à Souleimaniyeh est composé de quatre juges qui s'emploient à réunir des preuves auprès des victimes de l'opération Anfal, qui a fait 182.000 victimes, et du gazage de la ville kurde de Halabja, qui a fait 5.000 morts en 1988. Après Souleimaniyeh, le juge Jouhi doit effectuer une visite similaire à Erbil.

Saddam Hussein a été capturé par l'armée américaine en décembre 2003 dans la région de Tikrit, au nord de Bagdad. Depuis il est, ainsi que plusieurs de ses proches collaborateurs, détenu dans une prison gardée par les Américains près de l'aéroport de Bagdad. Son procès pourrait s'ouvrir dans les deux prochains mois, avait indiqué le 11 août une source proche du TSI, composé de magistrats irakiens.

En juillet, le dictateur déchu, chassé du pouvoir en avril 2003, avait été inculpé pour le massacre de Doujail, localité située au nord de Bagdad, où 143 chiites ont péri en 1982. Cette affaire est considérée comme relativement mineure au regard des autres accusations qui pèsent contre Saddam Hussein, notamment le gazage de 5 000 Kurdes à Halabja

en 1988, l'assassinat de religieux et la répression sanglante des soulèvements chiïtes et kurdes de 1991. Les magistrats instructeurs considèrent cependant que les preuves sont faciles à rassembler et pourraient permettre, à elles seules et dans un délai rapide, la condamnation à mort du président irakien renversé en mars 2003.

Par ailleurs, la famille de Saddam Hussein a annoncé qu'elle avait décidé de réorganiser la défense de l'ancien dictateur irakien en prélude à son procès, en se séparant de l'équipe d'avocats internationaux qui était basée en Jordanie pour ne garder qu'un seul avocat. La famille de Saddam Hussein précise dans un communiqué daté du 8 août qu'elle a désigné l'avocat irakien Khalil Douleimi comme « seul et unique conseil légal » de l'ex-raïs. Douleimi faisait partie de l'équipe internationale d'avocats depuis un an et avait participé aux premières audiences préliminaires de Saddam Hussein à Bagdad. La famille a expliqué qu'elle devait « réarranger la campagne de défense étant donné l'unicité du cas ». Une source proche de la famille, qui a souhaité conserver l'anonymat, a ajouté que les parents de Saddam Hussein avaient été agacés par les multiples prises de parole des différents avocats et qu'ils voulaient désormais que sa défense parle d'une seule voix.

Saddam Hussein disposait d'une équipe de 1.500 juristes bénévoles, dont une majorité d'Arabes, et 22 avocats venus des Etats-Unis, de France, de Libye de Jordanie ou d'Irak. Parmi eux figuraient notamment l'ancien ministre américain de

la Justice Ramsey Clark et Aïcha Moammar Kadhafi, fille du président libyen. Selon le communiqué, d'autres avocats pourraient être à l'avenir « explicitement autorisés par la famille » à faire des déclarations, ce qui laisse la porte ouverte à de nouvelles évolutions.

D'autre part, Tarek Aziz, ancien vice-Premier ministre irakien et

figure éminente du régime de Saddam Hussein, a annoncé qu'il ne témoignerait pas contre le président déchu. « J'aimerais faire savoir très clairement (...) que je ne témoignerai pas contre qui que ce soit et, en particulier, que je ne témoignerai pas contre Saddam Hussein », écrit Aziz dans une note à son avocat, Badia Aref, qui en a divulgué le 9 août certains extraits.

TÉHÉRAN : L'ULTRA-CONSERVATEUR MAHMOUD AHMADINEJAD INVESTI À LA PRÉSIDENTIE IRANIENNE

L'ULTRA-CONSERVATEUR Mahmoud Ahmadinejad a été, le 3 août, investi président de la République islamique d'Iran par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, à Téhéran. « Je félicite le peuple iranien pour son vote, je confirme ce vote et je nomme M. Ahmadinejad président de la République islamique d'Iran », a déclaré le Guide dans une déclaration lue par le président sortant, Mohammad Khatami. M. Ahmadinejad a ensuite reçu des mains de l'ayatollah Khamenei la confirmation de ses nouvelles fonctions et a baisé la main du Guide.

M. Ahmadinejad devient à 49 ans le sixième président de la République islamique dans un climat de forte crispation internationale à cause des activités nucléaires iraniennes, et de grande incertitude intérieure. Elu pour quatre ans, M. Ahmadinejad, ancien officier des forces spéciales de l'armée idéologique (Gardien de la Révolution) et ancien maire de Téhéran, est l'allié de la hiérarchie

religieuse conservatrice qui détient le véritable pouvoir en Iran. Vainqueur inattendu de la présidentielle le 24 juin avec 61,69% des voix, contre Akbar Hachémi Rafsandjani, il prend ses fonctions alors que son pays est plus que jamais sous la menace d'être déféré devant le Conseil de sécurité de l'Onu après avoir repris des activités nucléaires ultra-sensibles. Ahmadinejad a mené une campagne centrée sur le respect des valeurs de la Révolution islamique de 1979. « Nous n'avons pas fait la révolution pour avoir une démocratie », avait-il martelé. Avant le premier tour du scrutin, le 17 juin, peu d'observateurs accordaient à Ahmadinejad, le plus conservateur des candidats, de sérieuses chances de l'emporter. A Téhéran, il avait rajeuni les équipes municipales et engagé la lutte contre les trafics. Il avait remplacé les centres culturels par des salles de prière et introduit la ségrégation des sexes dans les ascenseurs municipaux.

Avec M. Ahmadinejad, tous les leviers du pouvoir sont désormais

entre les mains des conservateurs. Dans sa déclaration, le guide suprême a décrit la « participation massive » à la présidentielle comme « une gifle à la face de l'ennemi ». D'après certains observateurs, son arrivée au pouvoir risque de compromettre le règlement du différend sur le programme nucléaire de l'Iran, soup-

çonné par Washington de poursuivre des objectifs militaires.

La première loi proposée par le nouveau gouvernement a été la création d'un « fonds de l'amour », de 1,3 milliard de dollars pour aider les jeunes à trouver un emploi, se fixer et se trouver un logement.

été tués dans des affrontements ces derniers mois dans le Kurdistan iranien, selon les autorités iraniennes. Le 15 août, le chef de la police, le général Esmail Ahmadi-Moghadam, avait déclaré que quatre policiers avaient été pris en otage dans l'Azerbaïdjan occidental par le PEJAK.

LE KURDISTAN IRANIEN SECOUÉ FORTEMENT PAR DES TROUBLES

LES quelques 10 millions de Kurdes d'Iran, essentiellement répartis sur les provinces administratives du Kurdistan, de l'Azerbaïdjan occidental, de Kermanchan et de l'Ilam, subissent depuis quelques semaines une repression accrue après des troubles consécutifs à la mort d'un jeune Kurde. Les troubles se sont déclarés après la mort de Seyed Kamal Astom, abattu lors de son arrestation dans la première quinzaine du mois de juillet. Les photos de son visage tuméfié, mises sur Internet après sa mort, ont accrédité l'idée que le jeune homme, décrit comme un militant de la cause kurde par les organisations kurdes, avait été torturé.

Plusieurs jours d'agitation ont fait officiellement douze morts, dont huit policiers ou soldats mais selon des organisations non-gouvernementales, le bilan serait beaucoup plus lourd. Les villes comme Mahabad, Sanandaj, Ochnavieh et Saghez ont été secouées par les violences et des manifestations populaires. Des centaines de personnes ont été arrêtées.

Le 3 août, deux personnes ont été tuées par balles à Saghez et huit autres blessés - un membre des forces de l'ordre, un membre de la milice (islamiste) et six habitants - près de 150 arrêtées lors de troubles. Par ailleurs, deux journaux kurdes, le quotidien Achi et l'hebdomadaire Assou, publiés dans les deux langues persane et kurde, ont été interdits par la justice de Sanandaj, chef lieu du Kurdistan. « La raison de cette interdiction n'a pas été annoncée, mais elle est liée aux informations parues ces dernières semaines », a déclaré, le 4 août, Jalil Azadikhah, rédacteur en chef d'Assou.

Par ailleurs, un policier iranien a, le 17 août, été tué et cinq blessés dans l'explosion d'une mine qui aurait été posée par un groupe de combattants kurdes dans une localité de la ville de Sardasht proche de la frontière avec le Kurdistan irakien. Les autorités iraniennes ont imputé cette explosion à PEJAK, apparu il y a environ deux ans, un groupe peu connu qui serait lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Huit soldats iraniens et deux civils ont

Au Kurdistan irakien, plus de 400 personnes se sont rassemblées, le 6 août, dans le centre de la ville à Souleymanieh, brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire: « Nous condamnons le crime qui s'est soldé par la mort d'innocents dans le Kurdistan iranien » et « Mort à la République islamique d'Iran ». Les manifestants ont scandé des slogans de soutien à leurs frères d'Iran. Les organisateurs du rassemblement ont affirmé avoir demandé une autorisation il y a quelques jours aux services de l'ordre pour se diriger vers le bureau de l'ONU à Souleimanieh, mais elle leur a été refusée. « Nous appelons à la libération de tous les prisonniers politiques et à la fin de l'état d'urgence dans le Kurdistan iranien », a affirmé Mostafa Fatih, un Kurde iranien réfugié en Irak. « Nous appelons aussi les groupes de défense des droits de l'Homme et les organisations internationales à exiger l'arrêt des arrestations et de l'oppression des Kurdes aux mains des autorités iraniennes », a-t-il ajouté.

L'Iran a ouvertement accusé le 14 août les Etats-Unis et la Grande-Bretagne d'être les instigateurs des troubles dans le Kurdistan iranien mais également dans la province de Khouzistan à forte majorité arabe.

Les autorités iraniennes ont mis en cause en vrac, des séparatistes arabes, les Moudjahidine du peuple (groupe d'opposition en exil com-

battant le régime islamique par les armes) soutenus par les Américains ou des baassistes fidèles à Saddam Hussein.

Mohammad Maachouk Khaznaoui. Le religieux kurde était vice-président du Centre d'études islamiques à Damas et bénéficiait d'une grande popularité, y compris en dehors de sa communauté. Selon le porte-parole de l'Association arabe des droits de l'Homme, Amar Korbi, les 60 personnes ont été le 3 août libérées de la prison centrale de Hassaké.

SYRIE : 47 KURDES ARRÊTÉS, TROIS AUTRES CONDAMNÉS PAR LES AUTORITÉS SYRIENNES

AU moins 47 Kurdes syriens ont été interpellés le 15 août à Serê Kaniyê (Aïn al Arab), 560 km au nord-est de Damas, après des heurts avec la police syrienne, selon un communiqué du Parti démocratique progressiste kurde de Syrie. Les Kurdes protestaient contre le refus des autorités syriennes de les autoriser à célébrer le 25ème anniversaire de la création de l'Union démocratique du Kurdistan, une formation kurde non reconnue en Syrie. Des voitures ont été endommagées lors de ces troubles alors que des manifestants ont lancé des pierres en direction des forces de police qui ont répliqué par des gaz lacrymogènes, selon l'Organisation arabe des droits de l'Homme (OADH).

Par ailleurs, la Cour de sûreté de l'Etat, un tribunal d'exception, a condamné le 28 août trois Kurdes, Moustapha Hanif Khalil, Abdel Karim Alo, Mohammad Naamane Mohammad Hanane, membres du Parti de l'Union démocratique, à des peines de deux ans et demi de prison pour appartenance à « une organisation secrète ». « C'est l'accusation habituelle portée contre tout Kurde qui comparait devant ce tribunal. Elle est sans fondement car les Kurdes réclament une solution à leur problème dans le cadre de l'unité territoriale de la Syrie », a

déclaré leur avocat Fayçal Badr. L'avocat a qualifié d' « anticonstitutionnels » les verdicts de la Cour de sûreté de l'Etat créée en vertu de la loi d'urgence.

En juin, plus de 60 Kurdes avaient été arrêtés lors de manifestations à la suite de l'assassinat de cheikh

Estimés à environ deux millions de personnes, les Kurdes de Syrie représentent environ 9% de la population du pays. Quelques 300 000 Kurdes demeurent sans papier, les autorités syriennes leur refusant la citoyenneté.

LE COÛT HUMAIN ET FINANCIER DE LA GUERRE EN IRAK AUGMENTE POUR LES AMÉRICAINS

LE nombre de soldats américains ayant péri en Irak a atteint en août un niveau inégalé depuis janvier, et des responsables américains prédisent une escalade des violences à l'approche du référendum sur la Constitution prévu à la mi-octobre. Au moins 84 soldats américains ont été tués en Irak en août, selon un bilan établi par l'armée.

Depuis l'intervention en Irak, en mars 2003, l'armée y a dénombré 1.879 décès dans ses rangs, a fait savoir le 31 août le Pentagone, qui évoque en outre le chiffre de 14.265 blessés. Le colonel Steve Boylan, porte-parole de l'armée à Bagdad, attribue cette hausse du nombre de décès chez les militaires aux opérations de grande envergure menées récemment contre les insurgés. Le

seul mois où l'armée a essuyé plus de pertes dans ses rangs cette année fut janvier, où 107 soldats ont trouvé la mort à l'approche des élections législatives du 30. Depuis le début de la guerre, il y a près de deux ans et demi, le bilan moyen des pertes essuyées par les forces américaines est de 2,1 morts par jour. A ce rythme, le bilan atteindra en tout 2.000 morts fin octobre.

Ces chiffres demeurent bien en deçà des pertes essuyées lors de la guerre du Vietnam, où les Etats-Unis ont perdu 58.000 soldats. Mais ils sont également largement inférieurs au nombre de décès de civils irakiens pendant cette même période. Les Etats-Unis disposent d'environ 140.000 soldats en Irak. Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a fait savoir que le Pentagone ordon-

nerait certainement un accroissement temporaire des effectifs militaires dans ce pays pour renforcer la sécurité à l'approche du référendum. Par ailleurs, le coût moyen par mois de la guerre en Irak serait désormais supérieur à celui du conflit des années 1960 et 1970 au Vietnam, à en croire le rapport, intitulé « Le borbier irakien », réalisé par l'Institute for Policy Studies et le Foreign Policy in Focus, deux organisations opposées à la guerre. D'après elles, le coût des opérations militaires en Irak s'élève à 5,6 milliards de dollars par mois, soit l'équivalent de quelque 186 millions de dollars par jour. « Par comparaison, le coût moyen des opérations américaines au Vietnam pendant les huit années de la guerre était de 5,1 milliards de dollars par mois, en tenant compte de l'inflation », peut-on lire dans ce rapport. En revanche, la guerre du Vietnam était plus coûteuse par rapport au produit intérieur brut puisqu'elle représentait 12% du PIB annuel, contre 2% pour le conflit irakien. Toutefois, des économistes soulignent que la guerre en Irak est financée par le déficit, ce qui pourrait faire doubler sur les dix prochaines années le déficit du budget fédéral.

Le Congrès américain a voté quatre projets de loi de financement de la guerre en Irak pour un montant total qui s'élève à présent à 204,4 milliards de dollars. Il devrait bientôt approuver un nouveau déblocage de fonds de 45,3 milliards de dollars. « Si l'on ramène le coût de la guerre par habitant des Etats-Unis, cela revient à 727 dollars par personne, ce qui en fait l'effort de guerre le plus coûteux des 60 dernières

années », écrivent les auteurs Phyllis Bennis et Erik Leaver.

D'autre part, d'après des documents récemment publiés, le département d'Etat américain avait averti, dès avant l'offensive alliée sur l'Irak en 2003, le Commandement central de l'armée des « sérieuses lacunes dans la planification » de la sécurité après la guerre. Dans une note datée du 7 février 2003, un mois avant le début de la guerre, des responsables du Département d'Etat faisaient état de « sérieuses lacunes dans la planification de la sécurité civile après la guerre, et de l'assistance humanitaire entre la fin de la guerre et le début de la reconstruction ». « Un

échec à aborder les problèmes de sécurité civile à court terme et d'assistance humanitaire pourraient aboutir à de graves violations des droits de l'homme, qui saperaient une campagne militaire autrement promise au succès, ainsi que notre réputation internationale », prévient le document. Cette note a été acquise par les Archives de la sécurité nationale de l'Université George Washington, et a été publiée le 17 août sur le site Internet du groupe de recherche. Elle a été écrite par trois chefs de bureau du Département d'Etat à l'intention de la sous-secrétaire Paula Dobriansky, mais également communiquée aux autorités militaires.

NEW-YORK: LA COMMISSION INDÉPENDANT « PETROLE CONTRE NOURRITURE » AFFIRME QU'IL Y A EU CORRUPTION DANS LA GESTION DE L'ONU

LA commission indépendante qui enquête sur le scandale « pétrole contre nourriture » a, le 8 août, affirmé qu'il y a bien eu corruption dans la gestion par l'ONU de son programme en Irak, son ancien directeur, Benon Sevan, en ayant « tiré de manière corrompue un bénéfice financier ». Dans son troisième rapport d'étape, la commission, dirigée par l'ex-président de la Réserve fédérale américaine, Paul Volcker, indique que M. Sevan a bénéficié, pour un montant de 147.184 dollars, des allocations de pétrole accordées, à sa propre demande, à la compagnie African Middle East Petroleum (Amep), dirigée par l'Egyptien Fakhry Abdelnour, un cousin de l'ancien

secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali. Dans ces transactions, un ami de M. Sevan, Efraim Nadler, a joué un rôle d'intermédiaire.

Le rapport retrace le cheminement, entre fin 1998 et fin 2001, de sommes d'argent tirées des ventes d'environ 7,3 millions de barils de pétrole irakien par l'Amep, d'abord vers un compte bancaire à Genève contrôlé par M. Nadler, puis vers un compte appartenant à M. Sevan à New York.

C'est la première fois que M. Sevan, un Chypriote âgé de 67 ans, est directement accusé de corruption. Il a nié les accusations portées à son encontre. Un premier rapport d'éta-

pe de la commission d'enquête, en février dernier, avait accusé M. Sevan d'avoir enfreint les règles de l'Onu en intervenant indûment en faveur de l'Amep dans le processus d'attribution des contrats. Mais à l'époque, la commission n'avait pas établi s'il s'était personnellement enrichi. M. Sevan, qui a dirigé le programme « pétrole contre nourriture » d'une valeur de 64 milliards de dollars pendant toute son existence de 1996 à 2003, avait démissionné le 7 août de l'Onu et accusé M. Annan de l'avoir « sacrifié », selon son avocat, Eric Lewis. M. Sevan a quitté New York pour Chypre en juin, ce qui lui vaut d'être également accusé par la commission de non-coopération à l'enquête. Un procureur de Manhattan a ouvert une enquête criminelle à son encontre en juillet.

Par ailleurs, le rapport de la commission accuse de corruption un autre ex-employé de l'Onu, le Russe Alexander Yakovlev, qui a démissionné en juin. Selon le document, M. Yakovlev, qui travaillait au département des achats de l'Onu, a sollicité en 1996 un pot-de-vin, avec l'aide d'un Français nommé Yves Pintore, de la part de la Société générale de surveillance (SGS), une compagnie française qui était en lice pour obtenir un contrat de contrôle du pétrole exporté par l'Irak dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture ». La commission Volcker indique n'avoir aucune preuve que la SGS avait payé ce pot-de-vin, en principe destiné à lui faire gagner le contrat. La SGS n'avait pas obtenu ce contrat, qui avait été remporté par la firme Saybolt Eastern Hemisphere. Alexander Yakov-

lev a plaidé coupable le 8 août devant la justice américaine, selon laquelle il aurait reçu « au moins des centaines de milliers de dollars » de firmes souhaitant obtenir des contrats avec l'Onu.

Enfin, M. Volcker a indiqué à la presse que l'enquête se poursuivait concernant M. Annan. Dans son deuxième rapport d'étape, fin mars, la commission avait relevé que d'après les éléments à sa disposition, il n'y avait pas eu trafic d'influence de M. Annan dans l'attribution de contrats de l'Onu en Irak à la société suisse Cotecna, qui employait son fils Kojo. M. Annan, qui a toujours affirmé qu'il ignorait que la Cotecna était candidate à un contrat, s'était estimé exonéré dans le scandale. M. Volcker a évoqué la découverte en juin d'un courriel « soulevant de nouvelles questions sur ce que savait le secrétaire général ». Dans ce courriel de décembre 1998, le vice-président de la Cotecna, Michael Wilson, évoquait une rencontre avec M. Annan fin novembre 1998 à Paris et assurait avoir alors reçu la garantie de pouvoir « compter sur le soutien » de M. Annan et son entourage. L'Onu avait à l'époque affirmé n'avoir trouvé aucune trace d'une telle rencontre dans les archives relatives à ce voyage à Paris de M. Annan et ce dernier avait dit n'en avoir aucun souvenir. Peu après, M. Wilson était lui-même revenu sur ses affirmations.

Le programme « pétrole contre nourriture » avait permis à Bagdad de vendre sous contrôle des quantités limitées de pétrole et d'acheter en échange des biens pour sa popu-

lation, alors que le pays était soumis à un embargo international. Mais le gouvernement irakien avait perverti le système et plusieurs milliards de dollars avaient été détournés. Le scandale est une sérieuse source d'embarras pour l'Onu. De nombreux critiques de l'Organisation, notamment aux Etats-Unis, ont réclamé la démission de M. Annan. Celui-ci a affirmé à plusieurs reprises qu'il ne démissionnerait pas.

Par ailleurs, Kofi Annan a recommandé, dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, de prolonger de 12 mois la mission de l'ONU en Irak. Actuellement, 260 civils et militaires travaillent en Irak pour cette mission, dont le mandat expire le 12 août. Il est presque certain que le Conseil de sécurité sera d'accord avec cette recommandation. Dans la lettre, datée du 4 août, Kofi Annan explique que la mission a étendu son travail au-delà de Bagdad depuis août 2004, malgré « d'importantes contraintes opérationnelles et sécuritaires ». Il souhaite augmenter le personnel de la mission, avec l'ouverture de nouvelles structures d'accueil à Bassorah et à Erbil.

D'autre part, le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté le 4 août à l'unanimité une résolution condamnant fermement les récents attentats en Irak, y compris le meurtre de diplomates étrangers. Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis à l'Onu, John Bolton, qui siégeait pour la première fois au Conseil, a saisi cette occasion pour souligner que la résolution démontrait « un large soutien international au gouvernement irakien » et pour appeler la Syrie et

l'Irak à honorer leurs promesses d'oeuvrer pour assurer la stabilité de l'Irak. La résolution adoptée « condamne sans réserve et dans les termes les plus fermes les attentats qui ont lieu en Irak » et précise que de tels actes sont « une menace à la paix et la sécurité ». Elle appelle la communauté internationale à « soutenir pleinement le gouvernement

irakien dans l'exercice de ses responsabilités de protection de la communauté diplomatique, du personnel des Nations unies et des ressortissants étrangers travaillant en Irak ». Au nom de la France, Michel Duclos, numéro deux de la mission française à l'Onu, a indiqué que Paris apportait « son plein soutien » à ce texte. Mais, a-t-il ajouté, « la France

souhaite aussi rappeler sa conviction que seule une solution politique est de nature à rendre à l'Irak des perspectives de paix et de stabilité ». « Cette solution politique doit être fondée sur la réconciliation nationale, le rejet de toute forme d'exclusion ou de discrimination et sur l'association de tous les Irakiens à la transition », a-t-il indiqué.

CINEMA : LE CINÉASTE KURDE BAHMAN GHOBADI REMPORTE LE PRIX HASSAN II DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU RABAT

LE long métrage kurde « les tortues volent aussi » réalisé par Bahman Ghobadi a remporté le 1er août le prix Hassan II de la 11^{ème} édition du festival international de Rabat pour la culture et les arts. Le jury du prix a également consacré les interprètes de ce film en langue kurde qui a fait l'ouverture de la compétition officielle du prix Hassan II de cinéma, en leur attribuant une mention spéciale en reconnaissance de leur excellent jeu.

« Les tortues volent aussi » retrace les péripéties de la guerre, ses répercussions sur l'évolution normale des enfants et des adolescents ainsi que les privations qui découlent de cette situation tragique. Le film se passe dans un village du Kurdistan irakien, à la frontière de l'Irak et la Turquie. Les habitants cherchent activement une antenne parabolique pour capter des nouvelles par satellite, car ils sont à la veille de l'attaque des Américains en Irak. Un garçon mutilé, venant d'un autre village, accompagné de sa

petite soeur et son enfant, en fait la prédiction. Le long métrage met en

scène un Kurdistan irakien que Bahman Ghobadi avait déjà filmée de façon impressionnante dans « Un temps pour l'ivresse des chevaux » et « Les chants du pays de ma mère ».

LU DANS LA PRESSE TURQUE : « LE PROBLÈME KURDE »

HASAN Cemal, journaliste turc respecté et observateur privilégié de la situation politique en Turquie, habitué des arcanes du pouvoir turc, analyse dans ses colonnes du journal Milliyet, la politique kurde d'Ankara en revenant sur les récentes déclarations du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Lors de son voyage à Diyarbakir, M. Erdogan a parlé pour la première fois du « problème kurde » en Turquie et reconnaissait les erreurs de l'Etat. Voici de larges extraits de cette analyse publiée du 23 au 28 août sous le titre de « problème kurde » :

« Qu'a dit le Premier ministre ? Il a parlé de la question kurde. Il ouvertement donné au problème son nom,

devenant ainsi le premier Premier ministre à parler du problème kurde sans contorsion et sans langue de bois. Il a fait la différence avec les hommes d'Etat qui jusqu'ici affirmaient « il n'y a pas de problème kurde mais un problème de terreur » ou encore à l'instar d'Ecevit (ancien Premier ministre turc) « il n'y a pas de problème kurde mais un problème du Sud-est ».

Il a ensuite annoncé que « la question kurde sera résolue avec plus de démocratie, plus de citoyenneté et plus de prospérité »

Et puis, il a indiqué que « l'Etat a également commis des erreurs dans le passé ». « Ne pas reconnaître les erreurs du passé n'est pas digne des grands Etats. Les grands Etats

avancent vers l'avenir à la lumière de leurs péchés. Il ne faut pas hypothéquer l'avenir sur les actions du passé ». Cette affirmation est également une première et une première très importante... Jusqu'ici, on n'hésitait pas à affirmer que l'Etat était blanc comme neige et pendant des années on justifiait les actions par « la nécessaire lutte contre la terreur ». Ce n'était nullement convainquant mais largement allégué. C'est pourquoi, le fait que le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, admette des erreurs commises par l'Etat dans le passé, à Diyarbakir, devant les citoyens kurdes de la République de Turquie, est un point à souligner à l'encre noir.

D'autre part, en séparant nettement la question kurde de la terreur, Erdogan se différencie encore une fois de ces prédécesseurs — exception faite et dans une certaine mesure de Turgut Ozal. Tout en condamnant très fermement la terreur et la violence, il a insisté sur le fait qu'il n'y aura « pas de rupture sur la voie de la démocratie » concernant la question kurde...

La politique officielle de l'Etat a placé (la lutte contre) la terreur avant la démocratisation. A chaque fois qu'on évoquait la démocratie, la justice et les droits de l'homme, aux différents Premiers ministres, ils nous répliquaient « c'est impossible, ce sera considéré comme une faveur aux terroristes (...) ».

Le fait de conjuguer la lutte contre la terreur avec des actes en faveur d'un Etat de droit démocratique n'a

jamais vraiment été pris en considération — même si Ankara envoyait de temps en temps quelques signaux différents.

En d'autres termes : L'Etat n'a jamais mis en doute de ce qu'il avait appris par cœur. Pendant des années, il a géré la situation en lançant des mensonges en forme de ballon de baudruche dirigés à occuper l'étranger. (...)

En affirmant vouloir lutter contre la terreur tout en poursuivant son action sur la voie de la démocratisation pour résoudre la question kurde, Erdogan a également déclaré que tout cela se fera dans le cadre de l'unité de la République de Turquie, c'est-à-dire un seul Etat, une seule nation et un seul drapeau. (...)

Si la démocratie, la paix et la prospérité doivent se réaliser en Turquie, le Premier ministre Erdogan se doit d'appuyer ses propos par une détermination et une volonté politique. Va-t-il pouvoir le faire ? (...)

Pourquoi se fâche-t-on contre le Premier ministre Erdogan ? Simplement parce qu'en tant que Premier ministre, il a qualifié le problème kurde sans circonlocution et parce qu'il a reconnu les erreurs passées de l'Etat devant la population concernée...

Selon les contempteurs d'Erdogan, il y a un problème de terreur et non pas un problème kurde en Turquie ; il n'y a donc pas de problème d'identité, mais des problèmes sociaux et d'emploi (...). Évoquer le problème kurde, parler du problème kurde et

relever à ce propos des erreurs commises par l'Etat dans le passé, est impardonnable pour ces derniers (...). Vous serez qualifié de traître à la nation...deviendrez-vous séparatiste tout à coup. Vous serez sans « honneur » ...

Il vaut mieux s'accrocher à la réalité des choses, puisque le problème kurde se place à la tête des problèmes sérieux de ce pays. Et s'il persiste jusqu'à nos jours, c'est que les erreurs commises par la République de Turquie ont également leur part. Mais quelles erreurs ?

Tu as nié l'existence des Kurdes. Tu as affirmé durant des années « Il n'y a pas de Kurde, il y a des Turcs ! ». Tu as nié l'existence de la langue kurde et interdit son utilisation dans le service public, tu as même été jusqu'à élaborer des lois contre la langue kurde.

Tu as également interdit l'enseignement de la langue kurde, interdit les prénoms kurdes aux nouveaux nés, inscrit des noms turcs dans leur état-civil sous la dictée de la loi, turquisé les noms des villages, hameaux et les lieux d'habitation kurdes.

Pendant de longues années, tu as interdit les chansons kurdes et jamais autorisé la diffusion en langue kurde. Tu as même interdit aux gens de porter leurs couleurs rouge, jaune et vert. On a rapporté des descentes de police dans des fêtes de mariages où les invités arboraient ces couleurs.

En résumé : En tant qu'Etat, tu as

considéré que l'identité et la culture kurdes n'existaient pas. Tu l'as nié. Et que s'est-il passé ? Les Kurdes, la langue kurde et l'identité kurde n'ont pas été anéantis. Ils continuent d'exister. Pour comprendre la situation, il n'est pas nécessaire d'être grand clerc. Il suffit de prendre un avion pour Diyarbakir, de discuter avec les commerçants de la ville et de prendre un café avec les citoyens kurdes.

Si tu daignes faire cet effort, tu pourras comprendre ce qu'est un Kurde, la langue kurde, l'identité kurde, les aspirations des citoyens kurdes, bien sûr si tu te mettais à leur place quelques instants. (..)

Depuis la fondation de la République sur ces terres, il y a eu 28 insurrections kurdes plus ou moins importantes. La dernière en date serait donc la vingt-neuvième. (Le 9ème président turc Suleyman Demirel fait la même affirmation). Si tu affirmes ne pas avoir de problème, comment qualifies-tu ce qui se passe sur le territoire ? Si le problème n'existe pas, alors pourquoi tant de larmes et tant de sang ? Si le problème n'existe pas, pourquoi avons-nous décrété que la langue, la littérature, les chansons kurdes n'existent pas ? Pourquoi avoir nié l'identité kurde ?

Si tu ne parvenais pas à te poser ces questions, cela voudrait dire que ton cerveau est pris en otage par les clichés... Tu peux continuer à vivre la tête dans le sable comme une autruche. Mais ça ne changera rien ! La question posée est le « problème kurde », la question posée est le « problème de la terreur ».

Pour résoudre le premier de ces problèmes, il faut comme l'a affirmé le Premier ministre Erdogan, plus de démocratie, plus de droit à la citoyenneté, plus de prospérité, c'est-à-dire plus de travail et du social. Pour résoudre le deuxième problème, il faut faire appel à la sécurité avec un corollaire militaire et policier. (...)

Supposons que nous n'employons plus jamais le mot kurde, que nous ne prononcions pas le mot « kurde », qu'on parle jamais de la langue kurde, des intellectuels kurdes et qu'on n'évoque pas le problème kurde. Supposons que nous fermions tous les cours privés de langue, interdisions à nouveau la musique kurde, effaçions partout les couleurs rouge, jaune, vert, mettions fin à toute diffusion, toute publication de la langue kurde, que nous revenions au précédent état légal en emprisonnant pour « séparatisme » toute personne qui parlerait des Kurdes et de la langue kurde (...) Pensez-vous que vous allez être plus tranquille ?

Avez-vous jamais traversé le poste frontière du Habur pour passer au Nord de l'Irak (Kurdistan) ? Je l'ai fait pour la première fois en 1992 et pour la dernière fois en 2003.

En 1992, j'avais fait mon entrée au Kurdistan irakien, selon l'appellation des Kurdes, en passant devant un panneau qui souhaitait la « Bienvenue au Kurdistan » en turc et en anglais. Puis à Erbil, j'ai rencontré le président du Parlement du Kurdistan et le Premier ministre du Kurdistan. Mes articles ont alors été publiés dans le quotidien Sabah.

J'ai fait ensuite plusieurs visites dans la région. J'avais eu l'occasion de suivre brièvement les opérations de notre armée en 1995 dans le nord de l'Irak. Mes dernières visites datent de la chute de Saddam en mai et puis en novembre 2003. Savez-vous que les Kurdes d'Irak disposent de plusieurs universités, à Duhok, à Erbil, et à Suleymanieh ? Ils ont également des écoles primaires, des collèges et des lycées, ils disposent aussi de chaînes de télévision, de radios, de journaux, de revues et de livres. Ils lisent et apprennent leur langue, leur littérature et leur histoire et tout cela juste de l'autre côté de nos frontières. Si aujourd'hui je me mettais à édicter des lois prohibitives sur tout, à quoi cela pourra-t-il servir ?

Penses-tu pouvoir empêcher nos Kurdes de regarder les chaînes kurdes diffusées de l'autre côté de la frontière sans avoir recours aux paraboles ? Peux-tu éviter le passage des journaux, des revues, des livres qui peuvent être livrés en un pas ? Peux-tu les empêcher d'écouter leur musique en kurde ? Peux-tu les empêcher d'apprendre leur langue, leur histoire et leur littérature au moyen de la télévision ou de l'Internet ? Tu ne peux rien contre tout cela. D'ailleurs, tu n'avais rien pu faire dans le passé.

Sais-tu qu'on assiste petit à petit au Sud-est (Kurdistan turc) à une immigration en matière éducative et d'emploi vers le nord de l'Irak (Kurdistan irakien) ? Certains jeunes kurdes, même si le nombre reste encore faible, partent au nord de l'Irak (Kurdistan irakien) pour bénéficier de l'enseignement en

kurde. On m'a même rapporté que quelques-uns s'étaient inscrits à l'académie militaire...Et certains hommes d'affaires kurdes se rendent au nord de l'Irak (Kurdistan irakien) serviette sous le bras, essayant de faire des affaires (...)

De toute manière, lorsque tu as interdit tout cela, tu n'as pas récolté ce que tu espérais. A Diyarbakir ou à Istanbul, on continuait à vendre sous le manteau des livres d'histoire et de littérature en kurde, à l'aide d'une parabole on pouvait également regarder les chaînes kurdes.

En France, en Suède, en Hollande, en Allemagne, en Russie, aux Etats-Unis, en Arménie, dans tous ces pays, des instituts kurdes avaient pu promouvoir l'identité kurde. Le nationalisme kurde a été sous les projecteurs depuis le début du siècle dernier.

A chaque fois qu'en Turquie nous avons opposé un refus, à chaque interdit, ces organisations à l'étranger ont pendant des années fait tout ce qui était en leur pouvoir pour faire la promotion (des Kurdes) pour des raisons académique, humanitaire ou encore politique, et continuent de le faire.

Depuis un certain temps, les Kurdes et la question kurde ont pris place sur la scène internationale que ce soit aux Nations Unies, au Conseil de l'Europe, à la Cour européenne des Droits de l'Homme, aux Etats-Unis ou encore dans l'agenda de l'Union européenne. La question kurde va continuer à occuper une place dans l'agenda de différents Etats et des organisations interna-

tionales...

En somme : Une politique prohibitive ou anti-démocratique n'a aboutit à aucune solution. C'est d'ailleurs invraisemblable qu'elle soit menée encore aujourd'hui. Ceux qui préconisent une politique de la matraque dans la conjoncture actuelle tant à l'intérieur qu'à l'étranger, devraient rapidement abandonner cette idée ... Cela mettrait la Turquie dans un beau pétrin. Elle deviendra instable, la paix civile, l'harmonie, l'économie et bien d'autres choses iront en se dégradant.

La Turquie est sur la bonne voie aujourd'hui. Elle agira dans le cadre de la démocratie car elle se doit de le faire. La Turquie évoluera sur le chemin de l'Europe car elle se doit de le faire. (...)

C'était en 1991, durant la première semaine du mois d'avril à Diyarbakir. Nous étions quatre journalistes à discuter avec le Premier ministre de l'époque, Suleyman Demirel, dans le salon des convives au dernier étage de la maison de la culture qui héberge également le Théâtre de l'Etat.

La coalition entre le parti de la Juste Voie (DYP-droite) et le parti socio-démocrate du peuple (SHP-centre gauche) venait de s'installer. Demirel et İnönü (respectivement leaders du DYP et du SHP) avaient effectué leur première visite nationale à Diyarbakir. Demirel déclare : « Nous allons élaborer une nouvelle Constitution conforme aux Droits de l'homme et à la Charte de Paris ». Et puis, il se lance dans une déclaration explosive : « On ne peut

pas s'opposer à l'identité kurde. Nous devons reconnaître la réalité kurde ». Le Premier ministre fait cette déclaration pour qu'elle soit rapportée par la presse... Le lendemain, accompagné d'Erdal İnönü, il réitère ses propos du haut de la tribune tout spécialement dressée ...

Un vent de bonnes intentions plane. Le ministère des Affaires étrangères et le service du protocole traduisent en anglais les parties du programme du gouvernement relatives à la démocratisation sous le titre de : « La réalité kurde » et l'envoient à Bruxelles, aux capitales de l'Union européenne et le distribuent au Conseil de l'Europe. Quelques mois après, je couvrais la visite du ministre turc des affaires étrangères, Hitmet Cetin, au Conseil de l'Europe à Strasbourg. L'atmosphère était particulièrement propice, les sourires partout... Mais il n'y avait rien au bout !

Les déclarations restent couchées sur le papier. Il n'y a pas de nouvelle Constitution conforme aux Droits de l'homme et à la Charte de Paris. Demirel ne répétera plus « réalité kurde ». Les espoirs s'effondrent, à l'intérieur comme à l'étranger.

Je m'étais demandé à l'époque : Est-ce que la déclaration du Premier ministre concernant la réalité kurde fait partie de la « politique des mensonges gris » pratiquée par notre Etat lorsqu'il se trouve en mauvaise posture ou encore pour gagner du temps ?

Je sais qu'Ankara recourt parfois à cette politique tout particulièrement lorsqu'il s'agit du problème kurde.

C'est pourquoi je ne peux m'empêcher de me demander si la dernière sortie du Premier ministre, Erdogan, sur le problème kurde ne fait pas partie d'une telle politique ? Je ne le pense pas. Le gouvernement d'Erdogan a fait preuve d'un courage politique comme jamais aucun parti politique ne l'a fait jusqu'ici. C'est pourquoi je pense probable qu'il poursuivra sa volonté politique (...) car le problème contient visiblement des aspects internationaux.

Je veux dire ceci : Plus de démocratie, plus de citoyenneté, plus de prospérité, c'est-à-dire plus de social et d'emploi, tout cela peut ne pas mettre un terme définitivement au problème, au problème kurde. Le terreur et la violence pourraient continuer à exister même en remportant des batailles et même en les marginalisant (...)

Pour illustrer cela, on peut prendre comme exemple le problème basque en Espagne. Si tu parles de la démocratie, la démocratie est là, le droit de la citoyenneté, ce droit est là, pour ce qui est de la prospérité, on parle de près de 20 000 dollars de revenu national par personne... Mais le problème basque perdure. Il y a encore des gens qui demandent l'indépendance et l'ETA a toujours recours à des actions violentes. Partant de l'exemple basque, certains chez nous s'opposent à la démocratisation et au droit en ce qui concerne la question kurde. Cette attitude mène à l'impasse ! (...)

L'Espagne a pu sortir de l'impasse parce que justement elle n'a pas failli à l'exigence démocratique concernant le problème basque et a

enregistré des progrès en matière économique et politique parce qu'elle a poursuivi la route de l'Europe. La Turquie doit emprunter le même chemin. (...)

Une des personnalités politiques en vue de Diyarbakir, m'a déclaré au téléphone hier matin : « Je suis kurde mais en tant que kurde je ne peux vivre sans Istanbul et Izmir. Ce que je désire par-dessus tout, en tant que Kurde, est que l'on tienne compte de moi en tant qu'individu, que l'Etat me considère en tant que citoyen ... Le jour où l'on réussira cela, je vous assure que beaucoup de choses vont changer » (...)

Un autre me demande : « Pourquoi le festival de la culture et de l'art de Tunceli, programmé chaque année, a-t-il été annulé cette année ? Pourtant ce festival avait eu lieu durant les deux dernières années de l'état d'urgence ... ». « Est-ce que tu connais les Yerel Gundem 21 (Agendas locaux 21) ? Ce sont des assemblées municipales consultatives, fondées par la loi, rassemblant aussi bien des élus que des commis

nommés par l'Etat. Des préfets, des maires d'agglomération, de petites villes, des directeurs de dispensaires, des dirigeants de la société civile se réunissent à des intervalles réguliers pour discuter des problèmes de leur province et ils remettent au préfet ou au maire des propositions sous forme de rapport. Ces Agendas locaux ont eu des succès notables à Bursa ou encore à Antalya » (...) « Mais ça ne fonctionne pas à Diyarbakir car la préfecture ne participe pas aux réunions. L'adjoint au préfet a assisté une ou deux fois et c'est tout... Pourquoi est-ce que les représentants de l'Etat n'arrivent pas à se réunir avec les représentants du peuple ? (...) Que peut penser la rue de cette situation ? L'Etat ne prendrait-il pas en considération les hommes qui ont été élus par nous ? » (...)

Un Premier ministre qui sortirait renforcé du rendez-vous du 3 octobre fixé par l'Union européenne devrait pouvoir faire d'avantage pour résoudre le problème kurde, dit-on (...)

AINSI QUE...

• **TURQUIE-UE : ANKARA REFUSE DE RECONNAITRE NICOSIE ET FAIT MONTER LE TON.** La Turquie a, le 4 août, répété son refus catégorique de reconnaître Chypre avant le début de ses négociations d'adhésion à l'Union européenne et elle s'est dite « attristée » par cette « nouvelle condition » posée par la France. Réagissant pour la première fois en public aux propos du Premier ministre français Domi-

nique de Villepin, qui a, le 2 août, jugé « inconcevable » l'ouverture de négociations sans une reconnaissance formelle de Chypre par Ankara, son homologue turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré : « Nous sommes attristés par les déclarations du Premier ministre français et du président (Jacques) Chirac. » « Il est hors de question pour nous de discuter ou d'envisager toute nouvelle condition en vue du 3 octobre », a-t-il ajouté,

en se référant à la date prévue pour le début des négociations entre la Turquie et l'UE.

Ankara, qui ne reconnaît que la partie turque de l'île méditerranéenne, a signé le 29 juillet le protocole élargissant son union douanière aux dix nouveaux Etats membres de l'UE, dont Chypre, dernière condition posée par le Conseil européen, en décembre dernier, à l'ouverture des pourparlers. Mais la Turquie a immédiatement souligné dans une déclaration que la signature du protocole n'avait pas valeur à ses yeux de reconnaissance officielle du gouvernement de Nicosie. Pour la Turquie, une telle reconnaissance ne peut intervenir qu'à la suite d'un règlement définitif de la question chypriote dans le cadre des efforts entrepris sous médiation de l'Onu. Sur ce point, Ankara estime avoir rempli son contrat en incitant les Chypriotes turcs à accepter par référendum le plan de paix proposé par les Nations unies, lequel a cependant été rejeté par les Chypriotes grecs lors d'une consultation simultanée en 2004. Chypre est divisée en deux depuis l'intervention de l'armée turque en 1974 à la suite d'un coup d'Etat de Chypriotes grecs soutenus par la junte militaire alors au pouvoir à Athènes.

La question chypriote est extrêmement sensible en Turquie, et nombreux sont les spécialistes qui affirment qu'Ankara pourrait renoncer à ses très vieilles ambitions européennes si l'Union revenait sur ses engagements et exigeait la reconnaissance immédiate du gouvernement chypriote grec. La récente démission de Murat Sungar, le principal diplomate turc chargé de l'UE, pourrait augurer un infléchissement de la position du gouvernement, qui tendrait à préparer l'opinion à un report de l'ouverture de ces négociations.

Le commissaire européen à l'Elargissement, Olli Rehn, s'est déclaré le 9 août « raisonnablement confiant » pour que les négociations d'adhésion débutent comme prévu le 3 octobre. De fait, les dirigeants de l'UE n'ont jamais posé la reconnaissance de Chypre comme un préalable aux négociations avec la Turquie, mais comme une évolution naturelle à attendre en marge de celles-ci. Les ministres ne devraient donc guère s'écarter de cette ligne. L'Union européenne a indiqué le 31 août qu'elle allait toutefois répliquer au refus de la Turquie de reconnaître Chypre et Nicosie a menacé de s'opposer à l'ouverture des pourparlers d'adhésion d'Ankara à l'Union si la réponse de Bruxelles ne le satisfait pas.

• **STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME JUGE QUE LA RESPONSABILITÉ DE LA TURQUIE EST ENGAGÉE DANS LA DISPARITION DES DEUX CADRES D'UN PARTI PRO-KURDE À SILOPI.** La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a, le 2 août, condamné la Turquie pour violation du droit à la vie après la disparition en 2001 de deux responsables du parti démocratique du peuple (HADEP- parti pro-kurde dissous en mars 2003 par la Cour constitutionnelle pour « liens organiques » avec le PKK). La Cour a jugé que la disparition restée inexplicquée des deux hommes et l'absence d'enquête constituait des violations de l'article 2 (droit à la vie) de la Convention européenne des droits de l'homme. Elle a également estimé que l'angoisse éprouvée par leurs proches, restés depuis dans l'ignorance sur leur sort, était contraire à l'article 3 interdisant les traitements inhumains ou dégradants.

Serdar Tanis et Ebubekir Deniz, qui étaient respectivement président et

secrétaire du HADEP de Silopi (province de Sirkak) avaient disparu le 25 janvier 2001. Selon leurs proches, ils avaient reçu des menaces de mort de la part du commandement de la gendarmerie de Silopi et du régiment de la gendarmerie de Sirkak en raison de leurs activités politiques. Ils s'étaient rendus à la gendarmerie dont ils n'étaient jamais revenus.

La Cour a estimé que « la responsabilité de la Turquie était engagée dans la disparition des intéressés » en raison du contexte des disparitions et du fait que « quatre ans plus tard l'on continue d'ignorer leur sort », mais aussi de « l'absence d'enquête sérieuse et d'explication plausible des autorités sur ce qui s'est passé ». Elle a accordé à chacun des quatre requérants 20.000 euros pour dommage moral et des sommes allant jusqu'à 40.000 euros aux épouses et à la compagne des deux disparus.

• **DES COUPABLES INTEGRISTES DU MASSACRE D'INTELLECTUELS ALEVIS À SIVAS EN 1993 COULENT DES JOURS HEUREUX EN TOUTE IMPUNITÉ.** La presse turque a retrouvé les traces d'un Turc, condamné par la justice de son pays pour le massacre à caractère intégriste commis à Sivas en 1993, l'un des plus graves crimes à caractère fondamentaliste commis en Turquie dans l'histoire récente. Muhammed Nuh Kilic, qui vit en Allemagne depuis plusieurs années, avait été condamné par la justice turque à près de huit ans de prison pour son implication dans le massacre de 37 intellectuels, de confession alevite, brûlés vifs le 2 juillet 1993 dans un hôtel de Sivas par des intégristes islamistes. Le feu avait été allumé par la foule, encouragée par des intégristes, pour protester contre les propos d'un écrivain satirique, Aziz Nesin, qui avait mis en doute l'origi-

nalité du Coran au cours d'un débat dans le cadre du Festival Pir Sultan Abdal, un poète alévi, organisé pour l'anniversaire de sa mort, au 16e siècle. Au terme d'un marathon légal qui a duré plus de sept ans, 31 personnes ont été condamnées à mort pour leur participation à l'attaque mais certains restent officiellement introuvables par la justice turque.

Le ministère turc de la Justice, a, le 18 août, annoncé que la Turquie cherchait à obtenir d'Allemagne son extradition, bien qu'il ne soit jamais inquiété par les autorités turques, obtenant même le renouvellement de son passeport auprès du consulat de son pays en Allemagne. « La traduction des documents nécessaires pour l'extradition de Muhammed Nuh Kilic est en cours et ceux-ci seront envoyés au pays concerné par voie diplomatique », a précisé un communiqué du ministère turc. La Cour fédérale de justice de Karlsruhe a cependant refusé de placer l'homme en état d'arrestation provisoire, demandant les documents relatifs à sa demande d'extradition.

• **LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL APPELLE L'IRAK À SE Doter RAPIDEMENT D'UNE CONSTITUTION.** Le Fonds monétaire international (FMI), qui a publié le 16 août son premier rapport sur l'Irak en 25 ans, a appelé les responsables politiques irakiens à se doter d'une Constitution pour faire face aux « colossaux » défis économiques du pays. « L'Irak continue de faire face à des risques et des défis colos-

saux dans la reconstruction de son économie », souligne le Fonds dans son rapport sur l'économie du pays (Chapitre 4).

Lorenzo Perez, le chef de la dernière mission du FMI à Bagdad, a de son côté souligné « l'effet très important et très positif pour l'Irak » qu'aurait un accord sur la Constitution. « L'approbation de la Constitution (serait) une étape importante pour le processus de développement politique et économique de l'Irak », a estimé M. Perez, l'un des co-auteurs du rapport du FMI, lors d'une conférence de presse. Plusieurs points essentiels, tels que la répartition des richesses provenant du pétrole, risquent d'être difficile à résoudre. « Mais dans l'ensemble cela aurait un effet positif sur le climat économique », a-t-il assuré.

Dans son rapport, le FMI souligne que « le rythme de la reconstruction et de la reprise dépendra dans une large mesure de l'évolution de la situation politique et sécuritaire ». « L'économie reste fragile, et il y aura beaucoup de travail à faire pour transformer l'Irak en économie de marché, fermement engagée sur la voie d'une croissance durable », ajoute le document. Il appelle les autorités à « mettre en place les réformes structurelles les plus urgentes », notamment à instaurer un cadre budgétaire « visant à donner la priorité à l'utilisation des ressources disponibles ».

Tout en reconnaissant « le contexte politique et social difficile », le FMI souligne que l'un des grands défis est

d'« éliminer les distorsions des prix », notamment en éliminant « aussi vite que possible les importantes subventions gouvernementales sur les produits pétroliers ». « Le niveau de subventions en Irak est probablement le plus élevé du monde », a souligné M. Perez, tout en reconnaissant que les Irakiens souffriraient à court terme d'une hausse des prix. « Il faut ajuster les prix graduellement, en s'assurant que dans le même temps le filet de sécurité se renforce pour protéger les pauvres, et expliquer aux gens pourquoi tout cela a lieu », a-t-il ajouté. « C'est vraiment un arbitrage entre subventionner le pétrole ou avoir plus d'argent pour les hôpitaux et les écoles », selon M. Perez.

Le rapport souligne également « la nécessité d'arriver à un accord sur le refinancement de la dette » avec les créiteurs privés et hors du Club de Paris qui soit « comparable à celui trouvé l'an dernier avec les créiteurs du Club de Paris ».

Les responsables du FMI ont « pris note » du désir des autorités irakiennes de parvenir à un accord de stand-by d'ici la fin de l'année 2005. Cela « aiderait à soutenir un cadre macro-économique sain pour la poursuite de la reconstruction et de la reprise irakienne », selon le document. Mais les autorités irakiennes doivent d'abord travailler à « relancer les réformes structurelles et les mesures destinées à améliorer la bonne gouvernance et le fonctionnement administratif et institutionnel du pays », souligne le rapport.

Iraq's links to Iran create dilemma for U.S.

Elected leaders view neighbor as ally

By Edward Wong

BAGHDAD: Donald Rumsfeld, the U.S. defense secretary, delivered a blunt message to Iraqi leaders during a visit here last week: The Iraqis would have to be more aggressive in opposing the "harmful" meddling of Iran in this country's affairs before the United States could consider regional stability assured and the way clear for American forces to go home.

It was an argument with a paradox at its heart.

Regaining a semblance of stability here is a goal of both the Iraqi government and the United States. But the country's elected leadership apparently believes that Iraq's long-term welfare will depend on building a strong relationship with Iran as well as maintaining ties to the United States. As the Shiite Arab leaders who now hold sway in Baghdad see it, support from their co-religionists in Iran could be decisive in keeping Iraq from slipping further into chaos.

That is clearly not the kind of stability Rumsfeld has in mind.

The Shiite leaders, though, already draw support from Iran as well as the United States in the face of the deep Sunni Arab resentment that has fed the insurgency here. Shiite political parties

have historically had much stronger ties to Iran than to the United States, which, as they vividly recall, did nothing when Saddam Hussein ordered the slaughter of up to 150,000 Shiites who rebelled after the 1991 Gulf war.

The Shiite parties also assume that the American enterprise here will probably end as centuries of foreign adventures in this part of the world have — with the imperial country eventually withdrawing and leaving the region to sort out its own affairs.

Before the U.S.-led forces invaded, some analysts in Washington predicted that Iran would hold little appeal for Iraq's 17 million Shiites because they are Arabs while the majority of Iran's Shiites are Persians, historical enemies of the Arabs. That view failed to anticipate the depth of tension and violence that have now divided Iraq's Arabs, largely along the lines of the two main branches of Islam, Sunni and Shiite. Still, U.S. officials hold to the belief that, in the end, Iraqi nationalism, which Shiites here share, will keep Iraq from being pulled into Iran's orbit.

The reality, however, is that Iraqi leaders, with the encouragement of their Iranian counterparts, are trying to forge stronger bonds with Iran in many spheres, from reconstruction to the writing of the constitution.

"We've had good relations with the great Islamic Republic for more than two decades," said Abdul-Aziz al-Hakim, a powerful Shiite politician, at a recent news conference in Basra, Iraq.

"Iran opens its doors and receives the Iraqis, and there is a huge number of Iraqis in Iran," he added.

The Supreme Council's biggest Shiite rival, the Dawa Islamic Party, is led by the Iraqi prime minister, Ibrahim al-Jaafari, who lived in exile in Iran before moving to London and who recently visited Iran.

Since then, he has been proclaiming the benefits of strengthening relations with Iran, despite the aversion to the idea by American officials and by Sunni Arabs, whom the United States wants included in the political process.

At a news conference on June 21, Jaafari said Iran would provide about \$1 billion to build schools, hospitals and libraries in Iraq. He also said he and ministers met with clerics and politicians in Tehran and discussed border security and promoting religious tourism.

Under a recent agreement, Iraq and Iran plan to build an oil pipeline between Basra and Abadan in Iran, through which Iran would receive Iraqi crude oil to refine, in return for exporting an equal amount of oil on Iraq's behalf through the Iranian port at Kharg Island.

All this amounts to a multipronged Iranian effort to reinforce the Shiite powers in Iraq. Many Iraqis distrust Iran because of the Iran-Iraq war, but they also realize that Iran has been the historical defender of the minority Shiite branch of Islam against the Sunni Arab.

The New York Times

Draft charter for Iraq keeping to its timetable

Agence France-Presse

BAGHDAD: Parliament will debate a draft constitution for Iraq on Aug. 15, keeping the country on track for a scheduled mid-October referendum on the post-Saddam Hussein charter, officials said Monday.

"We shall conclude the drafting of the constitution and will hand over the text to Parliament for debate on Aug. 15," the chairman of the drafting committee, Sheik Humam Hammudi, told Parliament.

Hammudi had until Monday to announce whether his committee required a six-month postponement to complete its work, or could finish by an Aug. 15 deadline agreed under interim constitutional rules.

The United States has pressured Iraqi leaders to keep to the timetable, amid fears that a delay could undermine public confidence in the political reform

process and play into the hands of insurgents.

Unresolved issues include the details of a federal constitution and the boundaries of the autonomous Kurdish region in northern Iraq.

The Kurds insist on the incorporation of the ethnically divided northern oil center of Kirkuk as the region's capital, a demand to which the city's Arab and Turkmen communities are largely opposed.

There is also disagreement on how government revenues, particularly the oil receipts that make up the lion's share, should be shared between the federal government and the component regions.

Members of the drafting committee also disagree on whether Kurdish should be an official language nationwide, alongside Arabic, and what role Islam should play in the constitution.

A national conference of top political



Ali Abbas/EPA

Sheik Humam Hammudi, in Baghdad on Monday, said no extension was needed.

leaders is to be held on Friday to help iron out remaining differences, Hammudi said.

"If problems are not solved at this conference, we shall put them directly to Parliament on Aug. 12 for them to

August 1, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

make a final decision before Aug. 15."

The Parliament speaker, Hajem Al-Hasani, said he was optimistic that the draft would be ready in time, adding that it was essential that all crucial points, such as federalism, be settled.

This followed the adoption of a parliamentary motion, offered by Hamudi, specifying that while the draft would be ready on Aug. 15, "certain points could be concluded later, as required."

Speaking at a news conference Sunday, a government spokesman, Leith Kubba, had suggested that the committee could send to the full Parliament those articles it had agreed on and discuss outstanding problems at a later stage.

"Others items not agreed to, I think, could be postponed until some later stage" for adoption "under quieter circumstances," he said.

Meanwhile, the country's top election official announced that registration of voters to participate in the Oct. 15 referendum on the constitution would begin Wednesday.

In other developments, the bodies of 12 men, two of them beheaded, were found on waste ground near a Baghdad school on Monday, an Interior Ministry official said.

Several were blindfolded and some had been shot. The victims could not immediately be identified, the official added.

Initial reports suggested the bodies had been dumped in the southwestern neighborhood of Um Al-Maalef from a pickup truck, which then disappeared.

Iraq has been hit by a spate of mass killings in recent months, some of them of an apparently sectarian nature.

Also in Baghdad, a senior Interior Ministry official was gunned down and two of his bodyguards wounded, a Defense Ministry official said.

General Abdelsalam Rauf Saleh, the head of the ministry's commandos, was killed when unidentified gunmen ambushed his convoy in the south of the capital, the official said.

Iran threatens to restart atom work

By Nazila Fathi

TEHRAN: Iran threatened on Sunday to resume activities at one of its nuclear sites but said it would keep its freeze on a more advanced process needed to make fuel or weapons.

The European Union, which has been seeking to negotiate an exit to the Iranian nuclear impasse, responded by saying Iran would jeopardize future talks if it carried through on its threat, risking a significant escalation of the dispute over its nuclear facilities.

Hamidreza Assefi, the Foreign Ministry spokesman, said Iran planned to tell the International Atomic Energy Agency in Vienna in a letter Sunday or Monday of its decision to resume work at the Uranium Conversion Facility in Isfahan.

The official Iranian press agency, IRNA, quoted Assefi as saying Iran had taken the step because the European Union had failed to meet a deadline on Sunday to produce new proposals to end a dispute over Iran's nuclear program.

The European Union has denied agreeing to the deadline and said Sunday that "full and detailed proposals" would be given to Iran in a week. The proposals are supposed to include economic incentives designed to persuade Iran to abandon its nuclear activities.

Some experts said the Iranian threat on Sunday was largely symbolic because it related to producing more uranium gas rather than taking the next step of enriching gas to turn it into reactor fuel or, in a highly enriched form, weapons.

Under international pressure, Iran suspended its nuclear programs in November 2004, but has frequently threatened to restart nuclear activities, insisting that it has a sovereign right to do so. The United States believes Iran wants to build nuclear weapons, but Iran says its programs are for civilian purposes.

Since last November, Iran has been

EU warns that action would imperil talks

negotiating with the European Union on western demands to abandon its independent development of nuclear technology.

At the nuclear negotiations, known for their brinkmanship, the European Union is represented by a group of three countries — Britain, France and Germany.

In a statement on Sunday, the British Foreign Office said Iran would take an "unnecessary and damaging" step if it resumed nuclear activities.

"We have received reports that the Iranians have decided to restart their uranium conversion facility at Isfahan, where activities have been suspended since November last year," the British Foreign Office statement said.

"We are seeking clarification of Iran's intentions. We urge them not take any unilateral step" which would "make it very difficult to continue" with the negotiations between Iran and the three European countries, the statement said.

If Iran carried out its threat, the statement said, the European countries would take the issue to the International Atomic Energy Agency in Vienna, the statement said.

In Tehran, Assefi said: "We were waiting for the Europeans to offer us their proposal"

The United States has warned Iran that it will urge the UN Security Council to impose sanctions on Iran if it breaks its previous agreements and restarts its nuclear program.

The three European Union negotiators are scheduled to offer Iran a package of economic, political and security, as well as technological incentives by Monday. But Iran had warned that no

incentive could persuade it to quit its uranium enrichment program.

The Uranium Conversion Facility near the city of Isfahan turns uranium ore, known as yellowcake, into uranium hexafluoride gas. The gas can be fed into centrifuges and enriched to be used as fuel in nuclear plants or, if highly enriched, for making nuclear weapons. Iran said it would keep the nuclear site in Natanz where the centrifuges are kept under suspension.

Assefi said the decision to restart work at Isfahan had been made and activities would resume under the supervision of the International Atomic Energy Agency. It was not clear if the agency had agreed to that step.

"We do not want to do any work without the supervision of the agency," Assefi said. The seals on the facility would be removed in the presence of the agency's inspectors who are in Iran, he added.

He also said Iran had rejected a request from the European countries to extend the deadline. The extension would have given time to the Europeans to hand in their proposal after the inauguration of the conservative president, Mahmoud Ahmadinejad, on Aug. 6.

"We have no interest to interrupt our negotiations with Europe," Assefi said. "But we can no longer postpone our people's demand for peaceful use of nuclear technology."

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

August 1, 2005

La Turquie signe un accord douanier avec les Vingt-Cinq

BRUXELLES

de notre bureau européen

La Turquie a signé, vendredi 29 juillet, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Bruxelles, le protocole d'extension de son union douanière avec les Vingt-Cinq, dont Chypre qu'Ankara ne reconnaît pas officiellement.

Avec ce geste très attendu, la Turquie remplit l'ultime condition posée par l'Union européenne (UE) à l'ouverture de négociations d'adhésion, prévues, en principe, pour le 3 octobre. Le gouvernement turc a toutefois décidé d'accompagner cette signature d'une déclaration annexe concernant ses relations avec Chypre, dans laquelle il est précisé que le document ne vaut pas reconnaissance de la partie sud de l'île. « La Turquie continuera de considérer les autorités chypriotes grecques comme n'exerçant d'autorité, de contrôle et de juridiction que sur le territoire situé au sud de la zone tampon, comme c'est actuellement le cas », est-il indiqué.

La Commission européenne devait « se féliciter », samedi, de cette signature, tout en ajoutant vouloir « étudier la déclaration et ses implications juridiques ». Ce texte, qui doit être également passé au crible dans les capitales de

l'Union, est susceptible de provoquer de nouvelles tensions avec les Etats membres les moins favorables à la perspective de l'adhésion. Chypre a « déploré profondément » l'attitude d'Ankara : « Il est regrettable qu'un candidat à l'accession déclare qu'il ne reconnaît pas l'un des Etats membres de l'union à laquelle il souhaite adhérer », a souligné un porte-parole du gouvernement. Les Vingt-Cinq « examineront les termes de la déclaration turque en temps voulu dans le but d'y apporter une réponse », a précisé vendredi soir la présidence britannique de l'UE.

Ankara a tergiversé avant de signer le protocole. Sous la pression des militaires et des mouvements nationalistes, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan refuse de reconnaître la République de Chypre, tant que l'île, dont la partie nord est occupée par l'armée turque depuis 1974, ne sera pas réunifiée. M. Erdogan a toujours été très ferme à ce sujet au point de susciter une mini crise lors du Conseil européen de décembre 2004 qui a ouvert la voie à des négociations d'adhésion. C'est là qu'il avait dû s'engager à signer le protocole avant le début

des pourparlers. Afin d'inciter Ankara à concrétiser sa promesse, Tony Blair a assuré lors d'une visite du premier ministre turc à Londres, mercredi 27 juillet, que « la signature du protocole n'implique pas la reconnaissance de Chypre ».

Aux yeux des Européens néanmoins, l'extension de l'Union douanière aux dix nouveaux membres de l'Union constitue une première étape avant la reconnaissance formelle de la République chypriote : « Cela montre que la Turquie admet que l'Union compte vingt-cinq Etats membres, dont Chypre », dit-on à Bruxelles. Mais on fait remarquer également qu'il ne sera guère possible, à terme, de négocier avec un candidat qui ne reconnaîtrait pas chacun des membres de l'Union.

« La teneur de la déclaration annexe est déterminante, il est possible qu'elle relance le débat sur les modalités d'ouverture des négociations », relevait un diplomate français avant la signature des Turcs, tout en notant que l'engagement pris pour le 3 octobre devrait être respecté. En attendant cette signature, la République chypriote a bloqué toute discussion sur le cadre de négociation avec la Turquie. La présidence britannique de l'Union,

qui fait de l'ouverture des négociations avec Ankara l'une de ses priorités, s'est bien gardée de précipiter le débat. Les ministres des affaires étrangères veulent aborder le sujet lors de leur prochaine rencontre les 1^{er} et 2 septembre.

En prélude, les diplomates reconnaissent que le climat a changé en l'espace de quelques mois, en ce qui concerne l'adhésion turque. Ainsi une victoire d'Angela Merkel en Allemagne en septembre est susceptible de remettre en cause, sinon le rendez-vous du 3 octobre, du moins l'objectif des négociations : à l'inverse du chancelier Gerhard Schröder, qui y est très favorable, la candidate chrétienne-démocrate répète qu'elle est contre l'adhésion de la Turquie. Elle souhaite, à l'instar de Nicolas Sarkozy, la mise en œuvre d'un « partenariat privilégié ».

Après les référendums français et néerlandais, où la question de l'élargissement a joué en faveur du non, la France plaide pour que soient prises en compte les réticences perceptibles dans plusieurs pays. Elle affirme vouloir respecter l'engagement du 3 octobre, mais suggère de préciser le caractère « ouvert » des négociations, et les critères liés à la « capacité d'absorption » de l'Union. L'Autriche est le seul pays à exiger que soit mentionnée la possibilité d'un « partenariat privilégié » avec la Turquie en cas d'échec du projet d'adhésion. Perspective que ne veut pas envisager la Grande-Bretagne.

Philippe Ricard

20 millions de visiteurs attendus en Turquie en 2005

ISTANBUL

correspondance

« Je m'attends à une attaque [d'Al-Qaïda] en Turquie d'ici à novembre. » Vendredi 29 juillet, Sammaz Demirtas, chef adjoint de la police d'Istanbul et responsable des opérations de renseignement, a jeté un froid en pleine saison touristique. Istanbul avait déjà été visée par les terroristes islamistes, en novembre 2003 : ils s'étaient attaqués à deux synagogues, au consulat britannique et au siège de la banque HSBC, faisant 63 morts.

Le 16 juillet à Kusadasi, petite station balnéaire de la mer Egée, ce sont les séparatistes kurdes du PKK, selon les autorités, qui auraient perpétré un attentat dans un bus, faisant 5 morts (dont une Britannique et une Irlandaise) et 13 blessés. Samedi 23 juillet, un touriste néerlandais et un serveur étaient blessés à Istanbul par une explosion dans un café-restaurant.

Il n'a pas échappé aux activistes que le tourisme est devenu l'activité économique qui « se développe le plus rapidement » en Turquie, selon une étude de l'association des investisseurs du tourisme turc (TYD). Entre 20 et 21 millions de visiteurs étrangers sont attendus sur l'ensemble de l'année 2005, pour une recette espérée de 15 milliards d'euros, soit près de 6 % du produit national brut du pays. On note déjà une augmentation de 27,2 % de la fréquentation touristique sur les six premiers mois. En 2004, le nombre de visiteurs avait augmenté de 25 %.

Allemands, Russes, Britanniques, Belges ont fait de la Turquie leur première destination touristique cet été, et les Français ne sont pas en reste (550 000 entrées en 2004). « C'est un boom tardif, esti-

me cependant Nedret Koruyan, secrétaire générale du TYD. La Turquie a tout, depuis longtemps, pour être une destination majeure du tourisme. Nous devrions connaître cet afflux depuis au moins dix ans. » Le décollage récent tient à la campagne de promotion intense menée par le ministère du tourisme, mais aussi à des prix qui restent attractifs.

DÉVELOPPEMENT DÉSÉQUILIBRÉ

Le développement du tourisme reste toutefois très déséquilibré. La région d'Antalya et ses 200 000 lits, au sud du pays, capte une bonne part des visiteurs étrangers. Istanbul, qui accueillera près de 4 millions de touristes cette année, arrive loin derrière. L'offre hôtelière dans les grandes villes turques est relativement faible. Le français Accor a décidé de passer à la vitesse supérieure. Tout comme l'espagnol Barcelo, qui vient d'annoncer un investissement de 75 millions d'euros pour 2006-2007.

L'objectif du gouvernement est « de faire de la Turquie une destination incontournable pour le tourisme individuel, et pas seulement pour le tourisme de masse », explique Tayfun Yahsi, porte-parole du ministère du tourisme. Le tourisme nautique, par exemple, rapporte en moyenne cinq fois plus que le tourisme classique. Le pays entend exploiter son potentiel religieux, culturel, écologique ou thermal, et même... le ski. « Il n'est pas utopique de penser que le chiffre attendu de 30 millions de touristes en 2010 puisse finalement atteindre 40 millions », affirme M. Yahsi.

Guillaume Perrier

Le Monde

LUNDI 1^{er} AOÛT 2005

UNION EUROPÉENNE *Le premier ministre français pose la reconnaissance de Chypre comme préalable à l'adhésion*

La France durcit le ton face à la Turquie

Philippe Goulliaud
et Marie-Michèle Martinet
(à Istanbul)

La France a très nettement durci le ton, hier, face à la Turquie, dans la perspective de l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne, normalement prévue le 3 octobre. Hier, Dominique de Villepin, puis Jacques Chirac ont, tour à tour, conditionné l'ouverture de ces négociations à la reconnaissance de Chypre par Ankara.

La Turquie a, vendredi, signé un protocole étendant à Chypre et aux neuf autres pays ayant rejoint l'UE en mai 2004, l'accord d'union douanière qui la lie, depuis 1996, aux autres pays membres de l'Union. Mais ce geste, qui constitue l'une des conditions imposées par Bruxelles pour l'ouverture des négociations d'adhésion à la date prévue, « ne signifie en rien une reconnaissance de la République de Chypre à laquelle le protocole se réfère », a aussitôt ajouté le gouvernement d'Ankara.

« Il ne me paraît pas concevable qu'un processus quelconque de négociations puisse s'ouvrir avec un pays qui ne reconnaîtrait pas chacun des membres de l'Union européenne, c'est-à-dire les vingt-

cinq », a prévenu Dominique de Villepin, invité matinal d'Europe 1. C'est ce « principe » que « la France fera valoir à la Turquie comme aux autres pays de l'Union européenne lors des prochains rendez-vous ».

Et si la Turquie ne respecte pas toutes les conditions qui lui ont été fixées d'ici au 3 octobre, « il sera urgent d'attendre qu'elle marque une vraie volonté de rentrer dans ce processus de négociation », a ajouté le premier ministre. Alors que Jean-Pierre Elkabbach lui demandait s'« il pourrait ne pas y avoir de 3 octobre », il a répondu : « Tout à fait, je crois que les choses doivent être claires. »

Un peu plus tard, en Conseil des ministres, le président de la République a appuyé la position de Dominique de Villepin. « Comme l'a dit le premier ministre, il n'est pas envisageable d'ouvrir des négociations avec un pays qui ne reconnaît pas l'un des membres de l'Union », a dit en substance Jacques Chirac, selon plusieurs de ses ministres.

Jamais le chef de l'État n'était allé aussi loin. Favorable à l'ouverture de négociations d'adhésion avec Ankara, il est sur cette question ultrasensible en opposition directe avec son propre parti. L'UMP, sous la présidence de Nicolas

Sarkozy, comme auparavant sous celle d'Alain Juppé, s'est officiellement prononcé contre l'entrée de la Turquie dans l'Union. Très isolé à droite, Jacques Chirac a continué à défendre ce point de vue, alors même que le problème de la Turquie a empoisonné la campagne pour le oui au référendum européen.

Mais lors du dernier Conseil européen, à Bruxelles, à la mi-juin, le président avait très clairement posé la question de la poursuite des élargissements, après le rejet de la Constitution par la France et les Pays-Bas. « L'Union européenne peut-elle continuer à s'étendre sans que

nous ayons les institutions capables de faire fonctionner efficacement cette Union élargie ? » s'était-il interrogé, sans jamais citer la Turquie.

A Ankara, aucun commentaire officiel ne filtrait, hier en début d'après-midi, hormis un laconique rappel du chef de la diplomatie turque, Abdullah Gül, martelant que l'Europe doit tenir ses engagements.

Cependant, le pays bruissait déjà d'une rumeur pleine de ré-

probation :

« La Turquie n'acceptera jamais que la reconnaissance de l'administration grecque chypriote soit une précondition », assurait une source proche du

gouvernement turc. A la veille de la signature, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, avait lui aussi employé le mot « jamais » : « Notre position, tant qu'un accord n'est pas conclu, ne changera jamais », avait-il prévenu.

En fin de journée, la presse préparait ses gros titres, la plume trempée dans l'acide. Au journal *Milliyet*, l'un des quotidiens les plus lus dans le pays, les journalistes s'apprétaient à rendre compte de ce qu'ils considèrent comme une trahison, un manquement à la parole donnée. Colère pour les uns, inquiétude pour les autres : « Je crains que ce pavé dans la mare endommage sérieusement les relations entre la France et la Turquie, pronostique un diplomate français. Forcément, les Turcs vont croire qu'on veut leur poser de nouvelles conditions. Pourtant, je crois que, même s'il le voulait, le gouvernement d'Ankara ne serait pas actuellement en mesure de reconnaître la République de Chypre. La question chypriote est, pour la Turquie, un sujet qui touche autant à la politique intérieure qu'aux relations internationales. »

Dès le lendemain de la signature du protocole d'extension de l'accord d'union douanière la semaine dernière, le gouvernement s'était déjà vu reprocher par l'ensemble des partis d'opposition de brader les intérêts nationaux. Dans la perspective des prochaines élections présidentielles et législatives, normalement prévues pour 2007, le parti AKP au pouvoir peut difficilement rester sourd à de telles critiques. Il est donc probable que, dans les jours et les semaines à venir, Ankara reste cramponné à sa position initiale : non à une reconnaissance immédiate de Chypre, oui à l'ouverture des négociations en octobre.



« Notre position, tant qu'un accord n'est pas conclu, ne changera jamais », a prévenu le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, à propos de la reconnaissance de Chypre par son pays. (Photo Tarik Tinazay/AFP.)

Le ton se durcit entre l'Europe et l'Iran dans la crise du nucléaire

Le Monde

4 AOUT 2005

Les Européens menacent de recourir au Conseil de sécurité de l'ONU.
Les Etats-Unis paraissent paradoxalement moins inquiets

LE TON s'est envenimé, mardi 2 août, entre l'Iran et l'Union européenne (UE) à propos du nucléaire, alors que, paradoxalement, les Etats-Unis faisaient preuve d'une certaine sérénité concernant les intentions des Iraniens.

Dans une missive commune, la troïka européenne (Allemagne, France, Grande-Bretagne), chargée des pourparlers sur le nucléaire avec la République islamique, et le haut représentant de l'UE pour la diplomatie, Javier Solana, ont averti l'Iran que « les négociations seraient stoppées » et que « d'autres types d'actions » seraient envisagés si Téhéran relançait effectivement certaines activités nucléaires ultrasensibles, comme il l'avait annoncé lundi.

« La décision de reprendre des activités suspendues à [l'usine de conver-

sion d'uranium d'Ispahan violerait, si elle était mise en œuvre, à la fois l'accord de Paris [du 15 novembre 2004] et la résolution du 29 novembre 2004 du Conseil des gouverneurs de l'AIEA [Agence internationale de l'énergie atomique] », ont-ils écrit

dans la lettre adressée au négociateur en chef iranien et au secrétaire du Conseil national de sécurité, Hassan Rohani. « Nous allons convoquer une session spéciale du Conseil des gouverneurs de l'AIEA dans les prochains jours pour discuter de la marche à suivre », ont-ils prévenu. Les Européens ont toujours déclaré que, si leurs pourparlers avec l'Iran échouaient, ils recourraient au Conseil de sécurité de l'ONU.

« ACTIVITÉS PACIFIQUES »

En vertu de l'accord de Paris, les

Iraniens avaient accepté de suspendre provisoirement toutes leurs activités d'enrichissement et de conversion d'uranium. En échange, les Européens s'étaient engagés à faire des propositions de coopération dans les domaines politique, sécuritaire, économique et technologique afin d'obtenir l'arrêt total et définitif de ces activités. Ces propositions doivent théoriquement être transmises à Téhéran au plus tard le 7 août.

L'Iran a rejeté la mise en demeure. « Les activités nucléaires de la République islamique sont pacifiques et placées sous le contrôle de l'AIEA, nous respectons les règles internationales, mais nous ne renoncerons pas à nos droits légitimes », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Hamid Reza Assefi. « Au lieu de nous menacer,

les Européens feraient mieux de respecter l'accord de Paris », a-t-il ajouté.

Commentant cette polémique, le porte-parole du département d'Etat, Tom Casey, s'est borné à déclarer : « Si nous pensons que cet accord [de Paris] a été violé, la prochaine étape pour nous sera de consulter nos amis de la troïka et les autres Etats membres du Conseil des gouverneurs de l'AIEA. » Sous le couvert de l'anonymat, un responsable du département d'Etat a été plus clair : selon lui, les Iraniens « ont informé le directeur général de l'AIEA qu'ils attendraient au minimum deux ou trois jours » pour briser les scellés à l'usine d'Ispahan, en attendant de connaître les propositions européennes. - (AFP.)

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad prend ses fonctions dans un climat de méfiance

Le Monde

4 AOUT 2005

QUOI qu'il fasse, le nouveau président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, qui a pris ses fonctions mercredi 3 août, sera jugé à l'aune de son prédécesseur, le réformateur Mohammed Khatami, dont le double mandat, malgré de grandes insuffisances, a offert à la République islamique une respiration qu'elle n'avait pas connue auparavant. En attendant de le voir à l'œuvre, une grande partie des Iraniens ne lui fait pas confiance. Et, alors que son prédécesseur avait bénéficié d'une certaine empathie à l'étranger, Mahmoud Ahmadinejad inspire une sourde méfiance.

Après d'une partie des Iraniens, globalement représentée par les millions d'électeurs qui ont voté contre lui ou se sont abstenus, Mahmoud Ahmadinejad souffre d'un a priori négatif. Ceux-ci lui imputent l'intention de ramener l'Iran une bonne vingtaine d'années en arrière, en matière de libertés sociales et politiques - ce que lui-même et son entourage s'évertuent à démentir depuis son élection. Leurs craintes se fondent sur le discours du candidat Ahmadinejad, centré sur des thèmes rigoristes et populistes, mais surtout sur son passé d'activiste islamiste radical au sein du corps des Gardiens de la révolution et des Bassidjis. Un passé dont il demeure fortement imprégné, à la différence d'autres anciens activis-

tes, qui ont fait leur aggiornamento au fil des ans.

A contrario, ce sont les mêmes thèmes populistes et rigoristes qui ont contribué à l'élection à la présidence de cet ingénieur, dont la plupart des Iraniens ignoraient jusqu'à l'existence, avant qu'il soit porté en 2004 à la tête de la mairie de Téhéran par un conseil municipal à l'élection duquel seuls 12 % des Téhéranais en âge de voter avaient participé. Les couches les plus déshéritées du pays ont vu en lui un homme providentiel qui serait enfin à leur écoute. Qui plus est, qui leur ressemble, avec son train de vie austère, ses origines sociales modestes - il est fils de forgeron - et son profil bas.

ATTENTES CONTRADICTOIRES

M. Ahmadinejad doit également son succès au soutien des milices dont il fut membre ainsi qu'aux milieux ultraconservateurs religieux. Nombreux sont par ailleurs ceux qui lui ont donné leur voix uniquement pour contrer son rival au second tour de la présidentielle, l'ancien président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani. Mais le nouveau président doit aussi une fière chandelle aux contre-performances du camp réformateur qui, sous le double mandat du président sortant - huit ans - a déçu les espoirs fondés en lui par les Iraniens. Les raisons

en sont multiples.

Les réformateurs étaient désorganisés, les attentes de la population surdimensionnées et parfois contradictoires. Les principaux leviers du pouvoir demeuraient entre les mains des conservateurs, toujours bien organisés et qui n'ont pas manqué une seule occasion de contrer les projets de changement. Sur-

tout, les réformateurs n'ont pas su prendre la mesure de la diversité des aspirations de leurs concitoyens et sont ainsi passés à côté des besoins économiques et des convictions idéologiques d'une grande partie des Iraniens. Dans son discours d'investiture, mercredi, M. Ahmadinejad a promis d'œuvrer pour la justice, la fidélité à l'Islam, les intérêts et la prospérité du peuple iranien, avec une « attention particulière envers les défavorisés ». Avant et après son élection il s'était engagé à assurer une meilleure redistribution des richesses, lutter contre le chômage, encourager les investissements. Ce sont autant de thèmes rebattus par ses prédécesseurs qui n'ont jamais réussi à relever ces défis.

Le nouveau président a plaidé mardi pour un monde dépouillé d'armes de destruction massive, à un moment où se sont accentuées les tensions avec l'Occident à propos du programme nucléaire iranien, soupçonné d'être à usage mili-



taire, ce dont Téhéran se défend. Le dernier mot sur la question du nucléaire revient au Guide de la République, l'ayatollah Ali Khameneï. Ce dernier a sommé mercredi le futur gouvernement de ne pas « sacrifier les droits de la nation ». L'allusion au nucléaire est limpide, l'Iran ayant toujours affirmé que son droit au nucléaire était intangible, dès lors que, selon elle, il ne s'agissait que d'un programme à usage civil.

Mouna Naïm



Revue de presse

UNION EUROPÉENNE - Paris lance la fronde anti-turque

Dominique de Villepin a provoqué une vague de protestations en Turquie et de sourires en Grèce en réclamant qu'Ankara reconnaisse Chypre avant l'ouverture officielle des négociations pour l'adhésion à l'Union, le 3 octobre prochain. Des deux côtés de la mer Egée, la presse commente.

Depuis le référendum du 29 mai, la politique française s'est enrichie de deux nouveaux repoussoirs : le plombier polonais et la Turquie. C'est à cette dernière que le Premier ministre français Dominique de Villepin a fait "honneur" mardi 2 août, en exigeant de la Turquie qu'elle reconnaisse Chypre avant le 3 octobre prochain, c'est-à-dire avant l'ouverture officielle des négociations pour son adhésion à l'Union européenne. Cette toute nouvelle position de la France a immédiatement été commentée en Grèce comme en Turquie.

Côté grec, Dominique de Villepin s'est immédiatement fait 10 millions d'amis et la presse grecque est aux anges. Certes, *Eleftherotypia* tempère un peu l'enthousiasme en remarquant que "la réaction du Premier ministre français était attendue". Le quotidien de gauche explique à ses lecteurs que "les Français sont opposés à l'entrée de la Turquie dans l'Union, que cette question n'est pas étrangère au non du 29 mai dernier et que le nouveau gouvernement a voulu ainsi donner des gages à ces électeurs". Mais quelles que soient les raisons internes des propos de Villepin, *Eleftherotypia* est ravi. "La réaction française", écrit le quotidien, "ne va pas manquer de fonctionner comme un aimant sur tous les pays membres de l'Union européenne, qui jusqu'à présent se montraient réservés face à la candidature turque". *Eleftherotypia* dresse la liste de ces nations : "l'Autriche, les Pays-Bas, et l'Allemagne lorsqu'elle sera dirigée, en septembre prochain, par Angela Merkel".

Un autre quotidien grec, *To Vima*, arrive aux mêmes conclusions mais plus directement. "Jusqu'à présent, la Grèce et Chypre se sentaient un peu isolées dans leur réticence face à la Turquie". Les déclarations de Dominique de Villepin leur permettent enfin de dire tout haut la même chose, à savoir que "la Turquie doit discuter de son adhésion avec les 25 Etats membres, et non 24". Pour sa part, le quotidien conservateur *I Kathimerini* n'hésite pas à écrire que le Premier ministre français "a lancé une machine de-guerre contre Ankara". Et *To Ethnos* parle de "mines françaises sur le chemin de la Turquie". Le quotidien conseille même à Ankara de "bien se tenir s'il veut entrer dans l'Union européenne".

Le son de cloche est totalement différent du côté turc. Là-bas, les quotidiens ont aussi senti que la sortie de Dominique de Villepin était moins adressée aux Turcs qu'aux électeurs français. Pour *Milliyet*, "poser de nouvelles conditions à la Turquie est populaire en Europe en ce moment. Mais, ajoute le quotidien, c'est tout de même très injuste". *Milliyet* rappelle que "l'Union européenne a accepté l'adhésion de Chypre alors que les Chypriotes grecs avaient dit non par référendum en avril 2004 à la réunification de leur propre île. A l'inverse, la partie turque, qui avait dit oui à la réunification, est encore aujourd'hui sous embargo européen". Pour le journal turc, c'est le monde à l'envers !

Un autre quotidien, *Radikal*, s'en prend à l'instrumentalisation de la situation chypriote. "Il y a quelques années encore, la question chypriote n'intéressait que les Turcs et les Grecs. Les Britanniques aussi parce qu'ils y ont une base militaire." Mais depuis que les perspectives d'entrée de la Turquie se font plus précises, c'est-à-dire depuis 1999, "tout le monde redécouvre l'île, divisée depuis 1974". En clair, pour *Radikal*, "Chypre est un moyen de pression commode". Il n'y a guère que *Zaman*, le deuxième tirage de la presse turque, pour garder son sang-froid. Le quotidien stambouliote de tendance islamique trouve également injuste ces nouvelles exigences. Car, explique-t-il, la Turquie a déjà beaucoup fait pour régler le problème chypriote. Il ne faut pas oublier que, depuis l'arrivée de Recep Tayyip Erdogan au poste de Premier ministre, en 2002,

on est passé d'une impasse totale qui durait depuis presque trente ans à une ouverture – même partielle – des frontières entre les deux parties de l'île.

Zaman préfère croire "qu'il n'y a rien de grave dans tout cela, que les pourparlers d'adhésion

commenceront bien le 3 octobre prochain et qu'ils dureront une bonne dizaine d'années. Pendant cette décennie, ajoute le quotidien, nous faisons le pari que la Turquie et l'Union européenne auront beaucoup changé. On peut même raisonnablement penser qu'au cours de cette période la question chypriote sera définitivement réglée".

Deux rebelles kurdes abattus lors de combats dans l'est de la Turquie



ISTANBUL, 4 août 2005 (AFP) - 15h51 - Deux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été abattus lors de combats avec les forces de sécurité dans l'est et le sud-est de la Turquie, ont rapporté jeudi des responsables locaux et l'agence de presse Anatolie.

Un rebelle a été abattu lors d'un accrochage survenu dans une zone rurale du district de Dogubeyazit (est, province d'Agri), près de la frontière iranienne, où les forces de sécurité menaient une opération contre le PKK, ont indiqué les services du gouverneur d'Agri dans un communiqué.

L'individu, auprès duquel ont été retrouvés un fusil mitrailleur, un fusil et quatre grenades, a été identifié comme un des participants à une attaque contre un commissariat de police de Beyazit, qui avait fait trois blessés en mai, précise le document.

Un second membre du PKK a été tué près de la ville de Pervari, dans province de Siirt (sud-est) après avoir répondu aux sommations des forces de sécurité par des coups de feu, selon Anatolie

La violence a repris en juin 2004 dans le sud-est de la Turquie après que le PKK, considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne, eut mis fin à un cessez-le-feu unilatéral de cinq ans au motif qu'il considérait les réformes d'Ankara en faveur des Kurdes insuffisantes.

Deux personnes tuées lors de troubles au Kurdistan iranien (officiel)



TEHERAN, 5 août (AFP) - 13h01 - Deux personnes ont été tuées par balles et près de 150 arrêtées mercredi lors de troubles au Kurdistan iranien (nord-ouest), en proie à l'agitation depuis quelques semaines, a-t-on appris vendredi de source officielle locale.

"Deux personnes ont été tuées par balles mercredi à Saghez, et huit autres blessées: un membre des forces de l'ordre, un membre de la milice (islamiste) et six habitants", a déclaré à l'AFP le vice-gouverneur de la province Alireza Jamshidi.

Le vice-gouverneur s'est contenté de dire que les troubles étaient liés à l'agitation récente dans les zones kurdes d'Iran.

Essentiellement réparties sur les provinces administratives du Kurdistan et de l'Azerbaïdjan occidental, ces zones sont depuis quelques semaines le théâtre de troubles consécutifs à la mort d'un jeune recherché par la justice et abattu dans la première quinzaine du mois de juillet lors de son arrestation près de Mahabad, selon la police.

Les photos de son visage tuméfié, mises sur internet, ont accrédité l'idée qu'il avait été torturé, ce que les autorités ont démenti. Elles ont exacerbé le mécontentement de la population et la revendication ethnique.

Mahabad, Sanandaj, Ochnavieh et Saghez ont été secouées par des violences et des manifestations. Des centaines de personnes ont été arrêtées, avant d'être relâchées pour la plupart.

Le 26 juillet, six personnes, dont quatre soldats, ont été tuées près d'Ochnavieh lors de deux attaques imputées au Pejak, Parti pour une vie libre au Kurdistan iranien, un groupe qui serait lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), rebelles de la Turquie voisine, selon des responsables locaux.

Les autorités iraniennes sont extrêmement sensibles sur les questions ethniques. La population iranienne serait persane à 51%, azérie à 24%, kurde à 7% et arabe à 3%.

Cinq soldats turcs tués dans un attentat attribué à des rebelles kurdes



ANKARA, 5 août 2005 (AFP) - 16h11 - Un attentat à la bombe imputé aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a tué cinq soldats turcs vendredi dans le sud-est anatolien à majorité kurde, une région confrontée à une multiplication des actes de violence depuis le début du printemps.

La bombe a explosé à 00H40 (21H40 GMT jeudi) entre le mur de sécurité protégeant la gendarmerie de Semdinli, une ville de la province de Hakkari, frontalière de l'Iran et de l'Irak, et une résidence hébergeant des fonctionnaires municipaux, a affirmé le gouvernorat de Hakkari dans un communiqué.

L'engin, de forte puissance, a sans doute été actionné par une minuterie ou un système de mise à feu à distance, ajoute le document.

L'agence de presse Anatolie, citant des sources militaires sans les nommer, a précisé que la bombe avait été déposée dans un sac en plastique et avait explosé au passage de militaires.

Le général Hilmi Özkök, chef de l'état-major, a vivement condamné cet attentat, l'opération la plus meurtrière dirigée contre l'armée turque au cours des derniers mois, marqués par une recrudescence des actions du PKK.

"Nous sommes tous les tristes témoins des brutales attaques à la bombe menées récemment par l'organisation terroriste du PKK contre des personnels et bâtiments aussi bien militaires que civils", a déclaré M. Özkök à Ankara lors d'une cérémonie célébrant le retour de militaires turcs d'Afghanistan.

"En dépit d'une autorité réduite, les forces armées turques continuent et continueront de combattre, avec le sens du sacrifice, l'organisation terroriste qui vise à ramener notre nation vers les jours douloureux du passé", a-t-il poursuivi.

Le général n'a pas développé ses commentaires sur "l'autorité réduite" de l'armée, mais de récents amendements à la loi anti-terrorisme turque, votés pour faciliter l'entrée du pays dans l'Union européenne, ont limité les pouvoirs des forces de sécurité, notamment dans le domaine des perquisitions et des arrestations.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne, a pris les armes en 1984 pour revendiquer l'indépendance de la région, déclenchant un conflit qui a fait depuis quelque 37.000 morts.

Les rebelles ont décrété unilatéralement un cessez-le-feu en 1999 après la capture de leur chef Abdullah Öcalan, condamné par la Turquie à la réclusion à perpétuité, et ont battu retraite dans le nord de l'Irak.

Ils ont cependant mis fin à leur trêve en juin 2004, estimant que les réformes d'Ankara en faveur de la minorités kurde n'étaient pas suffisantes.

Les opérations armées du PKK contre le gouvernement dans le sud-est anatolien ont connu une forte recrudescence depuis le début du printemps, l'organisation ayant en outre été accusée d'avoir commis des attentats à la bombe contre des cibles touristiques.

La police a ainsi imputé au PKK un attentat contre un minibus le 16 juillet dans la station balnéaire de Kusadasi (ouest), qui a tué cinq personnes dont deux touristes étrangères.

Un groupe se faisant appeler les Faucons de la liberté du Kurdistan et apparenté selon la police au PKK, a revendiqué une autre explosion plus tôt en juillet qui a fait une vingtaine de blessés dans la ville touristique voisine de Cesme.

La région de Hakkari, aux confins de l'Irak et de l'Iran, est un des hauts lieux de la lutte du PKK. Il y a une semaine, l'exposition d'une bombe, dissimulée dans un véhicule, a fait deux morts et un blessé dans cette ville.

Une mine télécommandée a explosé vendredi sans faire de victimes dans la province voisine de Bingöl, peu après le passage d'un convoi transportant des officiels locaux et trois députés, les autorités imputant l'attentat au PKK.

El Watan

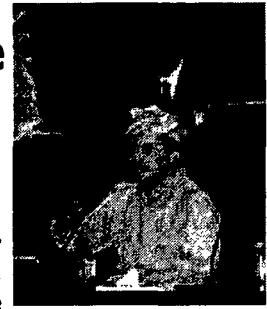
Edition du 7 août 2005

IRAK

Débat sur la nouvelle Constitution

Les Kurdes refusent de céder sur leurs droits

Le président du Kurdistan, Massoud Barzani, se rend aujourd'hui à Bagdad pour discuter de la Constitution avec la volonté de ne rien céder sur les frontières de son territoire, le maintien de ses combattants et l'identité kurde de la ville pétrolière de Kirkouk.



« C'est une occasion rêvée pour les Kurdes et le Kurdistan, et nous ne devons pas la laisser passer », a déclaré M. Barzani lors d'une intervention devant les 111 députés kurdes, dans la ville d'Erbil, à 350 km au nord de Bagdad. Il a énuméré plusieurs points exigés par cette ethnie : « L'identité de l'Irak, les frontières du Kurdistan, la question des peshmergas (combattants kurdes), les ressources naturelles et l'article 58 » de la Loi fondamentale qui stipule le retour des Kurdes dans la ville de Kirkouk, arabisée sous Saddam Hussein. « Les Kurdes n'accepteront pas que l'identité de l'Irak soit islamique. Nous respectons toutes les religions, notamment l'Islam, car c'est la religion de la majorité, mais nous n'accepterons pas l'imposition de l'identité musulmane à l'Irak », a-t-il ajouté. Les Kurdes sont en majorité sunnites, avec un petit groupe de chiites (les faïli), mais ils refusent que l'Irak devienne un Etat théocratique comme l'Iran et ils rejettent la dissolution des peshmergas, qui ont combattu l'armée de Saddam Hussein et maintiennent l'ordre aujourd'hui au Kurdistan. M. Barzani a rejeté également l'identité arabe de l'Etat irakien, alors que toutes les Constitutions du pays depuis 1958 stipulaient que l'Irak est partie intégrante de la nation arabe. « Que les régions arabes de l'Irak fassent partie de la nation arabe, mais nous n'en faisons pas partie », a-t-il lancé, en référence aux trois provinces du Kurdistan (nord). « Nous ne ferons pas de compromis sur ces droits du peuple kurde, ni d'ailleurs sur d'autres droits concernant le peuple irakien », comme les droits de l'homme et ceux de la femme, a dit M. Barzani. « Les autres parties irakiennes doivent comprendre que nous avons choisi de faire encore partie de l'Irak même si notre peuple veut l'indépendance et l'autodétermination », a-t-il martelé. « Pour cela, les autres parties irakiennes doivent répondre positivement à nos demandes », a poursuivi M. Barzani. Cette réunion du Parlement kurde intervient à la veille de la rencontre, prévue à Bagdad, des dirigeants politiques qui doivent tenter d'aplanir les divergences concernant le texte de la nouvelle Constitution. Cette rencontre a été demandée par le Comité de rédaction de la Constitution, dont les 71 membres n'ont pu trouver de compromis sur des questions essentielles qui portent principalement sur le fédéralisme et la place de l'Islam. Le projet de Constitution doit être présenté au Parlement irakien à la mi-août pour être débattu et adopté, avant la tenue d'un référendum populaire d'ici le 15 octobre. M. Barzani a annoncé qu'une délégation parlementaire kurde et des représentants des partis l'accompagnera dimanche à Bagdad pour

participer à la réunion. « Nous ne prendrons pas la décision finale à Bagdad. Le Parlement du Kurdistan doit en décider, et ses membres doivent se préparer à une autre séance extraordinaire », a-t-il dit. Les 111 membres du Parlement kurde ont approuvé les propositions de M. Barzani, à l'issue de la séance qui a duré deux heures. Le président kurde a noté qu'il était opposé à un report de l'adoption de la Constitution « car la situation ne fera que se détériorer ». « Mais, conformément aux lois, nous avons le droit de la rejeter si elle ne garantit pas tous nos droits. » Selon la Loi fondamentale en vigueur, actuellement, la Constitution est rejetée si lors du référendum de la mi-décembre, les deux-tiers des électeurs de trois provinces votent contre le projet.

R. I.

SYRIE

Avec ses Kurdes, Damas hésite entre le bâton et la carotte

La politique kurde de la Syrie est surtout répressive. Mais, face aux nouvelles réalités régionales, certains appellent à faire des concessions. Car ce sont les Kurdes qui détiennent la clé de la stabilité dans le pays.

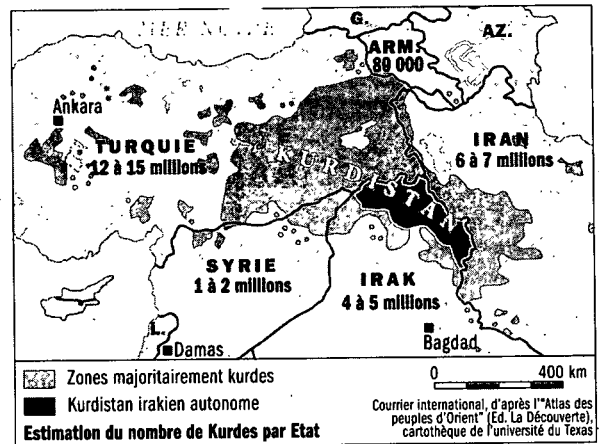
■ Iran

Deux organisations kurdes se sont jointes au Congrès des nationalités iraniennes, créé en février 2005 à Londres, rappelle *Kurdistanmedia*, le site du PDK iranien, l'une de ces deux organisations. Il regroupe Kurdes, arabophones de la région d'Ahvaz, Baloutches, Azéris et Turkmènes pour militer pour le renversement de la République islamique au profit d'un système fédéral, démocratique et laïc.

AL-HAYAT
Londres

En Irak, le Kurde Jalal Talabani a été nommé à la présidence et la Loi fondamentale provisoire a été rédigée dans les deux langues – arabe et kurde. En Turquie, la perspective des négociations d'adhésion à l'Union européenne a consolidé les acquis politiques et culturels des Kurdes. Et en Syrie ?

Trois cent mille Kurdes de Syrie sont toujours privés de nationalité et la plupart s'y sentent économiquement défavorisés, puisque plus du tiers des pauvres que compte le pays vit dans le Nord-Est kurde du pays. En plus, ils ont l'impression d'avoir été "vendus" par le régime en 1998, au moment où celui-ci a mis un terme à la protection qu'il avait accordée au PKK et a livré Abdallah Öcalan à la Turquie. Ils n'ont pas oublié non plus qu'en



février dernier, après les attentats qui ont coûté la vie à des dizaines de Kurdes dans les villes de Souleimanieh et d'Erbil, dans le nord de l'Irak, le régime syrien leur a interdit de dresser des tentes de condoléances.

Pour n'importe quel observateur quelque peu averti, il fallait s'attendre à ce que les acquis de leurs frères irakiens donnent des idées aux Kurdes syriens. Ainsi, ces derniers sont passés à l'action politique ouverte. Il faut se rappeler les enseignements des émeutes qui ont secoué la ville de Kamechliyé au début de l'année dernière, débordant vers les quartiers kurdes de Damas et d'Alep. On avait alors entendu de nouveaux slogans parlant de "libération du Kurdistan syrien" des "colons arabes" et de lutte contre "l'occupation" par une "Intifada". Ces événements avaient fait environ 40 morts, dont des membres de la police, et entraîné l'arrestation de presque 2 000 militants.

Or la réponse policière, voire militaire, qui avait alors été appliquée semble désormais concurrencée par une approche plus souple. Un certain nombre d'initiatives prises depuis lors semblent indiquer que le gouvernement syrien a conclu une sorte de gentleman's agreement avec ses citoyens kurdes. Ainsi, les Kurdes de Hassetché ont organisé une marche de soutien au président Bachar El-Assad, mais se sont abstenus de provoquer des incidents lors des festivités du Naouroz, le nouvel an kurde, qui constitue souvent

DÉBAT

La violence divise les militants

■ "Abdullah Öcalan reprend les actions terroristes pour démontrer son autorité sur le PKK et pour se faire accepter comme interlocuteur par le gouvernement, c'est-à-dire exactement pour les mêmes raisons pour lesquelles il avait déclaré la fin des violences en 1999, peu après son arrestation. Mais la reprise de la guerre est aussi un moyen de faire barrage au débat qui s'est installé partout où les armes se sont tuées", estime *Radikal* à Istanbul. Car les Kurdes de Turquie sont bel et bien traversés de divergences sur la stratégie à adopter. "Que les armes se taisent", demandent 151 intellectuels turcs, rejoints par 264 de leurs confrères kurdes, dans une pétition adressée au PKK le 15 juin. Quant à Enver Sezgin, l'écrivain kurde de renom, il regrette que "le PKK ne formule plus de revendications politiques, mais ne vise qu'à renforcer Öcalan dans ses négociations avec l'Etat". De même, le quotidien *Milîyet* analyse les divisions entre mou-

vements kurdes qui se sont récemment manifestées dans la ville de Diyarbakir, la principale ville du Kurdistan turc : "L'assassinat, le 6 juillet, de Hikmet Fidan est probablement à imputer au PKK. La victime avait quitté le HADEP [parti kurde modéré], dont il avait été le vice-président, pour se rapprocher du Parti socialiste du Kurdistan démocratique (PWD), dirigé par Osman Öcalan, le propre frère d'Abdallah Öcalan, et adversaire farouche du PKK. Il avait également refusé d'adhérer au Mouvement démocratique social, en cours de fondation sous la houlette de Layla Zana avec l'appui du HADEP et du PKK. Il avait commencé à critiquer le PKK et à revendiquer la rupture avec Abdullah Öcalan, le refus de la violence et la transparence. Pour ses funérailles, la mairie de Diyarbakir, habituellement présente à tout enterrement d'un militant kurde, a brillé par sa discrétion, les maires de la région et les responsables de son propre parti étaient absents et les organisations des droits de l'homme sont restées silencieuses. A croire que le PKK leur avait dit de se taire. Hikmet Fidan a-t-il été éliminé pour museler toute opposition au sein du mouvement politique kurde ?"

une occasion de manifester leurs revendications identitaires. De son côté, le président syrien a gracié des prisonniers kurdes, a promis d'examiner le cas des apatrides et laissé entrevoir la création d'un organisme chargé de la vie culturelle kurdes [promesses toutefois sans effets jusqu'à présent]. De même, le régime syrien avait envoyé des signaux positifs après la nomination de Jalal Talabani à la présidence irakienne et avait autorisé l'organisation d'une réception à Damas lors de laquelle l'hymne national kurde avait été entonné et où des invités se sont montrés en costume traditionnel kurde. Cette souplesse va de pair avec une coordination entre la Syrie, la Turquie et l'Iran destinée à éviter la création d'un Etat kurde en Irak.

**NE PAS DONNER PRISE
AUX MANŒVRES AMÉRICAINES**
Cette approche n'est pas forcément

du goût des nationalistes purs et durs, pour qui la priorité est la "nation arabe" et qui voudraient "enterrer le rêve kurde". D'autres sont plutôt adeptes de la "nation syrienne" et considèrent que la fermeté ne réglera rien face à l'évolution dans les pays voisins, ni face aux pressions extérieures. Car les Américains pourraient se servir des Kurdes afin d'intensifier les pressions qu'ils exercent sur le régime, en considérant que les Kurdes constituent l'un des trois pôles de la politique syrienne : le régime avec son appareil sécuritaire et militaire, les Frères musulmans qui étendent leur influence sur les mosquées et, finalement, les Kurdes, qui disposent d'au moins onze partis politiques, non reconnus, et qui ont prouvé qu'ils étaient capables de s'organiser et de mobiliser la rue - sans compter qu'ils disposent de soutiens externes, par leurs liens en Irak, en Turquie et en

Iran, ainsi que par la sympathie dont ils jouissent en Occident, par exemple au sein du Parlement européen. Par conséquent, ils constituent un réel danger pour la pérennité de la Syrie.

Le scénario catastrophe serait que les Frères musulmans et les Kurdes constituent une alliance contre le régime. Tout cela montre que la clé

de la stabilité en Syrie est de plus en plus entre les mains des Kurdes. Le régime de Damas a donc tout intérêt à passer d'une politique restrictive à une politique d'accommodements afin de favoriser ceux des Kurdes qui voient leur avenir dans le cadre national syrien. **Ibrahim Hamidi**

Bomb kills 14 marines in roadside Iraq attack

U.S. troops suffer one of their deadliest blows since invasion

By Dexter Filkins

BAGHDAD: Fourteen U.S. marines were killed early Wednesday when their troop carrier struck a gigantic roadside bomb in the western town of Haditha, marking one of the single deadliest attacks on American troops since the invasion here in March 2003.

An Iraqi civilian interpreter working with the marines was also killed in the blast.

The American command here provided few details, but said the marines had been riding in an amphibious troop carrier "during combat operations" on the southern end of the city when it struck the bomb.

Even though they operate in the desert, the marines often use large amphibious vehicles to conduct patrols and transport men and matériel. The vehicles, which resemble boats on wheels, are lightly armored.

There were indications that the roadside bomb used in the attack was quite

large; the marines said that only one of the soldiers had been wounded, while 14 had been killed.

In other violence, an American freelance journalist was found dead in the southern Iraqi city of Basra, the U.S. Embassy said.

Steven Vincent was shot multiple times hours after he and his Iraqi translator were abducted Tuesday evening at gunpoint, the police said.

American commanders say that in recent months the insurgents have been exploding bigger and more sophisticated bombs, some of which focus their blasts in a single direction. (Page 4)

The attack brought the number of dead marines in Haditha to 20 in less than two days.

On Monday, guerrillas ambushed and killed a group of six marine snipers moving through the town on foot. The insurgent group, Ansar Al Sunna, claimed responsibility for the ambush that killed the American snipers, and said in an Internet posting that it had captured one of the marines alive. The group claimed it had killed eight Americans altogether, and that its fighters had beheaded some of the Americans who were still alive after the ambush.

There was no way to verify the claim that the group had taken an American prisoner, and the posting did not contain any video or photographs.

Lieutenant Colonel Steven Boylan, a spokesman for the American military in Baghdad, said the claim was false and that all of the marines had been accounted for.

In the Internet message, Ansar Al Sunna's "military wing" promised that a video of their American prisoner was forthcoming.

"We will film the crusader prisoners from the marines soon and all the weapons and equipment taken from the

marines in this operation," the Internet message said.

In a news conference at the Pentagon on Wednesday, Brigadier General Carter Ham said there was "no indication" that any of the marines killed on Monday had been beheaded.

The Americans did acknowledge that one of the marines caught in the ambush Monday had become separated from the others, and that his body was not found until later, about one and half kilometers, or a mile, away from the scene of the ambush.

That suggested that it was at least possible that one of the marines had been captured alive by the insurgents and killed later. But Ham said he did not know for sure.

"We just don't know what happened," he said.

In the Internet posting, Ansar Al Sunna said the insurgents had lain in wait for the Americans for nine days, stepping up attacks on a nearby base so as to draw the Americans into an ambush. The American base is near the Haditha Dam on the Euphrates, a massive structure built in the time of Saddam Hussein's rule.

The Americans said the marines caught in the ambush were members of sniper teams going out to look for insurgents.

"The American marines fell into the trap," the posting said.

As soon as the Americans got out of their vehicles, the posting said, the insurgents surrounded them and ordered them to surrender.

The posting said that the Americans had opened fire instead and that the insurgents had returned fire.

"After the attack the mujahedeen reached the marines, and some of them were dead and the others were dying, so they beheaded those who were still alive except for one, because he was not

August 4, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

injured in the head," the message said. "So they took him a prisoner."

The Internet message said the insurgents were able to take away the soldier and much of the Americans' equipment before American helicopters arrived.

On Tuesday, The Associated Press quoted witnesses in Haditha as saying

that masked men had come to the town's central market, passing out fliers boasting of the attack and brandishing American military equipment they said had been taken from the dead marines.

As for the attack on the troop carrier, Ham said it was not immediately clear whether the explosive was a mine —

and thereby triggered on impact — or whether it was detonated on command.

The New York Times

Christine Hauser contributed reporting from New York for this article.

Corrupt clerics ■ By Ray Takeyh

The fatal flaw in Iran's regime

WASHINGTON

As Iran's hard-line president-elect, Mahmoud Ahmadinejad, prepares to assume office this week, there is a pervasive perception that the country's conservatives will finally be consolidating their power after eight years of struggle against the reformers. But rather than unifying Iran's right wing, Ahmadinejad is likely to fracture it if he acts on his pledges to bolster economic equality and end corruption.

For the reality remains that Iran's current corrupt economic system is sustained by the conservative establishment, which has always been uneasy about Ahmadinejad's egalitarian economic pledges. The contradictions that have always plagued the conservative movement are now likely to surface, making stalemate and deadlock once more the currency of Iranian politics.

Iran's most recent election was notable in that it reflected the revolt of the younger generation of conservatives who are offended by the corruption of their elders, and a hard-pressed working class who have suffered continuous economic strain. Ahmadinejad managed to adroitly mobilize these constituencies, which historically had served as the backbone of the conservative bloc.

The elder clerics, accustomed to the privilege of power, had always looked warily at the young mayor but were compelled to accept him because of his popularity among the lower classes. Now that Ahmadinejad has been elected, he may find the task of carrying out his campaign promises far more difficult than he imagined.

Over the past 26 years, the clerical oligarchs have constructed an economy designed to operate to their direct benefit. As Ahmadinejad noted in his campaign, the epidemic of corruption has even reached into the oil industry through a network of ostensibly private companies. These well-connected companies have positioned themselves as compulsory partners for foreign investors who seek access to Iranian petroleum markets.

What the new president did not mention during his campaign critique was that these companies are all owned by the clerical leaders and their families,

who are not about to relinquish such easy wealth. Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, Ahmadinejad's principle challenger for the presidency, may have been the most notorious example of

such corrupt practices, but he is one of many.

Outside the oil sector, the bonyads, the massive semi-government foundations with vast religious and philanthropic missions, have metamorphosed into huge holding companies that dominate the trade and manufacturing sectors while evading competition, taxes and state regulations. Ahmadinejad will find that these vast holdings, too, belong to none other than the clerical power brokers who have the institutional power to undermine his presidency, as they did with Muhammad Khatami.

Ahmadinejad is likely to prove simi-

The conservatives' strategy may contain the seeds of its own destruction.

arly ineffective at addressing the other factors that distort Iran's economy: heavy state subsidies on key consumer goods; the job creation crisis that adds at least half a million university graduates to unemployment rolls each year; and the relatively low levels of foreign investment, which stem from the conservatives' protectionist impulses and the revolutionary ideology that continues to permeated their rhetoric and policies.

The subsidies present a special problem, as preserving the political status quo requires the conservatives to avoid provoking the popular ire that would quickly ensue any significant revamping of the subsidies on gasoline and bread. Only a genuinely elected government enjoying popular support would be able to persuade a jaded public to endure the pains of profound economic reforms.

The implicit message of Ahmadinejad's candidacy was that Iranians should put aside their lofty ambitions of creating a democratic regime for one

that deals effectively with their economic predicament. In a sense, the Iranian hard-liners were emulating their Chinese counterparts in seeking to mollify an aggrieved public not through political modernization but economic rewards. But such a tacit bargain is unlikely to succeed in Iran, as the conservatives are too implicated in the corruption of the system to restructure it. Ahmadinejad's campaign against corruption and in favor of economic equal-

ity may have made these oligarchs nervous, but they have enough power and influence to prevent him from fulfilling his pledges.

As Iran's reactionaries assume control over all levers of power, it is hard to see a new democratic dawn on the horizon. But the conservatives' strategy may contain the seeds of its own destruction. By obstructing the peaceful reform movement, the hard-liners have already deprived the Iranian people of their democratic rights; now the new regime is likely to disappoint their hopes for economic reform, too. Faced with political disenfranchisement and continued deprivation, the Iranian people may yet express their clamor for change through protest and defiance.

On the eve of their most impressive power grab, Iran's conservatives may be sitting on top of the kind of smoldering public resentment that they can neither control nor appease.

Ray Takeyh is a senior fellow at the Council on Foreign Relations.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
August 3, 2005

Iran sends in troops to crush border unrest

Michael Howard

The Iranian government has deployed large numbers of troops in cities in the north-western region which borders Iraq in an effort to quell three weeks of civil unrest that has left up to 20 people dead and more than 300 wounded, according to reports from dissident groups.

They said as many as 100,000 state security forces, backed up by helicopter gunships, had moved into the region to crack down on pro-Kurdish demonstrations.

The claims, from Kurdish groups in Iraq, could not be independently verified, and Iranian officials remained silent about the unrest.

The state-owned news agency IRNA said the trouble was due to "hooligan and criminal elements".

News agencies have reported trouble in the northern areas over the past two weeks, though the scale of the unrest has been unclear.

The protests in the Kurdish areas came after the killing of a Kurdish activist by Iranian security forces in the city of Mahabad on July 9. Since then, anti-regime demonstrations have erupted in the mainly Kurdish towns of Sanandaj, Mahabad, Sardasht, Piranshahr, Oshnavieh, Divandareh, Baneh, Sinne, Boko and Saqiz.

In the worst violence so far, Iranian security forces are reported to have killed at least 12 Kurdish demonstrators and injured more than 70 in a clash in the city of Saqiz on Wednesday.

Witnesses said the unrest began just before noon as hundreds of protesters attacked a paramilitary outpost with sticks and stones. Government buildings, including the governor's office, were also attacked and some were ransacked.

Protesters then gathered in the main square, chanting "Down with Khamenei", the country's supreme leader.

Witnesses said that security forces responded with live bul-

lets, and some protesters were fired at by helicopters.

Kurdsat, an Iraqi-Kurdish satellite channel based in Sulaimaniyah, reported yesterday that police had detained as many as 1,200 people after the incident.

Further unrest was feared yesterday in Boko and Sinne, where up to 6,000 special forces soldiers were said to have gathered. Opposition leaders appealed for calm and called for the international community to put pressure on the Iranian authorities to halt the crackdown.

In a statement, the Kurdistan Democratic party of Iran, which is based in Iraq, urged "international organisations, human-rights supporters and the international community to make efforts to stop the bloodshed of the Iranian Kurdish people by the Islamic republic regime of Iran".

"This could turn into yet another tragedy for our people," said Hussein Yazdanpanah, the general secretary of the Revolutionary Union of Kurdistan, who is in exile in the

city of Irbil.

"Our people want their rights and to demonstrate and work for them peacefully. But they are being met with a brutal force."

Iranian agents provocateur were moving among the protesters, he said, "ensuring chaos and violence and thereby justifying an extreme reaction from Iranian authorities".

Iran is home to about 6 million Kurds — almost 10% of the population — who say they face discrimination and repression at the hands of the theocratic rulers in Tehran.

A UN report released last Saturday said authorities were denying basic amenities to Iran's ethnic and religious minorities and in some cases seizing land.

"Regions historically occupied by Kurds ... seem to suffer disproportionate inadequacy of services such as water and electricity and unsatisfactory reconstruction efforts," the report concluded.

But Tehran dismisses such charges and is extremely sensitive about any hint of ethnic unrest, particularly by the Kurds. Anti-government demonstrations are dealt with harshly.

Mahabad, where the activist Shwana Sayyed Qadr was killed, was the capital of the short-lived Republic of Kurdistan, established by the Kurdish leader Mustafah Barzani in 1945. It has since become a symbol for Kurdish nationalism.

Turkey rebuffs French demands ahead of EU talks

Helena Smith

The war of words between Turkey and France over Ankara's EU aspirations turned increasingly ugly yesterday as Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey criticised Paris's political elite for saying that membership talks could only start once his country acknowledged Cyprus.

Clearly vexed by France's insistence that Turkey diplomatically recognise the divided island before negotiations begin on October 3, Mr Erdogan said any new conditions placed on Turkey before the talks would be "unacceptable".

Lashing out at his French

counterpart on local TV, the normally mild-mannered leader said: "I am very saddened by the French prime minister and Mr Chirac's remarks. It is not possible for us to think about any new condition before October 3."

Mr Erdogan, who has staked his political future on the EU negotiations, said Mr Chirac had been warned by Turkey that it would not recognise Cyprus when the bloc decided at a crucial meeting last December to open the membership talks.

One of the key requirements of the talks going ahead at that time was that Ankara extend its custom agreement with Cyprus and the nine other

countries that joined the EU last year.

After several months of foot-dragging, Turkey agreed to sign the accord last Friday. But, in a separate declaration, it also announced that the treaty did not imply recognition of the Greek Cypriot government — a step that Turks say would amount to a rejection of the breakaway Turkish-run republic in the island's north.

The French prime minister, Dominique de Villepin, reacted saying it would be "inconceivable" for Turkey to begin EU talks without formally recognising Cyprus as a member state.

Yesterday, the French foreign minister, Philippe Douste-Blazy, echoed that stance telling Le Monde newspaper: "not wanting to recognise a country of the union, even while wanting to enter — that is not acceptable".

Turkey has steadfastly refused to have diplomatic relations with Greek-dominated

Cyprus since Turkey invaded the island in the wake of an Athens-inspired coup in 1974. Ankara claims recognition can only come when the two feuding sides agree to sign a UN peace settlement.

Although President Chirac has publicly supported Turkey's EU hopes, most of the French population opposes the poor and predominantly Muslim country becoming a member, even if, as looks likely, it takes the next 10 years to join.

In an unexpected volte-face, the French president was said to support his prime minister's remarks — a development quick to unnerve officials in Ankara.

For the first time, Mr Erdogan appeared yesterday to be casting doubt over the talks' start-date, saying: "God willing, the negotiations will have started on October 3."

August 5 2005

The Guardian

Kurds Vow to Make No Concessions in Iraq Political Talks

By KIRK SEMPLE

BAGHDAD, Iraq, Aug. 6 — On the eve of a national political summit meeting to hammer out terms of a draft Iraqi constitution, a top Kurdish representative warned Saturday that the Kurds would withdraw from the government if negotiators did not meet their "basic demands."

Azhar Ramadan Abdul Raheem, a member of the National Assembly and the committee writing the constitution, said that at a special meeting of the Kurdish parliament on Saturday, delegates agreed that the Kurdish bloc should make no concessions in the negotiations. Among the Kurdish demands is a constitutional guarantee of regional autonomy.

Some of the country's top political leaders are set to gather Sunday to try to move the talks ahead.

"This is a last resort," Ms. Raheem said in a telephone interview. "Iraq is on the edge of a volcano, and we hope that we can reach a settlement in the meeting tomorrow."

The Kurds, at least publicly, have adopted a hard line in the negotiations, and with her comments, Ms. Raheem appeared to be trying to establish a bargaining position.

The Kurdish demand for autonomy has support from some Shiite leaders, but is strongly opposed by Sunni Arabs, who fear they would be left with territory that produces little or no oil.

The bloc has also called for the constitution to guarantee the quick repatriation of Kurds deported from Kirkuk by Saddam Hussein, and after that, a vote in Kirkuk on who should govern the city. On Saturday, witnesses said, Kirkuk officials distributed parcels of land to returning Kurdish families despite the objections of Turkmen who said the land had been confiscated from them by

Mr. Hussein's government. Local government officials declined to comment on the Turkmen claims. The constitutional committee has an Aug. 15 deadline to present a draft to the National Assembly, and a national referendum on the draft is set for mid-October.

The American military said Saturday that it had squelched a simultaneous four-pronged offensive by insurgents against Iraqi and American troops in a town south of Baghdad on Friday, killing 6 rebels and capturing 12. One Iraqi soldier died in the attacks and another was wounded, the military said.

The American command has been trying to recover its military and political footing after a series of guerrilla attacks that killed at least 22 soldiers this week in the Euphrates River corridor in Anbar Province.

On Saturday, in the third day of a major offensive, 800 marines and

nearly 200 Iraqi soldiers swept river towns believed to harbor insurgents.

But according to military news releases on Saturday, American troops made no major gains in their hunt for insurgents, discovering only two small caches of weapons and disabling three car bombs and two roadside bombs. Officials also said they had detained 24 suspected insurgents since the start of the operation.

The military announced Saturday that an American soldier was killed during an insurgent attack in Mosul on Thursday, but provided no further information.

The coordinated guerrilla assault on Friday came against several different Iraqi Army posts in Yusifiya, about 10 miles south of Baghdad, and involved rocket-propelled grenades, mortar rounds, small-arms fire and two suicide-vehicle bombs. The military casualties occurred when one of the suicide bombers drove a truck into an Iraqi Army checkpoint. An American and Iraqi quick reaction force, including helicopters, tanks and ground troops, responded.

Ali Adeb contributed reporting from Baghdad for this article, and an Iraqi employee of The New York Times from Kirkuk.

PRESSE Océan

LUNDI 8 AOÛT 2005

Constitution : la résistance kurde

L'accouchement de la Constitution irakienne est laborieuse. Les Kurdes ne feront pas de compromis.

Le président du Kurdistan Massoud Barzani se rend aujourd'hui à Bagdad pour discuter de la Constitution avec la volonté de ne rien céder. Lors d'une intervention devant les 111 députés kurdes, dans la ville d'Erbil, il a énuméré plusieurs points exigés par les kurdes : « l'identité de l'Irak, les frontières du Kurdistan, la question des peshmergas (combattants kurdes), les ressources naturelles et l'ar-



Massoud Barzani se donne le droit de rejeter la Constitution

ticle 58 » de la Loi fondamentale qui stipule le retour des kurdes dans la ville de Kirkouk, arabisée sous Saddam Hussein.

Pas d'identité islamique

« Les Kurdes n'accepteront pas que l'identité de l'Irak soit islamique. Nous respectons toutes les religions, notamment l'islam car c'est la religion de la majorité mais nous n'accepterons pas l'imposition de l'identité musulmane à l'Irak », a-t-il

ajouté. Barzani a rejeté également l'identité arabe de l'Etat irakien, alors que toutes les Constitutions du pays depuis 1958 stipulaient que l'Irak est

partie intégrante de la nation arabe. « Que les régions arabes de l'Irak fassent partie de la Nation arabe, mais nous n'en sommes pas partie », a-t-il lancé, en référence aux trois provinces du Kurdistan. « Nous ne ferons pas de compromis sur ces droits du peuple kurde, ni d'ailleurs sur d'autres droits concernant le peuple irakien », a averti Barzani.

Téhéran a ouvert « une crise grave » selon Paris, qui appelle la communauté internationale à s'unir

Nucléaire : l'Iran choisit la confrontation

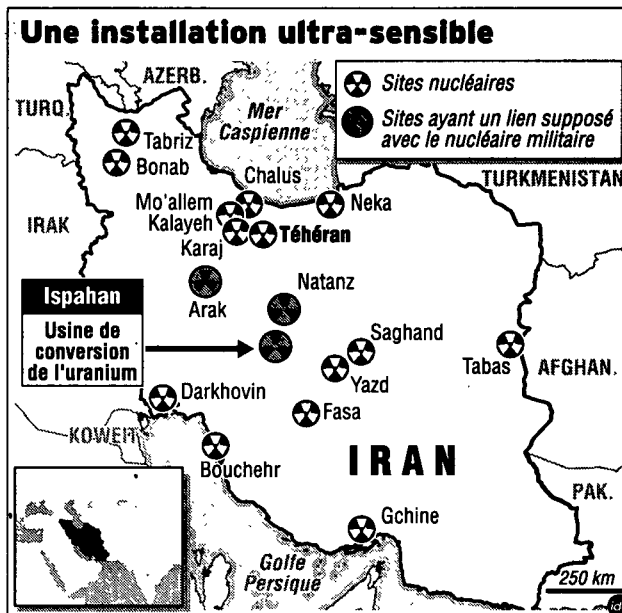
La reprise des activités nucléaires iraniennes a ouvert une « crise grave », a déclaré hier le ministre français des Affaires étrangères. Philippe Douste-Blazy a appelé la communauté internationale à se montrer « unie » face à ce défi. Il a confirmé que la France et ses partenaires européens avaient reçu une « réponse officielle négative » de l'Iran à leurs propositions de coopération. « Le ton de la réponse est particulièrement alarmant et contraire à l'esprit avec lequel nous avons conduit le dialogue avec l'Iran » depuis deux ans. La Grande-Bretagne s'est déclarée « profondément préoccupée ». De leur côté, les Etats-Unis ont affirmé qu'ils « continueront de soutenir les efforts » diplomatiques des Européens. Une réunion d'urgence des ambassadeurs de la tróika (France, Allemagne, Grande-Bretagne) avec le patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique s'est tenue hier à Vienne dans une ambiance extrêmement tendue.

Par ailleurs, Washington a indiqué hier que les Etats-Unis pourraient refuser d'octroyer un visa au président iranien Ahmadinejad, qui souhaite participer en septembre à l'assemblée générale des Nations unies à New York.

Vienne : Maurin Picard

Les Européens avaient prévu. « La ligne rouge sera franchie lorsque les activités de conversion de l'uranium auront effectivement repris à Ispahan », avertissait un diplomate proche de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la semaine dernière à Vienne. C'est chose faite, depuis hier. Sur le site ultrasensible d'Ispahan, quadrillé de batteries antiaériennes, fils de fer barbe-

lés et gardes lourdement armés, la conversion d'uranium a repris « partiellement » malgré les avertissements répétés de l'AIEA, de l'Union européenne et des Etats-Unis. Des journalistes invités par les autorités iraniennes ont pu observer des techniciens vêtus d'une combinaison étanche immaculée manier avec précaution un baril de « yellowcake », avant de le déverser dans des convertisseurs. Cette substance, une poudre de minerai d'uranium, doit être transformée en un gaz, l'hexa-

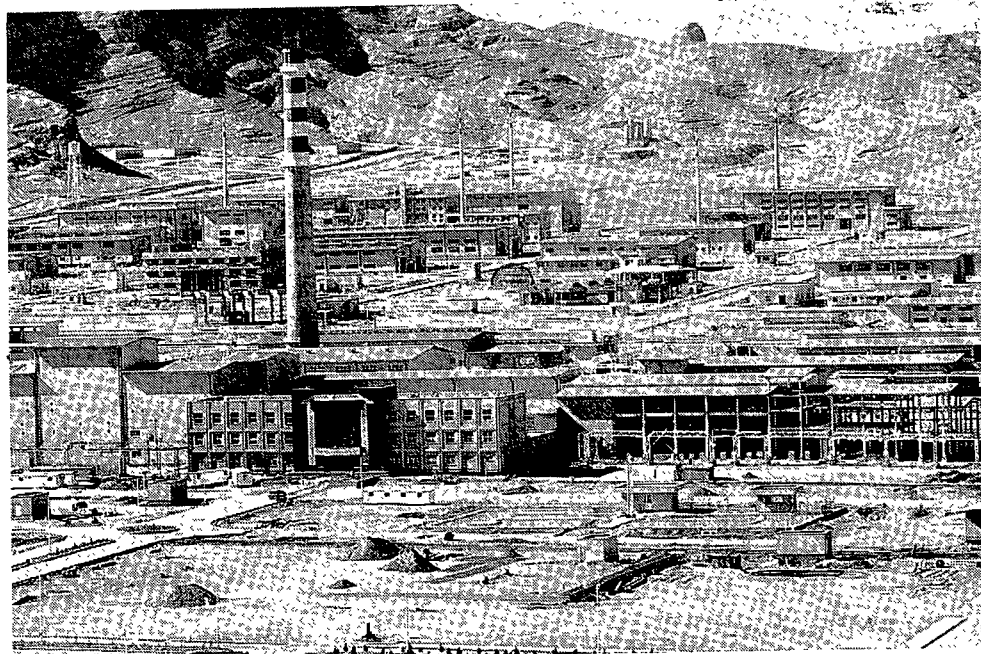


fluorure d'uranium (UF 6), avant que ne débute véritablement la phase critique de l'enrichissement d'uranium. Celle-ci doit se faire à l'aide de centrifugeuses qui, une fois en mouvement, permettent d'isoler l'U 235, l'isotope nécessaire à l'alimentation de réacteurs civils comme à la conception d'armes nucléaires.

« L'Iran a repris la conversion

d'uranium sous le contrôle de l'AIEA »; a indiqué tout sourire Mohammad Saïdi, le vice-président de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA) devant les journalistes. La reprise de la conversion reste partielle, car elle ne concerne que le stade intermédiaire de la transformation de « yellowcake » en tétrafluorure d'uranium (UF 4).

Le cycle de production dans son ensemble, incluant le processus d'« épuration » d'UF 4 en UF 6, devrait reprendre « d'ici à mercredi », estime Mohammad Saïdi. Date à laquelle les inspecteurs de l'AIEA, qui supervisent le redémarrage de l'usine, auront achevé de l'équiper en capteurs et caméras de vidéosurveillance. « Nous voulons savoir tout ce qui entre et tout ce qui sort d'Ispahan », explique Peter Graham Rickwood, le porte-parole de l'agence, à Vienne. Embarrassé, il rechigne pourtant à donner la raison pour laquelle l'AIEA a finalement accepté d'ôter elle-même les scellés apposés à Ispahan en novembre dernier. « S'ils veulent (les) retirer, qu'ils le fassent tout seuls », assurait-on catégoriquement à l'AIEA la semaine passée. L'image d'experts des Nations



L'Iran a relancé hier ses activités nucléaires ultra-sensibles dans son usine de conversion d'uranium d'Ispahan, prenant le risque d'une grave confrontation diplomatique avec l'Occident. (Photo Mehdi Ghasemi/AP.)

unies ôtant leurs propres scellés aurait donné une image déplorable de l'agence de Vienne, dont le travail d'investigation mené sur le terrain était loué par tous. Il a suffi de quelques jours pour que la donne change. « *Nous allons nous en occuper, pour des raisons de continuité du contrôle* », avance Peter Graham Rickwood, mal à l'aise. Inquiète des signes de faiblesse

manifestés ces derniers jours par la diplomatie européenne et l'AIEA, l'opposition iranienne en exil est entrée hier dans la danse. Quelques heures avant une réunion à haut risque du « Board », le conseil des gouverneurs de l'AIEA, les Moudjahidins du peuple ont rendu public à Vienne un rapport adressé il y a un mois par le Conseil suprême de la sécurité nationale

(CSSN) à l'ayatollah Ali Khomeini, le guide de la révolution. Ce texte conclut au « *succès absolu* » de l'Iran après deux ans de négociations avec l'Union européenne. Ce délai lui aurait permis de gagner du temps pour son programme nucléaire, de se préparer « *militairement, politiquement, économiquement* » à « *une crise limitée* » comme

celle qui prévaut aujourd'hui. Le texte affirme aussi que les Européens, plus encore que les Iraniens, « *ont intérêt à ce que les négociations se poursuivent* ». Enigmatique, il évoque enfin les « *milliers de centrifugeuses* » assemblées pendant les négociations, loin des regards. En trente mois d'inspections continues, les spécialistes de l'AIEA n'en ont découvert... que 164.

Dans sa politique envers Téhéran, Washington tient désormais compte de l'Europe et de la guerre en Irak

NEW YORK

de notre correspondante

Du point de vue des Américains, il y a au moins un aspect positif à la crise actuelle avec l'Iran : elle a rassemblé l'Europe et les Etats-Unis. La radicalisation observée à Téhéran depuis l'élection de Mahmoud Ahmadinejad a fait taire les divergences transatlantiques sur l'analyse du régime iranien et ses prétentions à être une puissance nucléaire ; ce que les « faucons » appellent les « *bénéfices cachés* » de l'élection iranienne.

Depuis que Washington a décidé, mi-mars, de soutenir l'approche européenne du dossier iranien, après le voyage du président George W. Bush en Europe, la rhétorique américaine a nettement changé. L'administration se retranche derrière les Européens, comme si les Etats-Unis n'étaient qu'une puissance de second rang. Aujourd'hui, alors que les Iraniens menacent de reprendre la conversion de l'uranium, Washington apparaît confortablement en retrait. Et ce sont les Européens, qui, cette fois, sont les premiers à menacer l'Iran d'une saisine du Conseil de sécurité de l'ONU. « *L'administration Bush ne pourra plus désormais mettre en cause la résolution des Européens* », écrit le *Boston Globe*.

Malgré l'escalade des derniers jours, la menace iranienne n'a pas été surmédiatisée aux Etats-Unis. Dimanche, les invités des « talk shows » politiques des chaînes de télévision n'ont pas eu un mot pour l'Iran. Rien non plus dans le dernier numéro de *Time Magazine*, daté du 15 août, qui consacre sept pages à « *la doctrine Condi* ». C'est pourtant la secrétaire d'Etat qui a été à l'origine de l'approche « *profil bas* ».

Condoleezza Rice date cette évolution de son premier voyage en Europe, deux semaines après que le président Bush, dans son discours d'investiture, eut effrayé les Européens avec son ordre du jour de démocratisation tous azimuts. « *D'une manière ou d'une autre, nous nous étions mis dans une position où les Etats-Unis étaient le pro-*

blème, confiait-elle fin juillet au *Washington Post*. Ce n'est pas une place agréable où se retrouver. » Depuis, M^{me} Rice a renversé les rôles. Les références belliqueuses aux « *avant-postes de la tyrannie* » ont disparu du discours public.

Ostensiblement, les Américains se sont engagés dans des processus de négociations que leurs alliés espèrent de bonne foi. « *La nouvelle diplomatie nucléaire de l'administration a produit une démonstration remarquable d'unité internationale* », se félicitait samedi le *New York Times*, dans un éditorial consacré aux crises iranienne et coréenne et intitulé « *Une lueur d'espoir* ».

Vendredi, le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires politiques, Nicholas Burns, a fait part du plein soutien de Washington pour les propositions soumises à Téhéran par les négociateurs européens (Allemagne, France, Royaume-Uni). Les Etats-Unis ne partagent pas l'idée européenne que l'Iran a « *un droit inaliénable* » à l'énergie nucléaire civile en vertu du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), compte tenu du fait que Téhéran a triché avec le TNP et dissimulé des pans entiers d'activité. Mais ils ont obtenu que les Européens exigent des Iraniens de renoncer à toute activité de conversion, même expérimentale, de l'ura-

nium, ce qui n'était pas acquis si le président élu avait été Hachemi Rafsandjani. Il ne leur reste plus qu'à attendre que le dossier soit transféré au Conseil de sécurité.

Mais pour Washington, la situation se complique dès lors qu'on se souvient que l'Iran est aussi le voisin de l'Irak. Menacer Téhéran, c'est s'exposer à la mauvaise volonté iranienne en Irak, bien que les deux pays aient donné les signes d'une réconciliation avec des échanges de visites ministérielles et des promesses de coopération antiterroriste.

Dans le cas de l'Afghanistan, Washington s'était félicité des bonnes dispositions des Iraniens à arrêter les talibans en fuite. Pour ce qui concerne l'Irak, les Américains n'ont pas l'air très satisfaits, si l'on en juge par les mises en garde répétées des responsables politiques ou militaires. Lors de sa première intervention devant le Conseil de sécurité, le 4 août, le nouvel ambassadeur américain à l'ONU, John Bolton, s'est très directement adressé à Téhéran, ainsi qu'à Damas. Il les a appelés à « *arrêter le flot des terroristes, de leur financement et des armes* » à la frontière irakienne.

Le même jour, la presse affirmait, citant des sources militaires et du renseignement, que de nouvelles bombes activées à distance et utilisées en Irak contre les convois américains avaient été

fabriquées en Iran. Un chargement important avait été saisi en juillet

dans le nord-est de l'Irak. L'Iran a démenti dimanche, estimant que de telles déclarations visent à « *masquer les échecs* » des Etats-Unis en Irak.

La menace représentée par l'Iran est elle-même imprécise. Le 2 août, le *Washington Post* a publié des extraits d'une analyse des services de renseignements sur les capacités nucléaires de l'Iran lancée en janvier par la Maison Blanche. Selon cette évaluation, l'Iran serait à « *une dizaine d'années* » d'avoir la bombe atomique, soit cinq ans de plus qu'estimé précédemment. L'information a été accueillie avec un certain scepticisme, notamment chez les néoconservateurs pour qui la menace est beaucoup plus immédiate - certains parlent de quelques semaines.

Certains « faucons », qui n'ont jamais mis en doute les estimations sur l'Irak, ont émis des réserves sur le rapport iranien. « *Les services secrets ont d'abord raté le fait que Saddam Hussein était tous près d'avoir la bombe avant la guerre du Golfe, rappelle l'un de leurs chefs de file, Gary Schmitt, dans le *Weekly Standard*. Ensuite ils ont surestimé son programme d'armes de destruction massive.* » Les néoconservateurs reprochent à l'administration Bush de « *tergiverser* ». Le chercheur se défend de suggérer que les Etats-Unis devraient « *se préparer à une attaque dès demain* ». Mais, poursuit-il, « *nous ne pouvons pas reporter indéfiniment les décisions difficiles* ».

Corine Lesnes

Le président syrien Bachar Al-Assad à Téhéran

Le président syrien, Bachar Al-Assad, est arrivé dimanche 7 août à Téhéran pour une visite officielle de deux jours. Il a été salué comme un « *ami de la nation iranienne* » par son homologue, Mahmoud Ahmadinejad. « *La Syrie représente la ligne de front de la nation musulmane, les menaces communes nous rapprochent et rendent notre coopération encore plus nécessaire* », a déclaré M. Ahmadinejad, qui faisait clairement référence aux pressions exercées par les Etats-Unis sur les deux alliés régionaux, accusés de soutenir les insurgés chez leur voisin irakien et des groupes radicaux anti-israéliens, dont le Hezbollah chiite libanais. « *Le renforcement de nos relations bilatérales protégera la région contre la menace de ses ennemis* », bien que « *nos ennemis essaient de saper cette relation* », a-t-il ajouté. Il a indiqué que les discussions allaient surtout porter sur « *l'instabilité politique et l'insécurité* » en Irak et ses conséquences sur les pays voisins et sur « *l'expansion du terrorisme* » dans la région et le processus de paix au Proche-Orient. - (AFP.)

Le Monde

9 AOÛT 2005

Frappes américaines improbables

Washington :
Guillemette Faure

Lorsque, dans son discours d'investiture de deuxième mandat, George Bush avait promis en janvier d'attiser le « feu de la liberté » pour éclairer les coins « les plus obscurs du monde », les regards se sont tournés vers l'Iran. A la même période, dans un article du *New York Times* titré « Les guerres à venir », le journaliste Seymour Hersh affirmait que des commandos des forces spéciales américaines opéraient des missions secrètes de reconnaissance sur le sol iranien depuis l'été 2004. Un article « criblé d'inexactitudes », selon la Maison-Blanche, qui n'est pas entrée dans le détail.

Le vice-président, Dick Cheney, n'a ni confirmé ni infirmé ces allégations. Mais il a confirmé que l'Iran était bien « en haut de la liste » des pays à problèmes et que, s'il n'abandonnait pas ses ambitions nucléaires, « les Israéliens pourraient bien décider d'agir les premiers ». Le vice-président n'a jamais caché son impatience à l'égard de Téhéran. « Ils sont déjà assis sur une quantité incroyable de gaz et de pétrole. Personne ne comprend pourquoi ils auraient besoin de nucléaire pour générer de l'énergie », a-t-il encore déclaré.

Dès 2003, le journaliste néo-conservateur Max Boot conseillait à l'Iran de mettre un terme à ses ambitions nucléaires « pour éviter une visite de la troisième division d'infanterie ». Le gouvernement, lui, n'a jamais été aussi explicite. Si George Bush a indiqué qu'« aucune option n'était écartée », l'ex-sous-secrétaire d'Etat, Richard Armitage, a donné l'an dernier le mode d'emploi de la formule en expliquant qu'il fallait respecter les rôles du « gentil flic et du méchant flic » répartis entre l'Europe et les Etats-Unis.

Difficile, pourtant, de croire à une prochaine attaque américaine en Iran. Même Douglas Feith, ancien sous-secrétaire au Pentagone et l'un des penseurs de la guerre en Irak, a dit qu'une intervention militaire améri-

caine en Iran ne lui semblait « pas une option raisonnable ». En 2002, lorsque Bush a placé l'Iran sur l'axe du Mal, Colin Powell, alors secrétaire d'Etat, a évoqué les difficultés d'une intervention militaire en Iran.

« La plupart des experts estiment que les forces américaines sont déjà utilisées dans leurs limites et qu'avec 140 000 soldats déployés en Irak il paraît difficile d'imaginer une attaque », indique aussi un rapport du Congressional Research Service de novembre 2004. Citant encore des voix selon lesquelles « des actions militaires limitées, comme des frappes de sites nucléaires suspectés, pourraient être une option », le rapport avertit du risque de représailles, notamment en Irak, où stationnent 140 000 cibles en uniforme américain.

« L'Iran pourrait soutenir des groupes terroristes ou utiliser ses relations avec la communauté chiite en Irak », fait valoir Robert J. Einhorn, secrétaire à la non-prolifération entre 1999 et 2001. Les Américains savent que l'Iran a des cartes à jouer dans un pays composé à 62 % de chiites. D'où l'irritation de Washington lorsque le nouveau premier ministre irakien, Ibrahim al-Jaafari, qui a passé près de dix ans en exil en Iran dans les années 80, fait une visite à Téhéran le mois dernier, ou lorsque l'Iran multiplie les annonces d'aide à l'Irak.

Mais il y a encore d'autres motifs pour écarter l'idée de frappes aériennes. « Celles-ci n'ont d'intérêt que si on peut faire reculer le programme nucléaire », note Robert Einhorn. Or, il reste des points d'interrogation sur l'emplacement de ces sites. Les services de renseignements des pays occidentaux soupçonnent l'existence d'un programme clandestin. »

Enfin, l'idée d'une guerre contre l'Iran serait difficile à vendre à l'opinion. Selon *USA Today*, 54 % des Américains estiment que l'intervention en Irak était une erreur. Ce public aurait du mal à se laisser convaincre d'entrer dans un nouveau conflit justifié par la présence suspectée d'armes de destruction massive.

IRAN La crise nucléaire

La provocation de Téhéran

Dans un contexte de transformation du Moyen-Orient, la décision iranienne de reprendre les activités de conversion de l'uranium dans les installations

Si tel n'est pas le cas, les Etats-Unis et les UE 3 devront rester fermes et prendre leurs responsabilités en considérant que c'est la nature même du régime qui en fait une menace. L'heure approche où il va nous falloir renvoyer le dossier iranien au Conseil de sécurité des Nations unies, comme le préoyaient, au départ, les négociations des EU 3.

PAR KEN WEINSTEIN *

d'Ispahan - une étape clé vers l'enrichissement - représente une menace et une provocation. L'éventualité d'un Iran nucléaire doit être combattue par les démocraties.

Souvenons-nous qu'au mois de mars, l'Administration Bush a transformé l'approche de la politique américaine à l'égard de l'Iran. Ayant appris, lors de sa première visite officielle en Europe, en tant que ministre, que les alliés des Etats-Unis voyaient dans notre politique une menace sur la résolution du dossier nucléaire iranien, la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a décidé de soutenir sans réserve les efforts des trois Européens (UE 3) - la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne - en vue de garantir la suspension du programme nucléaire iranien. Nous, Américains, avons même écarté nos objections à l'entrée de l'Iran dans l'Organisation mondiale du commerce.

Mais la décision iranienne, annoncée la semaine dernière, marque l'échec des négociations des trois Européens soutenus par les Etats-Unis. L'Iran a décidé de profiter du temps de la négociation pour relancer son programme afin de faire monter les enchères. Nous sommes maintenant tous mis en demeure de repenser notre stratégie.

L'Iran ne doit, en aucun cas, être récompensé de son chantage nucléaire. Et toute concession ne doit être consentie que dans la mesure où le régime des ayatollahs accepte une fois pour toutes l'abandon de son programme.

Les récentes élections iraniennes au cours desquelles tous les candidats réformateurs ont été balayés de la course par le Conseil suprême, montrent paradoxalement l'exaspération du peuple iranien face au régime. L'élection de l'extrémiste Ahmadinejad atteste que les gardiens de la révolution regagnent de nouveau en importance : manifestations dans les grandes villes de l'Iran, des Kurdes dans le nord de l'Iran aux Arabes dans le sud...

Ce régime à bout de souffle a donc cherché à se doter d'un programme nucléaire depuis des années (et ce, bien avant la politique américaine de « régime change »), afin d'augmenter ses chances de se maintenir. Il faut dire clairement que la seule façon pour l'Iran d'être pleinement accepté sur la scène internationale est d'entreprendre des réformes sérieuses, d'abandonner toute velléité nucléaire, de cesser son soutien au terrorisme et d'accepter l'extradition de certains responsables d'al-Qaida en résidence surveillée sur son territoire.

Toutefois, des négociations ou un éventuel passage au Conseil

de sécurité des Nations unies ne peuvent être efficaces si les pays négociateurs ne sont pas prêts, en cas d'échec, à recourir à la force. De la même manière, le Conseil de sécurité ne doit pas nous ralentir dans notre action : dans le cas de figure où une minorité de blocage viendrait à émerger (par l'effet d'un veto chinois ou russe), il conviendrait alors de passer outre pour assurer la paix.

Alors que le Moyen-Orient fait face à de grandes transforma-

tions, le jeu iranien vise à ralentir ces progrès. La coopération irano-syrienne, toujours intense, s'est intensifiée après l'assassinat de Rafic Hariri ; les deux nations travaillent main dans la main pour s'opposer aux efforts franco-américains en faveur de la renaissance d'un Liban démocratique. Par le biais du groupe terroriste Hezbollah, basé en Syrie, mais subventionné par l'Iran, Téhéran et Damas essaient de déstabiliser le régime du président Mahmoud Abbas et de faire dérailler la tentative de paix entre Israéliens et Palestiniens.

En Irak, les forces de la coalition se battent contre une « résistance » tout sauf irakienne, car alimentée de contingents venus de pays comme l'Arabie saoudite et l'Égypte, et

consciente de la menace que représenterait pour elle l'installation d'une démocratie en Irak. Une démocratie qui pourrait, de surcroît, servir de modèle à la région en marginalisant les islamistes tirant bénéfice des dictatures et de la propagande antioccidentale de leurs pays. En Arabie saoudite, le roi Abdallah, investi de tous les pouvoirs, n'a plus d'excuses pour renoncer à mener à bien les réformes qu'il promet depuis des années à son peuple. Il serait aussi temps pour les Saoudiens de mettre fin à leur double langage sur le terrorisme, le condamnant d'un côté, tout en promouvant, de l'autre, le wahhabisme par tous les moyens. En Égypte, Moubarak a fait le choix de « window dressing » (donnant l'apparence

des élections libres), pour rendre les élections concurrentielles et instaurer un débat dans la vie politique égyptienne.

Dans tous ces pays, les progrès ne sont pas suffisants. Il est cependant urgent de se défaire du fatalisme et du cynisme qui tient lieu de politique dans cette région. Or une bombe nucléaire contrôlée par l'Iran serait le plus grand des encouragements donnés à tous les extrémismes. Elle signerait aussi la déroute des espérances des hommes de bonne volonté que compte le Moyen-Orient.

En fin de compte, soyons-en conscients, la menace d'un Iran nucléaire ne pèse pas seulement sur le Moyen-Orient, mais aussi sur l'Europe. Les missiles iraniens al-Shahib 3, déjà en exis-

tence, dotés d'une portée de 1 300 kilomètres, peuvent être équipés d'une capacité nucléaire et ciblés vers le continent européen. D'autres missiles iraniens, comme l'al-Shahib 4, par exemple, qui est en cours de développement, peuvent atteindre les grandes villes de l'Europe occidentale. Comme les Français l'ont bien compris, toutes les démocraties sont en danger ; les intérêts et les objectifs américains et français au Moyen-Orient (comme dans le reste du monde) sont fortement menacés par les velléités iraniennes. Il nous faut être prêts à relever ce défi.

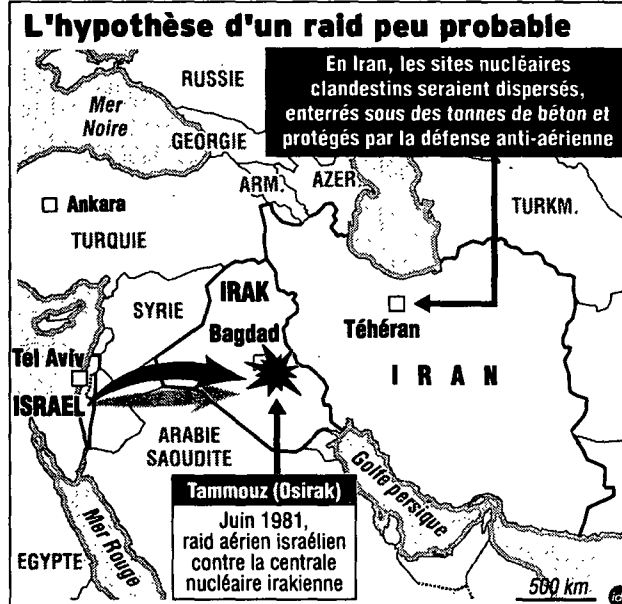
* Philosophe et politologue, Ken (Kenneth) Weinstein est vice-président exécutif du Hudson Institute (Washington-DC).

Israël estime être la cible du programme nucléaire iranien

Jérusalem : Marc Henry

Sur le dossier nucléaire iranien, Israël presse la communauté internationale de ne surtout pas baisser la garde. Après s'être félicités du sursaut initial de fermeté de la part des Occidentaux, les responsables israéliens s'inquiètent de leur nouvelle volonté « d'apaisement » avec Téhéran. Pour eux, l'heure n'est plus aux palabres, mais à la fermeté. « Il faut saisir au plus vite le Conseil de sécurité de l'ONU pour que des sanctions soient imposées à l'Iran. C'est le seul langage que ce régime extrémiste, qui soutient le terrorisme dans le monde, peut comprendre », souligne un proche d'Ariel Sharon.

Le responsable ajoute : « Apparemment, les Iraniens ont cru déceler des signes de faiblesse à Washington et en Europe, ce qui les a encouragés à passer à l'action », ajoute ce responsable. Les médias israéliens rappellent que selon le *Washington Post*, la CIA estime que l'Iran ne disposera pas d'un armement nucléaire avant 10 ans, alors que selon le général Aharon Zeevi, le chef des renseignements militaires israéliens, les Iraniens parviendront au « point de non-retour » d'ici trois ans. « En évoquant un répit d'une décennie,



les Etats-Unis ont peut-être voulu minimiser le danger parce qu'ils ont d'autres chats à fouetter en Irak », pense le responsable israélien.

Seule certitude : l'Etat hébreu estime être la cible toute désignée d'une éventuelle « bombe atomique islamique ». Les dirigeants iraniens ne cessent de proclamer que la destruction de « l'ennemi sioniste » est un de leurs objectifs. Parallèlement à leur programme nucléaire, les Iraniens développent des missiles à longue portée de type

Shahab, capables de frapper « au cœur d'Israël ». Signe des temps : Ariel Sharon a décidé, mardi, de réduire de moitié les coupes initialement prévues dans le budget de la Défense l'an prochain. Le premier ministre a justifié cette décision en invoquant la nécessité de « faire face aux menaces iraniennes ». Les médias ont également révélé que le Mossad, les services secrets, avaient reçu pour instruction de concentrer « le maximum de moyens » sur le programme nucléaire iranien. Ariel Sharon a,

en revanche, exclu au printemps dernier une attaque militaire contre l'Iran, affirmant préférer les pressions diplomatiques. Le recours à l'option militaire, utilisée contre l'Irak en 1981 (voir encadré), serait effectivement hasardeux. Les Etats-Unis ont commencé à livrer à l'Etat hébreu des chasseurs bombardiers F-16 d'un nouveau type, capables d'atteindre le territoire iranien et de revenir à leur base sans avoir besoin d'être ravitaillés en vol. Mais les Iraniens auraient dispersé leurs installations nucléaires dans tout le pays. Une bonne partie des équipements

serait protégée sous terre par des tonnes de béton. De plus, Téhéran reste mystérieux sur l'état d'avancement de son projet nucléaire. L'Etat hébreu ne peut pas non plus se permettre de recourir à des armes non conventionnelles, destinées avant tout à la dissuasion.

Selon les experts occidentaux, Israël disposerait de plus de deux cents bombes nucléaires susceptibles d'être larguées par avion, d'être montées sur des têtes de missiles à longue portée tandis que des sous-marins seraient également équipés de missiles nucléaires.

Iran rejects calls to halt uranium processing

Nuclear agency fails to get consensus on condemning Tehran

By Thomas Fuller

VIENNA: Iran struck a combative stance Tuesday at an emergency meeting of the UN's nuclear monitoring agency here over the resumption of Tehran's nuclear program, rejecting calls by European leaders to halt uranium conversion but indicating a willingness to continue negotiations.

"The operation in Isfahan will continue," Sirus Naser, Iran's chief delegate to the International Atomic Energy Agency, told reporters after an extraordinary sitting of the agency's governing board.

"There is no reason to suspend this activity," he said.

Diplomats from the 35 countries represented on the governing board sought consensus on a resolution condemning Iran's move to restart its process of converting uranium into nuclear fuel. But the board, which includes countries as diverse as Malaysia, Britain, India, Yemen, Slovakia and the United States, was divided, diplomats said.

An early draft of a resolution obtained by The Associated Press expressed "serious concern" about the resumption of conversion in Isfahan and urged Iran to cooperate by "re-establishing full suspension of all enrichment-related activities."

The specific process that Iran restarted on Monday is the first step in a lengthy process to convert uranium into nuclear fuel and is used both for civilian and military purposes.

Iran says it will use the materials for its program to generate electricity through nuclear power.

Despite threats from European leaders to refer the case to the United Nations Security Council, negotiators here said such a move was not on the table Tuesday but could be considered in the coming weeks.

Nonaligned countries, represented by Malaysia, made a joint statement at the talks.

The joint statement affirmed the "basic and inalienable right of all member states to develop atomic energy for peaceful purposes."

By contrast, the leader of the U.S. delegation, Greg Schulte, said the United States shared its European allies' "deep concern about the course Iran is taking."

"Iran must not be allowed to violate its international commitments and must not be allowed to develop nuclear weapons," Schulte said.

Asked for his reaction, Naser, the head of the Iranian delegation, issued a biting retort.

"Today is the commemoration of the bombing of Nagasaki," he told reporters. "The United States is the sole nuclear weapons state which had the guts to drop a bomb to kill and maim and turn into ashes millions in a split second."

"The United States is no position whatsoever to tell anyone and to preach to anyone as to what they should or should not do in their nuclear program."

In Tehran, President Mahmoud Ahmadinejad made similarly strong comments, calling treatment of uranium "our right," according to the ISNA press agency.

Speaking to the UN secretary general, Kofi Annan, by telephone, Ahmadinejad said he would continue negotiations with Britain, France and Germany, the three countries leading a European Union effort to circumscribe Iran's nuclear program.

But Ahmadinejad repeated rejections

'The operation in Isfahan will continue. There is no reason to suspend this activity.'

of a European package of economic, trade and security incentives for Iran to curtail their nuclear activities. "What the Europeans sent us is not a proposal but an insult to our people," Ahmadinejad said. "Their tone is as though Iranian people are a backward nation."

President George W. Bush, speaking from his ranch in Texas, said that if Iran did not cooperate, UN sanctions were "a potential consequence."

"We'll work with our friends on steps forward, on ways to deal with the Iranians if they so choose to ignore the demands of the world," Bush said.

He added that Ahmadinejad's statement that he was willing to continue negotiations was a "positive sign."

"If he did say that, I think that's a positive sign that the Iranians are getting a message, that it's not just the United

States that's worried about their nuclear programs, but the Europeans are serious in calling the Iranians to account and negotiating," Bush said.

In Moscow, the Foreign Ministry issued a toughly worded statement that called on Iran to "stop work that has begun on uranium conversion without delay," news services reported.

In France, Foreign Minister Philippe Douste-Blazy said it was "still possible to negotiate" with Iran. "We are still holding out our hand," he said, according to Agence France-Presse.

In Germany, Chancellor Gerhard Schröder urged Iran to "look again at its position."

"The overarching goal must be that we can solve this very difficult, worrying conflict peacefully," Schröder said. "I don't see any option other than reaching the goals via negotiations."

Separately, an Iranian dissident liv-

'What the Europeans sent us is not a proposal but an insult to our people.'

ing in the United States claimed that Iran had made about 4,000 centrifuges capable of enriching uranium for use in weapons.

The dissident, Alireza Jafarzadeh, said in a telephone interview from Washington that the centrifuges were ready to be installed at Iran's nuclear facility in Natanz. The centrifuges were produced in two different places, he said, including a facility in Isfahan at Malek Ashtar University.

The centrifuges could have civilian applications but the point was that Iran was keeping them secret, he said.

Jafarzadeh's assertions were initially reported by The Associated Press. There was no way of independently confirming the allegations.

In 2002, Jafarzadeh disclosed information about two hidden nuclear sites, including Natanz, that led to fears that Iran was developing a nuclear weapon.

Shahin Gobadi, a spokesman for the National Council of Resistance of Iran, a coalition of Iranian opposition groups, said the information about the centrifuges was "based upon the very same sources" as the revelation of the secret facilities.

Melissa Fleming, a spokeswoman for the International Atomic Energy Agency, said: "We've seen that news report and we'll study it. The IAEA takes all information like this seriously and if it deems it credible inspectors can investigate."

International Herald Tribune

Nazila Fathi of The New York Times contributed reporting from Tehran.

Clerics push for creation of Shiastan in southern Iraq

Sunni dismay at power pitch in constitution countdown

Rory Carroll in Baghdad

Shia leaders in Iraq demanded an autonomous region for the Shia-dominated south yesterday, raising the prospect of an oil-rich fiefdom dominated by conservative Muslim clerics.

The head of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), one of the main ruling parties, called for the creation of a federal southern state in a new national constitution due to be completed this weekend.

Abdul Aziz al-Hakim used a rally in the Shia holy city of Najaf to make one of the boldest pitches yet for a "Shiastan" encompassing the Gulf oil-fields and almost half of Iraq's 26 million population.

"Regarding federalism, we think that it is necessary to form one entire region in the south," he told tens of thousands of chanting supporters.

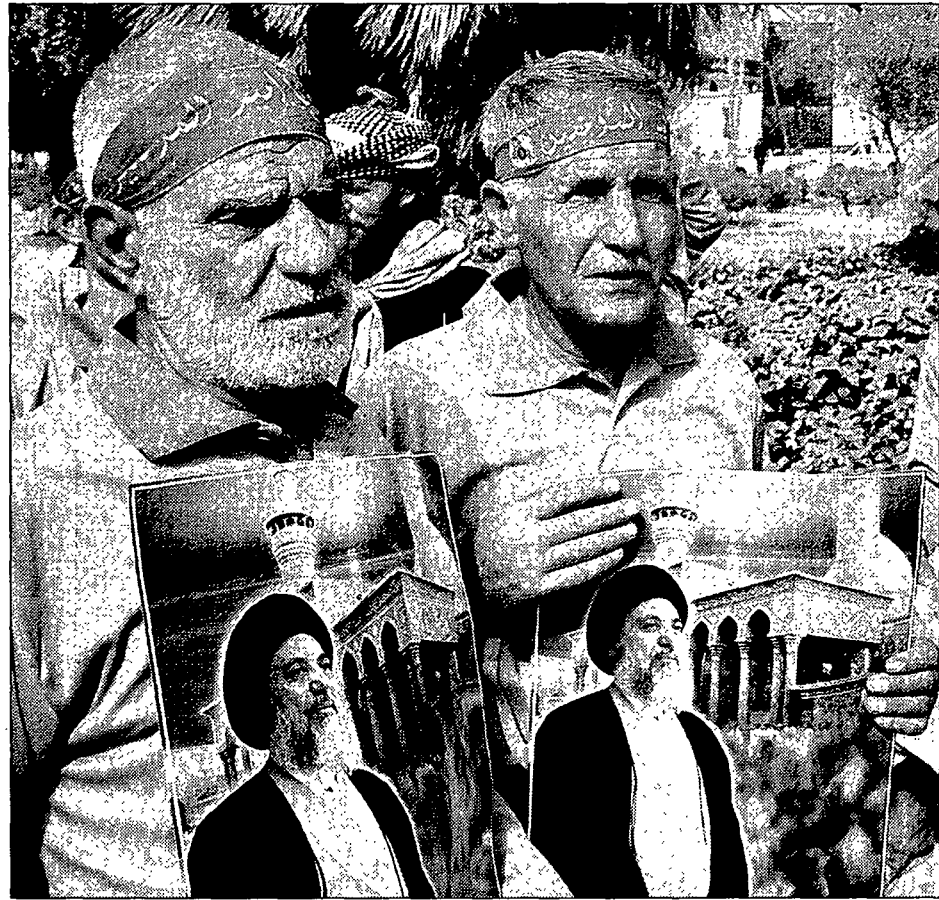
Hadi al-Amery, head of the party's militia, the Badr Organisation, echoed the call for a Shia version of the autonomy enjoyed by Kurds in the north, declaring: "Federalism has to be in all of Iraq."

The SCIRI's cleric leaders have strong ties to Iran's theocracy and dominate the Shia bloc, which rules in coalition with the largely secular Kurds.

Some analysts suggested the call for southern autonomy was a negotiating ploy to gain leverage for making Islam the main source of legislation.

The prospect of autonomy dismayed Sunni Arabs who fear being marginalised in the centre of Iraq. Secular Shias and women's rights advocates were more alarmed at the spectre of Islamic sharia law being imposed on a region stretching from Kerbala in the centre to Basra in the south.

Negotiators from Iraq's main religious and ethnic groups have a deadline to agree a draft constitution by tomorrow,



Shias in Najaf yesterday hold pictures of a murdered leader and call for their own state
 Photograph: Qassem Zeln/AFP/Getty

giving parliament until Monday to approve the text and submit it to voters for a referendum on October 15.

All sides accept that Kurds will retain the autonomy they have enjoyed since the 1991 Gulf war. But the drive to mirror that with autonomy for the south has encountered fierce opposition.

Sunnis fear that Iraq will disintegrate, or at least fracture, if Shias and Kurds control the oil wells and leave Sunnis with only the "sands of Anbar", a vast, barren province.

"We hoped this day would never come," said Saleh al-Mutlak, a leading Sunni politician. "We believe that the Arabs, whether Sunni or Shia, are one. We totally reject any attempt to stir up sectarian issues to divide Iraq."

Sunnis were a dominant minority under the deposed president, Saddam Hussein,

and Sunni militants are driving the insurgency. The Shia prime minister, Ibrahim al-Jaafari, is keen to draw them into the political process, and this is one reason he opposes southern autonomy.

"The idea of a Shia region is unacceptable to us," his spokesman said yesterday.

After decades of oppression under Saddam, Shia conservatives emerged after the United States-led invasion two years ago to impose Islamic rule on the south, closing alcohol shops, curtailing music and encouraging women to wear headscarves. Having swept elections in January, conservatives boast a democratic mandate, but secular Shias and liberals say voters did not call for oppression and intolerance.

"We're against federalism because we are against sharia. That is our fear," said Ghareba Ghareb of the Iraqi Women's

Association. She hoped a centralised Baghdad government would rein in militant clerics.

US officials have been pushing hard for the constitution deadline to be met, seeing the process as a way to quell the insurgency and reduce foreign troop levels. If a draft constitution is agreed and passed in a referendum it will pave the way for elections in December.

As the deadline looms, negotiators are haggling over whether the Republic of Iraq should be renamed the Federal Republic of Iraq, the Islamic Republic or the Federal Islamic Republic.

● Iraq's al-Qaida group vowed yesterday to kill anyone involved in drafting the constitution. The group, led by Abu Musab al-Zarqawi, says that sharia law should be the only legislation to govern Iraq.

James Glanz

Letter From Iraq

Who governs Kirkuk? 3 sides and 3 answers

KIRKUK, Iraq

The fate of this hard-bitten northern city of roughly a million people was supposed to remain in the balance until after Iraq's politicians had finished polishing the elegant phrases in the nation's constitution. Instead, Kirkuk has thrust its ungainly mix of money, power and ethnic rivalry into the negotiations over Iraq's future as a democracy.

Iraq was supposed to ratify its constitution before settling disagreements among the Kurds, Turkmens and Arabs in Kirkuk, according to decrees handed down when the American occupation ran the Iraqi government. Those decrees still have the force of law, but some are refusing to wait.

"We want our main demands included in the constitution," said Mahmoud Othman, a Kurdish independent on the committee writing the



Othman

document. If the disputes cannot be ironed out, he said, "we'd prefer to delay the whole constitution."

Kurds want the city, with its oil riches, to be the capital of Iraqi Kurdistan. Turkmens insist that they have historical

rights to Kirkuk and a majority in the central city. And many of the Arab families that Saddam Hussein forcibly moved here during his "Arabization" program believe that they should have a substantial political voice and be allowed to remain.

Othman and other Kurdish leaders are demanding timetables for the return of Kurds to Kirkuk and a decision on whether it will be a part of Kurdistan. The Kurds also want a formula for sharing revenues from the extensive oil deposits around the city and a census that they believe will show that they, not the Turkmens, hold a majority.

The Kurdish demands are more than matched by the opposition.

"We are encouraging our people to claim their rights peacefully," said Ali Mehdi, a local Turkmen leader. But if talks with the Kurds break down, Mehdi said, "that will be the beginning of the civil war."

Arab grievances are just as sharp. And the local Kurds see a rainbow coalition of ethnic groups as pointlessly complex.

"Those people who consider Kirkuk a complicated city are the ignorant people of history," said Rizgar Ali Hamazan, a Kurd on the Kurd-dominated Kirkuk Brotherhood list, which won 26 of 41 seats on the local provincial council in January elections.

As with so much else in Iraq, the conflicting views on Kirkuk are rooted in conflicting readings of the same history. A Turkmen garrison town during the Ottoman Empire, Kirkuk was dominated by that ethnic group until after World War II, said Joost Hiltermann, Middle East project director for the International Crisis Group, who has done extensive human rights work in northern Iraq.

Ayub Unus Ali, a Turkmen who worked in the oil industry, said the city was much more homogeneous in his youth. "Frankly, there was just Turkmens," recalled Ali, who is now 73, though he also remembered scattered Arab tribesmen.

Reminiscences like that are not welcomed by many Kurds, who now claim Kirkuk as an ancestral capital. Still, the oil industry did draw people from Kurdish villages around the city, and the Turkmens had only a slight

majority by 1957, Hiltermann said.

The Kurdish presence continued to grow in the 1960s, and although the Arabization programs reversed some of the trend, thousands of Kurds have returned, many of them to shantytowns around the edge of Kirkuk as they wait for their property cases to be resolved. Now, Hiltermann believes, the best measure of the ethnic mix in Kirkuk is the elections held in January, which indicated a clear Kurdish majority.

"Turkmens have a completely inflated sense of their own size," Hiltermann said.

This spring, the Brotherhood list carried out a power grab after negotiations with the Turkmens and Arabs on forming a joint government broke down and Kurds secured nearly every top post in the local government.

The move set off demonstrations among the Turkmen and Arab populace. Not until Aug. 1, after interventions by American officials, did the Kurds finally agree to give more coun-

cil seats to the Arabs and Turkmens.

But the agreement remains to be carried out, and just two days after it was struck, the American ambassador to Iraq, Zalmay Khalilzad, set off a new round of anger, this time among the Kurds.

During a visit to Kirkuk, Khalilzad said that he would not support the deportation of Arabs whose families were relocated under Saddam's program, prompting Kurds to charge that he was helping to marginalize them.

Not everyone sees Kirkuk as worrisome. Brigadier General Alan Gayhart of the 116th Brigade Combat Team acknowledged the American involvement in the negotiations but said that all the agreements had been made freely by the Iraqis.

"We have been like a manager, or a guy in the corner in a boxing match," Gayhart said. He added that the ethnic tensions "are predominantly between the political groups" rather

than ordinary citizens.

Still, in interview after interview, those citizens bitterly complain that they find it difficult to win jobs from ethnic groups not their own.

It is unclear how far the Kurdish demands for timetables and a census go beyond the current law, which states that a permanent resolution on the city's status should wait until after the constitution is ratified and property claims stemming from Saddam's Arabization program are settled.

But members of the constitutional committee are considering formulas for sharing the oil wealth from provinces, like the one surrounding Kirkuk.

"Part of it will go to the federal government and part to the governorate which produced the resource," said Thamir Ghadban, a member of the committee who is a former oil minister.

But Hamazan, the Kurdish official, made it plain with an analogy that the Kurdish claim on Kirkuk goes beyond oil. "One day the oil of Texas will run out," Hamazan said.

"And then the Americans will not love Texas?" he said, driving home his point with a bit of sarcasm: "They will give it to another country."

E-mail: pagetwo@iht.com

August 12, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Leading Shiite seeks autonomy for region

Proposal endangers new constitution

By Edward Wong

BAGHDAD: One of Iraq's most powerful Shiite politicians called Thursday for the formation of a semi-independent region in the oil-rich south, throwing the drafting of the new constitution into further turmoil and endangering a crucial deadline looming just four days away.

The politician, Abdul Aziz al-Hakim, a Shiite with close ties to Iran, said before a large gathering of followers in the holy city of Najaf that it was necessary to secure broad governing powers for the south, which is dominated by Shiite Arabs and was long oppressed under the rule of Saddam Hussein.

The issue of autonomous regions is the biggest sticking point in talks over the constitution. Kurdish leaders, intent on preserving the wide powers of Iraqi Kurdistan in the north, have been the biggest proponents of regional autonomy.

The former ruling Sunni Arabs, fearing an unfair division of oil resources, have adamantly rejected the idea. Sunni Arab leaders immediately denounced Hakim's remarks and said it would now

be almost impossible to finish the constitution on time.

"I don't think we will reach an agreement in four days," said Fakhri al-Qaisi, a Sunni Arab member of the 71-seat constitutional committee. "There's no agreement between any of the groups. All the doors have closed. The Kurds have insisted on their demands. The Shia insist on their demands."

Until now, Shiite religious leaders had said they wanted moderate regional autonomy. But Hakim's demands marked a break from that and followed a meeting he had on Wednesday in Najaf with Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the most revered Shiite cleric in Iraq.

The ayatollah told Shiite politicians last week that he supported the concept of autonomy, though he did not make specific recommendations.

Hakim wields enormous influence on constitutional committee because its chairman, Humam Hamoudi, is a close aide to Hakim.

Throughout the constitution drafting process, the country's major ethnic and sectarian groups have bargained hard on a variety of matters, but no single is-

sue has inspired more frustration or ill will than the definition of regional powers.

Hakim's remarks pushed the major negotiating groups farther apart just days before an Aug. 15 deadline, when

the National Assembly is supposed to approve a draft of the constitution and pave the way for a referendum on the document in October and national elections in December.

The Bush administration has been putting enormous pressure on the Iraqis to stick to the political timetable, in hopes that the process will help drain the Sunni Arab insurgency of some of its wrath and bolster flagging American opinion on the war in Iraq.

Qaisi, the Sunni leader, said the Sunni Arabs could not approve of the creation of autonomous regions, as in a confederation, because that would lead to the breakup of Iraq.

"We want the unity of Iraq," he said, "and we want to preserve this unity."

The insurgent war continued to roil the country Wednesday, as Iraqi officials reported that at least seven people, including three Iraqi soldiers and an intelligence officer, were killed in various attacks.

The American military said an unmanned aerial drone crashed near the northern city of Mosul on Tuesday night. American troops went to retrieve the drone, but "the local population carried it away prior to the arrival of the troops," the military said in a statement.

An official with the tribunal charged with trying Saddam and his aides said the trial of Saddam would almost certainly take place in mid-October at the earliest. The tribunal will likely give Saddam's lawyers a definite date at the end of this month, and the lawyers will then be given at least 45 days to prepare, said the official.

The movement for southern autonomy that Hakim supports has been gathering momentum over the summer. Politicians in the south, particularly in Basra, have been lobbying drafters of the constitution to enshrine in the document the right of provinces in Iraq to break off into autonomous regions, similar to Iraqi Kurdistan.

The south could profit enormously from such an arrangement — it has 80 to 90 percent of Iraq's vast oil reserves and the only ports in the country. Many southerners say they are frustrated that the central government in Baghdad does not allocate more oil revenues to their impoverished region.

Many of the Shiite politicians who initially backed the idea of southern autonomy are secular. Hakim is the first leading religious Shiite figure to lend his backing.

The New York Times



Ahna Mariani/The Associated Press

Iraqis commemorated the second anniversary of the death of Ayatollah Muhammad Baqir al-Hakim, a Shiite cleric, shown in the portrait, in Najaf, Iraq, on Thursday. The cleric's brother, Abdul Aziz al-Hakim, called at the commemoration for the formation of a semi-independent region that Shiites would dominate.

IRAK

Le communautarisme hante le débat constitutionnel à Bagdad

LE FIGARO SAMEDI 13 - DIMANCHE 14 AOÛT 2005

Pierre Prier

A deux jours de la date butoir du 15 août, l'Irak se demande s'il aura une Constitution. Un dirigeant chiite de premier plan a appelé, jeudi, à la création d'une région semi-autonome au centre et au sud du pays, cette dernière partie de l'Irak abritant 80 à 90 % des réserves pétrolières. Cette demande a provoqué hier des réactions violentes de la communauté sunnite, qui a boycotté les élections législatives et se trouve marginalisée. « C'est un complot visant à démembrer le pays », a tonné pendant la prière du vendredi Cheikh Mehdi al-Soumaïdai, membre

du Comité des oulémas, principale association sunnite. « C'est ce que veulent les juifs et nos ennemis », a ajouté le prêcheur.

Le dirigeant sunnite Saleh al-Motlak s'est pour sa part dit « choqué et effrayé ». Même les Kurdes, favorables au fédéralisme, et possédant déjà une région virtuellement autonome, ont exprimé leur embarras : « Comme nous voulons le fédéralisme, nous ne pouvons pas le refuser aux autres », a déclaré le député kurde Mahmoud Osmane. Mais les propos de M. al-Hakim nous ont étonnés. Les Kurdes, sans le dire, souhaitent conserver un statut différent de celui des autres communautés.

L'appel doit son retentissement à la personnalité de son

auteur : chef du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), l'un des principaux partis chiïtes, leader du groupe parlementaire majoritaire, frère de l'ancien dirigeant du parti, assassiné en 2003, Abd al-Aziz al-Hakim est considéré comme proche de l'Iran et possède un bras de levier sur le comité de rédaction de la Constitution, dont le président, Humam Hamoudi, est l'un de ses adjoints.

Abd al-Aziz al-Hakim semble en outre avoir préparé son coup de théâtre avec le soutien du leader incontesté de la communauté religieuse chiïte irakienne, le grand ayatollah Ali al-Sistani.

Les chiïtes, qui représentent 60 % de la population, étaient jusqu'ici considérés comme favorables à un Etat centralisé. En dévoilant ses batteries, al-Hakim a aussi provoqué une crise interne à la communauté. Pour le porte-parole du premier ministre, Ibrahim al-Jaafari, « l'idée d'une région chiïte est inacceptable à nos yeux ». Al-Jaafari appartient au parti Dawa, l'autre grand parti chiïte.

Mais la caution du grand ayatollah Sistani, si elle se confirme, apporterait un avantage de taille au CSRII. L'appel à une région

chiïte dotée de « larges pouvoirs » dépasserait, pour ses adversaires, la notion de fédéralisme, sur laquelle le comité de rédaction de la Constitution se serait mis d'accord hier. Selon des fuites en provenance des réunions, le futur Irak s'appellerait « République fédérale d'Irak ».

Mais les principaux points de litige restaient en discussion : les détails du fédéralisme, le partage des ressources, c'est-à-dire principalement du pétrole, et le rôle de l'islam dans l'Etat. Le discours d'Abd al-Aziz al-Hakim viserait aussi, selon les observateurs, à peser pour que la religion occupe une place centrale.

Le problème des pechmergas, les combattants kurdes, a été résolu : ils deviendront les forces de sécurité de la région kurde. Mais le sort de la ville pétrolière de Kirkouk, arabisée sous Saddam et revendiquée par les Kurdes, n'a pas été tranché. Le comité s'est contenté de fixer la date du 15 décembre pour la « normalisation » de sa situation. Jeudi, George W. Bush s'était déclaré optimiste sur la rédaction d'une Constitution avant la date butoir de lundi.

Sunnis join to oppose Shiite call for region

Dispute erupts as Iraq faces charter deadline

From news reports

BAGHDAD: Angered by Shiite calls for a federal region, Sunni clerics urged followers Friday to vote against the constitution if it contains measures they believe would divide the country.

The dispute threatens to delay the charter's completion by a deadline Monday.

Iraq's three major Sunni organizations appeared to have taken a united stand both for voting and against demands for federalism after they boycotted the Jan. 30 parliamentary elections.

Sunni Arab leaders were responding to a demand by a leading Shiite law-

maker for provisions to allow local Shiite control in the southern and central parts of the country. Sunni Arabs fear they will lose out on oil revenue if the country is split into federated zones.

"We reject it wherever it is, whether in the north or in the south, but we accept the Kurdish region as it was before the war," said Kamal Hamdoun, a Sunni member of the committee drafting the constitution. Some Shiite leaders want to replicate the success of Kurdish leaders in the north who govern an autonomous part of the country.

"The aim of federalism is to divide Iraq into ethnic and sectarian areas," Hamdoun said. "We will cling to our stance of rejecting this."

As the Sunni Arabs voiced their anger, a source close to the constitutional process said that three of the 18 contentious issues holding up the completion of the constitution had been settled by Iraqi leaders.

In continuing warfare, a U.S. Apache helicopter crashed in northern Iraq, injuring two U.S. soldiers, and a roadside bomb killed an American soldier in the central city of Tikrit, the military said.

U.S. officials have pushed hard to keep the political process on track as they consider it vital to maintaining momentum they hope will undermine the Sunni Arab-led insurgency and pave the way for U.S. and other foreign troops to begin withdrawing next year.

At the Kmeira Mosque in northern Baghdad, about 500 Sunni Arabs gathered to listen to Sheik Ayad al-Izzi, a member of the Iraqi Islamic Party, the largest Sunni Arab political party that has members on the committee drafting the constitution.

Al-Izzi said the Sunnis rejected the calls for federalism and "we look to them with suspicion."

The reaction came a day after Abdul-Aziz al-Hakim, leader of the country's biggest Shiite party, called for a Shiite federal state during a speech to cheering crowds in Najaf. He said it was needed "to keep a political balance in the country" after decades of dictatorship under Saddam Hussein, a Sunni.

Shiites comprise 60 percent of Iraq's 27 million people but were long suppressed by minority Sunnis.

Hakim's endorsement of federalism may have been a last-minute bargaining tactic. The Kurds also have demanded federalism to maintain control over three provinces and want authority over Kirkuk, from which thousands of Kurds were expelled by Saddam.

Government officials urged compromise. "Every group is saying that they have stands that they cannot abandon because they are 'red lines' but in the end, everyone is going to make some concessions," a presidential spokesman said Thursday. (AP, Reuters)

International Herald Tribune
August 13-14, 2005

Un Syrien a été inculpé à Istanbul de projets d'attentats contre des Israéliens

Les réseaux fondamentalistes turcs se consolident

LE FIGARO VENDREDI 12 AOÛT 2005

Istanbul :
Marie Michèle Martinet

La police turque s'est visiblement efforcée de rester discrète, aussi longtemps que possible, sur la nature des attentats qui se sont multipliés depuis juillet sur les côtes méditerranéenne et égéenne du pays. Mais quand Israël a conseillé lundi à ses ressortissants d'éviter les stations balnéaires turques en raison de « menaces terroristes concrètes et graves », les langues ont commencé à se délier. D'autant que l'on avait appris, trois jours plus tôt, que quatre navires de croisière israéliens avaient été éloignés d'urgence, le 5 août, du port d'Alanya où ils auraient dû normalement accoster, pour être dérottés vers Chypre à la suite de « informations alarmantes ».

On connaît aujourd'hui la nature de ces informations. Le 6 et le 7 août, après avoir déjoué la tentative d'attentat contre les deux navires, la police turque interpellait dix personnes suspectées d'avoir agi pour le

compte du réseau terroriste al-Qaida. Parmi ces suspects, un Syrien âgé de 32 ans répondant au nom de Louai Sakra est soupçonné d'être le chef du réseau en Turquie. Hier, il a reconnu avoir voulu faire exploser les deux navires en se précipitant contre eux sur un Zodiac bourré d'explosifs : « J'avais préparé une tonne d'explosifs », a avoué le Syrien devant les journalistes qui se pressaient devant le tribunal où il devait être écroué. Je n'ai pas de remords. Allah Akbar ! »

Sakra est également soupçonné d'avoir collecté les fonds et assemblé les bombes qui avaient provoqué un carnage en novembre 2003, à Istanbul : plus de 60 morts et des centaines de blessés. Les attentats, revendiqués par al-Qaida, avaient pris pour cible deux synagogues, une banque anglaise ainsi que le consulat de Grande-Bretagne. A l'occasion du procès de septembre 2004, la Turquie avait découvert, avec effroi, que les acteurs des attentats d'Istanbul comptaient dans leurs rangs de nombreux Turcs, issus pour la plupart du

Sud-Est, la région la plus déshéritée du pays.

Dans son bureau, situé à deux pas du consulat de Grande-Bretagne aujourd'hui entièrement reconstruit et protégé par une enceinte blindée, l'avocat kurde Hasip Kaplan accuse le gouvernement turc de feindre d'ignorer l'existence du danger : « Chaque fois qu'une bombe explose, on accuse automatiquement les séparatistes kurdes du PKK, même quand on sait très bien qu'ils ne sont pas responsables, reproche-t-il. Les policiers feraient mieux de s'intéresser d'un peu plus près au mouvement Hizbullah, dont chacun sait qu'il demeure très actif en Turquie. »

Actif depuis 1991, ce mouvement fondamentaliste révolutionnaire violent fut responsable de l'assassinat de centaines de personnes, torturées à mort ou froidement assassinées, à une époque où la guerre opposant l'armée turque à la guérilla kurde était à son apogée. Le Hizbullah turc a été officiellement neutralisé il y a cinq ans. Cependant, de nombreux observateurs se sont in-

quiétés de voir renaître ce mouvement, sous la forme de réseaux rattachés à la mouvance al-Qaida.

Hasip Kaplan, qui veut souligner les risques liés au sous-développement persistant du Sud-Est anatolien, s'inquiète d'un possible renouveau de ce terrorisme fondamentaliste : « Actuellement, les partis politiques kurdes tels que le Hadep (Parti de la démocratie du peuple, pro-kurde) sont le dernier rempart contre le fondamentalisme, prévient-il. Mais la misère est le meilleur terreau pour le Hizbullah. »

Certains journalistes s'alarment également de la propagation insidieuse des thèses d'Oussama Ben Laden, en plein cœur des métropoles turques. La semaine dernière, le magazine *Tempo* attirait l'attention de ses lecteurs sur la distribution d'un fascicule édité à Istanbul, dans le quartier populaire de Kasimpacha. Cette brochure porte un titre on ne peut plus explicite : elle s'appelle *al-Qaida* et circulerait, plus ou moins sous le manteau, en toute impunité.

Syrian admits Israeli cruise ship plot in Turkey

From news reports

ISTANBUL: A Turkish court on Thursday charged a Syrian who has been alleged to have links to Al Qaeda and who said he had been plotting to attack Israeli cruise ships off Turkey's Mediterranean coast.

"I wanted to attack Israeli ships without harming Turkish civilians," Louai Sakra, 32, shouted to reporters in Turkish as he was escorted to court by the antiterror police.

"I had prepared a ton of explosives and I have no regrets. I was to carry out the attack last Friday," he shouted, adding, "Allahu Akbar," or God is great.

A defense lawyer, İlhami Sayan, told reporters the suspect was charged with membership in an illegal organization but refused to give any details, citing court regulations.

Another defense lawyer, Qsman



Louai Sakra leaving an Istanbul court on Thursday. "I wanted to attack Israeli ships without harming Turkish civilians," he said. "I had prepared a ton of explosives."

INTERNATIONAL
Herald Tribune
August 12, 2005

Karahan, said his client was found with 750 kilograms, or 1,650 pounds, of explosives. "He was planning to hit Israeli ships in international waters with these explosives," CNN-Turk quoted him as saying.

The lawyer later told reporters that his client rejected accusations of membership in any organization, and insisted that he was acting alone.

A police official said Sakra was planning to attack Israeli cruise ships with Zodiac speedboats packed with explosives. The official was speaking on condition of anonymity because only top-level officials are allowed to speak on

the record without prior authorization.

A Turkish police official said security forces were looking for other suspects linked to Sakra. Private NTV television said the police were searching for two teams of possible suicide bombers.

Five cruise ships carrying about 5,000 Israeli tourists have been diverted from Turkish ports to Cyprus in recent days following intelligence reports that a terror attack was imminent.

Israel urged its citizens on Monday not to visit beach resorts on Turkey's Mediterranean coast. Turkey is a top

vacation spot for Israelis, and more than 300,000 visit each year.

In Israel, a security official said the Israeli travel warning will remain in effect because of a continued threat of attack.

Sakra faces up to five years in prison if convicted of membership in an illegal organization.

The police said Sakra is believed to have acted as a contact between Al Qaeda and Turkish extremists responsible for the bombings in 2003 of two synagogues, the British Consulate and a British bank. The bombings killed about 60 people. (AFP, AP)

Le Monde 12 AOÛT 2005

L'Iran a brisé les scellés de l'AIEA sur son site de conversion d'uranium à Ispahan

A Vienne, les Européens tentent d'éviter un blocage

VIENNE

de notre correspondante

Les Européens ont soumis, mercredi 10 août, au conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), réuni à Vienne, un projet de résolution destiné à réprimander l'Iran après que Téhéran a fait briser les scellés posés par l'agence onusienne sur son site de conversion d'uranium d'Ispahan. Ils espéraient que le texte serait adopté par consensus, jeudi 11 août, malgré les réserves des pays non-alignés à critiquer l'Iran, qui se pose en défenseur du droit à développer l'énergie nucléaire pacifique.

Ce projet exhorte Téhéran à retourner sans délai au respect de ses engagements antérieurs : la suspension de toutes ses activités liées à l'enrichissement d'uranium, y compris « la production de matériaux d'approvisionnement », c'est-à-dire de gaz d'uranium à Ispahan. Il ne fait pas allusion à une saisine du Conseil de sécurité des Nations unies et ne mentionne pas de date butoir pour un changement d'attitude de l'Iran. Mais il demande au directeur de l'AIEA, Mohamed El-Baradei, de faire un « rapport complet » sur le programme nucléaire iranien avant la prochaine réunion des gouverneurs, prévue le 19 septembre.

En novembre 2004, à la suite de l'accord qu'il avait conclu à Paris avec l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, l'Iran avait obtenu de ne plus faire l'objet de chaque réunion de ce type d'un rapport récapitulatif, qu'il considérait comme une vexation inutile et qui bra-

quait à chaque fois les projecteurs sur ses dissimulations. On avait notamment retrouvé sur des sites iraniens des traces d'uranium hautement enrichi de qualité militaire. « Le message est modéré dans son ton mais ferme sur le fond », affirme un diplomate européen. « S'il le faut, nous irons jusqu'au vote, mais nous espérons un consensus. On ne peut imaginer que le conseil ne réagisse pas aux dernières initiatives de l'Iran : il se discréditerait ».

Les gouverneurs devaient se réunir à nouveau, jeudi, dans un climat de tension croissante avec Téhéran. L'AIEA a confirmé, mercredi, le bris des scellés à Ispahan, effectué en présence de ses inspecteurs et sous des caméras de surveillance installées par l'Agence, à la demande des autorités iraniennes. Désormais, toutes les activités de conversion nécessaires à l'enrichissement - relancées dès lundi à une échelle très limitée - peuvent reprendre sur le site. L'organisation onusienne a cependant marqué sa désapproba-

tion : « Il s'agit à l'évidence d'une décision unilatérale de la part de l'Iran, prise en dépit de demandes répétées du conseil des gouverneurs pour maintenir la suspension complète », a déclaré à Vienne la porte-parole de l'Agence, Melissa Fleming.

La levée des scellés est « un nouveau signe du mépris de l'Iran envers les préoccupations de la communauté internationale », a réagi le porte-parole de la mission américaine auprès de l'AIEA, Matthew Boland, tandis que l'Allemagne déplorait le rejet par Téhéran, « après un exa-

men bref et superficiel », des propositions soumises la semaine dernière par la troïka européenne (Allemagne, France, Grande-Bretagne). Le ministère iranien des affaires étrangères a pour sa part qualifié l'offre européenne d'« illogique et arrogante ». Selon son porte-parole à Téhéran, « la relance des activités à la centrale nucléaire d'Ispahan est une mesure de protection des droits de la nation. Les pressions et les menaces ne nous pousseront pas à vendre ces droits aux enchères ».

Téhéran prépare déjà la prochaine bataille : celle du renvoi devant le Conseil de sécurité

Le processus technique menant à l'enrichissement proprement dit (dont l'Iran a indiqué, mardi, qu'il ne comptait pas encore le reprendre), se prête à la surenchère diplomatique, la réunion des gouverneurs constituant à cet égard un premier test. L'Iran prépare déjà la prochaine bataille : les Etats-Unis et l'Union européenne commettraient « une grave erreur de calcul » en renvoyant le dossier devant le Conseil de sécurité à New York, a prévenu le chef de la délégation iranienne à l'AIEA, Cyrus Nasser, dans un entretien, mercredi, à la BBC. Le quotidien *Keyhan* a averti que l'Iran se retirerait, dans ce cas, du Traité de non-prolifération nucléaire. La Chine a fait savoir qu'elle n'appuierait pas, au stade actuel, un renvoi du dossier devant le Conseil de sécurité et, tout comme la Russie, n'a donné qu'à cette condition son accord au projet de résolution présenté à Vienne par les Européens. L'attitude du Mouvement des non-alignés (MAN), qui soutient depuis quelques mois fermement l'Iran, restait en revanche incertaine.

Joëlle Stolz

Unrest in Iran's Kurdish Region Has Left 17 Dead; Hundreds Have Been Wounded

By NAZILA FATHI

TEHRAN, Aug. 13 — Unrest has rocked Iran's northwestern region of Kurdistan in recent weeks leading to the deaths of more than a dozen civilians and several members of the country's security forces.

The protests are the largest in Iran since the 1979 Islamic revolution, when Kurdish rebels seeking autonomy fought government forces. Last Sunday, shops in more than a dozen Kurdish towns closed their doors to protest what Kurds regard as discrimination by the government in Tehran and hundreds of people were arrested.

Human Rights Watch reported that 17 people had been killed in three weeks of violence in several towns. A Kurdish group, the Democratic Party of Iranian Kurdistan, posted on Web sites the names of people it said were the victims. It said more than 200 people had been injured. Four members of Iranian security forces were killed near Oroumieh, a northwestern city, the ISNA news agency reported.

Dozens of activists have been arrested, among them Roya Toloui, a prominent advocate for women's rights, several human rights groups said. The authorities reportedly arrested her at her home in Sanandaj on charges of disturbing the peace

the scale of the turmoil except for several random reports about attacks on government buildings during demonstrations.

The unrest erupted after security forces killed Shivan Qaderi on July 9 in the city of Mahabad. Pictures of the young man's body suggested he had been tortured, and were widely distributed and broadcast on satellite television channels. The government said Mr. Qaderi was a hooligan and accused him of moral and financial violations. The Kurds said he was a political activist. Human Rights Watch, citing reports from Kurdish groups, said Mr. Qaderi was shot in public; the government has not commented on the circumstances surrounding the death. "The incident triggered the unrest but there were other elements to it," said Jalal Jalalizadeh, a former Kurdish member of Iran's Parliament. "Kurdish people have fundamental demands but the government has ignored them. More turmoil can erupt again over other reasons."

Nearly 6 million of Iran's 67 million people are Kurds, most of them Sunni Muslims in a country dominated by Shiites.

According to the Constitution, Sunnis cannot run for president. In protest, many boycotted the presidential election of June 24 and the turnout was less than 20 percent in some cities in Kurdish areas. Many Kurds say they now worry about their future under the new president, Mah-

moud Ahmadinejad, who was supported by conservative parties.

Kurds are also barred from teaching the Kurdish language at schools and face restrictions in publishing Kurdish literature. They say they face discrimination in employment and university admissions. Kurdish cities are among the least developed in the country with the highest levels of unemployment. Kurds have also been discouraged from forming their own political parties.

Iranian Kurds have not sought independence since the 1979 Islamic

revolution, which overthrew Shah Reza Pahlavi and brought Ayatollah Ruhollah Khomeini to power, but they have demanded greater autonomy, democracy and freedoms.

However gains won by Kurds in

neighboring Iraq have brought hope that some of them can be duplicated in Iran.

"Iranian Kurds now believe they have to struggle to have the similar social and cultural freedoms that Kurds of Iraq have," said Mr. Jalalizadeh, the former member of Parliament. After the 1991 Persian Gulf war, when the British and American forces protected Iraq's Kurdish region from Saddam Hussein's government, the Kurds on the two sides of the border increased their contacts.

Furthermore, five Kurdish satellite television channels, whose programs can be received all through the region, are helping to strengthen Kurdish identity.

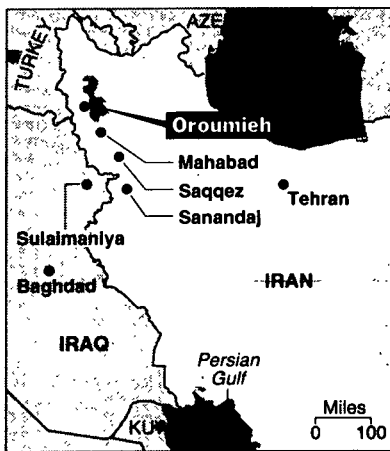
One satellite channel, ROJ TV, played an instrumental role in mobilizing people in the recent protests. It announced news about the protests and statements by political parties.

The worst violence broke out in the city of Saqqez on Aug. 3, where the Interior Ministry acknowledged two people were killed and 142 people were arrested. A senior official said government buildings and banks were damaged.

Kurdsat, an Iraqi Kurdish satellite channel based in Sulaimaniyah, Iraq, reported that thousands of troops were deployed to put down the protest and as many as 1,200 people were arrested. Human Rights Watch reported that 11 people were killed.

Calm reportedly returned to the Kurdish cities late this week after Kurdish members of Parliament appealed to the protesters.

"The number of casualties and deaths also convinced people that they were paying a high price in the violence," said Khaled Tavakoli, a political activist and journalist in Sanandaj, whose election to Parliament in 2000 was overturned when a conservative watchdog body ruled his votes void. "But people are very proud of the unity that was displayed in different cities."



Four soldiers died in Oroumieh.

and "acting against national security." Two Kurdish newspapers were also shut down. The government is very sensitive about hints of ethnic strife in the country. It has refused to release detailed information about

Le premier ministre turc promet de résoudre le problème kurde par « plus de démocratie »

En visite à Diyarbakir, « capitale » des Kurdes de Turquie, Recep Tayyip Erdogan a appelé la population à cesser de soutenir la guérilla du PKK, qui a renoué avec la lutte armée

DIYARBAKIR

de notre envoyée spéciale

Deux jours avant la visite, vendredi 12 août, du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, à Diyarbakir, cité que les Kurdes de Turquie voient comme leur « capitale », des jeunes attablés dans le parc du centre-ville étaient catégoriques : « Il y aura des manifestations massives, il ne pourra pas entrer à Diyarbakir. Et demain, on sera déjà un millier à manifester devant l'Institut de langue kurde... » Mais, à l'heure dite, seule une petite centaine de manifestants, surtout des « mères de martyrs », cernés par des forces turques antiémeute deux fois plus nombreuses, ont brandi des pancartes à la gloire d'Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) emprisonné depuis 1999. « C'est toujours comme ça, nous sommes mal organisés », soupirait un jeune homme.

Le jour de la visite, la presse expliquait que le PKK avait renoncé à ses consignes. Un de ses chefs réfugiés en Irak, cité par un quotidien de Diyarbakir, assurait que ce n'était pas par faiblesse mais en raison de propos conciliants tenus les jours précédents par le premier ministre. La visite de M. Erdogan à Diyarbakir,



Recep Tayyip Erdogan entouré d'enfants kurdes en costume traditionnel lors de sa visite à Diyarbakir, vendredi 12 août. Le premier ministre turc a promis « plus de démocratie, plus de droits civils et plus de prospérité ».

kir, la deuxième depuis son élection en 2002, s'est donc passée dans le calme, grâce aussi au renfort de 4 000 policiers amenés en ville.

UNE SOLUTION POLITIQUE

Recep Tayyip Erdogan y a promis qu'il n'y aurait « pas de régression dans le processus démocratique » lan-

cé pour résoudre « le problème kurde ». Un « problème » toujours nié par l'establishment kémaliste, mais que le premier ministre et chef du Parti de la justice et du développement (AKP, islamique modéré)

avait reconnu la veille, lors d'une rencontre télévisée - une première du genre - avec des intellectuels

turcs plaidant pour une solution politique de ce « problème ». « Nous allons tout résoudre avec plus de démocratie, plus de droits civils et plus de prospérité », a ajouté M. Erdogan en inaugurant des immeubles d'habitation. Il a appelé la population à participer à la « lutte contre la terreur » en empêchant ses enfants de rejoindre la guérilla du PKK, qui a repris en 2004 ses actions après une trêve de six ans.

« Les propos de M. Erdogan sur la démocratie ne sont peut-être pas nouveaux, mais ils ont une valeur cruciale après les déclarations récentes

du chef de l'état-major turc sur l'insuffisance des moyens dont disposerait l'armée pour lutter contre le terrorisme », déclare le chef de la section provinciale de l'AKP, Abdurrahman Kurt. Cela signifie, a-t-il estimé, que le gouvernement n'écouterait pas les voix qui, au sein de l'armée et des services secrets, réclament un retour à l'état d'urgence dans le sud-est du pays - seul nom officiellement admis pour les provinces kurdes.

Les années d'état d'urgence (1984-1999) en réaction à la rébellion, au départ indépendantiste, du PKK, ont fait du « Sud-Est » une zone sinistrée - plus de 37 000 morts et près de 4 000 villages dépeuplés, souvent brûlés par l'armée. Les paysans chassés ont largement contribué à la multiplication par trois, en dix ans, du nombre des habitants de Diyarbakir -

TROIS QUESTIONS À... SEZGIN TANRIKULU

1 Président du barreau de Diyarbakir et de la section locale de la Fondation pour les droits de l'homme de Turquie (TIHV), que signifie pour vous la visite du premier ministre turc ?

Les propos de M. Erdogan sont d'une importance extrême. Il a confirmé à Diyarbakir ce qu'il avait dit ces derniers jours à Izmir puis à Ankara, dans une initiative visant à faire sortir le problème kurde de l'impasse. Mais je ne peux pas être totalement optimiste, car je connais le poids de l'armée et, surtout, des services secrets turcs. Je sais aussi combien la tâche de M. Erdogan est difficile. La situation a empiré : le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste] étend la lutte armée qu'il a reprise car le gouvernement n'a lancé aucun projet de solution.

De l'aveu même de l'armée, 40 % des quelque 3 000 militants qui se trouvent actuellement dans les camps du PKK en Irak y sont

arrivés après 1999, un mouvement qui s'est accéléré ces derniers mois.

2 N'y a-t-il pas un espoir de voir apparaître un vrai mouvement démocratique et pacifique chez les Kurdes de Turquie ?

Si vous pensez à celui que l'on tente de constituer autour de Leïla Zana (une ex-députée kurde longtemps détenue), ce ne sera pas un nouveau parti. On ne peut pas faire du nouveau avec du vieux, ni rassembler ainsi les intellectuels. Hikmet Fidan [un « politique » kurde dont l'assassinat, en juin à Diyarbakir, a été attribué par ses proches au PKK, pour refus de rejoindre le parti de Leïla Zana] n'aurait pas pu non plus créer une alternative : ceux qui viennent de ces vieux partis ne peuvent susciter la confiance. L'influence du PKK a peut-être diminué, mais elle reste très forte. S'il n'arrête pas sa lutte armée, un nouveau parti ne peut

pas naître entre Kurdes, car il resterait sous son ombre.

3 L'espoir pourrait-il alors venir du côté du pouvoir turc ?

Je l'ai cru quand l'AKP [Parti de la justice et du développement] est arrivé au pouvoir. Mais rien n'a été fait, la pauvreté a augmenté ici, comme la désespérance et l'incapacité de s'exprimer. Des deux côtés, beaucoup pensent que la lutte armée est la seule solution. Or il y avait des possibilités : nous avions proposé, il y a deux ans, une forme d'amnistie qui n'en porterait pas le nom, puisque le pouvoir la refuse. C'est à croire que l'armée et les services secrets, dont la puissance est menacée par les réformes lancées sous la houlette de l'Europe, reviennent au centre du pouvoir grâce au PKK. Le PKK a besoin de combats pour continuer à exister, et les militaires ont besoin du PKK...

Propos recueillis par S. Sh.

près d'un million aujourd'hui, avec un taux de chômage de 50 % à 70 %.

L'état d'urgence fut levé en 1999 après l'arrestation d'Abdullah Öcalan et l'ordre donné à ses troupes de cesser le feu et de partir s'installer dans des camps en Irak. La libéralisation fut aussi stimulée par les perspectives, devenues alors plus réelles, d'une adhésion de la Turquie à

l'Union européenne (UE). L'atmosphère à Diyarbakir en fut radicalement changée, la population ne craignant plus des tabassages ou tortures systématiques à chaque interpellation. Mais Ankara n'a jamais répondu aux appels à négocier du PKK, qualifié de terroriste, non seulement par la Turquie mais aussi par les Etats-Unis et l'UE.

Le 1^{er} juin 2004, le PKK a annoncé une reprise de ses « opérations de défense armée ». D'abord passées quasi inaperçues, ses actions se

sont intensifiées cet été, faisant plus d'une centaine de morts, dans ses rangs et ceux des soldats turcs. Même si ses nouvelles méthodes, moins coûteuses en militants qu'auparavant, consistent surtout à poser des mines sur les routes et à viser des cibles touristiques dans l'ouest du pays - un attentat, en juillet, fit cinq morts, dont deux touristes étrangères, à Kusadasi.

ACTIONS « DÉFENSIVES »

Unanimement réprouvés, ces attentats contre des civils, qui menacent une grande source de revenus du pays, furent attribués par le PKK à des éléments « dissidents ». Car le parti d'Öcalan - celui-ci est supposé le diriger par le biais de ses visiteurs, pourtant contrôlés par les services secrets turcs - multiplie depuis cinq ans les déclarations « pacifistes ». Il affirme ne mener que des actions « défensives », pour la reconnaissance des droits du peuple kurde et la

démocratie en Turquie, qui passeraient par une amnistie « générale », c'est-à-dire englobant Öcalan et les autres chefs du PKK. Propos tenus à l'identique par de nombreuses ONG à Diyarbakir et par le parti Dehap, maître de nombreuses municipalités locales. Mais ils sont tous accusés par Ankara, et aussi par des démocrates kurdes, d'être sous l'emprise du « totalitarisme » du PKK.

En acceptant de rencontrer, notamment, Osman Baydemir, maire (dehap) de Diyarbakir, M. Erdogan s'est exposé aux critiques farouches de représentants de l'opposition kémaliste, tels le chef du parti CHP, Deniz Baykal, qui a parlé de « faute historique » et d'« aveuglement face à ce qui se passe en Irak », où les Kurdes disposent déjà, a-t-il dit, d'un quasi-Etat.

Mais M. Erdogan sait que ses efforts pour intégrer l'UE seraient définitivement ruinés si un retour aux vieilles méthodes contre les Kur-

des en Turquie venait s'ajouter aux autres motifs de réserve européens. Un renoncement à l'Europe pourrait signifier sa propre perte face aux militaires. Il a donc promis aux Kurdes démocratie et « prospérité » - à commencer par des subventions pour les mères de famille et des ordinateurs pour les écoles - dans l'espoir de les détacher du PKK.

Le maire de Diyarbakir a salué ces promesses, disant son espoir qu'elles « ouvrent une page blanche pour tout le monde », et qu'elles se traduisent dans les faits. Dans un communiqué, le PKK a qualifié d'importantes les déclarations de M. Erdogan, mais il a rappelé que d'autres dirigeants turcs avaient prononcé de bonnes paroles avant d'envoyer chars et hélicoptères contre les Kurdes.

Sophie Shihab

IRAK La Loi fondamentale doit être terminée aujourd'hui

Constitution irakienne : Washington revoit ses exigences à la baisse

A la veille de la date butoir de présentation de la Constitution irakienne, l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay Khalilzad, a fait la tournée des plateaux de télévision. Le succès est « inévitable » en Irak, a-t-il assuré à une opinion américaine de plus en plus sceptique sur l'issue du conflit, après l'une des pires semaines qu'aient connues les GI depuis l'entrée en guerre.

Avec l'établissement d'une Constitution, le gouvernement américain espère pouvoir présenter des preuves tangibles de progrès en Irak et reproduire le bref regain de confiance enregistré après les élections de janvier. « La création d'une Constitution démocratique est une étape critique sur la voie de l'autonomie irakienne », selon George Bush. La preuve, selon lui, que « les Irakiens prennent le contrôle de leur pays, bâtissant une nation libre capable de se gouverner, de se suffire à elle-même et de se défendre. Et nous aidons les Irakiens à réussir ».

Depuis quelques semaines, le Pentagone et la Maison-Blanche ont redéfini les conditions du désengagement américain, in-

sistant plus sur la capacité des Irakiens à prendre la relève que sur une défaite des insurgés. Le texte constitutionnel élaboré par les Irakiens serait un premier pas dans cette direction. « C'est manifestement un processus irakien. Les Irakiens écrivent la Constitution. C'est une Constitution pour les Irakiens », assurait la semaine dernière Adam Ereli, le porte-parole du département d'Etat. Samedi, Mahmoud Othman, un Kurde membre du co-

15 octobre, et des élections parlementaires seront organisées deux mois plus tard. Le premier ministre irakien, Ibrahim al-Jaafari, aurait aimé une extension du délai de deux semaines. Mais les Américains ont poussé à ce qu'il soit respecté à tout prix, quitte à laisser les points de litige en suspens, avec des formulations assez souples et en favorisant une Constitution amendable.

« On leur a proposé des options pour aplanir leurs différences, à leur demande », s'est expliqué l'ambassadeur Khalilzad sur ABC. Les éléments visiblement suggérés par son

équipe aux représentants irakiens assurent aux Kurdes qu'ils garderont l'autonomie de fait dont ils bénéficient dans le Nord. Mais ils repoussent aux élections de décembre toute décision sur la création de nouvelles régions autonomes, comme le demandent des chiïtes, s'opposant ainsi aux sunnites. Demeurent aussi des désaccords sur la distribution des revenus du pétrole.

Les représentants améri-

cains préparent l'opinion à l'idée que la nouvelle Loi fondamentale pourrait aboutir à un régime qui ressemble plus à une forme dérivée de république islamique qu'à une démocratie jeffersonienne. Point sensible pour l'opinion américaine : les droits des femmes. Un compromis semble avoir été imposé pour que la loi islamique soit reconnue comme « l'une des sources » et non pas « la source » du droit. Ce principe pourrait être accompagné d'une clause indiquant que le droit familial serait régi par les autorités religieuses de chaque foi.

L'ancien candidat démocrate américain Howard Dean s'est inquiété du fait que la Constitution puisse mener, pour les femmes, à un retour en arrière par rapport à l'ancien régime. Interrogé sur le sujet sur ABC, l'ambassadeur a relativisé les attentes américaines : « Bien sûr, c'est aux Irakiens de décider. Mais on serait content que la démocratie et les droits de l'homme aient autant de poids que les autres questions » liées à la loi islamique, a-t-il simplement dit.

G. F.

La Maison-Blanche espère pouvoir présenter des preuves tangibles de progrès en Irak

mité de la Constitution, indiquait pourtant au *Washington Post* que les Américains intervenaient régulièrement dans la rédaction d'une Constitution qui, selon lui, intéresse « plus les officiels américains qui l'ont promise chez eux que le peuple irakien ».

L'échéance de présentation de la Constitution expire aujourd'hui. Le document doit ensuite être soumis à un référendum, le

Iraqi Kurdistan makes a point of being different

By Luke Baker
Reuters - August 8, 2005

It may not be an independent state and is unlikely to gain that status any time soon. But land at the airport of its "capital" and you could be forgiven for thinking that Kurdistan was a country. Arbil, the capital of the autonomous Kurdistan region that occupies a large portion of northern Iraq, is just 45 minutes flying time from Baghdad.

But there are no Iraqi flags at the "international" airport — a single glass building stuck at the end of a short runway. Instead the Kurdish flag flutters everywhere, red, white and green with a golden sun at its centre.

Passports, even Iraqi ones, are minutely checked by Kurdish immigration staff. Most signs are only in Kurdish, the mobile phone network is a distinct Kurdish one that doesn't connect to Baghdad, and locals warn the newly arrived not to utter a word of Arabic. The situation has been more or less the same since the Kurds carved three semi-independent provinces out of northern Iraq after the 1991 Gulf War, sealing it off from the rest of the country under cover of a no-fly zone enforced on Saddam Hussein's air force by U.S. and British warplanes.

For 14 years, that separateness allowed them greater opportunities for growth and investment, while keeping the rest of Iraq and its problems at arm's length.

But as Iraq prepares a draft of a new constitution, which must encompass all Iraqis — Kurds, Sunni and Shi'ite Arabs, Christians and Turkmen — many Kurds fear giving up hard-won ground and settling for something less than they have. "I am Kurdish. My life is Kurdish. I love Kurdistan. We must remain separate from what is going on in Iraq," says Abdul Kadar Mustafa, 40, the owner of a dry cleaning shop in Arbil.

"I feel sorry for what is going on in Iraq — we don't want the same problems here. But I don't trust our government to keep us apart," he said, referring to the Kurdish regional government, which operates independently of Baghdad.

ANOTHER WORLD

The president of the Kurdish region, Masoud Barzani, who also heads the Kurdistan Democratic Party, one of two major Kurdish parties and the one that is dominant around

Arbil, was on his way to Baghdad on Monday for talks on the constitution. Barzani, a former guerrilla leader known for his traditional Kurdish head dress, makes little secret of his disdain for Baghdad and his longing for an independent Kurdish state.

While independence may not be possible, he at least wants a Kurdish region that is strongly autonomous within federal Iraqi state, with its own budget, oil revenues, army, education system and demarcated borders. Yet the constitution, which he is under intense pressure to sign up to, and a draft of which must be presented to parliament by Aug. 15, is expected to describe a much more general form of federalism, one that doesn't mesh with Kurdish aspirations. If it falls short, filling the gap could prove problematic.

"It's real federalism we want, Kurdish-style federalism, not something weak," says Hiwa Kassim, 25, an engineering student sipping tea in an Arbil cafe. "If we don't get that, then we will have to be another country without Iraq. And if that is not possible, then war."

War is hardly a serious possibility at this stage, with U.S. troops enforcing a peace of sorts across Iraq and memories still painful of fighting with Saddam and then years of civil war among the Kurds themselves during the 1990s. But there is no question the Kurdish sense of separateness runs deep, particularly in Arbil, and that if Kurdish leaders appear to settle for too little in the constitution, it will cause profound ructions.

Tensions with their Arab neighbours are particularly great over the fate of the oil city of Kirkuk, just south of Kurdish territory, which Kurds hope one day to annex as their capital. At the same time, Arbil is pushing ahead with its subtle, and at times not-so-subtle, campaign to look and feel completely apart from the chaotic, violent regions to the south.

Business and investment abounds, with money flooding in from Lebanon and Turkey, untroubled by problems elsewhere in Iraq. And in the Sheraton Arbil, a swanky, mirrored-glass hotel completely renovated in the past two years, the clocks at reception give guests the time in New York, London, Istanbul and Arbil — just not in Baghdad.

Kerkuki: We have proving documents to support the geography of Kurdistan

By Rebar Jaff
The Globe August 9, 2005

Everyone has agreed on federalism for Kurdistan, but the current discussions and arguments are on the borders of that federalism, a leading Kurdish politician said in an exclusive interview with the Globe.

The Kurdish Territory

Arabs do not recognize the borders of Kurdistan the way we (Kurds) recognize them and it is necessary for us to clarify that for them, Deputy Speaker of the Kurdistan Parliament, Dr. Kemal Kerkuki told the Globe.

We have proving documents available for those areas that

we are asking to be included in the federalism of Kurdistan. "We are basing it on the historical and geographical facts," he said, adding that these documents were written by Arab geographers, and orientalists who visited the areas for joy. "The report from the League of Nations in 1924 following the founding of Iraq also outlines this area," Kerkuki said, "and these are the types of reports that we rely on," Kerkuki reaffirmed.

Any region north of Mount Hamreen, and the town of "Heet", close to Tikrit have never been referred to as Iraq, Kerkuki commented, saying that even in the ancient maps, during which the Arab Iraq and the non-Arab (Acem) Iraq existed, this region including Kirkuk, was always called Kurdistan.

He elaborated on the topic of the territories of Kurdistan by pointing out that the Ottomans who ruled those areas for more than 400 years, mentioned Kirkuk and referred to it as part of Kurdistan region. Hence, the borders of Kurdistan must be drawn based on these factual manuscripts and documents, and the demands of the people who live there, must be taken into consideration.

Concerning the status of the Kurdistan map that the Kurdish Parliament has recently presented to the Iraqi National Assembly, Kerkuki told the Globe that the Iraqi Parliament has not officially replied to the proposal yet. "The map includes the provinces of Hewler (Erbil), Suleymania, Duhok, Kirkuk, a part of Mosel, as well as Khanaqeen, Badra and Jassan," he said. The proposal is still under discussions and we are hoping that it will be taken into account; he added intently that the Kurdish nation is not willing to relinquish any of its legitimate rights, which must be indicated in the constitution.

The TAL Crisis

In addition, Kerkuki said that the Kurdistan Parliament was willing to work with this constitution democratically for eight years, after which the people of Kurdistan will evaluate their new status and circumstances and decide on their future position accordingly. "Their demands must be respected, Kerkuki corroborated, if they ever come under attack or become isolated vigorously, then the Kurdistan people will choose their destiny."

Kerkuki highlighted the importance of the Transitional Administrative Law (TAL) in his comments to the Globe saying that it demanded the return of the relocated, meaning both sending the Arabs that were brought to the city during the Arabization process back to their places of origin in a democratic and humanitarian way, and the homecoming of the Turkomen and Kurds back to the city. Regarding the fate of Kirkuk, he stated that linking Kirkuk to Kurdistan or not, is an issue that must be put up for a referendum. However, he said, the referendum should take place only when certain conditions are met, emphasizing that Article 58 must be fully implemented, proper housing for the refugees must be provided, the borders of the Kirkuk province must be rectified and the misidentification of those Turkomen and Kurds who were marked as Arabs, must be corrected. Then and only then, will there be a census carried out in the city, he commented, appending that the public opinion of the people of Kirkuk must be adhered to, as to what they choose, whether to be included in

Kurdistan or in the Arab Iraq. "These states of affairs should all be achieved prior to the elections; if we wait until a permanent government is established alongside a permanent parliament, then problems will occur," he stated.

Kurd-Shiite Talks

Our discussions with the Shittes today, concentrate on the implementation of Article 58. They want the article implemented, but with what they call, a possible speed, and we say "No" to that. "We are asking for a set time and an assigned budget for the committee responsible for putting this article in action, he added, the committee should be known clearly and should initiate its work, otherwise Kurdistan will not partake in the elections."

We have agreements with the Iraqi Alliance, that everything has to be based on mutual harmony, and if this constitution is not drafted accordingly, we will not approve it and we will not pass it on to the parliament to be voted for on the basis of absolute majority. This means that the parliament will eventually be dispersed, Kerkuki said, adding that it would be better for the Kurds not to have a constitution, than to have one that does not clearly specify their rights. "We are not willing to sign a document witnessed by the whole world and history, to have nothing but a number of ministers in the (Iraqi) governing council," he confirmed.

Commenting on Dr. Barham Salih's remarks that according to the interim constitution, Iraq cannot be a religious state, Kerkuki confirmed, "We want this to be fully put in the new constitution as it is mentioned in the administrative law, which satisfies both, the democratic and the religious factions. This is one of the best articles that need to be placed in the new constitution exactly as they are." Despite the Arab pressures on Kurdish officials concerning certain vital issues, and to some extent, American pressures to meet the deadline for drafting the constitution, Kerkuki said, "There are pressures to complete the task hastily, which is good because that is what we want too, but not at the cost of the Kurdish rights". He added, "It is neither the US, the UK, nor any other person or political party that can force us. The final decision is always up to the Kurdistan Parliament to endorse or refuse any proposed document. Explaining why the Turkomen and Arabs boycotted the meetings of the city council of Kirkuk for a while, and now attending them normally again, he said, "The Arabs and Turkomen are already included in the Brotherhood List of Kirkuk, but due to their lack of self-confidence, they could not establish the administration fully and left the matter for the rest of the Arabs and Turkomen to complete," he said. Apparently, they have now come to an agreement to participate in the administration, which is a positive sign. Kerkuki emphasized that it was necessary for them to believe in the administrative law, federalism and the Kurdistaniness of Kirkuk. "If they do, he said, they are most welcome, Arabs or Turkomen."

Democracy and Federalism

In a reply to what he thought of Rumsfeld's remarks that there must be compromise since that is how democratic systems work, Kerkuki said, "America is a democratic country, in a democracy, there is never such thing as one must do this or do that. The people of Iraq and Kurdistan will

decide for themselves, and the Kurds will take care of any concerning cases through their freely and democratically elected parliament." The Kurds will not accept any compromise that does not guarantee their demands of federalism and democracy, and that Iraq consists of two main nations, the Kurds and the Arabs, with both Kurdish and Arabic being the official languages of the country, Kerkuki said. He further indicated that other demands of the Kurds' include placing the military forces under civil control with its budget not exceeding 4%. "Peshmargas must protect the Kurdistan region, but through coordination with the Ministry of Defence and the laws established in Kurdistan must be respected," he added.

The structure of the constitutional court must not exclude or victimize Kurdistan, he clarified. "In the Iraqi Foreign Ministry offices and embassies around the world, there must be a Kurdish sector or Kurdish representatives

present to look after the (Kurdistan) region's affairs, and this does not mean separating foreign policies; he confirmed. Since the Kurds have been so pushed away in the past, many of them still live in exile and do not speak Arabic, therefore their concerns must be simplified," stated Kerkuki referring to those Kurds who choose to come back to study in Kurdistan, to come on vacation in the area during their holidays or even for the sick who desire to return home after long periods of being abroad. Many of them speak nothing but Kurdish. Ultimately, Kerkuki stated, "It is very strange that a criminal like Saddam Hussain, who has altered the demography of Kirkuk, Anfalized its people, Arabized the city, and has done many other crimes that contradict Islamic justice, would be so sympathized with by certain people, who consider themselves Muslim, but show extreme criticism to the Kurdish demands of restoring order in Kirkuk." He concluded, "I just find that very eccentric!"

Kurds Demand Including their Rights in Constitution

Al Sharq Al Awsat - August 16, 2005

Iraqi Kurdistan - Demonstrations have spread all over the cities of Iraqi Kurdistan region, demanding for approving on the historical rights of Kurds and including them in the Iraqi constitution, whose draft is supposed to be submitted to the National Assembly today.

These demonstrations that spread all over the cities of Al Selaimania (330 km north of Baghdad), Kirkuk (255 km north of Baghdad), Erbil (350 km north of Baghdad), and Dahuk (450 km north), were organized by "The Plebiscite Movement", a non-governmental organization, which calls for conducting a plebiscite for the residents of Kurdistan region to decide on their destiny, and is supporting the establishment of a Kurdish state in the north of Iraq.

In Erbil, capital of Kurdistan region, thousands of Kurds have demonstrated in front of the building of the National Council for Iraqi Kurdistan (regional Parliament) for the same purpose. In Al Selaimania, thousands of people have gathered in Nali Square, in the center of the city, carrying big signs that read "We demand that the constitution clearly includes the right of Kurdish people to decide on their destiny", "Respect the demands and will of Kurdistan people", "Kurdistani people would not negotia-

te on their fundamental rights", and "No agreement on the destiny of Kurdistan without referral to the will of Kurdistan people." In Kirkuk, hundreds of Kurds have demonstrated to include the demands of Kurds in the draft of the permanent constitution.

The demonstrators, who gathered in front of Kirkuk castle, have demanded that the coming constitution includes "stressing that Kirkuk is Kurdistan", granting the people of Iraqi Kurdistan the right to decide on destiny, applying Article 58 of the state administration code, and stabilizing the map of Iraqi Kurdistan, as the safety valve for unity and the new coexistence.

In Dahuk, Thousands of Kurds have demonstrated in the center of the city, demanding for including an article in the Iraqi permanent constitution for the right to decide on destiny and stabilize the borders of Kurdistan region and how to distribute the Iraqi resources between the central government and the government of Kurdistan region, in addition to handling the issue of Kirkuk. The demonstrators have carried Kurdish flags and signs that demand for approving the federation.

Iraqi Federalism, an Iranian View

Islamic Republic News Agency - August 16, 2005

Proposal of Supreme Council of Islamic Revolution in Iraq's Chairman Seyyed Abdelaziz Hakim, calling for the establishment of an autonomous Shia region in Iraq's southern and central provinces as a prerequisite for forming a federal system, has provoked the ire of Iraqi political circles.

According to Tehran-based Iran Daily, while the deadline for the committee compiling the draft constitution is Aug. 15, the issue of federalism is becoming more complicated

and disputable. "Following the oil war and Iraq's invasion of Kuwait by the former Baathist regime, the autonomous region for Kurds was established in cooperation with the US and Britain which forced Iraq's ousted dictator Saddam Hussein to bow to their wishes. The Kurdish autonomy endured even when the US invaded Iraq and overthrew Saddam.

"In view of Iraq's political geography, the issue of federalism generates a great deal of heat. While Iraq's Kurdish

leaders and people view federalism from the perspective of dividing the nation into two main ethnic constituents, namely Kurds and Arabs.

Many experts consider this perspective as lopsided since the Iraqi population can also be categorized into Kurds, Shias and Sunnis.

If the Kurdish minority were to claim that during the despotic Baathist rule, it was subjected to the most inhumane treatment and autonomy alone will prevent the recurrence of the past bitter experiences, it must be noted that the Shias were also victims of Saddam's brutalities and deserve the same privilege. Therefore, federalism in Iraq can be successful only when justice is upheld and discrimination avoided in all considerations. In this regard, the demographic status and weight of ethnic and religious groups must be determined while discussing federalism.

At any rate, the proposal for establishing a Shia autonomous region is aimed at counteracting the Kurdish minority's autonomous leverage in Iraq's Kurdish regions.

So far, the Kurds have expressed shock and Sunnis also displayed serious opposition to Hakim's proposal. These reactions deserve greater scrutiny.

The Sunnis, who have almost always ruled over Iraq, feel they have been sidelined while the Kurds believe their present conditions will worsen.

"Federalism is above all contingent upon determining the population percentage and position of all ethnic and religious groups in Iraq's political geography." "Therefore, if the plan for establishing an autonomous Shia region in central and southern Iraq does not undermine the national solidarity and preserves the rights of all Iraqis, the proposal can ensure the peaceful coexistence of all ethnic and religious groups.

Some opponents believe Hakim intends to gain more power and is flexing his political muscle for personal gains, but a precise examination of ground realities and implications of the proposal will help achieve better understanding and results.

Un policier iranien tué par une mine posée par rebelles kurdes (responsable)



TEHERAN, 18 août (AFP) - 13h02 - Un policier iranien a été tué et cinq blessés dans l'explosion d'une mine qui aurait été posée par un groupe de rebelles kurdes dans une localité proche de la frontière avec l'Irak, a rapporté jeudi l'agence officielle iranienne IRNA.

Un responsable local, non identifié, a indiqué qu'un véhicule d'une unité de la police a sauté sur une mine alors qu'elle patrouillait mercredi un secteur proche de la ville de Sardasht, à la frontière ouest de l'Iran.

Il a imputé cette explosion à Pejak, un groupe peu connu qui serait lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), rebelles de Turquie.

Huit soldats iraniens et deux civils ont été tués dans des affrontements ces derniers mois avec ce groupe dans les principales régions kurdes du nord-ouest de l'Iran.

Six rebelles kurdes tués lors de combats dans le sud-est de la Turquie



ANKARA, 27 août 2005 (AFP) - 15h30 - Six rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués en trois jours dans des combats avec les forces gouvernementales turques dans la province de Batman, dans le sud-est de la Turquie, a rapporté samedi l'agence de presse Anatolie.

L'affrontement a débuté jeudi dans une zone rurale proche de la localité de Besiri quand un groupe de militants du PKK a répondu par des coups de feu à des sommations des forces gouvernementales, selon l'agence, qui cite des responsables locaux ayant requis l'anonymat.

Cinq rebelles ont été tués au cours de ces combats.

Un sixième militant est mort des suites de ses blessures après avoir été arrêté, portant à six le nombre de morts, selon l'agence.

Un précédent bilan de l'agence Anatolie avait fait état de trois rebelles tués à Besiri.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'UE, a mis fin en juin 2004 à un cessez-le-feu décrété unilatéralement cinq ans plus tôt, et a accru notablement ses activités depuis le printemps.

IRAN Alors que Téhéran refuse de négocier la reprise de la conversion

La menace nucléaire se précise

LE FIGARO LUNDI 15 AOÛT 2005

L'investiture de M. Ahmadi-nejad comme nouveau président de l'Iran aura marqué la consolidation des principaux

PAR
MARCO VICENZINO

organes du gouvernement par les conservateurs de la ligne dure. Pour nombre d'Occidentaux, la victoire de M. Ahmadi-nejad signe la complication des négociations avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne sur le programme nucléaire de l'Iran et peut rendre le soutien américain à ce processus plus hypothétique encore qu'il ne l'était déjà. Bien que les droits de l'homme et le terrorisme demeurent des questions essentielles à la définition des relations qu'entretient l'Iran avec le monde occidental, c'est

sans aucun doute la question nucléaire qui va continuer à surdéterminer l'agenda.

Ainsi, avant la fin de la décennie, l'Iran va disposer d'un réseau de forces nucléaires. La question décisive reste de savoir si l'Iran est prêt à renoncer définitivement à ce potentiel. Or, plus le temps passe, plus les enjeux et les dangers gagnent en puissance. En effet, cette décision ne va pas seulement déterminer les relations de l'Iran avec le monde occidental, mais elle va aussi influencer sur l'évolution

future des relations transatlantiques. L'union transatlantique reste une condition fondamentale pour favoriser une issue positive à cette crise larvée.

En exploitant les différends entre les Etats-Unis et l'Union européenne, l'Iran pourrait provoquer une rupture au sein de l'alliance transatlantique. La perspective d'un Iran doté du pouvoir nucléaire peut constituer un facteur supplémentaire de déstabilisation de la région et déclencher une

course régionale à l'armement nucléaire. (...) La volonté iranienne d'acquérir le statut de puissance nucléaire remonte au règne du chah. Elle demeure essentiellement une problématique nationaliste et non religieuse, soutenue par la totalité des partis politiques.

Du point de vue iranien, le potentiel nucléaire saurait dissuader les Américains de

plus que la ferveur de la religiosité qui attise le désir d'une influence croissante à l'échelle régionale, d'une légitimité et d'une reconnaissance plus grande sur la scène internationale, particulièrement aux yeux des Américains. Tous ces éléments restent des forces motrices au sein du psychisme iranien. Du point de vue iranien, il n'y aura pas en

*Pour l'Iran,
le potentiel nucléaire saurait
dissuader les Américains
de toute tentative d'agression*

toute tentative d'agression. Encerclé, l'Iran sent l'étau se resserrer autour de ses frontières. (...) D'un autre côté, l'expulsion de Saddam Hussein en Irak et des talibans en Afghanistan - deux ennemis de l'Iran - a clairement servi les intérêts du pays. De plus, la question de l'arsenal militaire israélien, qui est depuis des années un secret de polichinelle, sert de justification à la nécessité de disposer du potentiel nucléaire. C'est l'ardeur du nationalisme iranien

principe d'accord sur la question nucléaire sans une implication des Etats-Unis.

Dans les mois à venir, si la situation se détériore jusqu'à se prolonger en crise, le nouveau président est susceptible de s'engager dans un exercice de funambulisme dans l'espoir de soutirer puis d'accumuler un important capital politique, notamment en termes de crédibilité intérieure et internationale.



Des étudiants iraniens manifestent devant l'ambassade de Grande-Bretagne en scandant des slogans anti-américains. Selon un sondage, 60 % des Américains pensent que les Iraniens possèdent un programme d'armes nucléaires. Mais seulement 41 % soutiendraient des « actions militaires » pour les empêcher de le développer. (Photo Homavandi/Reuters.)

De plus, il est possible que le climat d'incertitude et la menace d'un conflit ser-

vent les intérêts de l'autorité en place. En provoquant une augmentation supplémentaire du prix du pétrole, qui rapporterait alors plus de bénéfices à l'économie iranienne, en détournant l'opinion publique du problème de la misère de la vie quotidienne, en réduisant au silence l'opposition politique, particulièrement au sein des rangs réformistes, la situation pourrait se révéler profitable pour le nouveau président. M. Ahmadinejad pourrait éventuellement instrumentaliser la crise ; celle-ci servant de prétexte pour court-circuiter toute opposition, qui serait alors assimilée à des agents ennemis collaborant avec les Etats-Unis - le Grand Satan.

D'un autre côté, le nouveau président pourrait se révéler

La volonté iranienne d'acquérir le statut de puissance nucléaire remonte au règne du chah

un négociateur coriace mais finalement disposé à entendre raison. Il pourrait ainsi consentir à un accord satisfaisant pour sauver les apparences, ce qui permettrait aux deux partis de se déclarer vainqueurs et de ne pas perdre la face devant les électeurs et la communauté internationale. Bien qu'on ne puisse exclure aucune éventualité, rien ne vient appuyer un tel optimisme, pour le moment. A l'heure actuelle, cela reviendrait à prendre ses désirs pour des réalités. (...) Le défi reste de trouver une voie qui permette aux Iraniens d'envisager l'utilisation de la technologie nucléaire pour produire de l'énergie, c'est-à-dire à des fins civiles, tout en

s'assurant que l'Iran ne peut utiliser cette technologie à des fins militaires.

Au bout du compte, si les Etats-Unis ne sont pas présents à la table des négociations - ou au moins n'envisagent pas de donner leur approbation solide bien que tacite - on ne pourra prétendre à aucun accord. Il est possible que l'usage d'un langage diplomatique créatif puisse garantir un

résultat satisfaisant autorisant les deux partis à se déclarer vainqueurs. L'Iran pourrait revendiquer que la coopération avec la communauté internationale relève d'un choix souverain

ne privant pas en théorie le pays de l'autorité sur son option nucléaire.

Les Etats-Unis et l'Europe pourraient prétendre que l'Iran a renoncé à son option nucléaire et s'est lié dans un arrangement international autorisant une inspection

complète, transparente et régulière. Un tel langage créatif peut délibérément exclure des termes aussi radicaux que « démantèlement irréversible » de tout document définitif et laisser cette tâche aux négociations futures si le besoin se présente. Bien qu'un tel accord puisse réduire le risque d'un conflit, cela n'exclut pas la possibilité d'une confrontation. Pour que n'importe quel accord triomphe de l'épreuve du temps, il doit nécessairement reposer sur la bonne foi. Laquelle semble, pour le moment, faire cruellement défaut.

* Chercheur au Global Strategy Project, Washington, DC (traduit de l'américain par Anne-Laure Buffard).

Le Point 18 août 2005

IRAK

Discorde sur la Constitution

Les Américains voulaient que ces palabres soient un exemple de la concorde nouvelle. En fait, les discussions autour de la future Constitution irakienne ont tourné à la foire d'empoigne. Avec une nouvelle date butoir, fixée au 22 août, pour que les protagonistes s'en-

tendent. Car sunnites, Kurdes et chiïtes livrent bataille autour de trois points essentiels : le fédéralisme, la place de l'islam et le partage des richesses pétrolières. Les chiïtes souhaitent que l'islam soit la source de la législation ; chiïtes et Kurdes veulent une Constitution fé-

dérale. Avec, en arrière-plan, l'inégale répartition des gisements d'or noir situés dans le nord (région kurde) et dans le sud (chiïte) du pays. Les sunnites craignent, eux, d'être les laissés-pour-compte d'un futur Etat fédéral. Ces mésententes augurent-

elles des difficultés d'accouchement du nouvel Irak ? Ou sont-elles l'occasion de tout mettre à plat avant un

élan salvateur ? Washington, qui craint une partition du pays, préfère rester sur une ligne optimiste. Façon de respecter le calendrier adopté par toutes les factions : un référendum à la mi-octobre, puis des élections générales en décembre. Afin de ne pas remettre en question, surtout, les perspectives d'un retrait partiel des troupes américaines, fortes de 138 000 hommes, en 2006. Reste que l'envoyé des Etats-

Unis à Bagdad, l'ambassadeur Zalmay Khalilzad, ménage désormais les sunnites. Sans doute pour tenter de couper l'herbe sous le pied de la guérilla, qui se nourrit aussi des frustrations de cette minorité, privilégiée sous Saddam. La résistance,

en quasi-totalité sunnite, loin de s'essouffler, marque des points. Les attentats s'avèrent de plus en plus efficaces, notamment avec de nouvelles armes anti-chars inspirées des techniques du Hezbollah au Sud-Liban. Le marché aux otages fait florès, et les salafistes se meuvent dans les villes comme des poissons dans l'eau. Les débats sur la Constitution révèlent ainsi les points forts des uns et des autres - le pouvoir de nuisance des sunnites, le poids militaire des Kurdes et l'élément démographique des chiïtes, qui représentent 60 % des 26 millions d'Irakiens. Une Constitution en gestation qui montre aussi que le principal vainqueur est le confessionnalisme. A défaut de démocratie ■

OLIVIER WEBER



Manifestation Kurde à Dohuk, à 500 km de Bagdad, le 14 août

Le Pentagone travaille sur une « option militaire » contre l'Irak

NEW YORK

de notre correspondant

La perspective de voir Téhéran disposer d'une bombe nucléaire a été qualifiée d'« inacceptable » à plusieurs reprises par le président américain George Bush, qui, vendredi 12 août, a encore rappelé, dans un entretien à la télévision publique israélienne, que « toutes les options étaient sur la table », n'écartant pas « l'option militaire ». Il y a un peu plus d'un an déjà, convaincue qu'une solution purement diplomatique s'avèrait difficile, la Chambre des représentants a voté par 376 voix contre 3 une résolution demandant « d'utiliser tous les moyens appropriés pour décourager, dissuader et empêcher l'Irak d'acquiescer à l'arme atomique ».

Aussi le Pentagone prépare-t-il un scénario destiné à retarder de plusieurs années le programme iranien. Il s'agirait d'utiliser des missiles de croisière pour réduire les défenses antiaériennes, puis des bombes guidées et des bombardiers furtifs contre les sites eux-mêmes. Reste à mesurer le coût politique d'un tel scénario et ses conséquences en Irak, où 150 000 soldats américains sont des cibles potentielles.

Des avions de l'Air Force auraient déjà mené des reconnaissances dans l'espace aérien iranien à partir de l'Afghanistan et de l'Irak. « L'objectif est d'identifier entre trente et cinquante cibles qui pourraient être détruites par des frappes de précision et des raids des forces spéciales, et de donner un jour cette possibilité au président Bush, explique un spécialiste des questions militaires. Mais,

avant, il faut observer et tester les positions antiaériennes. Vous devez savoir quelle proportion de vos frappes initiales doit être consacrée à la suppression des défenses. »

Les objectifs seraient une douzaine d'installations, dont les réacteurs de Buchehr, l'usine de production de plutonium de Natanz, celle de fabrication d'eau lourde d'Arak et celle d'enrichissement d'uranium d'Ispahan. La campagne aérienne serait d'une tout autre ampleur que le raid mené en 1981 par l'aviation israélienne contre le réacteur irakien d'origine française d'Osirak, près de Bagdad, et ressemblerait plutôt aux premiers jours de l'invasion de l'Irak en 2003. Elle utiliserait notamment des bombardiers furtifs B-2 basés à Diego Garcia, dans l'océan Indien, ou aux Etats-Unis et des F-117, eux aussi furtifs, basés au Qatar.

VICTIMES CIVILES

En octobre 2004, Ephraïm Kam, directeur adjoint du centre israélien Jaffee d'études stratégiques, soulignait qu'il s'agirait « d'une opération compliquée. Pour perturber le programme nucléaire iranien, il faut endommager plusieurs sites, sinon les dégâts seront trop limités, cela ne retardera pas le programme de plus d'un an ou deux et sera pire que ne rien faire ». La difficulté pour les militaires est de s'assurer de l'efficacité des frappes. « Nous ne connaissons pas l'étendue exacte du programme nucléaire. Nous avons été surpris de découvrir en août 2002 l'existence de sites à Arak et Natanz révélée par des opposants. Les ins-

tallations sont dispersées, parfois enterrées sous des tonnes de béton. Certaines se trouvent au milieu de zones peuplées, et les bombardier ferait des victimes civiles », expliquait au début de l'année Kenneth Pollack, ancien spécialiste de l'Irak à la CIA.

Une analyse du Centre d'éducation politique sur la non-prolifération concluait en septembre 2004 que, « pour éliminer les capacités nucléaires militaires iraniennes, les Etats-Unis manquent de renseignements. L'Irak a caché longtemps avec succès aux Américains et aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique [AIEA] une partie de ses activités nucléaires ». C'est pour cela que le Pentagone tente d'obtenir des informations autres que celles fournies par les satellites.

Le journaliste Seymour Hersh a révélé au début de l'année, dans le magazine *New Yorker*, que des commandos américains étaient entrés en Irak pour espionner. Le Pentagone et la CIA utiliseraient aussi comme auxiliaires des Kurdes dans le nord de l'Irak et des Iraniens exilés dans le sud, notamment le groupe moudjahidin E-Khalq, ou MEK, considéré par le département d'Etat comme une organisation terroriste. Après l'invasion de l'Irak en mars 2003, environ 4 000 membres du MEK ont été arrêtés et désarmés. Certains ont repris du service, reconnaît même Vince Cannistraro, ancien responsable de l'antiterrorisme à la CIA.

Eric Leser

L'Irak attend dans la tension son projet de Constitution

La section irakienne d'Al-Qaida mène une campagne d'intimidation sur Internet

► **Constitution.** L'ambassadeur des Etats-Unis en Irak, Zalmay Khalilzad, a déçu, dimanche 14 août, les espoirs suscités par plusieurs responsables irakiens, dont le président Jalal Talabani, de voir le projet de nouvelle Constitution prêt dès dimanche. « Nous allons devoir attendre jusqu'à demain » lundi pour que le projet soit présenté au Parlement, a-t-il déclaré à la chaîne de télévision ABC. « D'ici à la fin de la journée de demain », a-t-il dit sur Fox News. La Loi fondamentale qui régit le pays depuis mars 2004 prévoit une dissolution de l'Assemblée nationale et la tenue de nouvelles élections si la Constitution n'est pas remise au Parlement le 15 août. L'un des sujets les plus épineux est la question du fédéralisme.

Des centaines de Kurdes ont manifesté dimanche dans la ville multiethnique de Kirkouk et dans le Kurdistan pour demander que leurs revendications, notamment le droit à l'autodétermination, soient reconnues par la Constitution.

► **Menaces.** Par le biais d'une campagne de cinq affiches mises

en ligne sur Internet dimanche, la section irakienne d'Al-Qaida a menacé de mort ceux qui participeraient au référendum sur la Constitution en Irak, prévu en octobre.

« Notre Constitution : le Coran », résume l'une des affiches, portant le livre sacré des musulmans, grand ouvert, avec cette interrogation : « Qui nous protégera de la colère de Dieu si nous choisissons la Constitution de l'infidèle à la place de la loi divine ? » Et en guise de réponse : « Nous n'avons d'autre choix que le Coran. Donc, musulmans, boycottez les élec-

tions. » Sur une autre affiche, on voit les mots Constitution, démocratie et élections inscrits sur une route conduisant au « danger ».

► **Violences.** Les corps de 30 personnes, dont ceux de deux femmes, ont été découverts dimanche dans une fosse commune à 20 km au sud de Bagdad. Aucune indication n'a été donnée sur l'identité des victimes ni sur les circonstances dans lesquelles elles avaient été tuées. Treize suspects, dont un Soudanais et un Egyptien, ont été arrêtés, selon des sources de sécurité.

Cinq militaires américains ont

été tués par des engins explosifs au cours des dernières 24 heures en différents points du territoire irakien, a annoncé dimanche l'état-major américain. Au total, 43 soldats américains sont morts depuis début août, ce qui porte à 1 850 soldats américains tués en Irak depuis l'invasion de mars 2003.

Un civil a été tué et six autres ont été blessés dans un attentat à la voiture piégée commis dimanche en début de soirée à Bagdad au passage d'une patrouille américaine. D'après une source du ministère irakien de l'intérieur, des véhicules du convoi américain ont subi de légers dégâts.

Par ailleurs, un directeur général de la Banque centrale irakienne Hassib Kadhém Jawid a été enlevé dimanche matin par des hommes armés dans sa maison de Bagdad, a indiqué une source du ministère de l'intérieur.

► **Retrait.** L'Italie a annoncé samedi qu'elle avait commencé à retirer une partie de son contingent de 3 000 hommes déployé dans le sud de l'Irak. Entre 120 et 130 hommes sont rentrés et ne seront pas remplacés. - (AFP, Reuters.)

Menaces contre le Koweït

Un groupe islamiste jusque-là inconnu, le « Mouvement du Jihad islamique » a menacé, dimanche 14 août, d'attaquer les Koweïtiens présents en Irak et les troupes koweïtiennes à la frontière. « Les frontières [irako-koweïtiennes] dessinées par l'ONU, sous le parrainage des pays mécréants, et acceptées par le criminel Saddam [Husseïn] sont illégales et sont une bombe à retardement qui pourrait exploser à tout moment », a affirmé un homme masqué, sur une vidéo reçue par l'AFP à Bagdad.

Après la libération du Koweït de l'invasion irakienne en 1991, le Conseil de sécurité de l'ONU avait tracé les limites terrestres et maritimes entre les deux pays, attribuant au Koweït une partie de la ville portuaire d'Oum Qasr. Cette résolution a été reconnue en 1994 par l'ancien régime irakien. Début août, une polémique s'était engagée entre les deux pays à propos de l'installation par les Koweïtiens d'une barrière dans la zone frontalière. - (AFP.)

La guerre civile couve sous les attentats

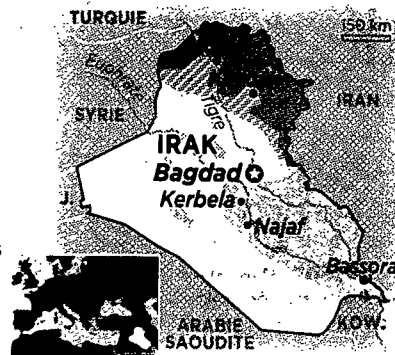
Les extrémistes chiïtes et sunnites attisent les tensions interconfessionnelles.

15 AOÛT 2005



Répartition ethnique

- Arabes chiïtes 60%
- Arabes sunnites 20 à 25%
- Kurdes sunnites 15 à 20%



L'Irak est-il entré dans la spirale d'une guerre civile inévitable? Le prince Hassan, oncle paternel du roi Abdallah II de Jordanie, estimait, le 19 juillet, qu'elle avait «*en fait déjà commencé*». Dans un récent rapport destiné au Congrès des Etats-Unis, le Pentagone (ministère de la Défense) se montrait à peine plus circonspect: «*Les extrémistes continuent d'essayer de provoquer des tensions, des dissensions entre ethnies et même de susciter une guerre civile entre sunnites et chiïtes par le biais de meurtres et d'attaques contre des sites religieux*». La Commission des affaires étrangères du Sénat s'inquiète et a procédé à des auditions. «*Ce qu'il faut éviter, c'est que la guerre civile de basse intensité en cours devienne incontrôlée par manque de sagesse ou retrait précipité*», a déclaré aux sénateurs le général (en retraite) Barry McCaffrey, de retour d'Irak. «*Nous ne pouvons pas réparer l'Irak si l'Irak s'attaque lui-même*», renchérit Anthony Cordesman, expert au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) de Washington, soulignant la responsabilité que doivent assumer les Irakiens eux-mêmes pour contrer le risque «*très réel*» de guerre civile.

Terroristes. La plus grosse surprise est cependant venue du nouvel ambassadeur américain à Bagdad. Dans une déclara-

Les brigades Badr, des milices chiïtes progouvernementales, à Kut, dans le sud de l'Irak, hier.

tion qui tranchait avec celles toujours optimistes de son prédécesseur John Negroponte, Zalmay Khalilzad reconnaissait publiquement fin juillet que «*les terroristes étrangers et les baasistes radicaux veulent entraîner l'Irak dans une guerre civile*». Ajoutant: «*Je ne sous-estime pas la difficulté de la situation actuelle*».

Milices. Sur le terrain, le développement des milices confessionnelles est le symptôme le plus visible de l'aggravation de la situation entre chiïtes, sunnites et Kurdes. A Bagdad, plusieurs quartiers chiïtes ont créé des groupes d'autodéfense avec l'assentiment de l'armée irakienne qui leur a délivré des documents les autorisant à patrouiller. C'est le cas notamment à la Nouvelle Bagdad (Bagdad Jedida), où l'explosion d'une bombe en

juillet a tué 32 enfants et en a blessé 30 autres. Cet attentat, suivi par un autre à Moussayib, localité au sud de la capitale, où un camion piégé a fait 98 morts et plus de 150 blessés, ont précipité ces initiatives. Dans les deux cas, ce n'étaient pas les forces de sécurité qui étaient visées mais la population chiïte. Le carnage de Moussayib a d'ailleurs provoqué un débat houleux au Parlement. «*Les plans de ministères de l'Intérieur et de la Défense pour la sécurité de l'Irak ont échoué. Nous devons rétablir des milices populaires*», a lan-

cé le député chiïte Khoudair al-Khouzai. Les attentats frappent aussi durement les responsables et dignitaires chiïtes. Début juillet, un des plus proches collaborateurs du grand ayatollah Sistani, Cheikh Kamal al-Ghoreifi, a été tué avec ses deux gardes du corps en se rendant dans une mosquée du centre de Bagdad. Derrière cet assassinat se devinent les intentions des tueurs: provoquer Sistani à un moment où celui-ci s'emploie à empêcher l'Irak de basculer dans la guerre civile. Lors des funérailles, les banderoles fustigeaient «*le silence du Comité des oulémas irakiens*» (principale organisation religieuse sunnite) sur les crimes commis par des personnes supposées proches d'eux. Les responsables de la communauté sunnite (environ 20% des Irakiens) dénoncent de leur côté nombre d'assassinats à caractère confessionnel imputés à l'actuel gouvernement transitoire. Selon le chef du Waqf (Office des biens religieux) de Bagdad, Cheikh Adnane al-Doulaïmi, pas moins de 60 imams sunnites auraient été tués depuis la chute de Saddam Hussein en avril 2003.

Boucherie. Le 13 juillet, la police de Bagdad a découvert les corps de onze sunnites, dont l'imam de la mosquée, Malek al-Moulouk, exécutés d'une balle dans la tête. D'après Cheikh al-Doulaïmi, les victimes avaient toutes été arrêtées auparavant par des commandos du ministère de l'Intérieur. Lors des obsèques, on pouvait lire sur les banderoles des manifestants: «*Un gouvernement formé sur des critères confessionnels n'apporte pas la civilisation*

mais la boucherie», dénonciation directe du cabinet de Premier ministre (chiïte) Ibrahim Jaafari, dont les portefeuilles ont été distribués en fonction des appartenances ethniques et confessionnelles. Ce gouvernement est issu des élections générales du 30 janvier, marquées par une large victoire des listes chiïtes et kurdes – et le boycottage de la plupart des sunnites. Fin mai, les digni-

«Ce qu'il faut éviter, c'est que la guerre civile de basse intensité en cours ne devienne incontrôlée par manque de sagesse ou retrait précipité.»

Le général américain Barry McCaffrey

taires religieux sunnites de Bagdad ont même lancé une... grève de la prière de trois jours dans leurs mosquées pour protester contre le meurtre de quatorze employés de ces mosquées, dont trois imams. Ils demandent le limogeage du ministre de l'Intérieur, le chiite Bayane Baqer Soulagh.

Dans la mouvance radicale sunnite, les chiites – et les Kurdes – sont d'autant plus détestés qu'ils ont subi l'invasion américaine de l'Irak. Ils sont regardés comme des « infidèles » qu'il faut tuer. En décembre, l'Organisation du jihad au pays des Deux Fleuves (l'Irak) a publié un communiqué où les chiites étaient désignés comme « le

serpent caché, le méchant et rusé scorpion, l'espion ennemi et le venin perçant ». « Craignez-les. Combattez-les. Par Dieu, ils mentent ! La seule solution pour nous est de frapper leurs cadres

militaires, religieux et autres jusqu'à ce qu'ils s'inclinent devant les sunnites », poursuit le texte, qui emploie des formules semblables pour les Kurdes. Mais les chiites ont eux aussi leurs extrémistes, dont les commandos du ministère de l'Intérieur et les brigades Badr, milices armées de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak, un des piliers du gouvernement Jaafari. Ces groupes sont suspectés l'un et l'autre d'être derrière nombre d'assassinats et de kidnappings de responsables sunnites.

Triangle de la mort. Jusqu'à présent, les tensions interconfessionnelles concernent essentiellement Bagdad et les pro-

vinces à dominante sunnite. De nombreuses familles chiites ont fui le « triangle de la mort », une région au sud de la capitale peuplée d'autant de chiites que de sunnites. Soucieux de contrôler cette région aux terres riches, Saddam Hussein y avait fait venir des sunnites, les installant dans les campagnes. A présent, les chiites des villes de Latifiya, Mahmoudiya et Youssoufiya doivent traverser des villages sunnites au péril de leur vie pour se rendre à Bagdad ou sur les lieux saints chiites plus au sud. Là encore, ce ne sont que les appels à la retenue du grand ayatollah Sistani qui empêchent la situation de dégénérer. Lors d'obsèques à la suite d'assassinats de chiites, il arrive désormais que le cortège chante : « Les gens du "triangle" égorgent nos frères, ils ont de la chance que Sistani existe ! »

JEAN-PIERRE PERRIN

Les dirigeants irakiens se donnent sept jours supplémentaires pour rédiger une Constitution

Fédéralisme, revenus du pétrole, rôle de l'islam : les divergences semblent difficiles à aplanir

LES dirigeants irakiens n'ont pas réussi à tenir le délai, fixé au lundi 15 août, pour transmettre au Parlement le projet de nouvelle Constitution pour leur pays. Ils ont buté sur les mêmes questions fondamentales qui les opposent depuis des semaines : le fédéralisme, la répartition des ressources et la place de l'islam comme source du droit.

En conséquence, le Parlement a voté, lundi, un amendement à la Loi fondamentale leur accordant un délai supplémentaire de sept jours, courant jusqu'au 22 août, pour tenter de s'entendre.

Ce report est un camouflet pour l'administration américaine, qui insistait pour que les délais fixés par la Loi fondamentale soient respectés, même si certaines questions n'étaient pas réglées, dans l'intention de maintenir l'élan du processus politique en cours et d'affaiblir l'insurrection.

« Nous ne devons pas nous hâter, concernant certaines questions, et la Constitution ne doit pas naître difforme », a déclaré le premier ministre, Ibrahim Al-Jaafari. « Nous sommes soucieux d'avoir une nouvelle Constitution, mais elle doit inclure toutes les questions », a-t-il ajouté, au terme d'une réunion du Parlement qui a duré un quart d'heure.

Ce report de dernière minute, après une valse-hésitation de quelques heures – les autorités concer-

nées s'étaient engagées à rendre la copie dans les temps – soulève de sérieuses questions sur la capacité des différentes factions irakiennes à accepter les compromis politiques indispensables.

Les caméras de télévision étaient fin prêttes pour retransmettre les images d'un moment historique de l'Irak de l'après-Saddam Hussein quand le Parlement s'est réuni, lundi, en fin de soirée. L'ambassadeur des Etats-Unis, Zalmay Khalilzad, qui se trouvait là, affichant son visage des mauvais

jours, a déclaré : « Les dirigeants irakiens ont estimé qu'un report de sept jours était nécessaire pour régler les questions encore en suspens et pour peaufiner la formulation du texte afin d'éviter les erreurs. » « Je ne doute pas que les Irakiens auront achevé d'élaborer un bon projet de Constitution dans les prochains jours », a-t-il ajouté.

« IMPORTANTS DÉSACCORDS »

Même si un texte était finalement mis au point dans les sept prochains jours, les divergences à propos de questions telles que le fédéralisme, les revenus du pétrole et la place de l'islam semblent difficiles à aplanir. Les Kurdes et les chiites sont favorables à une structure fédérale, mais sur des bases différentes : ethniques pour les premiers, religieuses pour une partie au moins des seconds.

L'une et l'autre communauté sont majoritaires dans des régions, le nord et le sud du pays respective-

ment, riches en ressources pétrolières. Les sunnites, nombreux surtout dans le centre, dépourvu de ressources pétrolières, plaident pour une large décentralisation administrative.

Saleh Al-Moutlaq, un sunnite membre du comité chargé de la rédaction de la Constitution, a déclaré à la radio officielle irakienne : « Nous continuons d'avoir des réserves concernant le fédéralisme, mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle le report a été décidé. Il existe encore d'importants désaccords, non pas entre nous et les autres, mais entre les autres eux-mêmes. »

Les Arabes sunnites sont considérés comme les principaux membres et soutiens de la rébellion armée. Raison pour laquelle les Etats-Unis insistent pour que leurs demandes politiques soient prises en compte, afin de les détourner de la guérilla.

Si un accord sur la Constitution est finalement conclu, un référendum constitutionnel doit être organisé le 15 octobre et des élections législatives doivent se tenir avant le 31 décembre.

Sur le terrain, 18 personnes sont mortes, lundi, dans une série d'attaques, dont un camionneur turc, tué dans un attentat à la vache piégée, et deux gardes du vice-prési-

dent chiite, Adel Abdel Mahdi. Trente-deux autres personnes ont été blessées à Bagdad, notamment dans un attentat-suicide.

« La carcasse d'une vache piégée a explosé dans la région de Doujaïl, à 40 km au nord de Bagdad, au passage d'un convoi de camions, détruisant l'un des véhicules et tuant son chauffeur turc », a indiqué un commandant de l'armée irakienne, Mohammad Chadidi. Les attentats aux chiens piégés et aux carcasses d'animaux sont fréquents dans la région rebelle, située au nord de Bagdad. – (AP, AFP.)

Le Monde

17 AOÛT 2005

MOYEN-ORIENT Une région entre instabilité préoccupante et bouleversement prometteur

Chaliand : « La sanctuarisation de l'Irak paraît inéluctable »

LE FIGARO JEUDI 18 AOÛT 2005

Écrivain, spécialiste des conflits, Gérard Chaliand est l'auteur *D'une guerre d'Irak à l'autre* (Métailié 2004). Il publie en septembre *Guerre et Civilisations* chez Odile Jacob. Entretien.

Propos recueillis par Marie-Laure Germon et Alexis Lacroix

LE FIGARO. - En quoi la Constitution, qui devrait être prochainement adoptée, peut-elle selon vous modifier la situation irakienne ?

Gérard CHALIAND. - La Constitution élaborée sous pression américaine afin de s'en tenir au calendrier est un compromis chargé d'aspirations contraires et ouvert à des interprétations multiples. La formule fédérale a été entérinée, mais sa structure et sa nature exactes restent floues dans un pays où les Arabes sunnites sont notoirement sous-représentés, compte tenu des conditions de la guerre et où les Kurdes n'ont obtenu satisfaction ni sur les frontières de leur région ni sur leur revendication essentielle : la ville de Kirkouk. Le problème de la répartition des revenus du pétrole et du droit du sous-sol restera une des pommes de discorde. La tripolarité du pays, sanctionnée par les faits, semble, dans une large mesure, s'inscrire dans les textes. Mais d'autres facteurs sont préoccupants : les affrontements entre Arabes sunnites et chiites jusqu'ici contenus, en partie grâce à l'ayatollah Sistani, se multiplient ; l'Irak a une influence croissante sur les deux grands partis chiites : le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak et le Dawa ; les islamistes infiltrent les forces de sécurité en région chiite ; afin d'éviter, provisoirement, un foyer de tension supplémentaire, les États-Unis ont suggéré de constituer, à Kirkouk, un Conseil, comprenant les Kurdes, les Turkmènes et les Arabes, ce qui satisfait à la fois les chiites et les

sunnites et rassure la Turquie, mais ne peut que frustrer les Kurdes qui représentent 60 % de la population de la ville.

Comment la situation militaire évolue-t-elle ?

Elle ne manifeste aucun progrès de la contre-insurrection. Au sol, la machine de guerre américaine fait la démonstration qu'elle n'est pas capable, dans les conditions qu'elle s'est imposées elle-même, de défaire une insurrection qui est presque exclusivement le fait d'Arabes sunnites irakiens, émanation d'un groupe minoritaire dont le total se chiffre à cinq millions d'individus. L'an-

blème sans autre issue que de se défaire sur une armée locale en devenir. On ne sait si elle sera capable bientôt de jouer le rôle qui lui est attribué ni - et cela pourrait être plus inquiétant - si elle en jouera un

autre dans le cadre d'affrontements internes plus globaux. Cependant, les succès dont on peut créditer l'Administration Bush sont d'avoir provoqué la chute d'un régime dictatorial qui opprimait chiites et Kurdes (80 % de

indéterminée, pas d'autre concession d'importance. Les rivalités entre l'Autorité palestinienne et le Hamas auront un nouveau champ, sans doute plus conflictuel que l'opposition des colons à la politique actuelle du Likoud. Les avancées israéliennes (Ariel, Maale Adumim, Gush Etzion, Jérusalem-Est) soit près de 8 % du territoire de la Cisjordanie sont autrement significatives. Contrairement à une idée largement répandue le temps travaille pour Israël et les perspectives territoriales, pour les Palestiniens, s'amenuisent. Les succès de la stratégie du Grand Moyen-Orient

Le terrorisme reste un phénomène somme toute relativement mineur sauf sur le plan psychologique

annonce d'un retrait partiel des troupes américaines l'année prochaine, par George W. Bush, tient davantage d'une manœuvre de politique intérieure que des conditions militaires en Irak. La guerre commence à paraître longue et coûteuse à une partie croissante de l'opinion publique américaine : près de 10 000 hommes ont été mis hors de combat si l'on compte les morts et les blessés nécessitant un rapatriement. Il est évidemment exclu de se retirer avant que l'armée irakienne soit véritablement opérationnelle, ce qui va demander une ou deux années sinon davantage.

Dans la stratégie néoconservatrice, l'Irak n'était qu'une étape dans le projet d'un Grand Moyen-Orient plus conforme aux intérêts américains...

Dans la perspective initiale du projet de remodelage du Grand Moyen-Orient, les succès de la diplomatie américaine ne sont pas à négliger même s'ils sont très loin de répondre aux résultats envisagés, particulièrement en Irak. De tremplin pour multiplier les succès, l'Irak est devenu, militairement, un pro-

Les États-Unis veulent une Russie faible pour éviter une alliance sino-russe hostile à l'hégémonisme américain

la population) et la tenue d'élections leur permettant d'exercer le pouvoir. L'insurrection sunnite reste l'obstacle essentiel. Par ailleurs, par un effet indirect, la Syrie a dû retirer ses troupes du Liban, ce qui était, dès le début, un des objectifs de Washington. Mais l'adversaire régional principal,

l'Irak, continue de poser problème. L'intention du régime iranien de se doter du feu nucléaire paraît plus que probable. A terme, empêcher l'Irak de chercher à se sanctuariser paraît problématique.

Le conflit israélo-palestinien semble avoir été relégué au second plan depuis la guerre en Irak ? Le désengagement israélien de Gaza en fait-il à nouveau une priorité de la diplomatie américaine ?

Dans une certaine mesure. Même s'il continue de nourrir la frustration d'une partie du monde musulman à l'égard de la politique partisane de Washington. Le retrait de Gaza, unilatéralement décidé par le général Sharon, est une manœuvre politique à la fois habile et cohérente. Après ce retrait, il est hautement probable qu'il n'y aura, pour une durée

concernant aussi le Caucase et l'Asie centrale qu'on range désormais dans le bassin caspien, proclamé secteur stratégique de l'Otan en 2004.

Trois ans après le processus de « Nation building » porté par les Européens et les Américains, la situation en Afghanistan paraît également se dégrader...

À la veille des élections générales de septembre, elle est médiocre. L'Otan est amenée à affecter des troupes supplémentaires pour assurer la sé-

curité lors du scrutin. Les talibans sont bien armés et opèrent de plus en plus souvent et parfois par groupes de deux à trois cents, paraissant capables de franchir sans mal les frontières. L'ambivalence du régime du général Musharaf, dont les services ont longtemps épaulé les talibans, expliquent en partie le nouvel essor de ces derniers qui trouvent, avec le développement actif de l'islamisme dans les zones tribales du Pakistan, un terrain fertile pour leur recrutement. Par ailleurs, les conditions économiques, en Afgha-

nistan, dépendent de la culture du pavot et la reconstruction promise, il y a tantôt quatre années, se fait toujours attendre.

La question d'Orient s'articule de plus en plus ces jours-ci autour du prix du baril de pétrole...

Dans un tel contexte, la Turquie, en tant que carrefour stratégique pour l'acheminement des hydrocarbures du bassin caspien est un allié important dans le projet du Grand Moyen-Orient, tant au Caucase, en Asie centrale que dans le Croissant fertile. Cependant, Washington n'est pas sans s'inquiéter de la dérive islamiste du parti de Recep T. Erdogan et de la montée d'une hostilité croissante, dans de larges secteurs de la population, à l'égard de la politique américaine. Fondamentalement, ce que les Etats-Unis veulent,

c'est une Russie faible pour éviter la constitution d'une alliance sino-russe, pour faire pièce à l'hégémonisme américain.

Les attentats de Londres et de Charm el-Cheikh peuvent-ils faire craindre une radicalisation planétaire du terrorisme ?

Ce qui est à souligner, c'est au contraire le très petit nombre d'attentats commis depuis septembre 2001, non seulement en Europe mais encore, à l'exclusion du Pakistan, de l'Arabie saoudite et de l'Egypte, dans le reste du monde. Il est vrai que nombre d'attentats préparés ont été déjoués, que de nombreux réseaux ont été éliminés ou arrêtés. Ce qui n'empêche pas qu'ils soient remplacés, le terrain étant fertile, tant en Europe occidentale que dans le monde musulman et cela jusqu'en Indonésie. Le salafisme exprime à sa manière la frus-

tration et le désir de puissance d'une fraction des jeunes musulmans. Son échec est contenu, non seulement dans son projet, mais dans la somme des ennemis qu'il s'est assignés : l'Occident, la Russie (Tchéchénie), l'Inde (Cachemire), la Chine (Sin-Kiang), et l'ensemble des régimes musulmans. Par contre, pour la décennie à venir et au-delà, la capacité de nuisance de l'islamisme combattant ne fait aucun doute, encore qu'il ne faille pas la surestimer.

Une telle analyse ne conduit-elle pas à sous-estimer l'intensité de la menace ?

Certaines officines américaines comme le Centre national contre le terrorisme qui estime à 655 le nombre d'attentats commis en 2004. On aimerait savoir sur quelles bases de tels calculs sont effectués. Le nombre des attentats internationaux est évalué par les spécialistes à une vingtaine depuis quatre ans auxquels il

faut ajouter une demi-douzaine commis en Russie. Où cet Institut a-t-il glané ses 655 attentats ? La célérité avec laquelle les auteurs des attentats de Londres ont été identifiés ainsi que leur *modus operandi* montrent l'efficacité des services britanniques. Ce n'est pas démontrer une indifférence à la tragédie que de dire que le terrorisme reste un phénomène somme toute relativement mineur sauf sur le plan psychologique et qu'il est surtout à traiter par des moyens policiers. Pour le reste, c'est le rôle des Etats de se préoccuper des voies et moyens d'assumer au mieux la sécurité et celui des médias de ne pas ajouter à l'angoisse. Le fait que la télévision britannique ait illustré les attentats en indiquant sur une carte où ils avaient eu lieu sans s'appesantir sur des images traumatisantes va dans ce sens et témoigne du civisme britannique.

Les accusations d'ingérence en Irak s'aggravent contre l'Iran

Un ministre irakien dénonce le trafic d'armes et « Time » l'existence d'un réseau monté par Téhéran

LA RÉPUBLIQUE islamique d'Iran a beau s'être engagée à coopérer avec l'Irak contre le terrorisme, elle est soupçonnée, voire accusée, d'encourager les insurgés irakiens. Les dernières accusations en date émanent du ministre des affaires étrangères irakien, Hoshyar Zibari.

« Ce qui est sûr, a-t-il déclaré dans un entretien publié, mercredi 17 août, par le quotidien saoudien *Al-Hayat*, c'est que le trafic d'armes, via les frontières irako-iraniennes, à destination des groupes terroristes [en Irak] continue. » C'est également vrai, selon lui, pour le trafic de drogue et « l'infiltration de terroristes étrangers ». « Cela se passe peut-être à l'insu du gouvernement iranien », dont « l'attitude proclamée envers l'Irak est équilibrée et saine », estime M. Zibari. Mais cela n'exonère pas pour autant les autorités iraniennes qui doivent régler ces « questions douloureuses ». Le ministre reproche également à Téhéran, sans fournir de précisions, d'avoir « conclu des accords

avec des provinces irakiennes à l'insu du pouvoir central de ce pays, et donc sans son consentement ».

L'Irak s'était pourtant engagé, à l'occasion de visites à Téhéran du ministre irakien de la défense, Saadoun Al-Douleimi, puis du premier ministre, Ibrahim Al-Jaafari, à coopérer avec son voisin en matière de sécurité. La décision avait été prise de former un groupe ad hoc à cette fin, Bagdad s'engageant pour sa part à interdire toute action anti-iraniennne à partir du territoire irakien.

NOUVEAU TYPE DE BOMBE

Les accusations de M. Zibari sont le point d'orgue d'une litanie d'autres, émanant essentiellement de sources américaines. Régulièrement, la question est toutefois posée de savoir si les ingérences iraniennes ou via l'Irak se font au su et au vu du pouvoir central, voire s'il en est le commanditaire, ou si elles sont imputables à certains services ou factions en Iran.

Les accusations les plus substan-

tielles ont été publiées par l'hebdomadaire américain *Time*, dans son édition datée du 22 août. Elles se fondent sur des sources des services de renseignement américains et britanniques, ainsi qu'à des « documents exfiltrés d'Irak » et des « dissidents et miliciens irakiens ». A en croire l'hebdomadaire, « l'homme » de Téhéran dans l'ancienne Mésopotamie est un dénommé Abou Moustapha Al-Cheibani. Il dirigerait une organisation de quelque 280 membres, répartis en 17 équipes de fabricants de bombes et d'« escadrons de la mort ». Ce réseau aurait été créé par le corps des Gardiens de la révolution iranien dans le but de mener des opérations contre les forces américaines et de la coalition en Irak.

Au cours des huit derniers mois, cette organisation aurait introduit en Irak un nouveau type de bombe qui, placée au bord des routes, se révèle plus meurtrière que toutes celles utilisées jusqu'alors. Ses membres seraient entraînés au Liban - où l'Irak aurait parrainé un

partenariat entre des militants chiites irakiens et le Hezbollah libanais -, ainsi que dans la Cité Sadr, à prédominance chiite, à la périphérie est de Bagdad, et dans « un autre pays ».

Des responsables américains s'inquiètent aussi, d'après *Time*, de l'influence croissante de l'Iran en Irak, programmée de longue date, qui s'appuierait sur les milices des formations politiques réfugiées en Iran du temps de Saddam Hussein, ainsi que sur le phagocytage des milieux d'affaires et des ONG, et sur des aides financières à des établissements d'enseignement et des partis politiques.

Plus que l'ordre moral que certains groupes fondamentalistes chiites font régner dans le sud du pays, c'est l'exacerbation, sous l'influence iranienne, des tensions entre sunnites et chiites qui inquiète Washington et qui risque de conduire l'Irak à la guerre civile, estime *Time*.

Mouna Naïm

MOYEN-ORIENT *Au moins quarante morts dans des attentats à Bagdad*

Irak : le carnage s'intensifie, le débat constitutionnel continue

Bagdad : Delphine Minoui

Le répit n'aura pas duré longtemps. Après quelques semaines de calme relatif, la violence a frappé brutalement, hier matin, le cœur de Bagdad. « *C'est notre destinée !* », soupire Kadhém Karim, un des responsables de la station de bus al-Nahda, visée par l'explosion de deux voitures piégées, à l'heure où des centaines de passagers s'apprêtaient à embarquer pour Bassorah, Kout et d'autres villes chiïtes du sud de l'Irak. « *A chaque fois que le nombre d'attaque diminue, elles reprennent ensuite de plus belle !* », dit-il.

Les terroristes avaient bien rodé leur scénario macabre. Quelques minutes plus tard, une autre explosion retentissait, cette fois-ci près du service des urgences de l'hôpital Kindi où les premières ambulances venaient de transporter les blessés. Pour l'heure, le bilan s'élève à une quarantaine de victimes et plus de soixante-dix personnes blessées.

À la station Nahda, située à l'Est de Bagdad, c'est un vrai spectacle de désolation. Abandonnées près des carcasses de voitures et de bus brûlés, des

savates en plastique flottent dans des flaques de sang. « *Ça fait quinze ans que je travaille ici. Je n'ai jamais vu un tel carnage !* », se désole Ghata Jassem, le directeur du syndicat des chauffeurs de taxi, avant de s'effondrer en sanglots. Il était de l'autre côté de la station quand, vers 7 h 45, les deux premières voitures ont explosé, à dix minutes d'intervalle. « *La première avait réussi à s'infiltrer dans la station. La deuxième s'est fait exploser à l'entrée, au moment où la police commençait à évacuer les victimes.* », raconte-t-il.

Après l'explosion à la station de bus al-Nahda, c'est l'hôpital Kindi, qui accueillait les victimes, qui a été visé

Mohammad Hassan, le gérant d'un magasin de pièces détachées, attendant à la station, y voit « *la volonté de pro-*

voquer une guerre confessionnelle ». La station Nahda, dit-il, est divisée en deux sections : les départs vers le Sud chiïte, et les départs vers les villes sunnites du centre et kurdes du Nord. Or c'est la première section qui a été touchée. Ces derniers mois, les témoignages d'incident opposants les Sunnites, anciens détenteurs du pouvoir irakien, et les Chiïtes, désormais majoritaires au sein du nouveau gouvernement, n'ont cessé de se multiplier. Ils symbolisent, pour beaucoup, les prémices d'une guerre civile.

Cette attaque est la plus sanglante du mois d'août. À Bagdad, le dernier gros attentat remonte au 13 juillet, lorsque 32 jeunes Irakiens avaient péri dans une attaque contre une patrouille américaine. Mais en début de semaine, l'attentat commis contre un restaurant de la capitale laissait présager une recrudescence de la violence.

Elle survient sur fond de crise politique, à l'heure où les différents blocs confessionnels peinent à se mettre d'ac-

cord sur la structure du nouvel Irak. Lundi, ils se sont accordé un délai supplémentaire d'une semaine pour rédiger la future Constitution du pays. Mais les différends persistent. Le prési-

dent irakien d'origine kurde, Jalal Talebani, se veut rassurant en expliquant que seuls deux grands sujets de dispute restent en suspens. « *Ils tournent autour des droits des femmes et du rôle de l'islam* », dit-il. Ces deux sujets opposent principalement les Kurdes, à tendance laïque et les politiciens chiïtes majoritairement religieux. En revanche, selon Talebani, « *tous les blocs politiques se sont mis d'accord sur le principe du fédéralisme* ».

Mais la minorité sunnite rejette cette dernière affirmation. « *Nous n'avons jamais dit qu'on acceptait ce principe. Au maximum, nous acceptons une certaine décentralisation qui s'appliquerait aux 18 provinces, ainsi que le*

maintien de la région du Kurdistan telle qu'elle existe à l'heure actuelle », confie Salah Mutlak, membre sunnite du Comité de rédaction de la Constitution et représentant du Conseil du Dialogue national. Les Sunnites, grands absents des élections de janvier dernier, et minoritaires au sein du Parlement irakien, ont rejoint tardivement le comité. Pour eux, l'adoption d'un modèle fédéraliste risquerait de mener à la parti-



tion du pays.

Si aucun accord n'est trouvé d'ici lundi prochain, le Parlement sera dissous et de nouvelles élections devront être organisées. Un scénario plus optimiste laisse imaginer la rédaction d'un texte général, repoussant au prochain parlement les sujets sensibles, qui pourraient être redéfinis sous forme d'amendement.

Les chiïtes et les Kurdes menacent cependant de trancher sur le Fédéralisme, même avec le désaccord des Sunnites. Le risque est pourtant gros. Selon la législation provisoire irakienne, si dans trois des dix-huit provinces, les deux tiers des votants désapprouvent la nouvelle Constitution, elle sera alors rejetée. Or les Sunnites sont considérés comme majoritaires dans quatre provinces.

LE FIGARO

18 AOÛT 2005

TURQUIE *La population est fatiguée de la guerre*

Les séparatistes kurdes déclarent une trêve

Le Kongra-Gel, nouvelle appellation du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, a appelé hier à la trêve. Cette initiative ouvre peut-être la voie à une solution négociée du problème kurde en Turquie. La semaine dernière, après une vague d'attentats imputés au PKK qui a secoué la Turquie, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avait appelé à la reprise du dialogue.

Diyarbakir :
Marie-Michèle Martinet

L'annonce faite hier par le Kongra-Gel, nouvelle appellation du PKK, a créé la surprise en Turquie : « *Les forces de défense légitimes vont ramener leurs forces armées d'une position active à une position défensive passive* », explique le chef rebelle kurde Zübeyir Aydar, dans un communiqué diffusé à la presse depuis Bruxelles. Le texte précise que cette initiative prend effet immédiatement, pour une durée d'un mois, afin « *d'ouvrir la voie des négociations* ». Le communiqué explique ensuite les motivations de cette décision : « *Il est important de montrer que tous, du côté kurde, nous avançons en faisant des pas concrets pour créer les conditions d'une négociation.* »

A la lumière des événements qui se sont déroulés ces derniers mois en Turquie, un tel engagement peut surprendre. Depuis le cessez-le-feu décrété unilatéralement en juin 2004, la tension n'a cessé de croître dans le sud-est de la Turquie, surtout depuis le printemps, et tout particulièrement depuis le début de l'été : attaques de trains, enlèvements de fonctionnaires d'Etat et attentats meurtriers visant des sites touristiques

ont clairement affiché la volonté qu'avaient les séparatistes kurdes de recourir à nouveau à la violence.

La récente visite à Diyarbakir du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a été diversement commentée : pour les uns, ce fut un moment historique susceptible de fournir une issue à l'impasse kurde. Pour les autres, juste un coup d'épée dans l'eau. Le premier ministre promettait pourtant « *plus de démocratie, plus de droits civils et*

la vie à des milliers de personnes et conduit à l'évacuation forcée de villages entiers, ont laissé la région exsangue. L'avocat Hasip Kaplan, dont le

cabinet stambouliote gère plus de 600 dossiers kurdes soumis à la Cour européenne des droits de l'homme, se plaint de la dégradation des conditions de vie de ses congénères : « *Depuis plus de deux ans que le gouvernement AKP est au pouvoir, aucun progrès réel n'a été accompli dans le domaine social* », reproche-t-il.

Depuis le cessez-le-feu de juin 2004, la tension n'avait cessé de croître dans le sud-est du pays

plus de prospérité ». Mais, dès le lendemain, le gouverneur de la province d'Elazig, dans l'est de la Turquie, échappait de justesse à une tentative d'attentat.

En annonçant hier qu'il renonçait à l'offensive pendant un mois, le PKK vient donc d'opérer un virage spectaculaire, qui s'explique peut-être par les critiques exprimées au sein même du mouvement kurde. Yavuz Binbay, qui a connu la prison et la torture pour son engagement pacifiste en faveur de la cause kurde, est le président du centre de réhabilitation Sohram-Casra accueillant les personnes maltraitées. Il constate l'impasse dans laquelle se retrouve, selon lui, la guérilla : « *Si des élections étaient organisées aujourd'hui, les séparatistes et leurs partenaires politiques n'obtiendraient qu'un faible soutien, pronostique-t-il. Pour deux raisons : les Kurdes sont fatigués de la guerre. Et le PKK n'a pas de projet politique.* »

Les années de guerre qui, entre 1984 et 1998, ont coûté

Yurtas. Ils aspirent désormais à plus de libertés individuelles et n'ont pas besoin qu'on leur dicte leurs actes. »

Les dirigeants du PKK auraient-ils reçu le message ? En tout cas, ils viennent d'entrouvrir une porte. Reste à savoir comment leur offre sera reçue par les militaires turcs qui, depuis des mois, n'attendent qu'un feu vert d'Ankara pour passer à l'offensive au nord de l'Irak, qui servirait de base de repli à la guérilla. La Turquie s'inquiète également du pouvoir récemment acquis par les Kurdes d'Irak et s'effraie d'une possible contagion des idées fédéralistes qui pourraient remettre au goût du jour le projet d'un Grand Kurdistan.

Selon Sedat Yurtdas, cette crainte est infondée : « *Bien sûr que nous avons tous été fiers de voir qu'un Kurde, Jalal Talabani, devenait président de l'Irak.*

Mais nous savons aussi que l'histoire de nos voisins n'est pas la nôtre. Nous aspirons désormais à trouver notre place ici, en Turquie. Une place de citoyens à part entière ; pas un strapontin pour les individus de deuxième classe. »

Enfin une vie meilleure : à Diyarbakir, c'est ce que chacun répète à sa façon. Hayriye Ascioğlu, de l'association de défense des femmes KA-MER, s'inquiète de la misère croissante et du regain de tension enregistrés ces derniers mois : « *Depuis que les attentats ont repris, il est à nouveau difficile de se rendre à Mardin ou à Batman. Il faut franchir deux ou trois barrages : cela me rappelle de mauvais souvenirs...* » Ces mauvais souvenirs, Hayriye Ascioğlu voudrait les oublier : « *Je ne veux pas que mes trois enfants connaissent la guerre comme je l'ai connue.* »

Pour tenter de donner un nouveau souffle à la classe politique kurde, l'ancienne députée Leyla Zana, libérée en juin 2004 après dix années de prison, a créé une structure appelée à devenir un nouveau parti, le Mouvement du peuple démocratique, auquel l'actuel parti majoritaire Dehap apporterait son soutien. Cependant, certains vieux camarades de combat comme l'ancien député Sedat Yurtdas, qui fut l'un des acteurs majeurs de la résistance politique kurde, ont déjà fait savoir qu'ils ne se rallie-

raient pas. L'ancien député reproche à ce projet « *son manque de démocratie interne et un fonctionnement clanique* » qui ne correspond plus, selon lui, aux aspirations des Kurdes. Il rappelle au passage l'assassinat, en juin dernier, à Diyarbakir, de son ami Hikmet Fidan, qui aurait été éliminé par le PKK pour avoir refusé de se joindre au mouvement de Leyla Zana : « *Les Kurdes sont fatigués de ces comportements, insiste Sedat*

Malgré les critiques de plus en plus virulentes des partisans d'un désengagement

Washington table sur une guerre longue

LE FIGARO LUNDI 22 AOÛT 2005

Washington :
Guillemette Faure

Il y a deux mois, le vice-président Dick Cheney assurait que les insurgés en Irak en étaient « à leurs derniers souffles ». Jeudi dernier, devant un parterre militaire, il a promis de « durs combats » à venir, précisant que les Etats-Unis « ne fléchiraient pas ».

Au début du mois d'août, depuis Bagdad, les généraux faisaient miroiter un plan de retrait d'Irak. Mercredi, le général George Casey, commandant des forces américaines en Irak, rappelait sur la chaîne NBC qu'« au XX^e siècle la durée moyenne d'une insurrection était de neuf ans », tandis que le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Peter Schoomaker, admettait quelques jours plus tard que, dans « le pire des cas », l'armée américaine était prête à maintenir sur le terrain irakien pendant quatre ans des effectifs militaires de plus de

100 000 hommes. Après le scénario soleil, le gouvernement américain est passé au scénario neige.

Le discours optimiste volontariste du président Bush avait prêté le flanc aux critiques ces dernières semaines. « Tous les efforts pour dire de la situation en Irak qu'on est sur la bonne voie et qu'on y fait des progrès sont absurdes », avait même déclaré Newt Gingrich, ancien speaker républicain de la Chambre des représentants. « La Maison-Blanche est complètement déconnectée de la réalité », avait aussi fait valoir Chuck Hagel, influent sénateur républicain. « Plus les forces américaines restent en Irak,

plus cela ressemble à la guerre du Vietnam. » Hier, il a affirmé ne voir « aucun indicateur selon lequel les Etats-Unis progressent en Irak ». Si le Pentagone et la Maison-Blanche veulent garder autant de GI sur place, « je ne sais pas où ils vont les trouver ».

Depuis que le vent des sondages a tourné, le camp du désengagement a gagné du ter-

rain au Congrès. Le parlementaire républicain Walter Jones dit avoir rallié une cinquantaine d'élus issus des deux partis pour exiger du président qu'il fournisse un échéancier de retrait d'Irak d'ici à la fin de l'année. Chez les démocrates,

Russ Feingold, élu du Wisconsin, vient d'être le premier sénateur à réclamer que les Etats-Unis se fixent comme objectif un retrait complet des troupes d'Irak d'ici à la fin 2006.

Nouvel embarras pour la Maison-Blanche : les Archives de la sécurité nationale de l'université George-Washington ont affiché sur leur site Internet une note interne du département d'Etat de février 2003 dans laquelle des conseillers recommandent à leur supérieur de maintenir des pressions sur le Pentagone pour qu'il prenne en compte les risques de l'après-

guerre. Regrettant de « sérieuses lacunes dans la planification de la sécurité civile après la guerre », le docu-

ment, rédigé deux mois avant l'entrée en guerre, prévient qu'« un échec à aborder les problèmes de sécurité civile à court terme et d'assistance humanitaire pourrait aboutir à de graves violations des droits de l'homme, qui saperaient une campagne militaire autrement promise au succès ».

Les divergences de vue entre le Pentagone et la Maison-Blanche, d'une part, et l'équipe de l'ancien secrétaire d'Etat Colin Powell, de l'autre, ont

persisté, jusqu'à l'établissement du calendrier politique irakien, à écouter Wayne White, analyste des questions irakiennes au département d'Etat jusqu'en janvier dernier : « Au moment de l'organisation des élections, je m'étais battu contre cette manière d'imposer des dates rigides quoi qu'il arrive. » Il préconisait des élections tournantes, province après province, pour s'assurer qu'une sécurité suffisante puisse être assurée aux électeurs sunnites.

Le gouvernement Bush a voulu créer une date historique et la respecter. « Conséquence de quoi, beaucoup de sunnites n'ont pas voté. Du coup, il a fallu beaucoup de bricolages pour mettre sur pied un gouvernement qui les inclue. Avec tout ce temps pour former un gouvernement, ils en ont eu moins pour s'accorder sur une Constitution qui, si elle n'a pas le soutien des sunnites, pourrait être mise en échec lors du référendum d'octobre prochain. »

Malgré ces critiques, le président Bush n'a pas écourté ses vacances. Mais il a prévu, pour les quinze jours qui viennent, de prononcer trois discours de soutien à la guerre. A défaut de discuter de leur stratégie en Irak, le président et son vice-président ont recours à des comparaisons militaires historiques. « Ils sont restés et l'Amérique a gagné la guerre », a dit Dick Cheney jeudi à propos des soldats ralliés à George Washington pendant la guerre d'Indépendance. George Bush compte, lui, dresser des parallèles avec la patience qu'avait réclamée la victoire de la Seconde Guerre mondiale.



Selon le vice-président Dick Cheney, il reste de « durs combats » à mener en Irak, mais les Etats-Unis « ne fléchiront pas ». (Photo AP.)

Iraq ■ By Robert A. Levine

The federalist solution

LOS ANGELES

The irony of the current standoff in the constitutional negotiations among Iraqi factions (and, not very well hidden behind the scenes, the American Embassy) is that the Sunnis who seem to be the major roadblock are on the face of it acting against their own best interests.

The apparent central sticking point is federalism versus a dominant center: The Sunnis, fewer and less powerful than the Shiites or the Kurds, are standing fast in their demand for a strong central government. But such a government, in which they would be a small minority, would give them far less control over their own areas and their own affairs than would the regional federalism backed by the other two groups.

Why this paradox? One reason ascribed to the Sunni position is nostalgia for lost power. Not only under Saddam Hussein but most of the time since the British created modern Iraq after World War I, the Sunni minority has dominated the state. But those days are gone forever.

With or without the American occupation, with or without civil war, with or without democracy, the other two groups have the power to prevent any return to Sunni dominance.

A second, more realistic, economic reason for Sunni objections to regionalism is that Iraq's oil wealth lies in the Kurdish north and the Shiite south. As put by one authority, the Sunni areas, "unfortunately, consist of the three poorest, most sparsely settled provinces, with no oil reserves whatever. Everywhere else, including in Baghdad, they are in a minority."

Oil revenues however, unlike centralism and autonomy, are definable, tangible, and divisible. And negotiable. How to divide them has, in fact, been another major nexus for negotiations. If the governance issue were resolved by a three-region federal structure, with Baghdad perhaps another multicultural region as is Brussels in Belgium, hard-nosed Iraqis should be able, with the aid of Americans used to this sort of thing, to divide revenues down to the nearest hundredth of a percentage point.

True, the Sunnis would have the least bargaining power, but their weight would be augmented by the

fact that without a substantial decrease in sabotage by Sunni insurgents of pipelines and other facilities there won't be much to divide anyhow.

An American "suggestion" to the Sunnis that their interests lie in a federal solution may be the lever that can reopen the negotiations. True, if it really is only a suggestion, the Sunnis may not listen. The historian Charles Royster once wrote that the former Confederate president, Jefferson Davis, "never forgave [the British] for failing to see their own interests as clearly as he did," and Iraqi Sunnis may just not be able to see their interests as clearly as Americans can.

Additionally, a federal solution in Iraq would raise its own problems for the United States.

The resulting arrangement would be likely to imply the federal regions' control of their justice systems — specifically, regional decisions about the weight given to Islamic law, Shariah, and even more specifically, regional decisions about the rights of women. The Kurds are about as close to secularism and gender equality as any Muslim society; Iraqi Sunnis, even under Saddam Hussein, have a rather good record in these regards, but the same is not true of at least many Shiites.

While some Shiites are secular, many — led by Grand Ayatollah Ali al-Sistani, generally considered the most powerful Shiite in Iraq — are not. Some, not necessarily including Sistani, want to emulate the theocratic government of Iran; some may be susceptible to direct Iranian influence. All this is not easy to sort out, nor is it necessary to do so. Whatever the internal balance, it is likely that a Shiite region would be more subject to Shariah and more oppressive to women than Americans would like.

That is an inherent dilemma. If the United States wants democracy in Iraq — or anywhere else — it seems difficult to disallow democratic decisions that may be quite inimical to American ideals. The question is, What does America want in Iraq, and what can it get? The initial ideal of a Swiss democracy with three different cultures living together in liberal harmony has long since disappeared; perhaps the Belgian and Canadian systems of stable central governance of frequently antagonistic cultures is within reach.

But if, as one suspects, the overriding objective of the Bush administration is to declare victory in Iraq and get out, then federalism may be the way to do it. Too bad about the women, as the administration will undoubtedly be reminded from then on, but that will be better than being reminded by a steady drain of American deaths that the effort is going nowhere.

Robert A. Levine, an economist, is a former deputy director of the Congressional Budget Office.

By Brian Knowlton

WASHINGTON: The U.S. Army is preparing to keep more than 100,000 soldiers in Iraq for four years or more if need be, a top general has said, drawing expressions of confusion and frustration from senior senators who said the administration was sending mixed signals about how long U.S. forces would remain.

General Peter Schoomaker said over the weekend that those numbers represented planning for a "worse case" scenario, and that they could be adjusted to a range of lower levels, depending on requests from commanders in Iraq.

Schoomaker made the comments in an interview with an Associated Press reporter aboard an army jet en route to Washington from Kansas City, Mis-

souri, where he spoke to a veterans group.

The general expressed confidence that the army could provide sufficient forces to fight the Iraqi insurgency for years. But he did not predict that this outcome was likely, saying rather that advance planning required that all possibilities be considered.

Despite his careful language, some Democrats said Schoomaker should have been less forthcoming about the plans. Even Republicans strongly supporting President George W. Bush said more needed to be done to inform and reassure an increasingly restive public.

"It sends the wrong message to the Iraqis that we might still be there" in four years, said Senator Carl Levin of Michigan, the ranking Democrat on the

U.S. Army planning for longer stay in Iraq

Top general draws fire for saying heavy troop levels may be needed

August 22, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Armed Services Committee. Instead, Levin said on CNN, the message should be that Iraqis need to move with utmost speed to assume full power.

A Republican senator, Chuck Hagel of Nebraska, expressed serious frustration with what he said were conflicting administration messages on Iraq, which he said was looking increasingly like the Vietnam War. Asked on ABC-TV whether he agreed with Schoomaker that sufficient troops could be provided for four more years, Hagel said: "No, and I think that it's just complete folly."

Only weeks earlier, he noted, senior generals and administration officials were pointing to partial troop withdrawals as early as spring.

"Now we don't know how long we're going to stay," he said.

"We are locked into a bogged down problem not unsimilar, dissimilar to where we were in Vietnam," Hagel continued. "What I think the White House does not yet understand — and some of my colleagues — the dam has broke on this policy."

He added: "I think our involvement there has destabilized the Middle East. And the longer we stay there, I think the further destabilization will occur."

But Representative Duncan Hunter, a Republican of California, defended Schoomaker's projections as part of necessary planning. "A military leader has to take the worst-case scenario and he has to make sure that we have the right people and enough people for those rotations," he said on CNN. "That's precisely what General Schoomaker is doing."

In recent weeks, senior Pentagon officials described plans for a potential

troop reduction as early as spring, assuming certain conditions were met: the drafting and popular approval of an Iraqi constitution and elections for a new government.

In a classified briefing last month, the top American commander in the Middle East, General John Abizaid, outlined a plan to gradually reduce U.S. forces in Iraq by 20,000 to 30,000 troops by spring, The New York Times reported.

Separately, the top American general in Iraq, General George Casey, said that the Pentagon could make "some fairly substantial reductions" in troops by next spring if things went well.

Bush, seeking to clarify his intentions, said a few days later that no decision for springtime withdrawals had been made. The readiness of Iraqi troops to take over in large numbers remained unclear, he indicated, saying, "Pulling the troops out now would send a terrible signal to the enemy." Amid the unrelenting violence in Iraq, American support for the president's Iraq policy has declined steadily, polls show, and the administration has wrestled with ways to rebuild that backing.

The vigil outside the president's Texas ranch by Cindy Sheehan, the mother of a soldier killed in Iraq, and her supporters, has drawn new attention to the costs of war. Administration spokesmen appear torn between efforts to reassure Americans that an end to the occupation of Iraq is in sight — at least with the current numbers of 138,000 or so — and efforts to prepare the public for what could be an extended presence.

Bush aides say the president plans to make at least three speeches in the next few weeks aimed at bolstering support.

The speeches, to be made against military backdrops, would argue for the need for the same sort of patience on Iraq that Americans displayed in World War II, the aides said. His remarks may have been previewed Sunday by a supporter, Senator George Allen, Republican of Virginia.

"Iraq is a central front in the war on terror, and it is absolutely essential that we win it," he said on ABC. "We cannot tuck tail and run. We have to prevail. We must win. If we lose, that will destabilize the Middle East. And I think that progress is being made."

Senator Russell Feingold, Democrat of Wisconsin, last week became the first senator to call for a specific date for U.S. withdrawal. He defended that call on Sunday, while saying his proposal envisaged a target date of the end of 2006, not a firm deadline.

Without such a target, he said on NBC, "you can lose the support of the American people. That's what I'm hearing." Rather than emboldening insurgents, as the administration and other critics have said, a target date would give the Iraqi government greater credibility, he said.

"Look, we're not going to stay there till the very last insurgent is captured or killed; that's impossible," he said. But by the end of 2006, Feingold predicted, "we will have done about as much as we should do."

Senator Trent Lott, Republican of Mississippi and a former majority leader, said on NBC: "We are winning. And we have to continue to push forward." But public impatience is growing, even in a conservative state like Mississippi, where the military and Bush are particularly popular, he said.

International Herald Tribune

Les rebelles kurdes de Turquie annoncent une trêve

La « question kurde » agite aussi l'Irak, l'Iran et la Syrie

ISTANBUL
correspondance

Ce n'est certes pas la première fois que le parti des rebelles kurdes de Turquie, le PKK, annonce une trêve unilatérale dans l'espoir, jamais réalisé, de voir Ankara accepter des négociations.

Mais celle qu'il a proclamée vendredi 19 août - jusqu'au 20 septembre - intervient à un moment où tout bouge autour de la « question kurde ». De la montée en puissance des Kurdes d'Irak à l'effervescence qui gagne, à l'instigation du PKK, les minorités kurdes d'Iran et de Syrie, en passant par les divers nouveaux freins aux ambitions européennes de la Turquie.

Si le PKK avait mis fin dès 2004 à sa trêve de 1999 (consécutive à l'arrestation de son chef Abdullah Öcalan), c'est depuis trois mois surtout qu'il multipliait les actions de

guérilla dans le Sud-Est anatolien. Ankara lui impute aussi les attentats commis cet été dans l'ouest touristique de la Turquie. Mais les chefs du PKK, réfugiés avec quelque 3 000 combattants dans le Kurdistan irakien, démentent avoir mené ces actions contre des civils.

Si celles-ci continuent malgré la trêve, le PKK pourra à nouveau pointer du doigt le mystérieux groupe « dissident » qui avait revendiqué un de ces attentats.

Si elles cessent, Ankara y puisera une preuve de la justesse de ses accusations. Le PKK va ainsi apparaître soit comme ne maîtrisant pas ses troupes, soit comme ouvertement terroriste (qualification que lui donnent non seulement la Turquie, mais aussi les Etats-Unis et l'Union européenne).

Dans les deux cas, il ne devrait pas accroître les chances de voir

Ankara négocier avec les groupes politiques qu'il contrôle. Pourquoi alors une nouvelle trêve ?

DÉCHIREMENTS INTERNES

« Il est important de montrer que tous, du côté kurde, nous avançons en faisant des pas concrets pour créer les conditions d'une négociation, et nous testons la sincérité des intentions de la partie adverse », dit le communiqué diffusé à Bruxelles

par le PKK, qui ajoute : « Nous ne resterons pas sans réponse face aux attitudes politiques qui ne respecteraient pas cette ligne. » Ce qui semble avant tout refléter les déchirements internes que connaît le parti depuis l'arrestation de son chef.

Le communiqué est signé par Zübeyir Aydar, « chef de l'aile politique » du PKK. Réfugié politique en Suisse, il a annulé une conférence de presse prévue vendredi à Bruxel-

les, craignant d'y être arrêté sur demande d'Ankara. Il représenterait le courant dominant du PKK, soucieux de maintenir son emprise sur ses émanations civiles, lesquelles doivent tenir compte de la lassitude d'une population hostile à un retour à la guerre. Ainsi que des diverses pressions, régionales et internationales, visant à prévenir toute escalade du conflit et à encourager les efforts du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, qui, bravant ses militaires, vient de promettre de résoudre la « question kurde » par « plus de démocratie ».

Sophie Shihab

Le Monde

DIMANCHE 21 - LUNDI 22 AOÛT 2005

L'opinion publique considère désormais l'invasion de l'Irak comme une erreur. Même dans le camp républicain, le discours de la Maison-Blanche ne fait plus l'unanimité

Les Américains ne croient plus à la victoire en Irak

Depuis le début des opérations militaires américaines en Irak, le mot «Vietnam» avait disparu du vocabulaire de l'Américain patriote. Évoquer ce traumatisme collectif valait aux audacieux l'épithète particulièrement infamante d'«antiaméricain». Aujourd'hui, alors que l'armée américaine est incapable de maîtriser les rebelles irakiens, la comparaison n'est plus taboue et quelques figures des «sixties» retrouvent même leurs réflexes d'antan. Joan Baez est ainsi partie dimanche vers le Texas pour donner un concert de soutien aux militants pacifistes toujours rassemblés devant le ranch de George W. Bush.

Dans un article publié le 12 août par le quotidien *The Washington Post*, Henry Kissinger, ancien chef de la diplomatie américaine pendant la guerre du Vietnam, a mis les pieds dans le plat: «*Traversons-nous aujourd'hui une phase similaire à celle qui a suivi l'offensive du Têt au Vietnam en 1968?*» Cette attaque nord-vietnamienne est considérée comme le tournant de la guerre au Vietnam, moment clé qui verra basculer l'opinion publique américaine dans le camp de l'opposition à la guerre.

L'Amérique n'en est pas là aujourd'hui et les manifestations, comme celle qui a été dispersée samedi de façon «musclée» à Pittsburgh, n'ont en rien l'ampleur de leurs aînées des années 1960. Mais les sondages indiquent clairement que les Américains doutent, alors que près de 1850 soldats américains ont trouvé la mort depuis le début de la guerre en mars 2003.

Selon un sondage publié la semaine dernière par le magazine *Newsweek*, 61 % des Américains désapprouvent désormais la manière dont George W. Bush gère la situation en Irak, le plus mauvais score enregistré par le président américain sur ce sujet. Ils ne pensent plus que la guerre puisse être gagnée. Et leurs questions – «*Combien de GI devront encore tomber?*

Quand les 138 000 boys pourront-ils rentrer? Quand leur mission sera-t-elle accomplie?» – restent sans réponse.

Personne, pas même à la Maison-Blanche, ne semble en mesure de dire jusqu'à quand les Américains devront se battre au nom de la lutte pour la démocratie et contre le terrorisme. Quant au Pentagone, il souffle le chaud et le froid. Samedi, le général Peter Schoomaker, chef d'état-major de l'armée de terre, a indiqué faire des plans pour pouvoir, le cas échéant, maintenir le volume actuel de troupes en Irak sur les quatre prochaines années. Un mois plus tôt, le général Casey, commandant des forces américaines en Irak, affirmait pourtant que le nombre des soldats pourrait être réduit de manière «importante» dès le printemps 2006.

George W. Bush a depuis rappelé qu'il était hors de question de fixer un calendrier. Samedi, lors de son intervention hebdomadaire à la radio, le président américain a réaffirmé la nécessité de poursuivre le combat en Irak contre le terrorisme, sans fixer de date limite. «*Nos soldats savent qu'ils combattent en Irak, en Afghanistan et ailleurs pour protéger leurs compatriotes d'un ennemi sauvage*, a-t-il déclaré. *Nous devons maintenant finir le travail pour lequel nos soldats ont donné*

«**Plus de 330 milliards de dollars engloutis, près de 1 900 Américains perdus, la production de pétrole en baisse...**»

leurs vies et honorer leur sacrifice en achevant leur mission. Nous pouvons être confiants quant à la victoire ultime de notre cause, car nous savons que la liberté est l'avenir de

chaque pays et que le camp de la liberté est le camp de la victoire», a-t-il ajouté, à la veille d'une série de plusieurs interventions dans le pays pour défendre sa politique irakienne. Hier, il devait ainsi prendre la parole à Salt Lake City, devant une assemblée d'anciens combattants, avant de s'exprimer mercredi dans l'Idaho devant une unité de la Garde nationale.

Mais son propos passe de plus en plus mal. Comme le montrent les sondages, les Américains se sentent moins en sécurité aujourd'hui qu'avant le début de la guerre en

Irak. Quant aux élus républicains, ils craignent que l'impopularité de cette guerre ne leur coûte leur siège l'année prochaine, lors des élections de mi-mandat. Quatre ans après, la parole se libère peu à peu du carcan tombé lors des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

Lors des débats politiques télévisés du dimanche matin, plusieurs ténors du parti présidentiel, ont fait part de leur découragement. À l'image de l'influent sénateur républicain Chuck Hagel, plusieurs voix dénoncent aujourd'hui le discours de la Maison-Blanche, dont l'optimisme est jugé très éloigné de la réalité. «*Deux ans et demi en Irak, plus de 330 milliards de dollars engloutis, près de 1 900 Américains perdus, la production de pétrole en baisse. Quelle que soit l'unité de mesure utilisée, nous ne sommes pas en train de gagner*», a affirmé ce vétéran de la guerre au Vietnam.

Interrogé sur le plan évoqué par le général Peter Schoomaker, il a réagi vivement: «*Il ne faut pas, que l'Amérique ait plus de 100 000 hommes en Irak dans quatre ans. Nous ne pouvons pas rester là-bas indéfiniment*», a-t-il ajouté, insistant sur la nécessité que les Irakiens reprennent la main dans les six prochains mois pour éviter un enlisement comparable au Vietnam.

GILLES BIASSETTE

la Croix
Mardi 23 août 2005

TIME

August 22, 2005

A TIME investigation reveals the Tehran regime's strategy to gain influence in Iraq—and why U.S. troops may now face greater dangers as a result

By Michael Ware in Baghdad

THE U.S. MILITARY'S NEW NEMESIS IN IRAQ IS NAMED ABU MUSTAFA al-Sheibani, and he is not a Baathist or a member of al-Qaeda. He is working for Iran. According to a U.S. military-intelligence document obtained by TIME, al-Sheibani heads a network of insurgents created by the Iranian Revolutionary Guard Corps with the express purpose of committing violence against U.S. and coalition forces in Iraq. Over the past eight months, his group has introduced a new breed of roadside bomb more lethal than any seen before; based on a design from the Iranian-backed Lebanese militia Hizballah, the weapon employs "shaped" explosive charges that can punch through a battle tank's armor like a fist through the wall. According to the document, the U.S. believes al-Sheibani's team consists of 280 members, divided into 17 bomb-making teams and death squads. The U.S. believes they train in Lebanon,



INSIDE IRAN'S SECRET

in Baghdad's predominantly Shi'ite Sadr City district and "in another country" and have detonated at least 37 bombs against U.S. forces this year in Baghdad alone.

Since the start of the insurgency in Iraq, the most persistent danger to U.S. troops has come from the Sunni Arab insurgents and terrorists who roam the center and west of the country. But some U.S. officials are worried about a potentially greater challenge to order in Iraq and U.S. interests there: the growing influence of Iran. With an elected Shi'ite-dominated government in place in Baghdad and the U.S. preoccupied with quelling the Sunni-led insurgency, the Iranian regime has deepened its imprint on the political and social fabric of Iraq, buying influence in the new Iraqi government, running intelligence-gathering networks and funneling money and guns to Shi'ite militant groups—all with the aim of fostering a Shi'ite-run state friendly to Iran. In parts of southern Iraq, fundamentalist Shi'ite militias—some of them funded and armed by Iran—

have imposed restrictions on the daily lives of Iraqis, banning alcohol and curbing the rights of women. Iraq's Shi'ite leaders, including Prime Minister Ibrahim al-Jaafari, have tried to forge a strategic alliance with Tehran, even seeking to have Iranians recognized as a minority group under Iraq's proposed constitution. "We have to think anything we tell or share with the Iraqi government ends up in Tehran," says a Western diplomat.

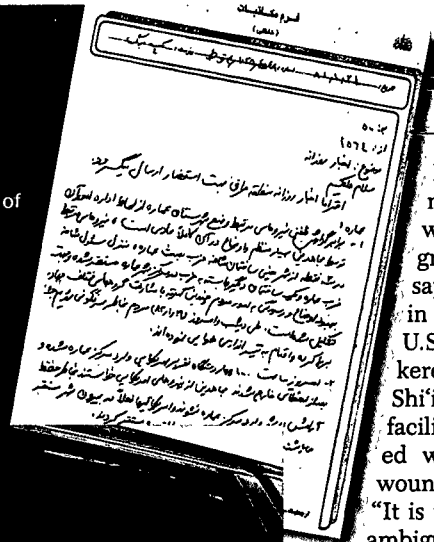
Perhaps most troubling are signs that the rising influence of Iran—a country with which Iraq waged an eight-year war and whose brand of theocracy most Iraqis reject—is exacerbating sectarian tensions between Sunnis and Shi'ites, pulling Iraq closer to all-out civil war. And while top intelligence officials have sought to play down any state-sponsored role by Tehran's regime in directing violence against the coalition, the emergence of al-Sheibani has cast greater suspicion on Iran. Coalition sources told TIME that it was one of al-Sheibani's devices that killed three



A GROWING MENACE?

Clockwise from top right: an Iranian intelligence document from April 2003 tracks U.S. troop movements; members of the Iran-backed Badr Corps patrol in Al Faw; a British military vehicle after an attack by Shi'ite militants; Shi'ite demonstrators in Baghdad wear white turbans common in Iran

CLOCKWISE FROM TOP RIGHT: AN IRANIAN INTELLIGENCE DOCUMENT FROM APRIL 2003 TRACKS U.S. TROOP MOVEMENTS; MEMBERS OF THE IRAN-BACKED BADR CORPS PATROL IN AL FAW; A BRITISH MILITARY VEHICLE AFTER AN ATTACK BY SHI'ITE MILITANTS; SHI'ITE DEMONSTRATORS IN BAGHDAD WEAR WHITE TURBANS COMMON IN IRAN



British soldiers in Amarah last month. "One suspects this would have to have a higher degree of approval [in Tehran]," says a senior U.S. military official in Baghdad. The official says the U.S. believes that Iran has brokered a partnership between Iraqi Shi'ite militants and Hizballah and facilitated the import of sophisticated weapons that are killing and wounding U.S. and British troops. "It is true that weapons clearly, unambiguously, from Iran have been found in Iraq," Defense Secretary Donald Rumsfeld said last week.

How real is the threat? A TIME investigation, based on documents smuggled out of Iran and dozens of interviews with U.S., British and Iraqi intelligence officials, as well as an Iranian agent, armed dissidents and Iraqi militia and political allies, reveals an Iranian plan for gaining influence in Iraq that began before the U.S. invaded. In their scope and ambition, Iran's activities rival those of the U.S. and its allies, especially in the south. There is a gnawing worry within some intelligence circles that the failure to counter Iranian influence may come back to haunt the U.S. and its allies, if Shi'ite factions with heavy Iranian backing eventually come to power and provoke the Sunnis to revolt. Says a British military intelligence officer, about the relative inattention paid to Iranian meddling: "It's as though we are sleepwalking."

The Iranian penetration of Iraq was a long time in planning. On Sept. 9, 2002, with U.S. bases being readied in Kuwait, Supreme Leader Ayatullah Ali Khamenei summoned his war council in Tehran. According to Iranian sources, the Supreme National Security Council concluded, "It is necessary to adopt an active policy in order to prevent long-term and short-term dangers to Iran." Iran's security services had supported the armed wings of several Iraqi groups they had sheltered in Iran from Saddam. Iranian intelligence sources say that the various groups were organized under the command of Brigadier General Qassim Sullaimani, an adviser to Khamenei on both Afghanistan and Iraq and a top officer in the Iranian Revolutionary Guard Corps.

Before the March 2003 invasion, military sources say, elements of up to 46 Iranian infantry and missile brigades moved to buttress

WAR FOR IRAQ

The U.S. says Iran's meddling has added to sectarian strife.

Clockwise from right: Sunnis in Basra mourn the killing of a relative; Shi'ite women near a poster of Iraqi cleric Ali Husaini Sistani in Basra; Shi'ite activists demand the ouster of Baghdad's mayor last week; Iraqi troops inspect arms suspected to be from Iran



CLOCKWISE FROM ABOVE, RIGHT (SUNNI), FUSAM AL-SUDANI - AFP; DE FUY, YURI KOZ'YR; FOR TIME; ALI FAHBA; LEA NABBI; AL-JURANI - AP

the border. Positioned among them were units of the Badr Corps, formed in the 1980s as the armed wing of the Iraqi Shi'ite group known by its acronym SCIRI, now the most powerful party in Iraq. Divided into northern, central and southern axes, Badr's mission was to pour into Iraq in the chaos of the invasion to seize towns and government offices, filling the vacuum left by the collapse of Saddam's regime. As many as 12,000 armed men, along with Iranian intelligence officers, swarmed into Iraq. TIME has obtained copies of what U.S. and British military intelligence say appears to be Iranian Revolutionary Guard Corps intelligence reports sent in April 2003. One, dated April 10 and marked CONFIDENTIAL, logs U.S. troops backed by armor moving through the city of Kut. But, it asserts, "we are in control of the city." Another, with the same date, from a unit code-named 1546, claims "forces attached to us" had control of the city of Amarah and had occupied Baath Party properties. A 2004 British army inquiry noted that the Badr organization and another militia were so powerful in Amarah, "it quickly became clear that the coalition needed to work with them to ensure a secure environment in the province."

For many Iraqis in the south, the exile militia groups brought with them forbidding religious strictures. "These guys with beards and Kalashnikovs showed up saying they'd come to protect the campus," says a student leader at a Basra university. "The problem is, they never left." Militants frequently "investigate" youths accused of un-Islamic behavior, such as couples holding hands or girls wearing makeup. "They're watching us, and they're the ones who control the streets, while the police, who are with them, stand by," says a student leader who did not wish to be identified. "From the beginning, the Islamic parties filled the void," says a police lieutenant colonel working closely with British forces. "They still hold the real power. The rank and file all belong to the parties. Everyone does. You can't do anything without them."

Military officials say they believe Iranian-funded militias helped organize a mob attack in the southern township of Majarr al-Kabir on June 24, 2003, that resulted in the execution of six British military-police officers. According to a classified British military-intelligence document, a local militia leader is "implicated in the murder of the 6 RMP [Royal Military Police]." The man heads a cell of the

Mujahedin for Islamic Revolution in Iraq (MIRI), a paramilitary outfit coordinated out of the Iranian Revolutionary Guard's base in Ahvaz, Iran. Although U.S. and British officers think it unlikely the soldiers were killed on orders from Revolutionary Guard officers, they agree that the slayings fit within the Iranian generals' broad guidelines to bog coalition forces down in sporadic hit-and-run attacks.

The Iranian program is as impressive



WARMING UP: Iraqi PM al-Jaafari, left, with former Iranian President Khatami in Tehran in July, the first visit by an Iraqi head of government in a decade

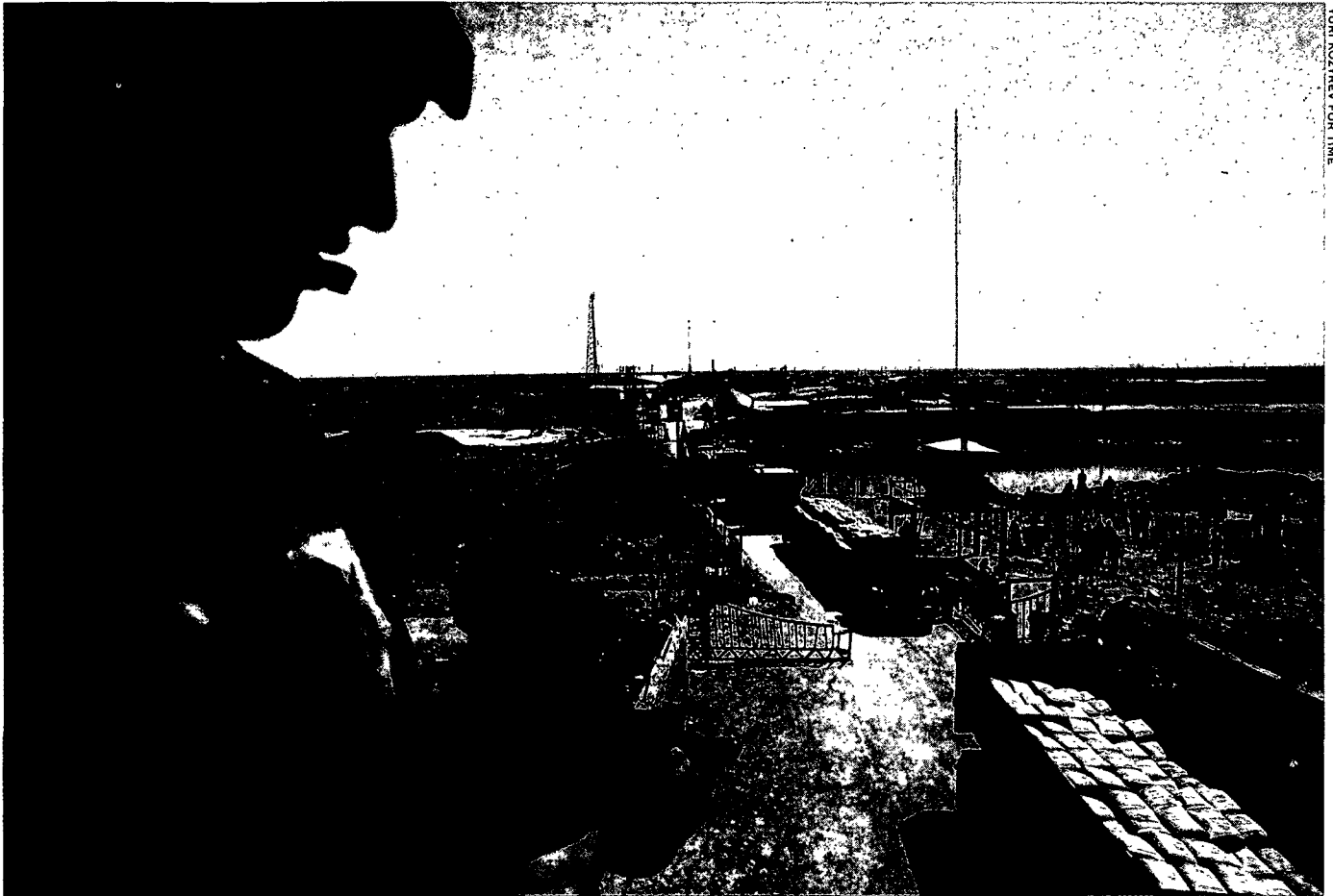
as it is comprehensive, competing with and sometimes bettering the coalition's endeavors. Businesses, front companies, religious groups, NGOs and aid for schools and universities are all part of the mix. Just as Washington backs Iraqi news outlets like al-Hurra television station, Tehran has funded broadcast and print outlets in Iraq. A 2003 Supreme National Security Council memo, smuggled out of Iran, suggests even the Iranian Red Crescent society, akin to the Red Cross, has coordinated its activities through the Iranian Revolutionary Guard Corps. The memo instructs officials that "the immediate needs of the Iraqi people should be determined" by the Guard's al-Quds Force.

More sinister are signs of death squads charged with eliminating potential opponents and former Baathists. U.S. intelligence sources confirm that early targets included former members of the Iran section of Saddam's intelligence services. In southern cities, Thar-Allah (Vengeance of God) is one of a number of militant groups suspected of assassinations. U.S. commanders in Baghdad and in eastern provinces say similar cells operate in their sectors. The chief of the Iraqi National Intelligence Service, General Mohammed Abdullah al-Shahwani, has publicly accused Iranian-backed cells of hunting down and killing his officers. In October he blamed agents in Iran's Baghdad embassy of coordinating assassinations of up to 18 of his people, claiming that raids on three safe houses uncovered a trove of documents linking the agents to funds funneled to the Badr Corps for the purposes of "physical liquidation."

A former Iraqi official and member of Saddam's armored corps, who identifies himself as Abu Hassan, told TIME last summer that he was recruited by an Iranian intelligence agent in 2004 to compile the names and addresses of Ministry of Interior officials in close contact with American military officers and liaisons. Abu Hassan's Iranian handler wanted to know "who the Americans trusted and where they were" and pestered him to find out if Abu Hassan, using his membership in the Iraqi National Accord political party, could get someone inside the office of then Prime Minister Iyad Allawi without being searched. (Allawi has told TIME he believes Iranian agents plotted to assassinate him.)

And the handler also demanded information on U.S. troop concentrations in a particular area of Baghdad and details of U.S. weaponry, armor, routes and reaction times. After revealing his conversations to U.S. and Iraqi authorities, Abu Hassan disappeared; earlier this year, one of his Iraqi superiors was convicted of espionage.

Intelligence agencies say Tehran still funds various political parties in Iraq. Documents from Iranian Revolutionary Guard Corps files obtained by TIME include voluminous pay records from August 2004 that appear to indicate that Iran was paying the salaries of at least 11,740 members of the Badr Corps. British and U.S. military intelligence suspect those salaries are still being paid, although Badr leader Hadi al-Amri denies that. "I've told the American officers to bring us the evidence that we have a deal with Iran, and we will be ready, but they say they don't have any," he says.



YURI KOZREV FOR TIME

What remains murky is the extent to which Iran is encouraging its proxies to stage attacks against the U.S.-led coalition. Military intelligence officers describe their Iranian Revolutionary Guard Corps counterparts' strategy as one of using "nonattributable attacks" by proxy forces to maximize deniability. What's uncertain, says a senior U.S. officer, is what factions within Tehran's splintered security apparatus are behind the strategy and how much the top leaders have endorsed it. Intelligence sources claim that Brigadier General Sullaimani ordained in a meeting of his militia proxies in the spring of last year that "any move that would wear out the U.S. forces in Iraq should be done. Every possible means should be used to keep the U.S. forces engaged in Iraq." Secret British military-intelligence documents show that British forces are tracking several paramilitary outfits in Southern Iraq that are backed by the Revolutionary Guard. Coalition and Iraqi intelligence agencies track Iranian officers' visits to Iraq on inspection tours akin to those of their American counterparts. "We know they come, but often not until after they've left," says a British intelligence officer.

ON WATCH: A British soldier monitors the flow of goods at the Iraqi border with Iran. Insurgents are believed to be using weapons brought in from Iran

Shi'ite political parties do not dispute that the visits occur. And a steady flow of weapons continues to arrive from Iran through the porous southern border. "They use the legal checkpoints to move personnel, and the weapons travel through the marshes and areas to our north," says a British officer in Basra. Top diplomats and intelligence officials know that some Iranian officers are providing assistance to Shi'ite insurgents, but it's dwarfed by the amount of money and matériel flowing in from Iraq's Arab neighbors to Sunni insurgents.

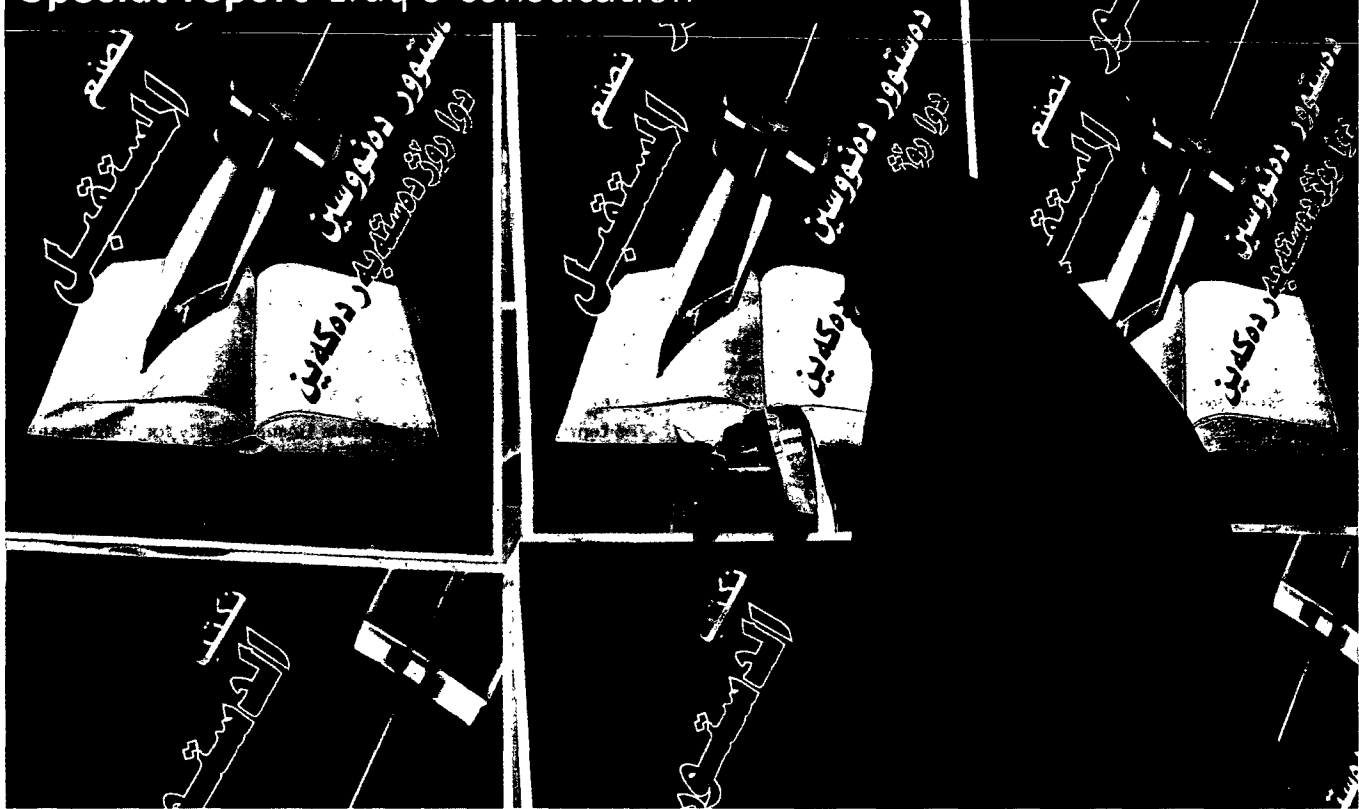
Western diplomats say that so far, the ayatullahs appear to be acting defensively rather than offensively. An encouraging sign is that even Shi'ite beneficiaries of Tehran exhibit strains of Iraqi and Arab nationalism, and many have strong familial and tribal ties with the Sunnis. "We are sons of Iraq. The circumstances that forced me to leave did not change my identity," says Badr leader al-Amri. He's proud of his cooperation with the Revolutionary Guard to battle Saddam

but says it extended only "to the limit of our interests." An informed Western observer thinks that while those groups maintain a "shared world view" with Tehran, much as Brits and Americans share each other's, they are now trying to balance their interests with those of their backers and are eager to wield power in Baghdad in their own right. "I think you'll never break a lifelong relationship," says the senior U.S. military officer, "but as time goes by, as they become politicians fighting local issues, they will change."

That may be true. But Iran shows every sign of upping the ante in Iraq, which may ultimately force the U.S. to search out new allies in Iraq—including some of the same elements it has been trying to subdue for almost 2½ years—who can counter the mullahs' encroachment. The Western diplomat acknowledges that Iran's seemingly manageable activities could still escalate into a bigger crisis. "We've dealt with governments allied to our enemies many times in the past," he says. "The rub, however, is, Could it affect [counterinsurgency efforts]? To that I say, 'It hasn't happened yet, but it could.'" The war in Iraq could get a whole lot messier if it does. ■

Special report Iraq's constitution

The Economist August 27th 2005



The peril of defeat and the danger of victory

BAGHDAD, CRAWFORD AND WASHINGTON, DC

The making of the new constitution is a critical moment not only for Iraq, but also for George Bush

THOUGH it would be absurd to declare the American intervention in Iraq a success, it is still too soon to write it off as a failure. Indeed, it remains possible to contemplate widely differing outcomes, ranging from bloody chaos to a mould-breaking if messy democracy. The current constitutional exercise will be one of the determinants of overall success or failure. If it works, Iraq may set a hopeful precedent for the entire Middle East, marking a signal step forward in George Bush's much-sneered-at campaign to spread democracy to the region. If it fails, the complete collapse of America's Iraqi experiment may ensue. And both sides know it.

As a measure of the importance of the moment, violence erupted in Baghdad and in other cities the day after the draft constitution had been produced. In the capital, police checkpoints were attacked by dozens of insurgents with rocket-propelled grenades, and at least 13 people were killed. As usual, the Iraqi security forces called on the Americans for extra help. After more than two years of the occupation, Iraq is not yet anywhere near being able to stand on its own two feet, ei-

ther militarily or politically. The Americans are increasingly anxious to leave, even if they know they can't.

The draft constitution that emerged on August 22nd, after two extensions of the deadline, was mostly written behind closed doors by the Shias and Kurds. These two groups—the Shias generally more pious, the Kurds more secular—seemed to reach a fair compromise on one major point, the role of religion in the state. Islam is declared to be the “official religion” and a “fundamental source of legislation”; no law should contradict “the tenets of Islam's jurisprudence”, and the constitutional court will contain experts on *sharia* law. However, the draft gives roughly equal weight to the “principles of democracy” and to human rights, and contains a broad list of political freedoms.

The principal sticking-point lies elsewhere. Iraq's third major ethnic-sectarian group and former rulers, the Sunni Arabs, were largely left out of the drafting. They raised a score of objections to the document, ranging from a clause that bans “racist” institutions, such as the one-time ruling Baath Party, to what they see as weak

language about the country's “Arab identity”. But they object most strongly to the emphasis on federalism.

According to the draft, different parts of the country are allowed to form regional governments, complete with their own security forces, similar to the system that obtains in the Kurdish north. The document drops a reference to Kurdish “self-determination”, which is seen as a right to secede, and requires extra oil revenues to go for a “limited period” to “the neglected regions which were deprived of it under the former regime”. Nonetheless, it sets up a framework for decentralisation virtually unprecedented in the Middle East.

Although they accept the Kurds' 14-year-old self-rule zone as a *fait accompli*, the Sunnis in parliament say that federalism elsewhere will splinter the country, leading to an Iranian-dominated enclave in the south and a canton ruled by their own extremists in the west. Cities such as Baghdad, with a potent mixture of all three groups, might well fracture bloodily.

The Shia block, and in particular its most powerful component, the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), refuses to compromise on regional federalism—even though Shias dominate the central government, and therefore had been supposed to favour centralisation. Their new federal agenda is pushed partly by their constituents in southern provinces such as Basra, who believe that central government starved them of revenues from their oil. Sharing the oil wealth, say the Shias, ensures that Saddam-style cen- ▶

► tralised tyranny will never reappear.

Some of their leaders characterise the Sunnis as old Baathist reprobates, unwilling to give up the Saddamite ideal of the all-powerful central state. But the Sunnis' objection to federalism runs deeper than that. Many view SCIRI's recent conversion to the federalist cause as evidence of Iranian influence. Tehran, so the theory goes, sees an opportunity to establish a foothold in a southern federal zone, and has used its financial support for SCIRI as leverage to get this into the constitution.

Many Sunnis also loathe SCIRI's Badr Forces militia, which fought alongside Iran in the 1980-88 war and is now heavily entrenched in Iraq's interior ministry. In Sunni households, chilling stories are told of the torture of Iraqi prisoners by Badr troops during the war. Sunnis also blame Badr death-squads for a wave of assassinations of their leaders, and accuse the militia of settling wartime grudges.

The power of the insurgency

A referendum to approve or reject the constitution is due to be held in October. If it is not amended, the Sunnis will strive to defeat it. To do so, they must win either a majority of votes overall or take a two-thirds majority in three out of the 18 provinces. They are thought to be a majority in four.

But even if large numbers of Sunnis wish to vote in the promised referendum, they may well not feel safe enough to do so. Many Sunnis were deterred by insurgents from voting in the January elections, and their areas are no more secure now. Of the four Iraqi provinces that see far more violence than any others, three, Anbar, Nineva and Salaheddin, have Sunni majorities. The fourth, Baghdad, may have a Sunni majority, as may two of the next-most-violent provinces, DIALA and Kirkuk.

In these areas, the insurgency has recently been oscillating in ferocity: falling, for example, in Mosul and western Nineva in recent weeks, where American and Kurdish protection has been increased, only to peak elsewhere. Even where violence dips, however, a few assassinations or the occasional bomb-blast may be enough to intimidate. In Mosul, for example, three pro-referendum campaigners were kidnapped, then murdered, outside a busy mosque this month.

The exception to this pattern is Anbar, an arid expanse bordering Syria and watered by the Euphrates river, where many towns are mainly in insurgent hands, despite periodic American assaults. In the last major onslaught, Operation Spear, in June, around 1,000 marines supported by American and British fighter-bombers attacked the towns of al-Qaem and Karabila, close to the Syrian border. But, following a now familiar pattern, most of these troops have since been withdrawn from the area and the insurgents have reasserted them-

selves.

In the nearby towns of Haditha, Heet and Ramadi, insurgents have been reported openly training, levying taxes and meting out brutal justice. The organisation of Abu Musab al-Zarqawi, a Jordanian affiliate of al-Qaeda, is thought to be active there, funnelling in car bombs and foreign fighters from Syria. With virtually the entire local population hostile to both America and the Shia-dominated government, he has many allies. In recent weeks, roughly one American marine has been killed in Anbar every day.

Wanting to deflect the blame for these failures, American officials have accused next-door Iran of supplying the insurgents



Not goodbye just yet

with sophisticated new bombs, bearing a "shaped-charge" capable of piercing modern armour. Iran has fuelled much mayhem in southern, mostly-Shia, Iraq. Yet the most active insurgents are currently Sunni, not Shia, and the vast majority of successful attacks on American armour are carried out with artillery shells and anti-tank mines, which litter Iraq in super-abundance. Fourteen marines and their interpreter were killed in Haditha early this month when their vehicle was blown off the ground by three anti-tank mines, stacked one on top of the other.

But it is true that the insurgents' tactics have grown more sophisticated. American officials have noted a decrease in the number of suicide attacks this month, from more than 200 in the previous three months. But as the rate of killing remains more or less constant, the insurgents have probably merely become more skilled at laying other kinds of bomb. The three car bombs that exploded outside a Baghdad bus station on August 17th, killing at least 43 people, are thought not to have been

triggered by human detonators. Although Syria, at America's urging, has tightened its border controls, it remains easy for would-be foreign bombers to enter Iraq, and they are still eager to come.

Likelier explanations of the decrease in suicide attacks are, simply, that the weather is now too hot, or that Islamist insurgents may be storing up an especially violent campaign for the referendum period, just as they did for the weeks in April after the founding of the government. However, some insurgent groups are said to have realised that the January boycott was a strategic error, and have distributed pamphlets urging their supporters to go to the polls. In Anbar, officials have reported a recent surge in voter registration.

In their opposition to the constitution, the Sunnis believe they have allies among the Shias. Outside the deep south, many Shias look at federalism as an American-Kurdish plot. Thanks to Saddam-era "Arabisation" policies that were aimed, in part, at pitting one community against another, many Sunni Arabs now have relatives in Kirkuk, which the Kurds say should be part of Kurdistan. Muqtada al-Sadr, a radical Shia leader, strongly opposes federalism: in Najaf this week, his men fought fellow Shias. A No campaign might also pick up votes in the north from Turkmen nationalists, and from others who are opposed to Kirkuk joining Kurdistan.

The constitutional referendum should be followed by new parliamentary elections in December. If the draft is voted down, it will probably do great damage to SCIRI and its main ally in government, the Islamist Dawa party. Ibrahim al-Jaafari, the prime minister, is from that party; he is widely perceived as a disappointing bumbler, unable to control ministries that were parcelled out to his coalition partners and are now run badly or corruptly. The defeat of the constitution would be seen as yet another example of this government failing to deliver what it promised.

On America's home front

A victory for the constitution, however, would also be no harbinger of stability. The Sunni Arabs will have made a concerted effort to push their agenda through the political system, and will have been defeated—a result which may play into the hands of those who reject democratic politics altogether. And this will be deeply disheartening news for the Americans.

The insurgents calculate that they can beat President George Bush on the home front. If they keep filling the television screens with scenes of gore, public support for the occupation will falter and Mr Bush will be forced to bring the troops home. Phases one and two of this strategy appear to be on track.

Most Americans now think the war was a mistake. A recent CBS poll found that ►►

► 59% thought it not worth the loss of American lives, while 55% disliked the way Mr Bush was handling it. Opinions differed by party—79% of Republicans thought the president was doing just fine. But this and other polls show a perception of failure that rises with the body count.

More than 1,800 American soldiers have died in Iraq. That may be fewer than perished taking one beach in Normandy in 1944, but it is also 13 times the number who had died when Mr Bush stood in front of a banner proclaiming "Mission accomplished" in May 2003. And American TV cameras have spent most of this month trained on the mother of one of the fallen.

Cindy Sheehan, whose son Casey was killed in Iraq in April 2004, has been camping outside Mr Bush's ranch in Crawford, Texas, demanding that the president meet her, apologise and pull out the troops. She left last week, but has since returned. Her camp-followers also remain, and Moveon.org, an anti-Bush group, claims that 1,627 supportive vigils were held across the country on August 17th.

Mrs Sheehan ought to be a huge asset to the anti-war movement. "But she could become a liability if people get to know her views," says Marshall Wittmann of the Progressive Policy Institute, a Clintonian think-tank. She found Mr Bush "sincere" when she met him last year, but now, on reflection, thinks the war was fought for oil, Israel and "to make [Mr Bush's] friends rich". She also rates America as "not worth dying for".

Instead of meeting her, Mr Bush is quoting a pro-war mother, Tammy Pruett of Pocatello, Idaho, whose husband and five sons have all served in Iraq, and who thinks the war "is right for our country". He is also making a series of televised speeches to friendly audiences. On August 22nd, before a veterans' convention in Utah, he acknowledged that operations in Iraq and Afghanistan had cost more than 2,000 American lives and that "each of these men and women left grieving families and loved ones back home." He said America owed it to them to "finish the task that they gave their lives for."

"Terrorists are trying to block the rise of democracy in Iraq," he said. Yet "Iraq's leaders are once again defying the terrorists and pessimists by completing work on a democratic constitution." "Spreading freedom is the work of generations," he told his elderly audience. "We defeated fascism; we defeated communism; and we will defeat the hateful ideology of the terrorists who attacked America."

The audience loved it; left-wing bloggers mocked it. But what of the wavering middle ground? Down in Texas, not far from Cindy Sheehan's camp, Pam Whaley and her husband John, who used to support the war, now sound uneasy. "I don't know why we're in Iraq any more," says

Pam. "If it had been my son in Iraq, I'd have wanted to know why." If Mr Bush cannot keep patriotic Texans on side, he is in trouble. He is also in bad straits if Republican senators from Nebraska start talking about "getting more and more bogged down" in Iraq, and muttering of Vietnam, as Chuck Hagel did on August 18th.

The Democrats, meanwhile, are unsure how to capitalise on the president's discomfort. They don't want to appear soft on terrorists or unsupportive of the troops, and they fear that too hasty a withdrawal would be a disaster for Iraq and for American prestige. But they are demanding a clearer timetable than Mr Bush's "As Iraqis stand up, Americans will stand down." Last week, Senator Russ Feingold became the first semi-serious presidential contender to call for a target date for pulling out. He suggested December 31st 2006.

Why the troops must stay

A noisy, but largely bogus, debate is going on about alleged plans to withdraw large numbers of troops from Iraq early next year. General John Abizaid, the senior commander in the Middle East, is said to have predicted a reduction of 30,000 troops then, as he would no doubt like. Such a plan may well be circulating; among many others, in Pentagon corridors. The reality may be otherwise.

Despite their steady improvement, the Iraq Security Force (ISF) has fewer than five battalions able to operate without heavy American support. Several dozen more are expected to become ready over the next year. Currently, every operational ISF battalion is mentored by a team of ten Americans and backed up by an American unit to keep it out of trouble. Formation of support elements—medics, engineers, and so on—is still rudimentary. And the police,

numbering 65,000, are not only at half their projected strength but also often barely trained and ineffective.

America has made it a priority to withdraw its 20,000 reservists and national guard from Iraq by early next year, but will probably have no more such ambitions for the time being. At the present moment, troop numbers in Iraq are going up: plans will probably be announced this week to increase them from 138,000 to 160,000, temporarily, to provide extra security for the hoped-for referendum.

The vital question, then, is whether Iraq's constitutional wranglings will lead to a measure of stability. This is not a ridiculous hope. If a broad three-way agreement were reached, a democratic momentum would be recaptured, with a chance, once more, of putting the insurgents on the back foot and eventually containing them. The Sunni Arab members of the committee are not stooges or quislings; their endorsement would encourage a much bigger turnout in the referendum and in the subsequent general election. All being well, that could lay a basis for one of the most democratic and decentralised political systems in the Arab world. It would be revolutionary; it is not unthinkable.

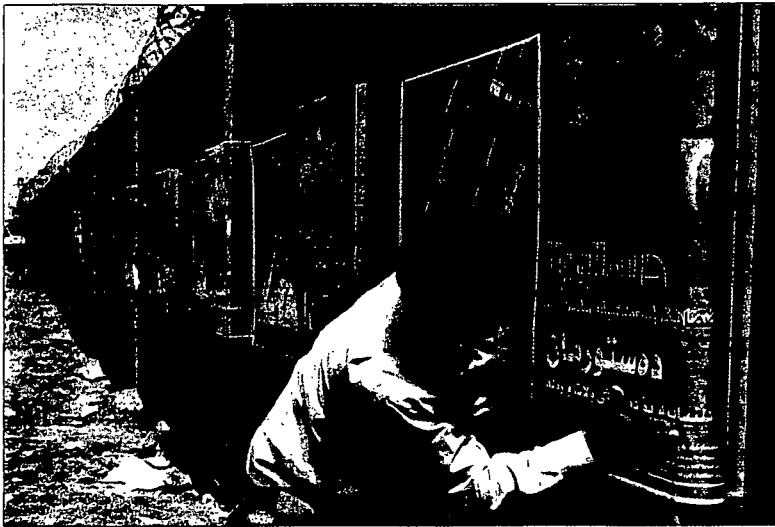
The chances of that happening are still no better than 50/50. After two generations of bloody tyranny, Iraqi political culture is not easily given to compromise. Trust between the communities is, sadly, ebbing. A break-up would be both bloody, and a terrible dereliction of American duty, whatever Americans' feelings about the rights and wrongs of the war. Most Iraqis still probably want their country to hold together. But that depends on framing a constitution that can appeal to the Sunni "losers", as well as to the Shias and Kurds who wrote this week's draft. ■



The less-than-happy campers of Crawford

la Croix
Mardi 23 août 2005

Trois visions de l'Irak pour une seule Constitution



Des affiches appellent à voter pour la Constitution, à Basra. Les négociations portent sur l'organisation de l'État, la place de la religion, la démocratie...

L'incertitude planait toujours hier soir sur le contenu de la future Constitution irakienne. Réunis depuis plusieurs semaines à Bagdad, les négociateurs des trois communautés (chiïtes, sunnites et Kurdes) multipliaient les déclarations contradictoires sur la possibilité d'entériner avant minuit un accord.

Dimanche, le porte-parole du gouvernement, Leïth Kubba, avait évoqué la possibilité d'un nouveau report de la présentation du texte devant le Parlement, après un sursis d'une semaine accordé le 15 août. La Loi fondamentale prévoyait initialement la dissolution du Parlement et l'organisation de nouvelles législatives en cas d'échec des tractations le 15. En cas d'accord, la Constitution serait soumise à référendum en octobre.

L'enjeu est de première importance puisqu'il s'agit de définir ce que sera l'Irak dans les prochaines décennies. Les négociations portent sur l'organisation de l'État, la place de la religion, la démocratie, le statut de la femme... Les négociateurs doivent concilier des positions fortement marquées par leur communauté d'origine: chiïte, sunnite, kurde... Voici quelles sont les visions de l'État qui s'imposent dans chacune d'entre elles.

Les Kurdes défendent le fédéralisme

Les Kurdes constituent environ 20 % de la population irakienne et représentent actuellement la deuxième force parlementaire du pays. Ils défendent l'idée d'un État irakien multiethnique et sont attachés à ce que leur langue soit officiellement reconnue.

Ils profitent du renversement de Saddam Hussein et de la nouvelle donne qui prévaut en Irak pour renforcer l'autonomie de la zone sous leur contrôle, dans le nord du pays. Ils ont élu leur propre Parlement au sein d'une «Républi-

que fédérale d'Irak». Pour eux, l'Irak, doit être fédéral. «*Le fédéralisme est le minimum absolu que le peuple du Kurdistan irakien acceptera*», écrivait hier dans le quotidien américain *The Washington Post* le représentant aux États-Unis du gouvernement régional des Kurdes irakiens, Qubad Talabani, qui est par ailleurs le fils du président irakien Jalal Talabani.

Pour garantir cette autonomie, ils entendent obtenir le rattachement à leur zone de la ville de Kirkouk, située au cœur d'une importante région d'extraction d'hydrocarbures. Mais cette question ne peut être directement tranchée dans la Constitution.

Les Kurdes sont par ailleurs attachés à la séparation de la religion et de l'État. Majoritairement musulmans, ils pratiquent leur religion sur un mode beaucoup plus souple que leurs coreligionnaires arabes.

Les chiïtes veulent imposer l'Islam

Les Arabes chiïtes représentent 60 % de la population. Avec l'Alliance unifiée irakienne, ils contrôlent le premier parti politique du pays. Cette formation défend l'arabité de l'Irak mais insiste surtout pour que l'Islam représente l'unique source de la législation. Ils revendiquent ainsi l'appellation de «République fédérale islamique d'Irak» pour définir l'État irakien. Certains sont toutefois prêts à un compromis retenant la formulation en vigueur dans la Loi fondamentale adoptée sous supervision américaine l'an dernier et qui mentionne l'Islam comme «une des sources» de loi.

Les dernières semaines ont laissé apparaître que les chiïtes n'étaient pas tous unis derrière l'Alliance unifiée irakienne, une formation qui bénéficie pourtant du patronage du principal chef religieux, l'ayatollah Ali Sistani. L'idée d'un Irak fédéral, que le leadership politique a

longtemps accepté dans le cadre de son alliance politique avec les Kurdes, divise la communauté. La semaine dernière, des milliers de partisans du chef radical chiïte Moqtada Sadr ont défilé après la prière du vendredi à Bagdad pour manifester

Les négociateurs doivent concilier des positions fortement marquées par leur communauté d'origine: chiïte, sunnite, kurde...

leur opposition à une «*division de l'Irak*» et à toute autonomie de la région chiïte située dans le sud de l'Irak. Samedi, plusieurs centaines d'Arabes sunnites et chiïtes, dont des partisans de Moqtada Sadr, ont manifesté à Kirkouk pour exprimer leur refus du fédéralisme et leur attachement à la ville de Kirkouk, «*symbole de l'Irak uni*», ainsi que l'ont clamé les manifestants.

Par ailleurs, les idées laïques sont aussi très présentes dans une large partie de la population chiïte. Des oppositions virulentes à tout gouvernement par les clercs s'y expriment, notamment sur Internet, mais sans que cela se traduise par des mouvements organisés puissants.

Les Arabes sunnites refusent la marginalisation

Les Arabes sunnites (18 % de la population) sont, eux, opposés depuis le début au fédéralisme. Au pouvoir sous le régime de Saddam Hussein, ils sont aujourd'hui marginalisés au Parlement, puisque leurs principaux représentants avaient refusé de participer aux élections de la Constituante, le 30 janvier dernier. Le groupe Ansar-Al-Sunna, lié au réseau terroriste Al-Qaïda, continue d'ailleurs de faire pression pour que les sunnites restent en marge du processus politique et cessent de s'inscrire sur les listes électorales. ●●●

●●● L'hostilité des sunnites à la création d'un État fédéral est liée à la question de la répartition des richesses pétrolières. Ils craignent que la création de régions autonomes au sein de l'Irak ne les coupe des ressources pétrolières du Sud chiïte et du Nord kurde. Ils disposent toutefois d'un fort moyen de pression: la Loi fondamentale aujourd'hui en vigueur prévoit que, lors du référendum qui doit entériner la Constitution, celle-ci sera rejetée si trois provinces votent contre à plus de deux tiers des voix. Or, les sunnites contrôlent trois régions.

Dimanche, les représentants sunnites au comité de rédaction de la Constitution ont publié un communiqué dans lequel ils se sont plaints d'avoir été tenus à l'écart dans les ultimes jours des négociations par les chiïtes et les Kurdes. Ils ont exhorté les États-Unis, les Nations unies et la communauté internationale à intervenir pour empêcher qu'un projet de Constitution soit finalement adopté sans faire l'objet d'un accord unanime, «*ce qui compliquerait encore la crise actuelle*».

Hier, une réunion de tous les groupes a débuté aux premières heures de la matinée pour arriver à un accord avant l'heure fatidique.

PIERRE PUCHOT

23 AOÛT 2005



Irak: chiïtes et kurdes s'entendent sans les sunnites

Les législateurs se donnent encore trois jours pour adopter la Constitution.

Après avoir dominé l'Irak pendant des décennies, les sunnites vont-ils être les oubliés de sa future Constitution? A l'issue de longues et laborieuses tractations, islamistes chiïtes et nationalistes kurdes se sont entendus hier sur un texte qui instaure un régime «républicain, parlementaire, démocratique et fédéral». Forts d'une très large majorité au Parlement, ils menaçaient dans la soirée de le soumettre pour approbation aux députés, au grand dam des sunnites, hostiles à toute formule fédérale. Quelques minutes avant l'échéance, un projet incomplet a finalement été présenté sans être mis au vote et les élus se sont donné trois jours supplémentaires pour l'achever. Le 15 août, à la date limite fixée pour le dépôt du projet devant

le Parlement, les législateurs s'étaient déjà accordés une semaine supplémentaire afin de surmonter leurs divergences sur la place de l'islam, le caractère fédéral ou non du futur Etat ou le partage des recettes pétrolières. Au terme du compromis conclu hier, les Kurdes renoncent à ce que le droit à l'autodétermination figure dans la charte. Sans céder sur la prééminence de l'islam, consacrée comme l'une des «principales sources de la législation», les chiïtes auraient accepté des garde-fous. Le texte prévoit qu'aucune loi ne pourra aller à l'encontre de la charia, mais pas davantage contre les droits de l'homme.

Les sunnites dénonçaient hier soir un coup de force et comptaient prendre leur revanche

lorsque la copie sera soumise à référendum, à la mi-octobre. George W. Bush s'est dit hier «plein d'espoir». Le respect du calendrier constitutionnel est pour lui en effet crucial. Les Américains sont de plus en plus hostiles à une occupation prolongée de l'Irak. Le Président passe un très mauvais été dans son ranch de Crawford (Texas), où il subit le siège de

Selon un sondage, 57 % des Américains jugent que le conflit a rendu le pays plus vulnérable au terrorisme, contre 39 % il y a deux mois.

Cindy Sheehan, mère d'un soldat tué, devenue une icône. Sous l'œil des télévisions, sa douleur et sa colère ont rendu le chiffre des soldats tués (1862 selon le dernier décompte) bien moins abstrait. Les sondages sont de plus en plus catastrophiques pour Bush. Se-

lon une récente enquête Gallup, 56 % des Américains estiment que la situation se dégrade pour les Etats-Unis en Irak. Surtout, un déclic semble avoir eu lieu, et les Américains ne croient plus que cette guerre permet d'affronter les terroristes en Irak plutôt que sur le sol américain. Selon CNN et USA Today, 57 % jugent que le conflit a plutôt rendu le pays plus vulnérable au terrorisme, contre 39 % il y a deux mois. Même le très à droite pamphlétaire de Fox News Bill O'Reilly juge que Bush a commis une «erreur majeure» en ne remplaçant pas son secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, «épuisé». Pour redresser la barre, Bush entamait hier devant des vétérans une série de discours dans lesquels il compte raviver le souvenir du 11 septembre, sa carte maîtresse. ◀

Ch. B. et P.R. (à Washington)

Iraq's draft constitution is still badly flawed

The draft constitution given to Iraq's national assembly on Monday night does little to advance the prospects for a unified and peaceful Iraq. Nor does it reflect well on the Bush administration, which let its politically motivated obsession with an arbitrary deadline trump its responsibility to promote inclusiveness, the rights of women and the rule of law.

The assembly's leadership sensibly decided to give itself a few more days to try to modify some of the badly flawed draft's more contentious provisions on federalism. Unfortunately that appeared to leave little room for the substantial changes needed in other divisive provisions, like the enshrinement of Islamic law and the threats to women's family and property rights.

The draft got to the Parliament

ahead of this latest deadline, a week later than Washington wanted, only by sidelining — until almost the last moment — the Sunni Arabs who had so painstakingly been added to the constitution drafting group earlier this year. Since the Bush administration has promoted the constitution as a way to drain support from Sunni insurgents, this exclusionary move was reckless and indefensible.

The Sunnis overwhelmingly favor a strong central government. With them out of the negotiations, the theocratically inclined Shiites and the separatist-minded Kurds found it easy to cut a deal that favored their narrow interests at national expense. The draft reportedly would allow the Kurds to reinforce their autonomy under a weak federal government. The religious Shiites pushed to enshrine Islam in the constitution

and the legal system, all the way up through the Supreme Court.

Months ago, Washington was assuring skeptics that the secular Kurds would rein in the Shiite religious parties, while the majority Shiites would limit Kurdish separatism. But instead of being counterweights, these two groups seem mainly to have reinforced each other. Washington, desperate to produce any draft, encouraged their complicity.

Clinching a deal became easier when the most fundamentalist and most pro-Iranian of the Shiite parties, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, decided that it, too, favored regional autonomy for the oil-rich Shiite southern provinces around Basra. Fortunately, the constitution is said to provide that oil revenues from already discovered fields be distributed nationwide according to population, rather than directly to the new regional governments. To do otherwise would leave the oil-poor Sunni provinces virtually penniless. Still, the prospect of carving up Iraq into loosely linked federal units

INTERNATIONAL
Herald Tribune August 22, 2005

is likely to intensify Sunni disenchantment with the new constitution and government, a prospect that can only encourage the insurgency.

Approval by a simple majority of the Parliament will be only a first step. The draft constitution will then be subject to a national referendum in October. Excluding the Sunnis from that decision won't be so easy. If at least two-thirds of the voters in three

of the four Sunni-majority provinces reject the draft, it will not go into effect. Opposition in other provinces is also possible. Shiites in the central provinces near Baghdad, which also lack oil, are wary of federalism. Large numbers of women may turn out in defense of their threatened rights. Secular Iraqis from all regions could choke on the provisions reportedly declaring Iraq an Islamic state and prohibiting any legislation that conflicts with the fixed principles of Islam.

Americans continue dying in Iraq,

but their mission creeps steadily downward. The nonexistent weapons of mass destruction dropped out of the picture long ago. Now Washington seems ready to walk away from its fine words about helping the Iraqis create a beacon of freedom, harmony and democracy for the Middle East. All that remains to see is whether the White House has become so desperate for an excuse to declare victory that it will settle for an Iranian-style Shiite theocracy.

Iraq faces Sunni rage over draft Parliament could pass new constitution as is

From news reports

BAGHDAD: The head of the committee drafting Iraq's constitution said Tuesday that three days are not enough to win over the Sunni Arabs, and the document they rejected may ultimately have to be approved by Parliament as is and submitted to the people in a referendum.

Iraqi leaders completed a draft Monday night and submitted it to Parliament, but with only minutes to go before a midnight deadline, they delayed a vote to give them time to persuade Sunni Arab negotiators to accept it.

The U.S. ambassador, Zalmay Khalilzad, described the proposed constitution as "a synthesis between Islamic tradition throughout this country with the universal principles of democracy and human rights."

He said it "sets a new path for the future that others could also follow," and that it "behooves" Iraq's other communities — Shiites and Kurds — to "reach out" to the Sunnis in the interest of national unity.

"This is not the time to achieve all that one can at the expense of others," Khalilzad said Tuesday. Speaking about the Sunnis, he said, "They should not have the attitude that either they get their way or they not participate."

At a news conference Tuesday, the chairman of the drafting committee, Humam Hamoudi, acknowledged that three days would probably not be enough to win over Sunnis, who objected to wording on federalism, Saddam Hussein's Baath Party, the description of Iraq as an Islamic — but not Arab — country, and other parts of the document.

But the government ruled out any

major changes to the draft constitution. "The draft that was submitted is approximately the draft that will be implemented," said the government's spokesman, Laith Kubba.

Asked how to break the impasse, Hamoudi said "the Iraqi people will rule" and suggested that Parliament could debate the issues and make a decision. Shiites and Kurds, who accepted the agreement, dominate the assembly.

Approving the draft and submitting it to voters in an Oct. 15 referendum risks a backlash among Sunnis, who are at the forefront of the insurgency. Luring them away from violence and into the political process was a major U.S. goal for the constitution. But Hamoudi noted that unlike the Shiite and Kurd negotiators, the Sunnis were not elected Parliament members but were appointed to the committee. Sunni Arabs won only 17 of the 275 seats in Parliament because so many Sunnis boycotted the Jan. 30 election.

"Those who are representing the brother Sunni Arabs are not elected," Hamoudi said. "Therefore, who can say that they really represent the people on the street." He added: "The Sunnis have to express their opinion."

Prime Minister Ibrahim al-Jaafari, a Shiite, appeared to make an overture to the minority. "Some of the political groups have some reservations and we will study them and try to reach a solution in the next three days," he said Tuesday at a news conference in Baghdad.

The wrangling over the constitution came as violence persisted in Iraq.

A U.S. marine was killed Monday when a roadside bomb exploded near his vehicle near Falluja, the military said.

A U.S. soldier, an American contractor and five Iraqis were killed Tuesday when a suicide bomber detonated an explosive device in the Diyala Provincial Joint Coordination Center in Baquba, 55 kilometers, or 35 miles, northeast of Baghdad. The explosion also killed four Iraqi employees of the center and a police officer. Nine U.S. soldiers were wounded, along with one U.S. civilian contractor, six Iraqi civilians and four police officers.

The last-minute scrambling by the constitutional committee Monday night came one week after the original Aug. 15 deadline.

The Sunni leaders emerged from the negotiations Monday appearing angry and frustrated, making it clear that they disagreed on several fundamental issues. Some of them said they would refuse to even take part in any more negotiations.

"I don't trust the Shiites anymore," Saleh Mutlak, one of the Sunni leaders. "Frankly, I don't trust the Americans."

Shortly after he said that, Mutlak turned and bumped into Hamoudi, a the drafting committee chairman. "Congratulations," Hamoudi said to Mutlak, his teeth clenched.

"No, no," said Mutlak, unsmiling. "Congratulations to you."

"No," Hamoudi said. "You."

The Sunni leaders said they favored giving the negotiations more time, perhaps several weeks, or, failing that, a dissolution of the government and fresh elections. Such a prospect seemed unlikely, because of the boycott of the January elections and because they hold virtually no seats in the assembly. For that reason, they cannot legally block the passage of the charter.

Politically, though, their agreement is considered crucial by many Iraqi leaders and the Bush administration, since the Sunni community forms the backbone of the guerrilla insurgency.

Mutlak and other Sunnis seemed to be trying to leverage that desire as much as they could. Asked what would happen if the constitution were approved without their support, Mutlak hinted darkly at the future. "If this constitution passes, the streets will rise up," he said.

(AP, NYT, Reuters)

INTERNATIONAL
Herald Tribune
August 24, 2005

Les Kurdes rêvent d'indépendance malgré leurs propres divisions

ERBIL, SOULEIMANIYÉ (Kurdistan)

de notre envoyée spéciale

Une sanction marquant l'entrée « en Irak », au sortir de la Turquie, annonce : « Bienvenue au Kurdistan d'Irak ». Mais à part les mots « République d'Irak » accolés à ceux de « Région du Kurdistan », sur le tampon que des fonctionnaires kurdes appliquent sur les passeports, rien ne signale au voyageur qu'il est entré au pays qui plonge depuis deux ans dans le chaos. Aucun drapeau irakien ne flotte ici, seulement des drapeaux kurdes. Et seules des inscriptions en kurde s'affichent dans des villes en plein « boom » économique, qui semblent, comparées à celles d'Irak, des oasis de calme, sinon encore de prospérité.

Le président Massoud Barzani, élu par un Parlement régional à la tête de la région autonome du nord de l'Irak, affirme « le droit des Kurdes d'Irak à l'autodétermination », qu'ils exerceront, précise-t-il, « si l'occasion s'en présente ». C'est du moins la promesse qu'il fait à la population. Celle-ci a volontiers participé aux manifestations organisées ici

durant les négociations pour l'adoption d'une Constitution à Bagdad, afin de réclamer l'indépendance.

« Nous allons boycotter le référendum sur la Constitution si elle ne reconnaît pas notre droit à l'autodétermination », assure Halkout Abdallah, un des organisateurs des manifestations. Ils se présentent comme « non gouvernementaux », mais les autorités leur ouvrent largement avenues centrales, stades et écrans de télévision. Ils affirment avoir déjà recueilli près de 2 millions de signatures (pour

4 millions d'habitants...) en faveur de l'indépendance du Kurdistan lors d'une consultation menée, début 2005, en marge des élections législatives irakiennes.

La plupart des habitants interrogés confirment ce rêve d'indépendance. Mais certains y mettent un bémol, comme ce groupe de « jeunes en colère » : « Tout ça, c'est du cinéma, ce sont encore les Américains qui vont décider de notre avenir, car nos dirigeants sont les mêmes que sous Saddam, corrompus et incapables de s'entendre. » Ils évoquent ainsi ce que chacun, ici, appelle « la guerre fraternelle », ou

« suicidaire » – celle qui a opposé dans les années 1990 les partisans de Massoud Barzani et son Parti démocratique du Kurdistan (PDK) à Jalal Talahani et son Union patriotique du Kurdistan (PUK).

DEUX AÉROPORTS

Ce dernier, devenu président de l'Irak, ne réside plus guère dans son fief de Souleimaniyé, dans le sud frontalier de l'Irak. Massoud Barzani n'en joue que plus la carte autonomiste, à partir de la « capitale » Erbil, dans le nord frontalier de la Turquie. Tous deux assurent vouloir achever l'unification de la région, dotée d'un Parlement et, théoriquement, de forces armées communes, les Peshmergas.

« Mais ce n'est qu'une fiction », avoue sans hésiter un responsable du PUK. Les deux partis et leurs troupes restent maîtres dans leurs zones respectives, avec leurs propres ministres et des bureaux de représentation chez les voisins. Leur rivalité se fait sentir partout : Erbil et Souleimaniyé ont ouvert chacune leur propre « aéroport international », elles ont chacune une agence de développement

pour les investisseurs et des réseaux de téléphone cellulaire incompatibles entre eux.

« Nous avons pris du retard dans l'unification car nous avons dû nous concentrer sur les questions déterminantes pour notre avenir, Kirkouk et la Constitution », assure Sefin Dizayee, un dirigeant du PDK. En ajoutant qu'il est légitime de chercher à traduire les rêves en réalité, mais que le principal reste d'« éviter qu'ils ne deviennent des cauchemars ».

Sophie Shihab

Le Monde

24 AOÛT 2005

La question kurde agite l'armée en Turquie

Le Premier ministre veut résoudre le problème kurde, au grand dam des militaires.

Avant l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Union européenne, prévues pour le 3 octobre, la question kurde est au cœur d'une partie de bras de fer entre le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, issu du mouvement islamiste, et les militaires. « L'objectif des forces armées turques est d'amener l'organisation militaire séparatiste à se soumettre à la loi », a martelé hier le chef d'état-major, le général Hilmi Ozkok, rappelant à nouveau le refus de l'armée de toute concession aux rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui a annoncé le 20 août « une trêve unilatérale » d'un mois pour tester la bonne volonté du gouvernement. Considérée comme une organisation terroriste par Ankara comme par l'Union européen-

ne et les Etats-Unis, le PKK avait relancé, depuis juin 2004, les actions armées suspendues cinq ans plus tôt après l'arrestation de leur leader Abdullah Öcalan. Le PKK exige une amnistie pour ses combattants et une libération de son chef charismatique, condamné à la prison à vie. Entre 1984 et 1999, la « sale guerre » avec les rebelles indépendantistes a fait près de 37 000 morts et 3 millions de déplacés.

Engagement européen. Alors que Bruxelles exige une accélération dans la mise en œuvre des réformes, le Premier ministre turc a en effet décidé de se saisir du problème kurde pour démontrer la réalité de son engagement européen. Grand vainqueur des législatives en novembre 2002, Erdogan était jusque-là resté très prudent sur la question kurde,

qu'il définissait comme « un faux problème », bien que les Kurdes représentent quelque 15 millions des 70 millions de citoyens turcs. Mais à la mi-août, lors d'une visite à Diyarbakir, la capitale du Sud-Est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes, Erdogan a changé radicalement son discours. Promettant des réformes et des aides économiques, il a insisté sur le fait qu'il n'y aurait pas de retour en arrière et que le problème kurde devait se résoudre « avec plus de démocratie ». C'était un défi ouvert à l'armée, qui réclame plus de moyens et un nouveau durcissement législatif pour affronter « les terroristes ».

Le tournant avait été préparé par des réunions avec des intellectuels et des représentants de la société civile. Le Mouvement démocratique social, créé par les quatre ex-

députés kurdes, dont Leyla Zana, libérés l'an dernier après dix ans d'emprisonnement pour leur soutien au PKK, a ainsi aussitôt salué « les propos courageux » du Premier ministre et appelé le PKK à un cessez-le-feu « de durée indéterminée », car « il est impossible de discuter du problème kurde sans la création d'un climat épuré de la violence ».

Nationalisme croissant. Cette ouverture pour l'ébauche d'une solution politique paraît néanmoins bien fragile, d'autant que le gouvernement doit aussi faire face à un nationalisme croissant de l'opinion et à l'opposition déterminée de la gauche, qui dénonce les risques à terme pour l'unité de la République, créée sur le modèle jacobin par Mustafa Kemal après la Première Guerre mondiale. ◀

MARC SEMO

26 AOÛT 2005



26 AOÛT 2005

libération



REUTERS

Des partisans du leader chiite Moqtada al-Sadr gardent son quartier général à Diwaniya, à 180 km au sud de Bagdad.

Démonstration de force de Moqtada al-Sadr en Irak

Huit morts dans les affrontements entre deux milices chiites rivales.

A la faveur de la crise constitutionnelle, l'imam radical chiite Moqtada al-Sadr effectue un retour en force sur la scène irakienne. Mercredi, des affrontements violents ont opposé ses combattants en guenilles, baptisés «armée du Mehdi», à la milice chiite rivale, les brigades Al-Badr, à Najaf. Des incidents ont éclaté dans plusieurs autres villes du sud de l'Irak, ainsi qu'à Sadr City, le quartier chiite de Bagdad. Après cette démonstration de force qui a fait 8 morts, le jeune imam a demandé solennellement hier matin aux «croyants de préserver le sang des musulmans et de rester chez eux». Un appel au calme aussitôt suivi d'effet. Moqtada al-Sadr en a profité pour réitérer son rejet d'un processus politique conduit «sous occupation étrangère».

Une façon de prendre date, à un mois d'un probable référendum sur la Constitution, et de peaufiner son image nationale. **Pressions.** Il y a tout juste un an, sa tentative de prise de contrôle de Najaf, la ville sainte du chiïsme, et, par-delà, de la principale communauté du pays, avait échoué. Après un mois de combats intenses, ses partisans avaient dû évacuer le mausolée d'Ali, le sanctuaire qu'ils occupaient, sous la double pression de l'armée américaine et du grand ayatollah Ali Sistani, la plus haute autorité religieuse chiite d'Irak. Plutôt discret ces derniers mois, Moqtada al-Sadr profite du débat sur la Constitution pour refaire surface. Comme les sunnites, il dénonce son système fédéral. «Non, non à la division! Oui à l'unité», cla-

maient ses partisans la semaine dernière dans la capitale. Le texte, qui prévoit une très large décentralisation, bénéficie du soutien à la fois des Kurdes et des deux grands partis chiites, le Dawa et l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii). Il a été finalisé hier et doit être soumis au référendum à la mi-octobre. Plusieurs dirigeants sunnites prédisent «une guerre civile» au cas où il serait approuvé. D'autres contestent même la légalité d'une Constitution achevée après le délai prescrit. **Sécurité.** Moqtada al-Sadr, qui recrute parmi les déshérités, exploite le mécontentement

croissant de la population à l'égard d'un gouvernement incapable de rétablir les services de base, comme l'eau ou l'électricité, et surtout de garantir la sécurité. Hier encore, les cadavres de 36 hommes, exécutés chacun d'une balle dans la tête, ont été découverts au sud de Bagdad. Six étaient menottés et les autres avaient les mains liées. Selon le ministère de l'Intérieur, «la mort remonte à environ cinq jours». La veille, la guérilla sunnite avait en plein jour défié les forces de l'ordre irakiennes et les marines à Bagdad. Bilan: 15 morts. Les Américains, qui comptaient sur ce processus politique pour accélérer le retrait de leurs troupes, doivent réviser leurs plans. Dans la perspective du scrutin, le Pentagone vient d'annoncer l'envoi en Irak de 1500 soldats d'élite supplémentaires. ◀

Ch.B. (avec AFP, Reuters)

BA'ATHIST MOVEMENT

Saddam's political party makes Iraq comeback

By Neil MacDonald in Muqaddiya, Iraq

Saddam Hussein's political party is staging a comeback, and US military commanders are debating how far to accommodate it in Iraq's coming constitutional referendum.

While less tied than before to the ousted dictator, the Ba'athist movement has become an important channel for Sunni Arab political expression, say US officers, helping to promote voting in the October 15 referendum.

But the New Ba'ath party, as military planners now call it, still flits between engagement in the US-backed political process and organising and financing insurgent attacks.

In Diyala, an ethnically mixed province north-east of Baghdad, unashamed Ba'athists have stepped out of the shadows since national elections in January. "It's an organisation that has been developing in the last six months, if not

longer," said Colonel Steven Salazar, commander of the US brigade covering Diyala.

"They've held big party functions where they talk about their political future. But in the background, there are always small groups dedicated to violence," he said. In the same period, the Ba'ath has claimed responsi-

Ba'ath and new. Today's Ba'athists, whether they like it or not, are tied in with Sunni militants, often from other Arab countries.

In the old days, the Arab Ba'ath Socialist party (ABSP) officially stood above Sunni-Shia differences: its platform of "unity, freedom and socialism" was meant to

new Iraq, and the New Ba'ath party is not likely to be legalised either, Col Salazar said. "If there's going to be a Ba'ath party, it's going to have to be a very different kind of party," he said.

However, "no one is excluded" from Iraq's political process, "except perhaps terrorists who are in jail".

Lower level US officers, who deal directly with local Ba'athist suspects, said the party would need to be legalised, "in some form or other" to bring about peace.

In fact, the draft constitution worked out on August 21 by Shia and Kurdish leaders explicitly prohibits the revival of "the Saddamist Ba'ath party", as a group built on "racism, terror, hatred and religious chauvinism." Whether this also includes the New Ba'ath party may be open to debate. But the prospect of permanent de-Ba'athification is certainly one of the main reasons Sunni Arab negotiators have refused to endorse the draft.

Ba'athists recently claimed responsibility for assassinating a Shia provincial council member in a suicide car bomb attack

responsibility for guerrilla attacks on US and government targets, usually through the same kind of internet postings used by Sunni religious extremists, US officers said.

Ba'athists recently claimed responsibility for assassinating a Shia provincial council member, an attack carried out with a suicide car bomb. The nature of the attack highlights the difference between the old

empower all Arabs.

Although Mr Hussein's regime mostly placed Sunni in positions of power, many Sunni like to say that the Shia formed the majority of ABSP membership.

New Ba'ath adherents, in contrast, are mainly Sunni, reflecting suspicions among the minority group about US-imposed democracy, some US officers admitted.

The ABSP is banned in the

This constitution reflects Iraqi realities

David Brooks

WASHINGTON
President George W. Bush doesn't lack for critics when it comes to his Iraq policies, but the smartest and most devastating of these is Peter Galbraith, a former U.S. ambassador to Croatia.

On Wednesday, after a morning reading gloomy press accounts of the proposed Iraqi constitution, I thought it might be interesting to hear what Galbraith himself had to say. I finally tracked him down by telephone in Baghdad (at God knows what hour there) and found that far from lambasting Bush, Galbraith was more complimentary about what the administration has just achieved than anybody else I spoke to all day.

"The Bush administration finally did something right in brokering this constitution," Galbraith said, adding: "This is the only possible deal that can bring stability. I do believe it might save the country."

Galbraith's argument is that the constitution reflects the reality of the nation it is meant to serve. There is, he says, no meaningful Iraqi identity. In the north, you've got a pro-Western Kurdish population. In the south, you've got a Shiite majority that wants a "pale version of an Iranian state." And in the center

you've got a Sunni population that is nervous about being trapped in a system in which it would be overrun.

In the last election each group expressed its authentic identity, the Kurds by voting for autonomy-minded leaders, the Shiites for clerical parties and the Sunnis by not voting.

This constitution gives each group what it wants. It will create a very loose federation in which only things like fiscal and foreign policy are controlled in the center

(even tax policy is decentralized). Oil revenues are supposed to be distributed on a per capita basis, and no group will feel inordinately oppressed by the others.

The Kurds and Shiites understand what a good deal this is. The Sunni leaders selected to attend the convention are howling because they are former Baathists who dream of a return to centralized power. But ordinary Sunnis, Galbraith says, will come to realize this deal protects them, too.

Galbraith says he is frustrated with all the American critics who argue that the constitution divides Iraq. The country is already divided, he says, and drawing a constitution that artificially binds three divergent societies together would create only friction, violence

and civil war. "It's not a problem if a country breaks up, only if it breaks up violently," Galbraith says. "Iraq wasn't created by God. It was created by Winston Churchill."

One of my other calls on Wednesday went to another smart Iraq analyst, Reuel Marc Gerecht, formerly of the CIA and now at the American Enterprise Institute. Gerecht's conclusions are often miles apart from Galbraith's, but both of them begin their analysis by taking a hard look at the reality of Iraqi society. Neither tries to imagine what sort of constitution might be pretty to American eyes or might be good in some abstract sense. They try to envision which system comports with reality.

Gerecht is also upbeat about this constitution. It's crazy, he says, to think that you could have an Iraqi constitution in which clerical authorities are not assigned a significant role. Voters supported clerical parties because they are, right now, the natural leaders of society and serve important social functions.

But this doesn't mean we have to start screaming about a 13th-century theocratic state. Understanding the clerics, Gerecht has argued, means understanding two things. First, the Shiite clerical establishment

has made a substantial intellectual leap. It now firmly believes in one person one vote, and rejects the Iranian model. On the other hand, these folks don't think like Americans.

What's important, Gerecht says, is the democratic process: setting up a system in which the secular and clerical groups will have to bargain with one another, campaign and deal with the real-world consequences of their ideas. This is what's going to moderate them and lead to progress. This constitution does that. Shutting them out would lead to war.

The constitution also exposes the canard that America is some imperial power trying to impose its values on the world. There are many parts of this constitution any American would love. There are other parts that are strange to Americans.

But when you get Galbraith and Gerecht in the same mood, you know something important has happened. The United States has orchestrated a document that is organically Iraqi.

It's their country, after all.

Sunnis condemn final Iraqi charter

By Dexter Filkins

BAGHDAD: Iraqi political leaders formally presented the nation's draft constitution to the National Assembly on Sunday and said it would be submitted to voters on Oct. 15. Sunni Arab political leaders have condemned the document and made last-ditch efforts to revise it, even as Shiite and Kurdish leaders insisted that it would be published without substantial changes.

President Jalal Talabani said he hoped the Iraqi people would accept the constitution when it was put to the vote. "This is the first constitution in our history in which all of the Iraqi people have taken part," said Talabani, who is Kurdish. "I know there are gaps in the constitution, but only God is complete. The Koran is the only book that cannot be changed. The constitution can be amended."

President George W. Bush said Sunday that Iraq should be proud of the draft. "Not only will it help make America more secure but it will affect the broader Middle East," he said from his ranch in Crawford, Texas. He said that Sunnis have the right to disagree. "Of course there is disagreement," he said. "We are watching a political process unfold." But he also warned that more difficulties lie ahead as the political process moves forward, with insurgents continuing to strike.

After the draft was read to the National Assembly, the deputy speaker, Husain al-Shahristani, told the assembled lawmakers to go out and educate the Iraqi people about the document.

But a group of 15 Sunnis Arabs who were part of the drafting committee met the U.S. ambassador, Zalmay Khalilzad, and other Iraqi officials and

said later that they still rejected the document. Only four Sunni Arabs out of about 40 or 50 leaders attended the ceremony, and one of them said he still rejected the draft.

Hachem al-Hassani, the assembly speaker and one of the Sunnis who supports it, predicted there would be difficulty persuading Sunnis to back the constitution in October.

"It's not going to be an easy task," he said. "They didn't get much of what they wanted. It's going to be very difficult." He also criticized the Shiite political leadership: "I think this constitution has too much religion in it. They took away a lot of the rights of women."

Shiite and Kurdish leaders drafting the constitution abandoned negotiations with Sunni representatives on Friday, deciding to take the charter directly to the people. They said they had run out of patience with Sunni negotiators, who include several former members of Saddam Hussein's Baath Party.

Under the constitution, Islam will be the official state religion and a main source of law. Some of the provisions have raised concerns, especially among Iraqi women and secular leaders, who fear that the charter is laying the groundwork for a full-blown Islamic state.

But the main issue on which the negotiations foundered was federalism.

The Shiites, who form a majority in Iraq, want to bring nine Shiite-majority provinces together into one autonomous federation, mimicking the Kurdish autonomous region in northern Iraq. The Shiite region, if formed, would contain almost half of Iraq's population and its richest oil reserves.

The Sunnis, who benefited the most under Saddam and who have formed part of the ruling class here for hundreds

of years, are fearful that a Shiite autonomous region would render the central government irrelevant and become a pawn of Iran, a Shiite theocracy.

The Americans said Saturday that they had given up trying to broker an agreement after days of frustrating efforts to negotiate on behalf of the Sunnis. "We are not going to continue to be the messenger," said a senior U.S. official in Baghdad who declined to be identified.

The latest draft includes only slightly revised language on two critical issues that have infuriated many Sunnis — the proposals to create autonomous regions and the status of the Baath Party.

If this last chance for consensus is missed, Sunni leaders say, the document that was meant to unify Iraq could instead provoke more sectarian violence.

A Sunni member of the constitutional drafting committee, Mahmoud al-Mashadani, said Saturday that he favored approving the document. But he added that he feared he could become a target of more militant Sunnis if he were to speak out about it, particularly if the Muslim Scholars Association, an influential Sunni group, were to denounce the charter. "Who is going to protect me when I'm walking in the streets after that?" he said.

If the draft is voted down in October, the transitional law requires that new elections be held. That would throw all the current political calculations into disarray and deliver a serious embarrassment to U.S. efforts to help build a working democracy.

Meanwhile, the Iraqi president's spokesman said Saturday that Talabani will visit Bush at the White House next month in his first official trip to the United States. No date was announced.

The New York Times

August 29, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

TURQUIE Le président français lance un nouvel avertissement concernant la reconnaissance de Chypre

Jacques Chirac durcit le ton vis-à-vis d'Ankara

Thierry Oberlé

La France est prête à engager un bras de fer avec la Turquie pour obtenir la reconnaissance de Chypre par Ankara en préalable à l'ouverture des négociations d'adhésion. Hier, Jacques Chirac a franchi un nouveau pas dans cette voie en abordant ouvertement la question avec le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso. Le président français a fait savoir qu'il allait placer l'attitude de la Turquie au centre des discussions lors de la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères des Vingt-Cinq, prévue les 1^{er} et 2 septembre. Il reproche au gouvernement turc de ne pas se comporter en bon candidat à l'Union. « Ce n'est pas dans

l'esprit qu'on attend », a commenté Jacques Chirac, qui a demandé à Ankara « des garanties et des clarifications sur la pleine application de l'union douanière, y compris à Chypre ».

Le gouvernement turc, qui ne reconnaît pas la partie non turque de Chypre, a signé le 29 juillet un protocole élargissant ses accords douaniers aux dix nouveaux États membres de l'UE, dont la République de Chypre. La ratification était indispensable à l'ouverture des négociations d'adhésion, le 3 octobre. Mais la Turquie s'est empressée de souligner que cette signature ne pouvait être interprétée comme une reconnaissance de facto du gouvernement chypriote grec de Nicosie.

Paris avait lancé un premier avertissement au début du mois, lorsque Dominique de

Villepin puis Jacques Chirac ont, l'un après l'autre, conditionné l'ouverture des négociations d'adhésion à la date prévue à un revirement turc. « Il ne me paraît pas concevable qu'un processus quelconque de négociations puisse s'ouvrir

fera valoir lors des prochains rendez-vous ». Il avait ajouté que, si la Turquie ne respecte pas toutes les conditions, « il sera urgent d'attendre qu'elle marque une vraie volonté de rentrer dans ce processus ». Et Jacques Chirac de confirmer qu'il « n'est pas possible d'ouvrir des négociations avec un pays qui ne reconnaît pas l'un des membres de l'Union ».

« Il n'est pas possible d'ouvrir des négociations avec un pays qui ne reconnaît pas l'un des membres de l'Union »

avec un pays qui ne reconnaît pas chacun des membres de l'Union européenne, c'est-à-dire les Vingt-Cinq », avait prévenu le premier ministre français. Et d'en faire une affaire de « principe » que « la France

disposé à se soumettre aux exigences françaises. Recep Tayyip Erdogan accuse même Jacques Chirac de l'avoir trahi. Le premier ministre turc affirme que le chef d'État français lui avait assuré, lors d'un

entretien téléphonique au lendemain du sommet européen du 17 décembre, que la signature du protocole ne constituait pas une reconnaissance de la République de Chypre. Mais l'échec du référendum français sur la Constitution a visiblement modifié la donne. Jacques Chirac prend désormais en compte les réticences de l'opinion publique devant la candidature d'un pays à la forte population à majorité musulmane. Il va maintenant devoir convaincre ses partenaires du bien-fondé de sa requête.

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision CNN Türk, Ali Babacan, le ministre turc chargé des négociations d'adhésion avec l'Union européenne, a, pour sa part, estimé hier que les positions françaises étaient uniquement motivées par des « considérations de politique intérieure ».

LE FIGARO

SAMEDI 27 - DIMANCHE 28 AOÛT 2005

Craignant pour sa vie, l'écrivain Mehmet Uzun a décidé de quitter le pays

Les intellectuels kurdes dans la ligne de mire du PKK

Diyarbakir : Marie Michèle Martinet

Tandis que les tensions deviennent perceptibles, en Turquie, entre les partisans de la manière forte prônée par l'armée contre le PKK et les adeptes du dialogue dont le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, s'est fait le héraut, les intellec-

tuels engagés dans le débat paraissent particulièrement exposés. Avant de se rendre à Diyarbakir, le 12 août, le chef du gouvernement avait tenu à consulter un certain nombre d'entre eux. Au retour de son voyage, après avoir affirmé que seule la démocratie pourrait venir à bout de la violence dans le Sud-Est du pays, il avait reçu l'approbation d'une cinquantaine de célébrités littéraires et

artistiques kurdes, favorables à cette initiative politique en faveur de la démocratie.

Ce genre de prise de position n'est pas sans risques. Selon l'ancien député kurde Sedat Yurdas, il est dangereux de se dissocier clairement du courant politique majoritaire kurde. Il considère que la mort de son ami Hikmet Fidan, éliminé en juin par le PKK pour avoir refusé de se joindre au nouveau mouvement récemment par Leyla Zana, est un « assassinat politique ».

Craignant pour sa vie, l'écrivain kurde Mehmet Uzun vient d'annoncer qu'il quittait le pays. « Dans un pays comme la Turquie, où se produisent continuellement des meurtres politiques, on ne place jamais dans la ligne de mire le nom d'un auteur connu sans raison sérieuse », a-t-il expliqué, faisant référence à un article publié par l'hebdomadaire turc Aksiyon. Selon cet article, Mehmet Uzun figurerait en tête d'une

liste de 250 intellectuels à abattre, établie par les séparatistes du PKK.

Tout en émettant de sérieuses réserves quant à la neutralité du magazine Aksiyon, qu'il qualifie de « revue islamiste, nationaliste et entretenant des liens avec les forces de sécurité », l'écrivain a cependant jugé préférable de se rendre avec sa famille en Suède où il a déjà vécu vingt-huit ans d'exil politique. Il a souvent critiqué l'attitude d'Ankara vis-à-vis de la minorité kurde de Turquie, tout en condamnant franchement les violences perpétrées par le PKK.

Après avoir échappé de justesse à une tentative d'assassinat en 1994, Yavuz Binbay a lui aussi connu l'exil. Il avait finalement renoncé à son statut de réfugié en Suisse pour revenir à Diyarbakir, où il a rejoint l'Association turque des droits de l'homme (IHD) dont il avait longtemps été le vice-président. Mais aujourd'hui, Yavuz Binbay s'est retiré de l'IHD.

Comme vient aussi de le faire l'écrivain Adalet Agaoglu, en critiquant l'ambiguïté de ses positions vis-à-vis du PKK. « Je crois que les ONG devraient se garder de tout engagement partisan », affirme Yavuz Binbay. « Malheureusement, j'observe qu'elles sont souvent manipulées. J'ai moi-même subi certaines manipulations et j'ai dû défendre ma neutralité. Et lorsqu'on me demande ce que je pense de la rupture du cessez-le-feu décidée l'an dernier par le PKK ou de la trêve annoncée récemment, je réponds invariablement : rien. Là n'est pas mon combat. »



« Dans un pays comme la Turquie, où se produisent continuellement des meurtres politiques, on ne place jamais dans la ligne de mire le nom d'un auteur connu sans raison sérieuse », a expliqué l'écrivain kurde Mehmet Uzun. (Photo AFP.)

America's disastrous 'military option'

CANBERRA
Iran and the United States are now on a collision course. Despite warnings from America and Europe, who fear that Iran is developing nuclear weapons, Iran has resumed enriching uranium, with its new hard-line president, Mahmoud Ahmedinejad, insisting it has a right to do so under the Nuclear Nonproliferation Treaty for peaceful purposes.

President George W. Bush has reacted by declaring all options open, including military action, which has drawn a stiff rebuke not only from Tehran, but also from Chancellor Gerhard Schröder of Germany, one of America's allies. Israel is also reported to have plans for targeting Iran's nuclear facilities. But the use of force against Iran could prove to be very costly for all sides. Iran has the capacity to respond in several nonmilitary and military ways in the event of a confrontation.

Iran could block the highly strategic Strait of Hormuz, through which the bulk of oil from the Gulf countries is exported to the outside world. Iran has a considerable military and naval power deployed to the north, with a preparedness to carry out commando actions to mine or sink a number of ships to block the strait.

The best way for the United States to keep the strait open would be to land troops on the Iranian side, which would mean a ground war — something that the Iranians would welcome, but America would want to avoid, especially in the light of its bitter experiences in Iraq.

Tehran can also flex its oil muscle. A substantial reduction or a complete halt in Iran's oil output about four million barrels a day would push up oil prices dramatically, with devastating economic and political consequences for the United States and its allies. Such a development would also be extremely harmful to Iran itself, but several Iranian policy makers have indicated in private that when it comes to the survival of the Islamic regime, no means will be spared.

Further, Tehran is capable of making life a lot more difficult for American forces and its allies in Iraq. Iran has so far acted with much restraint in Iraq, in the belief that the U.S. push for democracy will ultimately deliver political power to Iran's Shiite allies there. But in the event of an American or Israeli attack on Iran, all the gloves would come off.

Tehran could be expected not only to encourage its Iraqi allies to fight U.S. forces, but also to send thousands of commandos and suicide bombers to support them. It could also count on the support of many Shiite activist groups within its regional Islamic networks to target Americans and Israelis and their interests throughout the region. Given Iran's extensive cross-border ties with Afghanistan, it could even stir up trouble to undermine that country's fragile stability.

Tehran also has the capacity to take retaliatory military actions. It has a formidable military machine, equipped with both medium- and long-range

Shihab missiles capable of carrying heavy payloads to hit American and Israeli targets as far as 2,000 kilometers away. While unable to match American firepower, Iranian forces could make up for this to some extent by their Islamist and nationalist fanaticism.

Given the costs of a confrontation, it is essential that Iran and its three European negotiating partners, Britain, France and Germany, work out a mutually acceptable agreement. Yet for this agreement to materialize, the parties involved may need to go beyond the nuclear issue to address the conditions that have led the Iranians to live in constant fear of the United States and Israel, and the latter two to become increasingly suspicious of Iran's nuclear intentions.

A viable resolution of the nuclear row depends very much on how the parties can come to terms with each other politically. If Washington recognized Tehran's Islamic regime, stopped constantly threatening Iran, and agreed to controls on weapons of mass destruction across the region — including Israel's — it would make considerable progress in dealing with the nuclear issue. But Washington has never wished Israel to become subject to the same constraints as the Arabs and Iranians.

Amin Saikal is a professor of political science at the Australian National University in Canberra, where he directs the Center for Arab and Islamic Studies.

The use of force against Iran could prove to be very costly for all sides.

Iran II ■ By Ray Takeyh

It's not Israel that's driving Tehran to nukes

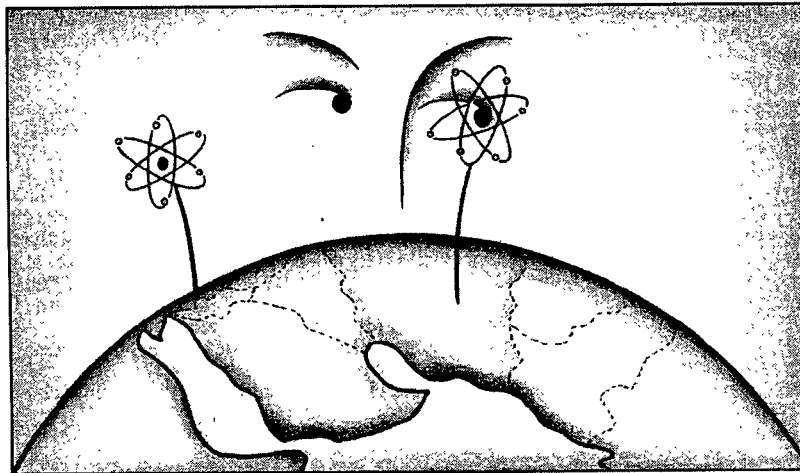
WASHINGTON
It is by now a Washington ritual, with delegations of visiting Israeli officials armed with intelligence analyses and satellite imagery insisting to their American counterparts that Iran's nuclear program represents an existential threat to their beleaguered state.

The persistence of such claims has essentially transformed Israeli assertions into a self-evident verity, a proposition that requires no further reproach. The only problem with this assessment is that it's not true. However objectionable Israel may be to Iran's clerical oligarchs, it does not motivate their nuclear weapons program.

As part of a project that surveyed Iran's discourse on nuclear weapons, including official pronouncements, sermons, speeches and media commentaries, I was stuck by how seldom Israel actually features into these deliberations.

To be sure, for a generation of Iranian clerics, Israel remains an illegitimate state, usurping sacred Islamic lands and serving as an instrument of American imperial encroachment of the Middle East. Such an ideological animus has led Iran to sustain a range of deadly terrorist organizations and Palestinian rejectionist forces plotting against the Jewish state. But Iran's clerical regime does not seem inordinately concerned about Israel's nuclear monopoly, nor does it feel itself necessarily threaten by Israel's formidable armed forces.

Despite Iran's inflammatory conduct, the reality remains that during the past quarter of century it has sought to regulate its low-intensity conflict with Israel and has assiduously avoided direct military confrontation with Jerusalem. This is a conflict largely waged by proxies, as Iran exhibits its ideological disdain for Israel by assisting militant groups. Such a strategy allows Iran to brandish its Islamic creden-



Andrea Arroyo

tials without necessarily exposing itself to inordinate danger — and does not call for the provision of nuclear arms.

Israel, for its part, has so far been satisfied with containing this conflict within its well-delineated red lines, as continued Iranian provocations have not entailed Israeli military reprisals. Successive Israeli governments have sought to influence Iran's calculus by pushing for an international consensus behind a policy of economic pressure and political isolation of the theocratic regime.

Israel's coercive diplomacy may not have dissuaded European and Asian states from purchasing Iranian oil, but it has succeeded in depriving Iran of the need for a deterrent "strategic weapon." Because the two states have no territory in dispute, and because Israel has not brandished its nuclear arms to threaten the Islamic Republic, Tehran has the luxury of viewing Israel as an ideological affront rather than a military challenge.

If Israel's nuclear arsenal features in the Iranian debate, it is mainly in the context of international and

American hypocrisy in perennially criticizing Iran's nuclear efforts yet maintaining a curious silence on Israel's atomic bombs. Iranian leaders can seek to deflect attention from their own well-documented nuclear infractions by pointing to Israel and India, states that have developed nuclear weapons outside the parameters of the nonproliferation treaty.

If Israel is not the reason, however, why does Iran seek the atomic option? The reality remains that since the Sept. 11 attacks, the Bush administration's incendiary rhetoric — denouncing Iran as an "outpost of tyranny" that is part of an "axis of evil" — and the encirclement of Iran with U.S. military power has presented Iran's rulers with a pronounced and imminent threat.

While the United States today may seem like a be-fuddled superpower entangled in a bloody Iraqi quagmire without an evident exit strategy, for Tehran it is still a state whose antagonistic attitude cannot be neglected and whose power cannot be ignored. Many within the clerical regime are looking toward the bomb as the ultimate guarantee of American reticence.

All this would change should Israel undertake a military strike against Iran's suspected nuclear installations. In essence, such an action would finally move the Iranian-Israeli confrontation beyond its existing limits, transforming Israel into a palpable threat whose deterrence requires the acquisition of the bomb. The Sharon government would be wise to dispense with its much-advertised military option, as such an attack would only imperil the security of Israel and the international community.

Ray Takeyh, a senior fellow at the Council on Foreign Relations in Washington, is completing a book on turning points in Iran's foreign policy.

New Iraqi Constitution Is Signed

Kurds, Shiites Sign Pact, But Sunnis Vow to Reject Weak Central Government

By FARNAZ FASSIHI

Iraq's new constitution was signed yesterday by a committee composed of Kurds and Shiite Muslim Arabs, bypassing Sunni Muslim Arabs' objections to provisions that allow for the establishment of regional autonomous zones with few ties to the central government.

After two months of wrangling, intense pressure from the U.S. and a few last-minute amendments, the constitution's drafters ultimately failed to come up with a unified vision for ruling the new Iraq. The Sunnis—who make up about 20% of the population—rejected the draft and called it “the end as far as marginalized groups are concerned,” and vowed to vote against it in a national referendum scheduled for Oct. 15. If two-thirds of voters of any three provinces veto the charter, a new parliament would have to be elected to write another constitution.

Given the daily violence and widespread lack of security that have plagued the nation since the 2003 U.S.-led invasion, Iraqi and American officials had hoped that pushing the political process forward would help pacify the insurgency and dissuade Sunnis from either joining or supporting it.

U.S. President George W. Bush predicted Iraqis will work together despite the failure to complete a charter that has the backing of all the country's ethnic and political groups. “Of course there is disagreement,” he told reporters. “We are watching a political process unfold.”

But the proposed constitution has left many Iraqis disgruntled about their country's future. Sunnis oppose the document's provision for a loose federal system with a weak central government. The mostly Sunni Kurds and many secular Arabs—both Shiites and Sunnis—are concerned about its heavy religious tone and revival of Shariah, the Islamic legal code that restricts the rights of women.

Many observers in Iraq and the U.S. have begun questioning just what kind of nation is emerging in the wake of Saddam Hussein's ouster, and whether

the Bush administration will pay a political price if the war and its aftermath result in a state inimical to American ideals and interests. Concern centers on whether the constitution will pave the way for democracy and offer a workable solution for Iraqis to coexist peacefully, or enshrine religious strictures and ethnic separatism that could plunge the country into civil war.

The Kurds and Shiites, who for decades faced discrimination and repression at the hands of Sunni Arab rulers in Baghdad, are adamant about establishing a system that will give them as much autonomy as possible from the central government. The proposed constitution would create a loose federal structure modeled after the currently semiautonomous Kurdish north. Provinces could join to form regional governments allowed to establish their own courts and local security forces, define the role of Islam in local law, and have some say in the distribution of oil wealth and trade. The central government's powers would be limited largely to foreign policy and fiscal issues.

Supporters of this system argue that Iraq is simply too diverse and too di-

vided along sectarian and ethnic lines to thrive under one set of rules. Many also point out that in practice, the country already is being run as three separate states and that since its creation by colonial fiat, Sunni dictators have imposed their values and customs on the Kurds and Shiites, a tradition these communities are bent on reversing.

“We don't believe a strong central government can satisfy the needs of the entire country,” said Hussain al-Shahrastani, a Shiite who is deputy speaker of Iraq's national assembly, interviewed by telephone in Baghdad. “The federal system will help all of us live according to our wishes and traditions. If one side wants to be Islamic, let them be. If the others want to be secular and independent, let them be.”

Iraqi Kurds already enjoy such an arrangement and secure it with their own militia, and have refused to allow the national army, with its mix of Shiite and Sunni Arabs, to move up north. The Shiite south, home to rich oil fields and Iraq's only coastal access, could use its own Iranian-funded and -trained militias, the Badr Brigade and Mahdi Army, to defend its territory. The south has close ties to neighboring

Iran, and critics warn that a federal Shiite region will only increase Iran's scope and influence in Iraq.

The Sunni enclave sandwiched between them, landlocked and deprived of oil resources, risks falling into the hands of jihadi terrorists from the greater Arab world who already are trickling across the borders from Syria, Jordan and Saudi Arabia. These countries have largely Sunni populations sympathetic to the Iraqi insurgency and weary of growing Shiite influence in the Middle East.

Analysts say a federal system works best when countries are divided into relatively large numbers of states that aren't ethnically or religiously homogeneous—conditions that would be absent in an Iraq whose three states each would be dominated by one of the country's largest sectarian groups.

“The constitution is accentuating our differences,” says Ghassan Al-Attayah, a secular Shiite political analyst who runs a center for researching and promoting democracy in Iraq. “For the foreseeable future, there is no Iraq as one state. It's only Iraq by name.”

—Yochi J. Dreazen
contributed to this article.

THE WALL STREET JOURNAL.

AUGUST 29, 2005

Les Arabes sunnites nostalgiques de l'ancien régime de Saddam Hussein se réveillent

Les anciens baasistes de retour à Bagdad

LE FIGARO LUNDI 29 AOÛT 2005

Bagdad : Delphine Minoui

Des années Saddam, il a même gardé l'uniforme : un deux-pièces « safari » de couleur olive, qu'il porte fièrement quand il reçoit ses invités étrangers dans sa villa du quartier Mansour. « Je voterai non au référendum sur la Constitution », martèle Isam Kadhem al-Rawi, ancien membre du parti Baas, en sirotant son thé à la menthe. « Notre pays doit garder son unité et son identité arabe. Il a besoin d'un président fort ! »

A l'heure où chaque composante de la mosaïque irakienne revendique sa couleur ethnique, culturelle et religieuse, ce professeur de géologie de confession sunnite dresse le drapeau du nationalisme irakien. A la chute du régime, il a préféré rester discret. Plusieurs de ses proches ont fui l'Irak. D'autres ont été assassinés. En janvier dernier, lui et ses amis ont boycotté les élec-

tions, « pour s'opposer à l'occupation du pays par les troupes américaines et l'arrivée au pouvoir d'exilés irakiens ». Mais, après de longs mois de silence, Isam et de nombreux arabes sunnites nostalgiques de l'ancien régime se réveillent. « La rue va exploser », menaçait ce week-end Salah Mutlak, membre du Conseil de dialogue national sunnite et farouche opposant au fédéralisme, qui « divisera l'Irak ».

La ville de Baqouba, à soixante kilomètres au nord-est de Bagdad, en a offert un avant-goût en fin de semaine dernière. Vendredi, jour chômé, des milliers de manifestants ont arpenté les rues de cette cité du triangle sunnite, à coups de slogans à la gloire du président déchu, actuellement prisonnier des forces américaines. « Bush, Bush, écoute bien ! Nous aimons tous Saddam Hussein », ont-ils scandé à tue-tête en arborant des portraits de l'ancien raïs. « Non à une Constitution qui dé-



Des milliers de manifestants ont arpenté vendredi dernier les rues de Baqouba, cité du triangle sunnite, à coups de slogans à la gloire du président déchu. (Photo Al-Majidawi/Reuters.)

mantèle l'Irak », affichaient leurs banderoles.

Leur crainte : perdre à jamais les acquis du passé. Pendant des années, le parti Baas a trouvé ses appuis parmi les membres de la communauté sunnite. Minoritaires en nombre – ils représentent 20 % de la population – ils avaient l'habitude d'occuper la majorité des postes gouvernementaux. Aujourd'hui, ils ont du mal à accepter le fait d'être dirigés par un président kurde et un premier ministre chiïte, dont ils disent se méfier. « Les Kurdes n'ont qu'une idée en tête : l'indépendance et la conquête des villes du Nord, Kirkouk et Mossoul », clame Isam Kadhem al-Rawi. « Quant aux membres du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) – un des principaux partis chiïtes qui siègent au sein du Parlement – ce sont tous des agents à la solde de la république islamique d'Iran », ajoute-t-il.

Ses réserves à l'égard de la nouvelle loi fondamentale sont

nombreuses. Pour lui, « les Irakiens devraient être fiers de leur identité arabe, au lieu de la rejeter ». Et de citer en exemple le premier chapitre qui stipule que « l'Irak fait partie du monde musulman », mais dont seul le « peuple arabe fait partie de la nation arabe ». Victimes de la politique d'arabisation de Saddam Hussein, torturés et déportés en masse, les membres de la minorité kurde sont les principaux instigateurs de cette formule qui, disent-ils, évitera de reproduire les crimes du passé. « Un scandale ! », s'émeut Isam Kadhem al-Rawi, en refusant de comprendre les blessures du passé. Il aurait préféré, également, une Constitution qui interdit la double nationalité et refuse l'idée d'exclure les anciens membres du parti Baas des postes à responsabilité.

Dans les rues de la capitale, les nombreux posters diffusés par le comité de rédaction de la Constitution cherchent à rassurer ses opposants. « Notre pays, notre

nation, notre Constitution », affiche l'un d'entre eux. Un peu plus loin, on peut lire en couleurs : « La Constitution unit les Irakiens et garantit leurs droits » ou encore : « Notre constitution est notre tente. » Des milliers de copies du texte constitutionnel devraient également être distribuées, dans les jours à venir, à travers les foyers irakiens. Mais, dans certains quartiers à dominante sunnite, les habitants ont déjà fait leur choix. « Je m'oppose à une Constitution rédigée par les chiïtes et les Kurdes », enrage Omar al-Rachid, 32 ans, originaire de Adhamia, où se trouve la maison de son père, un ancien général. « Il n'y a que Saddam qui peut défendre nos droits », dit-il. « Imaginez : le Nord aux Kurdes, le Sud aux chiïtes et le Centre aux Sunnites ! C'est la division de l'Irak... La résistance ne va pas rester muette ! », prévient Isam Kadhem al-Rawi. Pour lui, « la guerre civile est déclarée ».

IRAK Le texte, signé hier par son comité de rédaction et salué par Washington et Londres, sera soumis à référendum le 15 octobre prochain

Les Irakiens ont enfin une Constitution

Pierre Prier

« La Constitution est désormais prête et sera soumise au peuple irakien, qui est connu pour son intelligence et qui se prononcera dessus », a annoncé hier le président irakien Jalal Talabani. Le texte, signé le matin par son comité de rédaction, a été présenté au Parlement dans l'après-midi. Jalal Talabani a voulu donner à son annonce une certaine solennité, organisant une cérémonie à Bagdad où était conviée la presse.

A en croire le président, l'Irak serait sorti des risques de guerre civile et d'éclatement, grâce à un texte qui satisferait les trois grands groupes, les chiïtes, les sunnites et les Kurdes.

Mais, à y regarder de plus près, rien ne semble définitivement réglé.

Les points les plus épineux ont été refusés par les sunnites, qui se préparent déjà pour le deuxième round, le référendum du 15 octobre, qu'ils comptent bien utiliser pour dire non au texte. Les chiïtes, quant à eux, se réservent carrément le droit de modifier encore le texte d'ici à la date du référendum, comme l'a déclaré hier l'un des principaux membres chiïtes du co-

mité de rédaction, Ali al-Dabagh.

L'avènement de la Constitution s'est en fait déroulé sans grand respect des règlements, aucun des délais ni des cadres fixés par la Constitution provisoire n'ayant été observés. Le principal souci du gouvernement, du comité et des différentes factions paraît être de gagner du temps et de répondre aux pressions américaines, Washington souhaitant à tout prix une issue favorable pour commencer ses manœuvres de désengagement militaire.

Le Parlement n'a d'ailleurs pas estimé utile de voter la mouture qui lui a été présentée. Un député membre du comité de rédaction de la Constitution, Cheik Jalaleddine al-Saghir, a expliqué que le texte était trop voisin de la version précédente, présentée le 22 août.

On pourrait se demander pourquoi les députés avaient alors éprouvé le besoin d'améliorer le document. En réalité, les mêmes problèmes paraissent subsister, en dépit de quatorze modifications de détail. La Constitution présentée hier parle, comme la première version, d'un Irak « républicain, fédéral, démocratique et pluraliste ». La région kurde est semble-t-il reconnue d'office, tandis que la création

d'autres régions (en pratique, celle d'une région chiïte) est repoussée à six mois, après un vote du Parlement.

Le fédéralisme est rejeté par les sunnites, qui craignent de voir les chiïtes et les Kurdes s'appropriier le pétrole, même si la Constitution le déclare « propriété du peuple irakien ». Sur le plan religieux, la Constitution considère l'islam comme « une source principale » de la loi, légère concession aux sunnites et aux Kurdes, qui ne voulaient pas de la première proposition, qui en faisaient « la principale source ». La liberté religieuse est néanmoins reconnue.

L'article 7 change et ne mentionne plus le bannissement du « parti Baas » mais celui du « Baas de Saddam Hussein », encore une concession aux sunnites, qui formaient le cœur du parti-Etat. En réduisant l'opprobre à la période où le parti avait été kidnappé par Saddam, la Constitution pourrait donner aux sunnites le moyen de revenir dans le jeu politique.

La version finale maintient que l'Irak appartient au monde islamique et que seulement ses « Arabes font partie de la nation arabe », contrairement aux demandes des sunnites qui voulaient que l'Irak soit clairement consi-

déré comme faisant partie des mondes arabe et islamique.

Dans son allocution d'ouverture, le président du Parlement, Cheik Hammoudi, a affirmé que le texte « consacre clairement les libertés conformément aux conventions internationales comme l'égalité, les droits de la femme et les droits culturels, politiques et sociaux ». Il a cependant trouvé « naturel qu'il y ait différents points de vue sur la Constitution », ajoutant que « plusieurs questions ont été renvoyées à la prochaine assemblée ».

Les 15 négociateurs sunnites ont ajouté leur part au flou ambiant en refusant de

donner leur accord sur « plusieurs éléments de la Constitution » qui menacent, selon eux, « l'unité » de l'Irak.

« Cela ne nous empêchera pas de participer au processus politique et d'agir pour un Irak uni, à commencer par sa prochaine étape, les élections », déclarent-ils dans un communiqué, en référence au référendum du 15 octobre sur la Constitution et aux législatives du 15 décembre. L'ambassadeur américain à Bagdad, qui affiche moins d'enthousiasme que George W. Bush, a admis hier qu'un rejet du texte par les sunnites le 15 octobre créerait « un problème ».

The fragments of Iraq

Hopes that Iraq's Parliament might find the wisdom and patriotism to improve significantly on the badly flawed constitutional draft it was handed have pretty much evaporated. Provisions that could strip away the legal rights of Iraqi women have been left unchanged. The chances of this language being interpreted benignly by a future legislature dominated by Shiite religious parties or a future Supreme Court packed with senior clerics is less than nil.

Days of discussions with Sunni representatives who had been shut out of the drafting process went predictably nowhere when the Sunnis declined to sign on to divisive designs for federalism and vindictive rules for former Baathist supporters.

A loose federal structure with a weakened central government has an obvious appeal for the Kurdish northeast, which wants as much independence as it can get. It also attracts support from Shiites in the southeast, home to Iraq's most productive oil

deposits and its main trading ports. But too much federalism would be little short of a disaster for the Sunni Arabs in the western provinces, which are landlocked and oil-poor. Their fear is that despite language apportioning the oil revenue by population, the Shiites and Kurds will manage to maximize their shares.

A fractured Iraq could dangerously destabilize the broader region. Turkish hostility is guaranteed for any Kurdish statelet, which Ankara worries might set an attractive example for Turkey's restive and oppressed Kurdish minority. Iran would find it irresistible to manipulate a semiautonomous Shiite region,

dominated by Iranian-financed parties and Iranian-armed militias, and spiritually guided by an Iranian-born ayatollah.

If Iraq starts to fragment along these lines, no one should be surprised to see the orphaned Sunni west looking for whatever allies it can find in Baathist Syria, in the Islamist opposition circles of Saudi Arabia and among Jordan's Palestinian majority. The threat of civil war is obvious.

Sunnis are also rightly wary of constitutional provisions broadly banning former Baathists from political life and forbidding the creation of any new party representing Baathist ideology. Prosecuting the criminal mass murderers and torturers of Saddam Hussein's regime is absolutely necessary, but banning Baathism in

any form could easily turn into a pretext for denying secular Sunni nationalists any effective political voice. The process of creating this constitution was supposed to help draw Sunni Arabs away from the insurgency and toward peaceful political competition, but the provisions drawn up on federalism and Baathism will help undermine any such possibility.

As the draft constitution heads toward an October referendum, it is important to recognize that most Iraqis are not exclusively defined by the narrow religious and ethnic categories — Shiite, Sunni Arab and Kurd — that dominate the constitutional debate. Although a majority of Iraqis are Shiites, a majority of those Shiites are either female or secular and should therefore not be counted as automatic supporters of state-enforced Shariah law.

There are also important differences among the Sunni Arabs, which is one reason it has been so hard to find representative negotiators on their behalf. Banning Baathist political activity will not make this any easier, and it could work to the advantage of radical Islamic political parties and insurgents.

The United States has played its secondary part clumsily and sometimes even destructively by encouraging the temporary sidelining of Sunni negotiators and by seeming to put arbitrary deadlines ahead of the family and property rights of Iraqi women. But only Iraqis can produce a document that will give them a constitutional democracy rather than a civil war. The real message from last week's deliberations is that they have seemed unwilling, or perhaps unable, to do so.

Despite Iraq rancor, Bush praises charter

The U.S. case: It's not as bad as it looks

By Steven R. Weisman

WASHINGTON: As Iraq's draft constitution was presented to its National Assembly and honored at a brief ceremony largely boycotted by Sunnis, President George W. Bush praised the charter as a milestone in the transition to democracy and the battle against insurgents.

But in the disarray in Baghdad that was becoming evident, with Sunnis and some Shiites vowing to defeat the constitution and others predicting an upsurge in anti-government violence, statements by the president and others in his administration had the air of making a case that the situation was not as bad as it looked.

Bush, at his ranch in Texas, praised the constitution as a milestone in Iraqi history, congratulating Iraqi leaders for "completing the next step in their transition from dictatorship to democracy." Bush emphasized what he described as the charter's protections for individual rights, and he tried to allay concerns about opposition from Sunni leaders.

But the reality is that by overriding the objections to the constitution on the part of Sunni negotiators and some Shiites, Iraq's predominantly Shiite and Kurdish leaders have set the stage for a protracted period of political conflict.

Several administration officials acknowledged deep regret and frustration that all their efforts had failed to produce a document that could not only establish human rights but also bring a huge disaffected element into the political process, as the Americans had hoped.

"We're disappointed that we don't

have a document that has a complete consensus," said a weary senior State Department official, speaking anonymously because he did not want to criticize the Iraqis. "We think it's a good document in terms of basic rights and philosophy. How to proceed now is an issue for Iraqis to decide."

Lowering their sights, administration officials said that their task now was to keep the political process alive, even if the constitution is rejected in October, and thereby keep the disaffected Sunnis from helping to stoke more violence.

"It's a legitimate position for some Iraqis to decide that they don't like this document," said the State Department official. "That is still within the democratic process. I don't buy the idea that thousands of people will flock to the colors of the insurgency because their just demands in a constitution were turned down."

It was not long ago that the administration was loath to be seen as interfering in Iraqi internal politics. Yet in a last-minute effort to bring about a compromise, Bush telephoned Abdul Aziz Hakim, leader of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, to press him to be more accommodating to Sunni interests. The effort failed.

The timing of the constitution setback was especially tough for Bush, after a summer in which continuing American casualties and deaths have sent American approval ratings of his handling of the war skidding to new lows.

The setback also raises questions about whether the administration will be able to draw down troops in Iraq by next year, as the Pentagon has said it

planned to do.

In addition, Congress will return soon with heightened criticism of the administration's war strategy among Republicans as well as Democrats. Less obvious, the White House is facing growing concerns among Arabs about Iraqi turmoil and what they perceive to be Iran's influence on the Shiite parties in Iraq.

In the past few weeks, the Bush administration shed its previously studied detachment from Iraqi internal politics, encouraging the U.S. ambassador, Zalmay Khalilzad, to shuttle among parties to broker a deal. His failure could lead to second-guessing.

Some experts said that the Sunnis brought into the process were too weak to make a deal with the Shiite and Kurdish leadership, or perhaps too intimidated after several prominent Sunnis were killed.

"With a few exceptions, these guys were not major, major players," said Noah Feldman, a law professor at New York University who served as an earlier constitutional adviser to the American occupation. "They've tried to use brinkmanship and now their bluff has been called. By enforcing its deadlines, the administration has shown that they were willing to cut the Sunnis off."

Other analysts said the Bush administration miscalculated the strength of the Shiite demand for a nine-province superstate in the south with autonomous powers. The focus of American policy makers had been to persuade the Kurds not to demand an autonomous region in the north. The Americans were caught short when Shiites dropped their opposition to autonomy for the Kurds and instead joined them in asking for a decentralized Iraq.

In recent days, U.S. officials say, Khalilzad succeeded in addressing some Sunni concerns, especially by getting Shiite constitution-writers to back away from giving their clergy full control over family law and other personal matters. But his failure could pave the way for more trouble because Sunni

hopes were raised and then dashed. "Khalilzad tried very hard, especially in the last 48 hours, but he did not succeed," said a diplomat who had been in touch with various Iraqis this week. "Now that there is no deal, the situation can worsen very quickly." If the charter is defeated, the law calls

for another national assembly to be elected in December, and for that body to write yet another draft. A new assembly, some analysts say, might be less beholden to the two main Shiite parties. The important thing, administration officials keep saying, was that Iraqis, even those who object to the charter,

not walk away from the process of trying to write one eventually under democratic traditions. If that process can continue, they said, there is a good chance at easing anger in Sunni areas. The New York Times

Bush invokes World War II in pressing role in Iraq

By Brian Knowlton

WASHINGTON: President George W. Bush on Tuesday marked the 60th anniversary of the end of World War II in Asia by paying earnest tribute to those who fought on the Allied side to defeat the Japanese Empire.

He did so, in comments to white-uniformed sailors at a naval air station in San Diego, using terms that could, almost without exception, have applied to the administration's arguments for the Iraq war. He also praised a few World War II veterans on hand for "a lasting peace that has been your greatest legacy."

Bush used the occasion, at the end of a monthlong Texas vacation overshadowed by antiwar protests outside his ranch, to express again his determination to prevail in the Iraq war. He also offered an implied criticism of those who want U.S. troops to come home.

"Do we return to the pre-Sept. 11 mindset of isolation and retreat?" he asked the sailors, as he spoke before the backdrop of San Diego Bay, "or do we continue to take the fight to the enemy

and support our allies in the broader Middle East?"

"I've made my decision," Bush said forcefully. "We will stay on the offensive, we will stay with the people of Iraq, and we will prevail."

His remarks about World War II drew repeated parallels — spoken or implicit — between the dark days Americans faced after the surprise attacks on Pearl Harbor in 1941 and on New York and Washington in 2001.

"Once again war came to our shores with a surprise attack that killed thousands in cold blood," he said. "Once again we face determined enemies who follow a ruthless ideology that despises everything America stands for."

"After Pearl Harbor, our Pacific fleet was nearly destroyed," Bush said. "Those were dark days for freedom."

"But," he added, "the darkness would not long prevail."

In what appeared a clear reference to the suicide bombers of today — and those who send them to die — Bush noted that in the earlier war, Americans faced "kamikaze pilots on suicidal mis-

sions, soldiers who fought to the last man, commanders animated by fanatical beliefs that their nation was ordained to rule the Asian continent."

"In the end," he said, "they were no match for the forces of the United States and our allies."

Bush marked the end of the war in Asia a few days early; this Friday is the 60th anniversary of the day General Douglas MacArthur accepted the Japanese surrender aboard the battleship Missouri in Tokyo Bay.

Bush, again drawing apparent comparisons to his calls for Iraq to become a model of democracy in the Muslim world, said that at the end of World War II, "there were many doubters" that Asians were ready for democracy.

But Franklin Roosevelt, Bush said, "knew that the best way to bring peace and stability to the region was by bringing freedom to Japan."

Bush, facing sagging public support for the Iraq war and signs of a growing antiwar movement, has attempted recently in several appearances to buck up Americans' determination to remain in Iraq for now, portraying the cause as a noble one with historic stakes.

He has also — perhaps in response to the criticism from Cindy Sheehan, the mother of an American soldier killed in Iraq who spent much of August protesting near his ranch — sought to give the pro-war cause a human face, as when he celebrated an Idaho woman, Tammy Pruett, whose husband and five sons have served in Iraq.

Bush spoke of a Captain Randy Stone, a marine in Iraq whose grandfathers fought in World War II. The president said Stone felt confident about Iraq, because when he looked at his fellow marines, "in their eyes is the sparkle of victory."

As with his forbears, Bush said, Stone "shares the same willingness to serve a cause greater than himself."

Without mentioning Sheehan, or the number of American dead in Iraq as he did last week, Bush said, "We mourn the loss of every life, we pray for their loved ones, and we will honor their sacrifice by completing the mission and laying the foundation for peace."

International Herald Tribune



President George W. Bush on Tuesday marked the end of World War II in San Diego and vowed the United States would stay in Iraq.

INTERNATIONAL August 31, 2005 Herald Tribune

Irak : la Constitution présentée, l'issue du référendum incertaine

Avec deux semaines de retard, un projet constitutionnel a été présenté au Parlement irakien. Soutenu par les dirigeants politiques chiites et kurdes, il n'a pas été avalisé par les sunnites, qui vont faire campagne pour le « non » au référendum prévu d'ici au 15 octobre

L'ARMÉE américaine a eu beau libérer un millier de prisonniers de la prison d'Abou Ghraïb – supposés être en majorité sunnites – et les chiites édulcorer leur attitude sur la question du fédéralisme, les principaux représentants de la communauté arabe sunnite en Irak (les Kurdes sont eux aussi majoritairement sunnites) n'ont pas avalisé le projet de nouvelle Constitution, dont la mouture définitive a été déposée dimanche 28 août au Parlement. Il n'y a pas eu de vote des députés, parce que les dirigeants irakiens ont considéré que la mise aux voix n'était pas nécessaire. Elle n'aurait été utile selon eux que pour mettre l'accent sur l'unité du peuple irakien. Ce qui n'est pas le cas, malgré trois reports du délai prévu par la Loi fondamentale pour la remise du texte au Parlement, et en dépit des débats interminables du comité chargé d'élaborer la Constitution et de la mise à contribution des plus importants dirigeants du pays, le tout sous haute pression

de l'administration américaine, dont l'ambassadeur, Zalmay Khalilzad, était une figure constante du paysage.

D'ores et déjà les dirigeants politiques de la communauté arabe sunnite, forts de la solidarité de dernière minute de leurs cinq représentants au gouvernement qui se sont exprimés samedi, ont affirmé leur intention de s'opposer au texte par les voies pacifiques, c'est-à-dire en faisant campagne pour le « non ». De leur propre aveu, ils tirent les leçons de leur attitude lors des élections législatives de janvier ; ils avaient majoritairement boycotté le scrutin, réduisant sensiblement leur capacité de peser sur l'échiquier politique.

S'ils réussissent à mobiliser leurs ouailles pour le rejet du projet constitutionnel, ils pourraient le mettre en échec. La Loi fondamentale dispose en effet qu'il suffit que les deux tiers des électeurs de trois régions refusent le document pour que celui-ci devienne caduc. Les Arabes sunnites sont majoritaires dans trois régions au moins.

Il est peu vraisemblable que les insurgés sunnites, quant à eux, acceptent le jeu politique. Cela est encore plus vrai des organisations terroristes, qui ont déjà prévenu que quiconque y prendrait part y allait de sa vie. Ils sont déjà passés à l'acte en assassinant des responsables sunnites.

Les Arabes sunnites affirment s'opposer à tout ce qui, dans le texte, met en danger l'unité du pays. Il s'agit principalement de la question fondamentale du fédéralisme. Les chiites ont lâché du lest sur ce point en acceptant que le mécanisme d'application du fédéralisme soit défini par le futur Parlement dont l'élection est prévue en décembre. Ils refusent de céder sur la structure fédérale elle-même, qui autorise la fusion de plusieurs régions en une seule dotée de pouvoirs exécutif et

législatif étendus. C'est précisément ce que les Arabes sunnites, mais aussi certains Arabes chiites et des laïques contestent, en faisant valoir le risque de voir le pays divisé sur une base ethnique et religieuse. Ils prônent une large décentralisation administrative, ou la limitation du nombre des régions autorisées à fusionner. Ils reconnaissent l'existence d'une région autonome du Kurdistan, compte tenu du fait qu'elle est considérée acquise, notamment en vertu d'un accord conclu entre les Kurdes et le pouvoir central en 1970, même si en réalité, l'antagonisme armé entre Bagdad et les Kurdes ne s'est jamais dissipé. Les Kurdes ont construit un véritable pouvoir autonome depuis 1992, grâce à la protection multinationale dont ils bénéficiaient au nord du 36° parallèle.

5 MILLIONS D'EXEMPLAIRES

Par ailleurs, pour les sunnites, la non-référence du texte à l'appartenance de l'Irak au monde arabe – seul « le peuple arabe en Irak » est considéré membre de cet ensemble régional – pose problème. Pour tenter de les rassurer, ainsi que le monde arabe en général, le président Jalal Talabani a déclaré, dimanche, qu'il ne s'agissait pas de



remettre en question l'appartenance du pays à la Ligue arabe dont il est un membre fondateur. Leur refus de voir le parti Baas totalement banni par la Constitution a entraîné un amendement du texte qui précise désormais que c'est le Baas de Saddam Hussein qui est interdit.

Contrairement à fin 2003, lorsque l'administration américaine avait souhaité qu'un groupe de personnalités soit désigné pour élaborer un projet de Constitution dont ils suggéraient eux-mêmes le modèle, les formes ont cette fois-ci été respectées. Le projet américain s'était alors heurté au refus net du grand ayatollah Ali Al-Sistani, qui avait exigé que le projet de Constitution soit élaboré par des représentants élus du peuple.

Le processus constitutionnel va à présent suivre son cours. Dans les deux semaines, le comité constitutionnel va faire imprimer le document à cinq millions d'exemplaires et en assurer la distribution aux Irakiens. Une campa-

gne de publicité, déjà amorcée, incitera ces derniers à voter quel que soit leur choix. Déjà entamée, l'inscription des électeurs devrait s'accélérer. Le référendum doit avoir lieu avant la date limite du 15 octobre.

Mouna Naïm

Le Monde

30 AOÛT 2005

Iraq's constitution ■ By Noah Feldman

INTERNATIONAL
Herald Tribune
August 31, 2005

Sunnis in the middle

The completion of Iraq's draft constitution, which will be submitted to the people for ratification in October, should have been an occasion for celebration. As most people are aware, it has not been.

But while much of the criticism has focused on such areas as women's rights, federalism and the role of Islam, such concerns are largely misplaced. In fact, the text strives to balance democratic equality with Islamic values, and it sketches a workable if vague compromise on power-sharing between the center and the federal regions.

The major problem is one of who is agreeing, not what they have agreed on. The flawed negotiations of recent weeks, driven at breakneck pace by American pressure to meet an unnecessary deadline, failed to produce an agreement satisfactory to the Sunni politicians in the talks. It appears that the draft will be put before the people with their strong disapproval. The paradoxical result is a looming disaster: a well-conceived constitution that, even if ratified, may well fail to move Iraq toward constitutional government.

It is in the most complex and underspecified aspect of the constitution that the Sunni sticking point lies: the federalist balance between the central government and the federal regions and individual governorates. The term federalism first entered the Iraqi context as a politically acceptable way of preserving Kurdish autonomy in the northern regions while maintaining the legal unity of the new Iraqi state.

Until a few weeks ago, federalism negotiations were always about the balance between the Kurds' regional government and the federal authorities in Baghdad, with distribution of oil revenues being the biggest issue. Ultimately, a formula for sharing Iraq's only major asset was achieved, with the center exercising administrative control over existing revenues "with" the regional or local authorities.

Unfortunately, as talks on the draft constitution reached the final stage, under extraordinary pressure from Washington on the Iraqis to meet the Aug. 15 deadline for completing the draft, a new wrinkle entered the federalism debate.

Abdul Aziz al-Hakim, leader of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, one of the two largest Shiite parties, suddenly insisted that as many of Iraq's 18 governorates as desired to should be permitted to unify into a region of their own, with all the self-governing privileges of the Kurdish north. It is likely that at first this demand was nothing more than a negotiating tactic, intended to enable the nine overwhelmingly Shiite provinces in the south — where there is scant evidence of any popular separatist movement — to reap greater advantages in the distribution of oil money.

The trouble with the Shiite demand, even if it was a bluff, was what it meant for Sunnis in the oil-poor center of the country: the prelude to a possible break-up of the country that would leave the middle of country with no oil and so no visible means of support. Anyone living in the center would have felt similarly — the rebellious Shiite cleric Moktada al-

Sadr, whose constituents mostly live in Baghdad, immediately opposed the demand, too.

But the Sunnis were particularly sensitive, because many of them still fear that the American invasion was intended to split the country among the Kurds and Shiites. Worsening matters was a constitutional provision that would have banned former Baath Party members from higher government office, potentially excluding many powerful Sunnis from future positions of influence.

Sunni negotiators were in a tough position. They had been appointed to the drafting committee in a spirit of conciliation despite the self-destructive Sunni boycott of the federal elections in January, and most lacked the sort of experience



in negotiating that their Kurdish and Shiite peers had gained in successive rounds of constitutional talks. After two of the Sunni participants were assassinated by extremists last month, the rest became especially wary of looking weak.

Meanwhile, their putative Sunni constituents, when not actively sympathetic to the insurgency, were experiencing sticker shock when looking head-on at the realities of federalism. It had taken two years for most Shiite Iraqis to begin to embrace the idea of federalism, and it was never realistic to expect Sunnis to undergo the same process of resigned acceptance in a matter of weeks.

Yet just as the train of Sunni rejectionism was gathering momentum, American insistence on meeting an arbitrary deadline was hurtling in the other direction. President George W. Bush's personal intervention — he called Hakim late last week to ask for Shiite concessions and more talk — was a case of too little, too late. And when the Shiites and Kurds chose to send

the constitution to the public without reaching an agreement with their Sunni partners, the latter had little choice but to publicly condemn the process and the draft.

In the end, placing Sunnis on the constitution committee despite January's electoral results, then pressuring them to do a deal, was an approach that backfired: Ignoring them when their views could not be reconciled sent a message to average Sunnis that politics are useless if you are in the minority.

Although things look bad today, the game is not yet quite over. Should the constitution be rejected on Oct. 15, everyone can head back to the negotiating table and try again. In fact, the worst outcome might be a passage of the draft despite widespread rejection by Sunni voters.

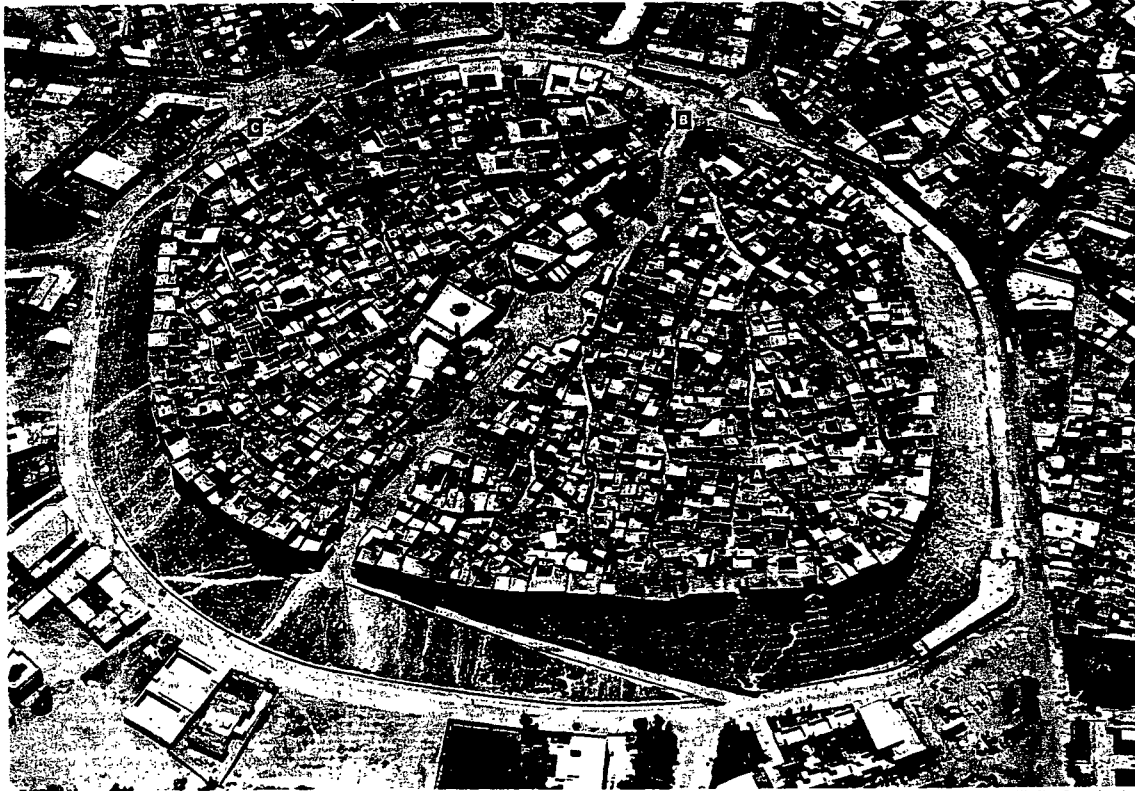
While it is apparently too late to change the text, Shiites and Kurds can still reach out to Sunni voters and try to convince them that they would flourish under the constitution. This would require a few public concessions, including commitments not to form a southern mega-region that leaves the impoverished Sunnis trapped between de facto Shiite and Kurdish states.

A constitution is just a piece of paper, no better than the underlying consensus — or lack thereof — that it memorializes. If Iraq adopts a constitution that reflects a profound and unresolved national split, violence and eventual division of the nation will follow. Ordinary Iraqis and American soldiers will be the losers. So will the ideal of constitutional government.

Noah Feldman, a law professor at New York University, was a senior adviser for constitutional law to the Coalition Provisional Authority in Iraq.

Under the Old Neighborhood: In Iraq, an Archaeologist's Paradise

In Erbil, in northern Iraq, the Citadel is an archaeologist's paradise: a layer cake of civilizations that may go back 100 centuries. Now, to begin digging without displacing those on top.



Georg Gerster (1973)/Photo Researchers, Inc.

By JAMES GLANZ

ERBIL, Iraq — If a neighborhood is defined as a place where human beings move in and never leave, then the world's oldest could be here at the Citadel, an ancient and teeming city within a city girded by stone walls.

Resting on a layer cake of civilizations that have come and gone for an estimated 7,000 to 10,000 years, the Citadel looms over the apartment blocks of this otherwise rather gray metropolis in Iraqi Kurdistan.

The settlement rivals Jericho and a handful of other famous towns for the title of the oldest continuously inhabited site in the world. The difference is that few people have heard of the Citadel outside Iraq. And political turmoil has prevented a full study of its archaeological treasures.

While there may be confirmed traces of more ancient settlements in Iraq, said McGuire Gibson, a Mesopotamian archaeologist at the University of Chicago, the people have all vanished from those places.

"The thing about Erbil is that it is, in fact, a living town," Dr. Gibson said. "It goes back

at least to 5,000 B.C.," he said. "It might go back further."

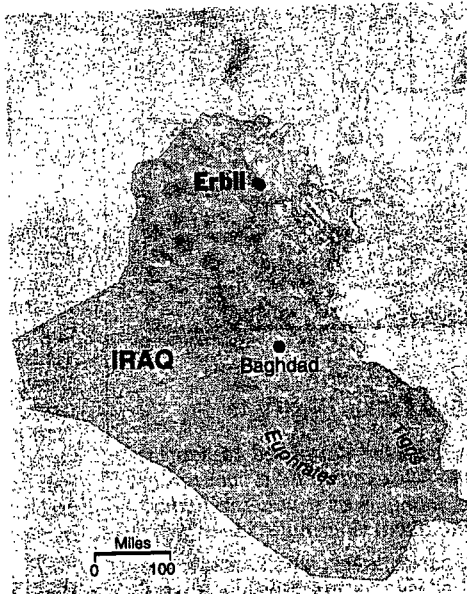
Among the peoples that have lived in this neighborhood are the Hassuna, Akkadians, Sumerians, Assyrians, Medes, Persians, Greeks, Parthians and Abbasids.

In 1964, when Kanaan Rashad Mufti and his prominent family were part of the neighborhood, a floor in his father's house, near the mosque, collapsed during some renovations.

Underneath was a whole series of rooms from some previous civilization, possibly the Abbasids, said Mr. Mufti, who is now director of antiquities in western Kurdistan. There is nothing that Iraqi archaeologists would like more than to begin systematic digs through those layers, said Donny George, director of the Baghdad Museum.

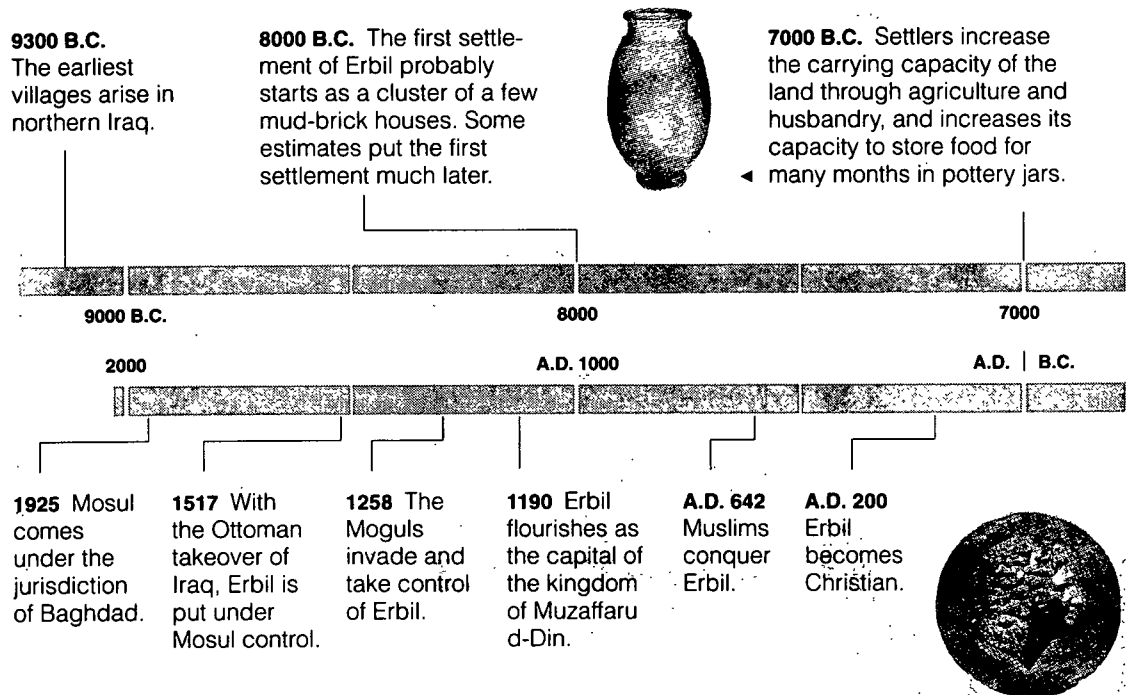
"I have so much in mind," Dr. George said, expressing scientific eagerness "to make such kinds of excavations to see what we might find."

For now, what sets the Citadel visibly apart are the contrasting rituals of an ancient neighborhood that is caught between war and peace. Although the Kurdish north of Iraq has remained comparatively calm, Erbil has had



10,000 Years and Counting

Since Erbil has not been excavated, much of its history is unknown. This timeline is based on what was happening in northern Iraq in ancient times. Erbil may not exhibit all these developments.



Source: John Malcolm Russell, Massachusetts College of Art. Photos from Louvre Museum, Metropolitan Museum of Art and National Library of France.

its share of insurgent violence lately, and before that Saddam Hussein's campaigns to uproot and exterminate the Kurds left their mark everywhere here.

The Citadel is no exception. Living in brick hovels amid the ruins of palatial houses are about 1,000 families displaced from Kurdish villages that Mr. Hussein destroyed in an infamous pogrom called Anfal. In a routine that resembles a fire drill, the families scramble to siphon water from sinuous pipes running through the Citadel that function for about 30 minutes, once a day.

But in one of the intact great houses, a Frehchman with impeccably moussed hair

has just opened a cultural institute that is displaying paintings of wildly misshapen human and bestial figures in a genre he calls postabstract. The institute, the Center Arthur Rimbaud, plans to sponsor a contest that will send a Kurd to France to study piano.

Right next door is a financially desperate textile museum founded by Lolan Mustefa, a Kurdish native of Erbil who studied anthropology in St. Cloud, Minn., and is trying to preserve the brilliantly colored carpets woven by the old nomadic tribes of the Kurdish mountains. A trickle of tourists has even begun, along with the sense that all this could be the first hint of a Kurdish SoHo or

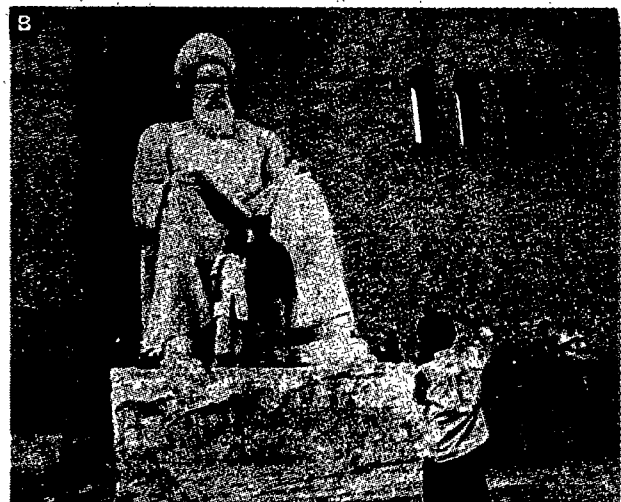
Greenwich Village.

"If they give them the means, it could become a place like Sacré Coeur in Paris," said Suayip Adlig, a Kurdish filmmaker who was long exiled in France, referring to another historical and romantic district on a hill as he toured an old mosque next to an 18th-century bath.

The people who actually live here, not surprisingly, take a more practical stance. Kadim Mustafa — a 39-year-old mother of three, whose brick and concrete shanty includes fragments of the grand home that was here before — stood on a fancy balcony overlooking Erbil and dismissed preten-



CULTURES The 3,000 residents of the Citadel, mostly Kurdish, are the latest in a line of peoples living on what was probably an agricultural village up to 10,000 years ago.



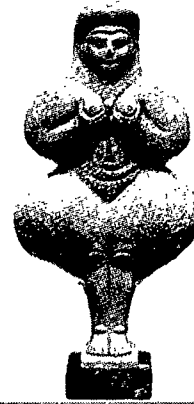
ARCHAEOLOGY Historians hope to excavate parts of the Citadel to find artifacts much older than this statue of the 12th-century historian Mabarek Ahmed Sharafaddin.



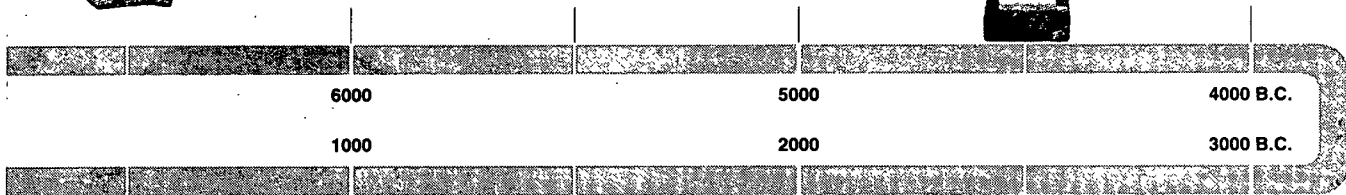
6000 B.C. Erbil may have grown into a moderate village of perhaps 15-20 houses, trading textiles for obsidian and finely decorated pottery. ◀

5500 B.C. Traders produce fine pottery and keep track of ownership of goods through inscribed clay lumps and carved stamp seals.

5000 B.C. Erbil is probably a town of 50 houses, with large public buildings and its first specialized temple, dedicated to the goddess Ishtar. ▶



4000 B.C. Erbil grows into a small city, with pottery and architectural forms from the south, and the introduction of writing, a monarchy and bureaucracy.



331 B.C. The Persian army is defeated by Alexander the Great in the plain west of Erbil. ◀

612 B.C. The Assyrian Empire collapses.

1365 B.C. Erbil is part of the heartland of the first Assyrian Empire.

1800 B.C. A dark age begins, as Iraq's northern cities are ruled by a foreign people, the Mitanni.

2000 B.C. Erbil becomes an independent city-state.

2350 B.C. Erbil is ruled from the city of Akkad, near modern Baghdad, and later from the southern city of Ur.

The New York Times

sions like Mr. Adlig's.

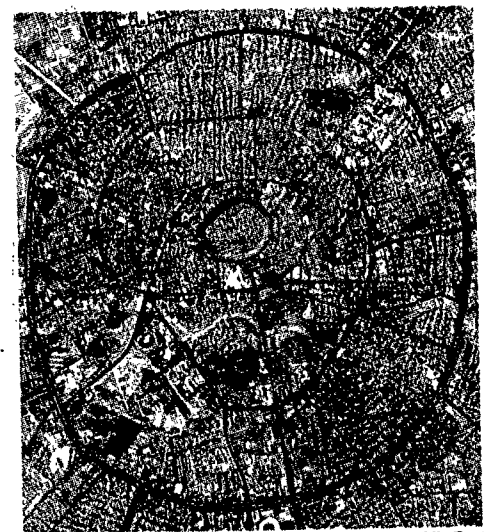
"We have a nice place with a view, but not the facilities of life," Mrs. Mustafa said. "As soon as we start having lunch, the electricity will go off."

The direct evidence for what lies beneath Mrs. Mustafa's house is scanty: Assyrian pottery that tumbled out of the side of the Citadel in a renovation of its walls, a dig that Mr. Mufti said he participated in around 1980, an electromagnetic probe that provided intriguing hints about the layered structure.

What seems clear, said John Malcolm Russell of the Massachusetts College of Art,

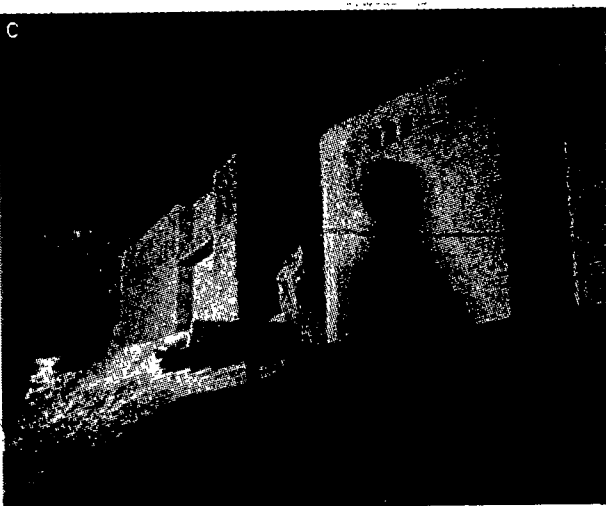
is that with its location in a rain-fed plain near the confluence of two rivers and the foothills of the Zagros Mountains, Erbil "could have been the site of one of the earliest villages in the world." The first hunter-gatherer settlement could have started as early as 9300 B.C., followed by early pottery makers, the proto-Hassuna, by 7000 B.C.

And unlike the arid regions to the south, the rain remained relatively steady in Erbil over the millennia, so there was no compelling reason to abandon a settlement. By 1400 B.C., as cultures came and went, Erbil became one of the most important cities of the Assyrian Empire, said Dr. Russell, who is



Space Imaging Middle East

An aerial view of the Citadel, a walled city within a city in Erbil, Iraq.



Photographs by Max Becherer/Polaris for The New York Times

GEOGRAPHY The 100-foot-high Citadel at the center of Erbil was formed as ancient civilizations built on top of previous ones.

an authority on the period.

The Assyrian Empire collapsed after a siege in 612 B.C. The Persians took over and were defeated in turn by Alexander the Great at Gaugemala, west of Erbil, in 331 B.C. About a millennium later, the Ottomans swept through after sacking the Abbasids, a Sunni Muslim dynasty centered in Baghdad.

And in 1918, as the Ottoman Empire was crumbling, the British Army entered the city without resistance, and finally the modern nation of Iraq was born, with all the consequences that the world is now facing.

Crouching on top of all those layers of his-

tory around 10 a.m. on a recent day, Muhamad Amin, 31 and a member of the Kurdish Khoshnaw tribe, had more immediate things on his mind. The water was gurgling briefly through one of the pipes snaking along a path between the close-packed houses, and he was rushing to connect a translucent yellow hose to the pipe.

As other families scampered around him hooking up their own hoses and turning on clattering little pumps, Mr. Amin intently wrapped black electrical tape around his own connection to keep it from leaking. "Those people who are near to the pipe are much better off than the ones who are far away," said Mr. Amin, who came here in 1993, when his village was destroyed by Mr. Hussein's troops.

The half-hour of water did double duty as a social event, and children swarmed everywhere until the water stopped running at 10:35. Indeed, existence at the Citadel is not uniformly bleak. Many inhabitants here have at least laboring jobs in the city: there is a thriving watermelon stand with a wise-cracking owner, an outdoor poultry shop where men cut the heads off chickens on the spot, and cars protected with striped cloth covers parked along the sole paved road.

There is not much connection between the refugees and the Center Arthur Rimbaud, but the Frenchman with the moussed hair and black attire, Matthieu Saint-Dizier, said

he did a little experiment to be sure he would be welcome after the center opened a few weeks ago. He opened an exhibition of modern paintings in an ancient bath next to the mosque. The paintings showed transvestites and men with multiple genitals.

"I want to make a test," he said. "The imam of the mosque come to this exhibition and he don't make any problems. He said to me, 'I don't understand very well, but' — and Mr. Saint-Dizier exhaled in a peculiarly French sound, approximately phhhht.

Mr. Mustefa, the Kurdish owner of the carpet museum, rolled his eyes and said that Mr. Saint-Dizier had no idea how much the exhibition had appalled the locals, who nevertheless wanted to be polite to a Westerner. As far as genuine interest in art goes, said Mr. Mustefa, Kurdistan has been so consumed with political turmoil that he has had a hard time drumming up local interest even in his own offerings.

Still, visitors do trickle in. Mr. Mustefa said that after spending virtually his entire savings on the museum contents he was now having serious trouble paying for operating costs and upkeep. But he does have an interesting building, with ornate old pillars and an unroofed central court, right next to the cultural center. When the municipality granted him the building for his museum, "it was a dream for me," Mr. Mustefa said.

"And I knew the Kurds wouldn't appreciate this," he said with a long-suffering look. "Especially the intellectuals. They think this is a backward art."

So it goes at the Citadel. Mr. Mufti, the antiquities director, is also a member of the board that is supervising preliminary studies, financed by Unesco, for renovating the Citadel. The initial project, according to the Unesco Web site, "aims at identifying a building in the Citadel and at providing it



Women walk through the Citadel, a city built on top of itself for thousands of years. Below, the Kurdish Textile Museum is located just outside the Citadel's walls.



Photographs by Max Becherer/Polaris for The New York Times

with necessary supplies and equipment to serve as focal point for the rehabilitation of the Citadel at large."

Mr. Mufti is trying, so far without success, to secure financing for a new archaeological dig. But as uncertain as all of those plans are, Mr. Mufti said, there is one thing they all assume.

The neighborhood will remain.

Amnesty International Report: Kurds in the Syrian Arab Republic one year after the March 2004 events

1. INTRODUCTION

The history of the Kurds in Syria took a violent turn in March 2004. Tensions rose dramatically on 12 March between rival Arab and Kurdish fans during a football match in Qamishli, north-eastern Syria, and security forces responded by firing live bullets into the crowd, reportedly only into the Kurdish section, killing several people. The next day, a funeral procession and demonstration was fired upon by members of the security forces, reportedly causing a number of fatalities and injuries. There followed two days of protests and riots in Qamishli and other towns in the north and north-east, including al-Qahtaniya, al-Malkiya and 'Amouda. A number of state-owned and privately-owned buildings were vandalised or set on fire. A police station in 'Amouda was attacked and a police officer received fatal injuries from stones that were thrown.

Amnesty International has the names of at least 36 people who were killed in total, almost all Kurds who are believed to have been killed by the security forces. Over 100 people were injured. More than 2,000 people, almost all of them Kurds, are believed to have been arrested in the wake of the events. Most were held incommunicado at unknown locations and there were widespread reports of torture and ill-treatment of detainees, including children, women and the elderly. About 200 Kurds remained in detention at the beginning of 2005, of which 15 were referred to trial before the Supreme State Security Court (SSSC), whose procedures fall far short of international standards for fair trials. Dozens of Kurdish students were also expelled from their universities and dormitories, including at least 11 expelled from Damascus University on 18 March 2004, reportedly for participating in peaceful protests. No official investigation is known to have been carried out into how tension at a football match escalated into such widespread riots, or into the use of lethal force by the security forces, or the mass arrests and reports of torture and ill-treatment that followed, or into any possible root causes of the events.

Kurds in Syria have been subjected to serious human rights violations, as other Syrians, but as a group they also suffer from identity-based discrimination, including restrictions placed upon the use of the Kurdish language and culture. In addition, a large proportion of the Syrian Kurds are effectively stateless and, as such, they are denied the full provision of education, employment, health and other rights enjoyed by Syrian nationals, as well as being denied the right to have a nationality and passport. Kurdish human rights defenders who raise such issues or undertake other peaceful human rights activities are particularly at risk of arrest and imprisonment on specific charges which, to Amnesty International's knowledge, are mostly used against Kurds, such as "involvement in cells seeking to weaken nationalist consciousness and to stir up racial sectarian strife", "aggression aiming to incite civil war and sectarian fighting and incitement to kill", and "attempting to sever part of the Syrian territory and annex it to a foreign state".

The bringing of such charges, as well as "involvement in an unauthorised organisation" which is also often used against

non-Kurdish human rights defenders, leads to unfair trials before the SSSC or military courts. The maximum sentence, for "aggression aiming to incite civil war and sectarian fighting and incitement to kill", is the death penalty.

This report documents a range of human rights violations to which Kurds have been subjected in specific instances and incidents in Syria over the past couple of years. Chapter 2 of the report describes briefly the legal context in which such violations more generally occur in the country, and provides an overview of the identity-based restrictions that Syrian Kurds face and of the discriminatory measures specifically affecting the stateless Kurds.

Chapter 3 illustrates a cycle of human rights abuses through the cases of a number of Kurdish human rights defenders who have sought to promote rights of the Kurdish population in Syria. Chapter 4 focuses on apparently un-investigated cases of alleged unlawful killings of Kurds, and alleged deaths as a result of torture and ill-treatment in custody, since March 2004. Chapter 5 describes patterns of torture and ill-treatment against Kurdish detainees, including children, who were held in the wake of the March 2004 incidents. The report includes recommendations to the Syrian authorities concerning specific human rights violations, and concerning Syria's obligations under international human rights treaties to which it is a state party.

2. BACKGROUND

a) The human rights context Amnesty International and other organizations have documented serious violations of human rights in Syria throughout the years⁽¹⁾. Amnesty International's main human rights concerns in Syria include: arbitrary arrest and imprisonment of people solely for the peaceful exercise of their fundamental human rights; "disappearances"; prolonged incommunicado detention; widespread use of torture and ill-treatment in detention; unfair trials; impunity for members of the security forces suspected of perpetrating human rights violations; severe restrictions on freedom of expression and freedom of association; harassment of human rights defenders; and the imposition of the death penalty.

Amnesty International remains gravely concerned at the continuing enforcement of the State of Emergency Legislation (SEL) in Syria. March 8, 2005 marks the 42nd anniversary of the declaration of the SEL, whose body of legislation has been augmented over the years and has resulted in thousands of suspected political opponents being detained, tortured and held incommunicado without charge or trial, and others being convicted and sentenced to lengthy prison terms after grossly unfair trials before the SSSC or Military Courts, including Field Military Courts (FMCs).

Trials before the SSSC, which was created under the emergency laws in 1968 with the sole task of dealing with political and state security cases, do not meet international standards for fair trials: its verdicts are not subject to appeal; defendants have restricted access to lawyers; and wide discretionary powers are granted to the judges. Military Courts were granted exceptional powers under the SEL including

the capacity to hear cases against civilians under Decree No. 46 of 1966. These courts do not appear to be independent and impartial and do not respect the right of the defendant to be present at trial and to present a defence with or without the assistance of legal representation. Trial sessions before FMCs, which may also hear cases against civilians, may consist of one or two hearings, in many cases inside a prison, wherein the defendants appear only to plead guilty or otherwise to the charges filed against them. In other cases defendants were reportedly informed about their sentences without ever being asked to attend a hearing.

b) Restrictions on Kurds' economic, social and cultural rights The Kurds are the second largest ethnic group in Syria. Arabs number about 90 per cent of the population of nearly 20 million, while Kurds amount to about 1.5 - 2 million or almost 10% of the population, and other minorities about one per cent. Major concentrations of Kurds are located around Aleppo in the north of the country, and the al-Jazeera region in the north-east. These predominantly Kurdish areas lag behind the rest of the country in terms of social and economic indicators; a situation compounded by direct and indirect discrimination against the Kurdish population.

In 1962 the Syrian government started implementing a policy of 'Arabisation' of the Kurdish-populated areas, whereby about 100,000 Kurds were forcibly relocated from about 300 villages and replaced with Arabs, with the strategic aim of creating an 'Arab belt' between Syria's Kurds and the Kurdish populations of Turkey and Iraq. Scores of Kurdish-named villages and towns were renamed in Arabic(2).

Restrictions on the use of the Kurdish language In Syria, the Kurdish language is not recognised as an official language and it is not taught in schools. Since 1958 it has been forbidden to publish materials in Kurdish. In 1987 the Culture Minister reportedly extended the ban to the playing and circulation of Kurdish music cassettes and videos. According to some sources, the ban on Kurdish being taught in schools and universities was re-stated by a Secret Decree issued in 1989 which also banned the use of the language in all official establishments(3). There are unconfirmed reports that by the summer of 2002 the authorities had raised the maximum sentence for printing in Kurdish, as well as for the teaching of Kurdish, to five years imprisonment. Kurdish is also reportedly banned from use at private celebrations and in the workplace(4).

However, in practice, the circulation of a small number of Kurdish materials appears to be tolerated and in 2004 an officially authorised dictionary in Arabic-Kurmanji (the dialect of Kurdish spoken by 'northern' Kurds, including in Syria) was reportedly published. Similarly, the bans on the use of Kurdish language and materials appear to be loosely applied. Despite that, while other minorities in Syria, notably Armenians, Circassians, Assyrians and Jews, are permitted to run private schools, the Kurds are not. In the largely Kurdish-populated al-Hassaka province, businesses are banned from having Kurdish names(5). In contrast, businesses may have names in Armenian and Arabic, or Russian and Arabic, and there appear to be no legal restrictions on the use of other languages or publication of materials in other languages. In 1992 the Minister of the Interior banned the

registering of children with 'non-Arab' names in al-Hassaka province(6). Over recent years, tens of Kurds have been arrested in apparent connection with their involvement in celebrations of Nawruz, the Kurdish New Year(7).

Concerns over discrimination against the Kurds have been expressed by UN bodies, including the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights, which has strongly recommended that the Syrian authorities: "take effective measures to combat discrimination in practice against minority groups, in particular the Kurds. Such measures should be aimed especially at improving birth registration and school attendance and allowing for the use of their languages and other expressions of their culture."(8)

The stateless Kurds No reliable official records are available, but it is estimated that there are now between 200,000 and 360,000 of Syria's Kurds who are not entitled to Syrian nationality and therefore are denied accompanying rights of nationals. Since 1962 these stateless Kurds have been divided into two official classifications: ajanib ('foreigners') and maktoumeen ('concealed', effectively meaning 'unregistered') who have even fewer rights than the ajanib. As a result of Law 93 of 1962 and the accompanying census in al-Hassaka province, about 120,000 Kurds were stripped of their Syrian nationality or denied the right to claim it, if they could not prove they had lived in Syria since 1945 or earlier(9).

There were many reports that the census was carried out arbitrarily. These stateless Kurds are not issued passports or other travel documents, and so may not legally leave or return to Syria. They lack the correct documentation to guarantee treatment in state hospitals.

They are not allowed to vote or to run for public office. They are prohibited from owning a house, land, or a business. They are prohibited from employment as lawyers, journalists, engineers, doctors or any other profession requiring membership of the profession's union - which is not permitted for stateless Kurds; and they are prohibited from employment in the public sector. Maktoumeen children are unable to study in school beyond the ninth grade. With such restrictions on employment, with there being no university in the al-Jazeera region, and with maktoumeen being prohibited from attending university altogether, higher education is not an option for a large percentage of the Syrian Kurdish population(10).

The UN Committee on the Rights of the Child, the UN Human Rights Committee, the UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination, and the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights have all expressed their concerns regarding the discrimination faced by Syrian-born Kurds(11).

3. KURDISH HUMAN RIGHTS DEFENDERS: TORTURE, ILL-TREATMENT, HARASSMENT AND UNFAIR TRIALS

a) Participants in the June 2003 children's demonstration On 25 June 2003 a group of 100 to 200 children and adults gathered outside the UN Children's Fund (UNICEF) building in Damascus calling for the rights of Syrian Kurdish children to be respected, including the UN-recognised right for everyone to have a nationality and the right to learn

their own language(12). The organisers had reportedly composed a statement which they planned to hand to UNICEF officials, in which was described the restrictions imposed on the registering of Kurdish names and the discrimination faced by Kurdish children within the education system. The peaceful protest was broken up by police officers and members of the security forces, injuring about 20 people in the process.

Seven protestors, all men, were arrested, held incommunicado and reportedly tortured for 23 days at the security branch of al-Mezze Police Station in Damascus before being moved to the political wing of 'Adra Prison, near Damascus, where they were put into solitary confinement in tiny cells and suffered further ill-treatment. For several months the men were denied all access to families, lawyers and doctors. In August or September 2003 they were said to have appeared blindfolded and without legal representation in front of the SSSC. One detainee, Muhammad Mustafa, stated before the SSSC that his tiny cell at 'Adra Prison was in fact a toilet with a cover over the hole. A second detainee complained to the Court of the ill-treatment he had suffered in prison, while a third said he intended to sue the prison authorities and General Intelligence for the torture he had suffered and whose effects reportedly remained visible on his body. The Court President rejected the complaints and ordered the detainees to be removed to the Court's holding room. No investigation is known to have been carried out into their complaints of torture. On 27 June 2004, all seven men were convicted of "involvement in an unauthorised organization" and "attempting to sever part of the Syrian territory and annex it to a foreign state", crimes often ascribed to Syrian Kurds for their involvement in peaceful demonstrations and other peaceful activities. Muhammad Mustafa, Sherif Ramadhan and Khaled Ahmad 'Ali were sentenced to two years' imprisonment. Four others - 'Amr Mourad, Salar Saleh, Hosam Muhammed Amin and Hussayn Ramadhan - were sentenced to one year, and were released immediately, given the time they have already spent in pre-trial detention. Muhammad Mustafa, Sherif Ramadhan and Khaled Ahmad 'Ali reportedly continue to suffer cruel, inhuman and degrading treatment in 'Adra Prison. They remain in solitary, largely incommunicado detention. They may receive one 30 minute visit from immediate family members every two months, but prior permission has to be obtained from the Political Security Department. Visits take place in the presence of a security officer and no talking in Kurdish is allowed. Sherif Ramadhan and Khaled Ahmad 'Ali are reported to be held in cells measuring 1m x 1.5m, while Muhammed Mustafa's cell, the 'toilet', is said to measure 80cm x 80cm. Amnesty International considers the men to be prisoners of conscience, held solely for the peaceful expression of their views(13).

b) Student photographer of the June 2003 children's demonstration Mas'oud Hamid, a student of journalism at Damascus University, was arrested by Political Security officers on 24 July 2003 after he sent photographs he had taken of the demonstration to several Internet sites including the German-based Kurdish site www.amude.com. He was detained in the political wing of 'Adra Prison and, on 10 October 2004, was convicted by the SSSC of being a member of "an unauthorised organization" and "attempting to sever part of the Syrian territory and annex it to a foreign state". He was sentenced to five years' imprisonment and remains held incommunicado in solitary confinement. It was reported in

December 2004 that he had begun a hunger strike after his trial in protest at the conditions in which he is held. Mas'oud Hamid is one of several people convicted in Syria in 2004 in relation to Internet use, all of whom Amnesty International consider to be prisoners of conscience(14).

c) Participants in the Human Rights Day demonstration Hassan Saleh and Marwan 'Uthman participated on 10 December 2002 in a peaceful demonstration celebrating the universally-recognised Human Rights Day, outside the People's Assembly in Damascus. The demonstrators were calling for the government to officially recognise the existence of the Kurdish nationality within the unity of the country, remove the barriers imposed on the Kurdish language and culture, and release all political prisoners. The two men, both leading members of the illegal Kurdish Yeketi Party, were arrested five days later when they appeared, as requested, to meet with the then Minister of the Interior, Major General 'Ali Hammud. On 20 December 2002 they reportedly appeared without legal representation before the Military Court where they were charged with "involvement in an unauthorised organisation". They were initially detained at the Political Security Department in Damascus, where, after two and a half months of incommunicado detention, they were allowed monthly visits by close members of their families. The visits were restricted to between 15 and 30 minutes each, and carried out from behind bars in the presence of a security officer. While held at the Political Security Department they both reportedly suffered beatings by security officers, and for prolonged periods were denied visits by lawyers and doctors. There were particular concerns for sixty-year-old Hassan Saleh's health as he was suffering from chest pains and was denied medical treatment.

In March 2003 the Military Court, having added the charge of "inciting sectarian strife" to the initial charge, transferred the case to the SSSC which added a further charge of "attempting to sever part of the Syrian territories and annex it to another state". They were only permitted to talk very briefly with a lawyer, reportedly for three or four minutes, through a window while in the SSSC's detention centre. After almost one year's detention, they were transferred to a Military Police detention centre where they reportedly suffered physical and psychological torture, including being stripped naked in front of security officers and other prisoners. A military judge then ordered them to 'Adra Prison, where they were put in solitary confinement for about three months. In February 2004 the SSSC convicted them of "attempting to sever part of the Syrian territory and annex it to a foreign state". They were sentenced to three years' imprisonment which was reduced immediately by the Court President to 14 months, which time they had already served in prison, and they were released on 24 February 2004. Amnesty International considered both men to be prisoners of conscience(15).

Marwan 'Uthman was detained again on 15 March 2004, during the mass arrests of Syrian Kurds in the north of the country. While detained at the Political Security Department in Qamishli he was reportedly beaten by a security officer and sustained damage to his teeth and an eye. After his release the following day, he had an operation to remove a broken tooth.

d) People involved in cultural and linguistic activities While

the authorities do appear to tolerate the circulation of a small number of Kurdish-language publications and music, and, particularly in rural villages, the practise of some Kurdish cultural activities, promoters of and participants in Kurdish cultural and linguistic activities continue to risk harassment, detention, torture and ill-treatment, and imprisonment. In 2001 Habib Ibrahim established a cultural club in Qamishli to promote Kurdish-Arabic dialogue. During one lecture, security forces arrived and closed the club. Two of the members were reportedly arrested and tortured and ill-treated while held in detention, many hours of which were reportedly spent held in a toilet.

In another case, Muhammad Hammu, the owner of a Kurdish bookshop in Aleppo, was detained from 27 August to 3 September 2001, reportedly in connection with his involvement in the distribution of Kurdish literature. He was released without charge but was threatened that his bookshop would be closed unless he "cooperated" with the authorities(16).

Ibrahim Na'san was arrested in Aleppo on 8 January 2002 in connection with distributing cultural and educational material in the Kurdish language. He was reportedly held incommunicado for at least six months at the State Security Detention Branch of Kafr Sousa, in Damascus, and then sentenced to three years' imprisonment by the SSSC. Amnesty International wrote to the Syrian authorities on 20 August 2002 urging that he be released, but received no response. He was released at the end of his sentence in January 2005.

On 30 August 2003, Khalil Sulyman was arrested after he organized a party - at which Kurdish songs were sung - to celebrate the graduation of a group of students. He was charged before the Military Court with inciting racial hatred - but the charges were subsequently dropped and he was released on 18 January 2004.

On 8 March 2004, seven Kurds were arrested in connection with Kurdish musical celebrations for the universally-recognised Women's Day, around al-Hassaka(17). They were reportedly released after several days' detention.

4. ALLEGED UNLAWFUL KILLINGS AND DEATHS AS A RESULT OF TORTURE AND ILL-TREATMENT IN CUSTODY DURING AND AFTER THE MARCH 2004 EVENTS

a) Alleged unlawful killings during the March 2004 events During the events which started at the football stadium in Qamishli on 12 March, at least 36 people were killed. Almost all of them were Kurds killed apparently as a result of the use of lethal force by the security forces. No official investigation is known to have been carried out into the series of incidents which led to widespread riots, or into the use of lethal force by the security forces, or the mass arrests and reports of torture and ill-treatment that followed, or into any possible root causes of the events.

Unofficial reports indicate that the security arrangements at the al-Baladi stadium were inadequate and that the security forces' firing of live bullets into the crowd was disproportionate. The apparent absence at the stadium and during the ensuing demonstrations of suitable non-lethal policing

arrangements may have contributed to the rapid escalation of violence. Under the United Nations Basic Principles on the Use of Force and Firearms, law enforcement officials shall, as far as possible, apply non-violent means before resorting to the use of force and firearms and shall give a clear warning of their intent to use firearms with sufficient time for the warning to be observed. The Principles also specify that intentional lethal use of firearms may only be made when strictly unavoidable in order to protect life.

b) Deaths as a result of torture and ill-treatment in custody The widespread use of torture in Syrian prisons and detention centres is well documented. Over the years, Amnesty International has recorded at least 38 different methods of torture employed by Syrian security officers(18). Deaths reportedly resulting from torture and ill-treatment in custody have been reported in different types of cases, whether the detainees were political or ordinary criminal suspects, and irrespective of their ethnic origin or nationality. However, a significant increase in the number of reported deaths of Kurdish detainees occurred in the weeks and months following the March 2004 events, all reportedly caused by torture and ill-treatment in custody. Of nine such deaths reported to Amnesty International in the six months from March 2004, five were Kurds. The five, all of whom were reportedly being held incommunicado and without charge, are: Hussein Hammo Na'aso, 23, who died on 6 April, reportedly after torture and the denial of specialised medical treatment for his diabetes; Ferhad Muhammad 'Ali, 19, who died on 8 April, reportedly after torture; Ahmad Husayn Hasan (also named as Ahmad Husayn Husayn), who died on 1 or 2 August, at the Military Intelligence Branch in al-Hassaka and whose body was buried without anyone being allowed to see it; Ahmad Ma'mu Kenjo, 37, who died at home on 3 August from a brain haemorrhage resulting from head injuries received in a beating by a security patrol in Ras al-'Ayn and while detained during April and May; and Hanan Bakr Deeko, who reportedly died in custody between 16 September, when he was arrested by Military Intelligence officers from Aleppo, and 22 September, when his body was delivered to his family. His body reportedly showed scars of torture, bruises on his neck, feet and back and injuries to his skull. No investigations are known to have been carried out into any of these deaths(19).

To Amnesty International's knowledge, in contravention of the UN Principles on the Effective Prevention and Investigation of Extra-legal, Arbitrary and Summary Executions, no independent investigations or inquests have ever been held into any deaths in custody, including those allegedly caused by torture or ill-treatment.

c) Deaths in suspicious circumstances of Kurdish conscripts No investigation is known to have been carried out either into any of at least six deaths in suspicious circumstances of Kurds carrying out their military service in the weeks and months after the March events. The deaths were reportedly due to beatings or shootings by military superiors or colleagues.

Khayri Berjes Jando, 21, a Yazidi Kurd, began his compulsory military service on 7 March 2004, at the al-Qutayfa barracks, about 25km north-east of Damascus. After the outbreak of violence from 12 March, his concerned father

Sheikh Berjes Jando travelled to the barracks from the village of Saradek, near al-Hassaka, and on 22 March, reportedly after hours of waiting, was allowed to see his son. Khayri Berjes Jando was reportedly unable to walk and was being held up by two colleagues. His eyes and face were badly swollen and he said he had been beaten with batons and kicked on his body and head for hours by at least one officer whose name was later published in the Kurdish and German media. The beatings had started on 21 March, Nawruz, Kurdish New Year's Day. He had reportedly been summonsed to his commanding officer, together with four other young Kurdish conscripts who were also beaten, on account of being Kurdish. He reportedly pleaded with his father to get him released from the barracks as he feared for his life. He died of his injuries in a military hospital on 24 March. No autopsy was carried out. His body was quickly buried by military officers in a manner not adhering to Yazidi customs, in a cemetery near Saradek.

Five other cases have been reported to Amnesty International. On 6 May 2004 Huseyn Khalil Hasan was reportedly killed in suspicious circumstances while serving with the Air Defence battalion at Ras al-Basit on the western coast. On 15 May the body of conscript Dhiya al-Din Nuri Nasr al-Din, with two shot gun wounds to his head, was handed over to his family. In June, Qasim Muhammad was reportedly shot dead in circumstances which were not clarified, while serving in the al-Kiswah district south of Damascus. In August, the body of 19-year-old Bedia' Jelo Delef was handed over to his family after suffering - according to the authorities - a heart attack while carrying out his military service in the Hama province. The body in this case, as in the others, was reportedly buried without autopsy. Also at the al-Qutayfa barracks, on 24 October 2004, Muhammad Sheikh Mohammed died when he was shot from behind. Reportedly, no autopsies were allowed into any of these suspicious deaths and in at least one case the family of the deceased was forced to make a statement, despite overwhelming evidence to the contrary, that there was no need for any autopsy. In cases where the families of those who died filed applications to the judiciary asking for permission to file suits against those allegedly involved in the deaths, the applications were reportedly dismissed. Amnesty International has not received reports of any non-Kurdish conscripts having died in suspicious circumstances in the same period.

5. TORTURE, ILL-TREATMENT AND UNFAIR TRIALS FOLLOWING THE MARCH 2004 EVENTS

a) Children In its consideration of the Syrian authorities' second periodic report in 2003, the UN Committee on the Rights of the Child expressed concerns that strict limitations to pre-trial detention of juveniles and children do not seem to be observed in practice, and that conditions in detention centres for juveniles are often harsh⁽²⁰⁾. In the wake of the March 2004 events, Amnesty International received reports that children as young as twelve had been tortured in detention.

Four 12 and 13-year-old Kurdish schoolchildren, Nijirfan Saleh Mahmoud, Ahmad Shikhmous 'Abdallah, Walat Muhammad Sa'id and Serbest Shikhou were arrested by Political Security officers on 6 April 2004 in apparent connection with a quarrel they had with Arab children. The four Kurdish children were brought before the al-Hassaka Criminal Court for Juveniles and charged with "inciting sec-

tarian strife". They were detained in the Minors' Section of Qamishli Prison where they were reportedly subjected to torture by being beaten with electric cables and having their heads clashed together. They were also reportedly ordered to strip almost naked while counting from one to three and were beaten if they did not complete the stripping in time. It was reported in December 2004 that they had been released and had the charges against them dropped, as a result of a Presidential Amnesty.

Amnesty International has the names of more than 20 other children, aged between 14 and 17, who were reportedly subjected to various types of torture and ill-treatment while detained for over three months in the wake of the March 2004 events. The ill-treatment reportedly left scars on their bodies, and led to injuries including broken noses, perforated ear drums and infected wounds. Like those cited above, they were reportedly subjected to beatings with electric cables, had their heads clashed together, and were ordered to strip almost naked while counting. Other types of torture reportedly used against them were: receiving electric shocks on hands and feet and sensitive parts of the body; having toenails pulled off; and being beaten with rifle butts. Charges against them include "congregation in a manner that may disturb public tranquillity"; "uttering phrases that may cause discord among the elements of the nation" and; "[carrying out] attacks with the intent of preventing authorities from carrying out their functions"⁽²¹⁾. At the time of writing, at least two of them, Tareq al-'Amri and Muhammad Saleh 'Aziz, reportedly remained imprisoned at al-Hassaka Prison while on trial before the al-Hassaka Criminal Court for Juveniles.

b) Testimonies of released adults More than two thousand Kurds are believed to have been arrested following the March 2004 events. All but about 200 are thought to have been released by December 2004. Amnesty International has received many allegations of torture and ill-treatment from those released. The allegations concern torture and ill-treatment that they had suffered or witnessed while detained in Criminal Security, Political Security or Military Security detention and investigation centres. Amnesty International has the names of many victims who have requested not to be identified. The types of torture and ill-treatment they reported include: - beatings to all parts of the body, including by bamboo sticks, batons, whips and cables. In a number of cases people had bones or teeth broken; - electric shocks to the body, including to the penis; - cigarettes being stubbed out on the detainees' bodies; - having finger-nails pulled off. New detainees would reportedly bite down their nails themselves for fear of suffering the same ill-treatment; - the "German Chair": being strapped to a metal chair with moving parts in which the back-rest is lowered backwards causing acute hyperextension of the spine and severe pressure on the victims' neck and limbs; - insults to themselves and their families; - being threatened with execution; - mock execution: at least one man had a noose put around his neck; - being held in extremely poor and unhygienic conditions. Food was scarce and of poor quality; access to the bathroom was severely restricted and often there was no water, and no soap, available; detainees became covered in body-lice; - denial of medical treatment for illnesses including tuberculosis and serious tooth infection. In one case of the latter, the detainee pulled his own tooth out using a metal wire but the infection continued; - being held in prolonged long-term incommunicado detention without access to families or a

lawyer. It appears that in most cases the families were not given any information at all about the detention of their family members.

The testimony of Hassan (not his real name) is in line with other testimonies by former Kurdish detainees alleging torture and ill-treatment in detention. Hassan stated that he was beaten and kicked during his arrest, and suffered and witnessed many types of torture and ill-treatment during two months' detention in several detention and investigation centres. On arrival at the first detention centre, he stated,

. all our clothes were removed in order to search us, even our underpants, then we were beaten with whips and insulted with dirty words like calling us animals and insulting our parents. [Shortly afterwards, wearing underpants only] we were asked to stand facing the wall, lifting one leg with hands in the air, for 72 hours ... Every hour we had a rest and were made to lie on the floor. After two days we were no longer able to stand, and because our arms could no longer go up from the pain, they asked us to put our hands behind our heads ... Every time we started to fall asleep, we would be hit.

[There was] no bathroom, just an area, full of dirt and a hideous smell, all in the same room. All the time we were not allowed to talk to each other. For three days there was no questioning, we were not allowed to sleep, and there was no food. To get us exhausted to the point where we could not talk clearly, then they would start the questioning. They would present one [of us], blindfolded, to three or four interrogators, and each one would ask a question to confuse you so you could be accused of a crime, for example, 'Who did you kill? A policeman?' They would accuse you of being in the march in Qamishli, or in other events that were happening on the outside. If we did not answer properly during the questioning, we were put, blindfolded, into the 'dulab' [the 'tyre', whereby the victim is forced into a tyre which is turned around till the person is upside down] and beaten with bamboo sticks or whips . till we were no longer able to stand up. Then they would ask us to run so our blood would circulate and bring colour to our feet that had become black from the beatings. After a while we would be returned to the room and after a few hours they would then take another one of us. So for weeks either we were being beaten or heard our friends being beaten.

[Hassan stated that he witnessed other forms of torture and ill-treatment]. They brought in five Kurdish girls who they insulted; beat on their bottoms and touched in front of us. They said they would do what they wanted to them. [Then] in the girls' presence, a young detainee, about 14 or 15 years old, was told to play with the genitals of one of the guards. [Hassan gave Amnesty International the names of two brothers and a father and son who were forced to beat each other with a whip. Hassan named a man who was whipped one thousand times on his hands, and hung naked in the air by his legs, while being whipped on his back and legs]. He 'confessed' after being tortured. Others would be taken and have a rope put around their throats, would frighten them and force them to 'confess' to crimes they had not committed.

[From the sixth day they were finally given some food, but

just] jam and one or two pieces of bread a day, not enough to satisfy our hunger, just to keep us alive. They always asked us to take off our clothes, especially when they brought the food, then they would beat us - to the extent that we never wanted the food to come since it meant being beaten again. [Throughout the detention] we were told that we would be executed because of being accused of several crimes, that we were 'traitors' and 'infidels' working to destroy the country.

We were so tired, we started seeing things on the walls that were not there.

Hassan stated that at another detention centre where he was detained for some weeks,

We were put in a closed room where we couldn't see anything at all. sleeping on the floor with lice and mice. Our hair was shaved. They would only open the door to throw in the food then close the door again. During meals they would turn on the water tap and put us under it clothed, and then we would be beaten. [In this detention centre] they made us undress, and placed us on top of each other. Then a fat person came on top of us while beating our heads with a whip. We were insulted with words like 'You animals, now you don't like the penis of Saddam Hussein'. Or 'You are ungrateful while we provide you with the best life here. and yet you want a separate country.'

For none of this time, stated Hassan, was he allowed any visits from his family or a lawyer, nor allowed to take a shower, nor to take exercise, nor to take fresh air. For prolonged periods he says they were denied access to the toilet.

c) Kurds still detained and facing unfair trial Of approximately 200 Kurds believed to remain detained since the March 2004 events, 15 were referred to the SSSC on 24 June 2004. They are: 'Ammar 'Umar, Kahdar Khaled, Mas'ud Khaled, Hasan 'Umar, Murad Aslan, Daglash Khalil, Shenidan Muhammad Yusuf, Shiyar Muhammad Yusuf, Zedeshta Muhammad Yusuf, Zibar Muhammad Yusuf, Tawfiq Husayn, Manal 'Abdi, Diyar 'Ali, Juwan Khaled, and Jivara Shukri. They are charged with: "attempting to sever part of the Syrian territory to annex it to a foreign state" (Article 267 of the Penal Code); "involvement in cells seeking to weaken nationalist consciousness and to stir up racial sectarian strife" (Article 285 of the Penal Code); "involvement in an unauthorised organisation" (Article 288 of the Penal Code); and "aggression aiming to incite civil war and sectarian fighting and incitement to kill" (Article 298 of the Penal Code). The maximum sentence, under Article 298, is the death penalty(22).

On 3 December 2004, these 15 Kurdish prisoners began a hunger strike protesting at their conditions of detention in 'Adra prison. They are said to suffer from ill-treatment in prison including very poor quality and insufficient food and drink, beatings and insults, and restrictions on receiving visits and taking exercise. Visits are limited to the immediate family and can take place only every two months if and when prior permission is granted by the Political Security Department. The visits last 30 minutes, take place in the presence of a security officer and no talking in Kurdish is allowed. Reportedly, after calling off

their hunger strike on 16 December 2004 when the prison authorities said they would improve conditions of detention and stop beatings, the prisoners were beaten and whipped.

Most of the approximately 190 other Kurds still in detention were transferred to the jurisdiction of the Military Judge, who reportedly decided to form a special body to consider their cases. At the time of writing, the composition, functions and procedures of the special body had not been made public and the trials had not started.

6. RECOMMENDATIONS

Regarding prisoners of conscience, freedom of expression and the promotion of human rights:

- Release prisoners of conscience Muhammad Mustafa, Sherif Ramadhan, Khaled Ahmad 'Ali and Mas'oud Hamid, as well as all other prisoners of conscience in Syria;
- Ensure that the legislation, under which prisoners of conscience have been imprisoned, be brought in line with Articles 18 - 22 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), to which Syria has been a party since 1969, guaranteeing the right to freedom of conscience, expression, assembly and association and the right to exercise these freedoms without undue interference;
- Overturn the decisions to expel dozens of Kurdish students from university for having peacefully expressed their views;
- Respect the UN Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms, adopted by the UN General Assembly on 9 December 1998, which states in Article 1 that "everyone has the right, individually and in association with others, to promote and to strive for the protection and realization of human rights and fundamental freedoms at the national and international levels" and implement measures laid out in the Declaration for the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms.

Regarding suspected unlawful killings and deaths as a result of torture and ill-treatment in custody:

- Establish independent and impartial investigations into the following allegations of unlawful killings including deaths as a result of torture and ill-treatment in custody; prosecute anyone suspected of unlawful killing, and give compensation to the families of the following victims:

- a) at least 36 people killed during the March 2004 events;
- b) the Kurds who died allegedly as a result of torture and ill-treatment in custody;
- c) the Kurdish military conscripts who died in suspicious circumstances allegedly on account of their Kurdish identity.

Regarding the March 2004 events and discrimination against Kurds in Syria:

- Set up an inquiry into the March 2004 events to:

- a) establish how tension at a football match escalated into widespread riots;
- b) investigate the apparently disproportionate response of the security forces;
- c) examine systemic discrimination and other human rights violations that

may have contributed to the tension and the outburst of violence; d) propose remedies that address these violations in order to help prevent similar incidents occurring in the future.

- Amend legislation on nationality so as to find an expeditious solution to the statelessness of Syrian-born Kurds as recommended by the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD) in 1999 (23), and by the Committee on the Rights of the Child (CRC) in 2003 (24), and put an end to all accompanying discrimination against stateless Kurds including in the fields of education, health care, freedom of movement, employment, and property ownership;
- End the prohibitions on the use of the Kurdish language in education, the workplace, official establishments and at private celebrations, and allow children to be registered with Kurdish names and businesses to carry Kurdish names;

Regarding Syria's obligations under the UN Convention Against Torture (CAT) and its cooperation with the UN thematic mechanisms:

- Review legislation and practices in line with the requirements of the UN Convention Against Torture (CAT) to which Syria acceded in August 2004, and ensure that all its provisions are fully implemented. Amnesty International welcomed the accession and encourages the Syrian authorities to:

officially and publicly condemn torture;

- abolish Legal Decree no.16 of Constitutional Decree No. 14 of 1969 which states that employees of the State Security administration shall not be prosecuted for offences they commit while carrying out their duties. The authorities should also review, and abolish if necessary, any other legislation that grants immunity from prosecution to employees of the other security forces regarding offences they commit while carrying out their duties;

- make incommunicado detention illegal, as called for by the UN Special Rapporteur on Torture(25);

- put an end to all secret detention;

- implement safeguards during interrogation and custody including the authorisation of regular visits by an independent body to places of detention;

- establish an independent body to promptly and impartially investigate all complaints and reports of torture or ill-treatment;

- prohibit the use of statements and other evidence extracted under torture as evidence in trials or any proceedings except against a person accused of torture;

- bring to justice anyone who is suspected of having committed acts of torture or ill-treatment;

- set up training procedures for all officials involved in the custody, interrogation or treatment of prisoners to make clear that torture and ill-treatment are criminal acts and that they are obliged to disobey any order to torture;

enable victims of torture and their families to be entitled to obtain financial compensation and for victims to be provided with appropriate medical care and rehabilitation;

sign the Optional Protocol to the Convention against Torture.

- Issue invitations to the UN Working Group on Arbitrary Detention, the UN Special Rapporteur on Torture, and the Special Representative of the UN Secretary General on Human Rights Defenders, to visit Syria.

Regarding reform of the justice system:

- to urgently review the State of Emergency Legislation (SEL) that is inconsistent with the requirements of human rights law, particularly Article 4 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), to which Syria is a state party(26); - to undertake reforms of the justice system, in particular to ensure that all court procedures comply with international standards for fair trial.

(1) See, for example, AI, Report from Amnesty International to the Government of the Syrian Arab Republic, MDE 24/04/83, 1983; AI, Torture by the Security Forces, MDE 24/09/87, October 1987; AI, Long-term detention and torture of political prisoners, MDE 24/12/92, July 1992; AI, Syria: Repression and impunity: the forgotten victims MDE 24/002/1995, 1995; AI, Caught in a regional conflict: Lebanese, Palestinian and Jordanian political detainees in Syria, MDE 24/01/99, January 1999; AI, Briefing to the Human Rights Committee, MDE 24/001/2001, March 2001; AI, Tadmur Military Prison: Torture, Despair and Dehumanization, MDE 24/014/2001, September 2001; Syria: Smothering freedom of expression: the detention of peaceful critics, MDE 24/007/2002, June 2002.

(2) Letter, from Yahya Abu 'Ali, Minister for Local Administration, 20 December 1997, referring to Ordinance No. 36, 11 August 1971, and Law No. 56 (15 July 1980) [cited in Kerim Yildiz and Georgina Fryer, *The Kurds: Cultural and language rights*, KHRP, August 2004, p89].

(3) Secret Decree No. 1856-S25, 1 November 1989 [cited in Yildiz and Fryer, p255].

(4) Decree No.2013S52, cited in Mohammaad Mullah Ahmad, *al-Qadhiya al-Kurdiya fi Suyiya* (2001), p81 [cited in Yildiz and Fryer, p87].

(5) Order No. 933, 24 February 1994 [cited in Yildiz and Fryer, p88].

(6) Decree No. 122 [cited in Yildiz and Fryer, p88].

(7) See for example, AI, Annual Report 1997, p300; AI, Annual Report 1998, p322.

(8) See E/C.12/1/Add.63

(9) Indeed, thousands of Kurds had fled poverty and repression across the newly-created Turkish-Syrian border in the 1920s.

(10) For further information on the stateless Kurds in Syria see, for example: Human Rights Watch, *The Silenced Kurds*, 1996, www.hrw.org/reports/1996/Syria.htm; Report of Danish Immigration Service fact-finding mission to Syria and Lebanon: Conditions for Kurds and stateless Palestinians in Syria etc., 17-27 September 2000, http://www.ecoi.net/pub/ds194_02376syria.pdf; Human Rights Association of Syria (HRAS), *Effect of Denial of Nationality on*

the Syrian Kurds, November 2003, <http://www.hras-sy.org/>.

(11) The Committee on the Rights of the Child has expressed its regret that children of Syrian-born Kurdish parents who are stateless and have no other nationality at birth continue to be denied Syrian nationality and are subject to discrimination, contrary to articles 2 and 7 of the Convention, (CRC/C/15/Add.212); The Human Rights Committee has expressed its concerns "about the fate of Kurds born in Syria whom the Syrian authorities treat either as aliens or unregistered persons and who encounter administrative and practical difficulties in acquiring Syrian nationality. The Committee considers this discriminatory situation to be incompatible with articles 24, 26 and 27 of the Covenant." (See: CCPR/CO/71/SYR); The Committee on the Elimination of Racial Discrimination has recommended further action to protect the rights of all persons belonging to ethnic and national groups to enjoy, without discrimination, the civil and political rights listed in article 5 of the Convention, notably the right to nationality and cultural self-expression. In particular, the Committee recommended that the State party review its legislation on nationality in order to find an expeditious solution to the situation of Syrian-born Kurds and refugee children born in the Syrian Arab Republic. (See CERD/C/304/Add.70 para 14); see footnote 10, See E/C.12/1/Add.63.

(12) The event was reportedly planned to coincide with the International Day of the Child, but this should in fact be on the second Sunday of December.

(13) See, for example, AI, Syria: Kurdish prisoners of conscience must be immediately released, MDE 24/002/2004, 9 January 2004.

(14) See, for example, AI, Syria: Punished for using the internet - Amnesty International calls for an end to the suppression of the right to freedom of expression, MDE 24/017/2004, 12 March 2004.

(15) See, for example, AI, Syria: Release three prisoners of conscience, MDE 24/014/2004, 20 February 2004.

(16) AI Annual Report 2002, p237.

(17) AI, Urgent Action 107/04, MDE 24/018/2004, 12 March 2004.

(18) See, for example, AI, Syria: Torture by the Security Forces, MDE 24/09/87,

October 1987; AI, Syria: Tadmur Military Prison: Torture, Despair and Dehumanization, MDE 24/014/2001, September 2001; AI, Syria: Unfair trial of Kurdish prisoners of conscience and torture of children is totally unacceptable, MDE 24/048/2004, 29 June 2004; AI, Syria: The authorities must investigate deaths in detention and end torture and ill-treatment, MDE 24/053/2004, 11 August 2004.

(19) On 18 June 2004 Amnesty International wrote to then Minister of the Interior, Lieutenant General 'Ali Hammud, requesting clarification of the circumstances surrounding five deaths in 2004, but has not received any response. A similar letter to the Minister of the Interior in August 2003 concerning the death in custody, at the Military of Intelligence Detention Centre in Aleppo, of Syrian Kurd Khalil Mustafa bin Muhammad Sherif has also remained unanswered. Reports received by Amnesty International alleged that severe injuries and bruises were visible on his corpse, including a leg broken in two places, a missing eye, and a head wound.

(20) See CRC/C15/Add.212, para. 36, 52, 10 July 2003.

(21) AI, Syria: Unfair trial of Kurdish prisoners of conscience and torture of children is totally unacceptable, MDE 24/048/2004, 29 June 2004.

(22) In 2002 and 2003, at least 27 people were executed in Syria.

(23) see CERD/C/304/Add.70, paragraph 14

(24) see CRC/C/15/Add.212, paragraph 33 (b)

(25) The Special Rapporteur on torture stated that "Torture is most frequently practised during incommunicado detention. Incommunicado detention should be made illegal, and persons held incommunicado should be released without delay." E/CN.4/2003/68, para. 26.

(26) In its consideration of Syria's second periodic report in April 2001, the Human Rights Committee, which monitors states' implementation of the ICCPR, expressed concern over the SEL in Syria which it said "does not provide remedies against measures limiting citizens' fundamental rights and freedoms". The Committee recommended that the SEL be "formally lifted as soon as possible".

► Dans l'extrême sud-est de la Turquie, les catholiques arméniens sont presque tous partis, alors que les syriaques font revivre leurs monastères

Les chrétiens syriaques s'accrochent au Tur Abdin

MARDIN

De notre envoyé spécial

Ils sont cinq ou six enfants précieux, beaux, rares. Ils rient, chahutent, proposent du thé, des gâteaux secs. Ils vont à l'école publique turque et, le soir, à la maison, ils apprennent l'anglais avec des cédéroms sur l'ordinateur familial. En cette fin d'après-midi à Mardin, ville enracinée dans l'histoire et les légendes des premiers chrétiens, en surplomb de la plaine mésopotamienne qui disparaît au sud, une petite collation est offerte à un groupe de touristes venu célébrer une messe à l'église catholique arménienne Saint-Joseph. Sur le parvis protégé du soleil par de hauts murs, les adultes font le décompte de leurs communautés chrétiennes.

Il y a aujourd'hui 260 chrétiens de toutes confessions à Mardin, ville d'environ 60 000 habitants. Les plus nombreux sont les syriens-orthodoxes, une Église dont la langue liturgique est l'araméen, la

Le monastère de Mar Gabriel est devenu le noyau du réveil de l'Église syriaque.

langue du Christ. Ils sont 150 tandis que les arméniens-catholiques sont 60,

les syriens-catholiques «plus de 45» et les chaldéens «plus de 20». Il y a quatre-vingt-dix ans, avant les massacres, Mardin était une ville majoritairement chrétienne, avec une très forte présence arménienne-catholique.

Réduits à quelques-uns, les chrétiens de Mardin se serrent plus ou moins les coudes. Selon les paroisses de Saint-Joseph, huit églises de diverses confessions sont ouvertes dans la ville. Il y a une messe par mois, avec parfois une rotation en fonction du rite.

C'est l'Église syriaque qui exerce aujourd'hui une influence prédominante dans

pistachiers, se dresse le monastère de Deir-Al-Zafaran. Le couvent joue un rôle éducatif important. Tanya, une jeune femme qui fait visiter l'église de la Vierge-Marie à Diyarbakir, 150 kilomètres plus au nord, a ainsi suivi pendant deux ans une formation à l'araméen à Deir-Al-Zafaran. Elle logeait à Mardin mais venait chaque jour au couvent.

Encore plus à l'est, à plus d'une heure et demie de route de Mardin, le monastère de Mar Gabriel (Saint-Gabriel) est devenu le noyau du réveil de l'Église syriaque. Mgr Samuel Atkas y fait souffler un vent nouveau. Evêque de la ville voisine de Mydiat, il veille à la vie spirituelle du couvent. Celui-ci abrite environ 70 personnes, dont deux moines, 14 moniales, deux professeurs de syriaque et une trentaine d'étudiants du monde entier qui viennent apprendre la langue, les rites, la culture d'une Église dont les racines plongent profondément

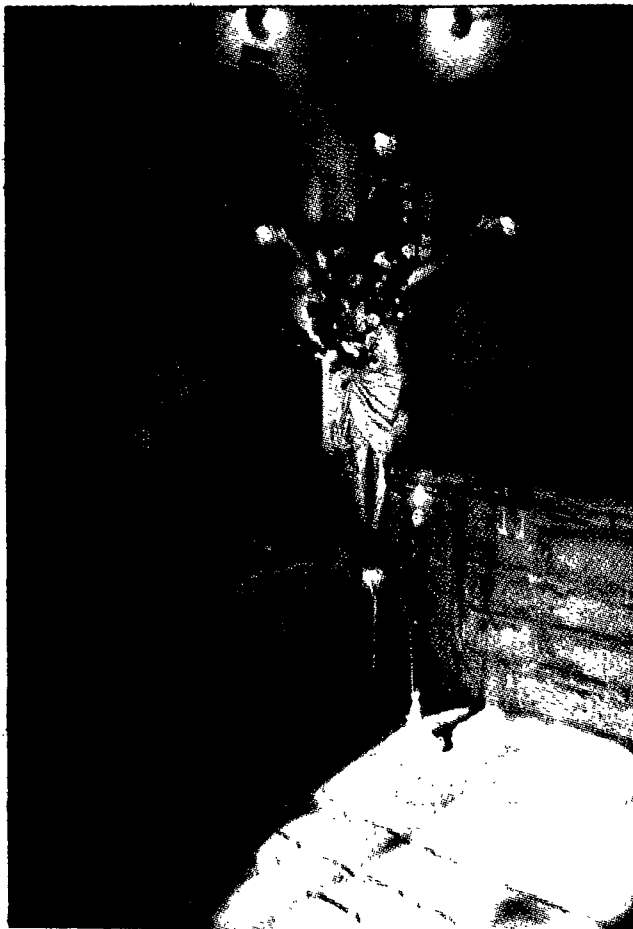
les environs, notamment en allant vers l'est, dans la région de Tur Abdin, «la montagne des serviteurs de Dieu». À six kilomètres de Mardin, dans un valon planté d'oliviers et de

dans l'Antiquité. «*En Europe ou en Amérique du Nord, les nôtres sont libres mais ils n'ont pas la tradition*», résume un prêtre du voisinage. Le monastère a été restauré ces dernières années grâce à des financements provenant de la communauté.

La vie reste toutefois difficile pour les chrétiens du Tur Abdin. Certains de leurs villages ont été pris entre deux feux lors du conflit entre la guérilla kurde du PKK et l'armée turque, dans les années 1980 et 1990. Les chrétiens ont été obligés de partir et leurs maisons ont parfois été occupées par des Kurdes, eux-mêmes réfugiés. «*Je suis récemment retourné dans mon village, Aynvardo, avec le consul de Suède, raconte l'un d'eux. Les musulmans sont là depuis vingt ans et ils construisent. Ils ne veulent pas partir. Ils sont violents. Pour eux, tuer n'est pas un problème. Il y avait 300 maisons appartenant à des syriaques. Aucun de nous n'a vendu.*»

Les chrétiens syriaques s'accrochent et leur présence rassure les quelques Arméniens encore présents dans la région. À Diyarbakir, c'est à l'ombre de l'église syriaque de la Vierge Marie que trois septuagénaires arméniens passent leurs vieux jours.

J.-C. P.



Dans l'église chaldéenne de Diyarbakir.

Le christianisme ne survit qu'à l'état résiduel en Anatolie.

la Croix

23 AOÛT 2005

LES ARMÉNIENS DE TURQUIE

A Diyarbakir, la foi des catacombes

Il n'y a presque plus d'Arméniens à Diyarbakir. Quelques anciens gardent une flamme vacillante, et un jeune, revenu à la religion de ses grands-parents, envisage de se rendre rapidement à Istanbul

DIYARBAKIR

De notre envoyé spécial

L'église Surp Giragos de Diyarbakir est une longue plainte à ciel ouvert. Un enseignant turc de passage prophétise: «*Nous sommes les enfants de l'Histoire. Si l'Histoire est en ruine, les gens le sont aussi. J'ai honte, car des étrangers viennent et nous demandent notre histoire. Et nous ne la savons pas.*» Musulman, cet instituteur s'annonce «*socialiste et matérialiste*».

La bâtisse, qui relevait du culte arménien apostolique, était imposante, à en juger par les travées conduisant du vaste portique d'entrée aux cinq autels. Les restes de trois d'entre eux se dressent encore, fantômes de stuc sur lesquels se découpent quelques angelots et des motifs floraux ou géométriques teintés d'ocre ou de vert. Le plafond a disparu. La tribune est effondrée. Les arches sont brisées. Les chapiteaux posés sur d'élégantes colonnes témoignent seuls d'un style dépouillé et altier. Rien alentour n'est susceptible de retracer l'histoire du lieu. Un guide touristique récemment édité par la municipalité évoque une construction au XVI^e siècle. Les pierres, muettes, renvoient le visiteur à sa propre désolation.

Dans la cour attenante, une famille kurde garde les clés. La jeune femme, menue et vive, ouvre la porte d'une toute petite bâtisse qui ne contient qu'une pièce aux murs bleu pâle. Un autel en bois, quelques bancs et une étroite tribune forment le seul mobilier. Un décor grossièrement sculpté porte la date du 20 mars 1949. Là se déroulait la liturgie, dans les années 1950 et jusqu'aux années 1960, lorsque Diyarbakir comptait, selon certains témoins se rappelant leur jeunesse, quelques

milliers d'Arméniens. Aujourd'hui, ils sont moins d'une dizaine, huit, selon le patriarcat à Istanbul.

Le trousseau de clés réapparaît et une nouvelle porte s'ouvre, sur l'ancien bureau de l'évêque, peint lui aussi en bleu pâle. Le fau-teuil du prélat en impose encore. Un portrait d'Atatürk surplombe celui d'un patriarche.



Antranik, Arménien de Diyarbakir. Dans cette ville où la violence, liée au conflit kurde, affleure, une poignée d'Arméniens vit dans la plus grande discrétion.

Sur l'armoire en fer, un petit drapeau turc, rouge vif, est le seul élément de décor récent. À l'intérieur, de vieux livres en arménien s'entassent. Missels, registres de la communauté, livres de prière...

«*Ici, je me sens chez moi.*» Garabed, un électricien de 24 ans à la chevelure de jais et au sourire généreux, semble familier des lieux. Il y a trois ans, il a été baptisé et a abandonné son prénom d'origine, Farouk. Depuis, ses amis l'appellent *Gavour*, «l'infidèle», sur un registre mi-léger, mi-grinçant. En 1915, c'est au son de cette insulte que des centaines de milliers d'Arméniens et de chrétiens d'autres traditions ont été massacrés en Anatolie. Selon certaines estimations, il y avait avant les tueries 120 000 chrétiens dans le département de Diyarbakir, dont une moitié d'Arméniens.

Garabed explique que ses quatre grands-parents étaient d'origine arménienne, mais qu'ils ont été élevés comme musulmans à Silvan, à une heure de route à l'est de Diyarbakir, sur la route de Batman. En 1915, ils auraient survécu à la déportation, puis seraient revenus dans leur village d'origine. Ils ont vécu dans un entre-deux culturel et religieux, manifestant les signes extérieurs nécessaires à leur tranquillité. Les parents du jeune homme ne pratiquaient pas mais «*savaient d'où ils venaient*», poursuit-il. Leurs voisins aussi, sans doute. Il y a une trentaine d'années, «*ces esprits faibles, des imbéciles*», les ont chassés de leur domicile. «*Pour eux, si on tue un chrétien, on va au paradis.*» Ses

parents et ses sœurs sont aujourd'hui établis dans des villes de l'Ouest.

Garabed explique son itinéraire ●●●

●●● personnel avec simplicité. «*Je me*

Selon certaines estimations, il y avait avant les tueries 120 000 chrétiens dans le département de Diyarbakir, dont une moitié d'Arméniens.

suis dit que si j'oubliais mes racines, je ne serais pas un homme d'honneur. Or, sans honneur, un homme ne peut pas vivre. C'est quelque chose que vous devez ressentir. Je l'ai ressenti, donc je l'ai fait.»

Pendant un an, il a vécu à Istanbul pour y suivre son catéchuménat. Puis il est revenu à Diyarbakir, mais la vie lui paraît ici trop dure, trop dangereuse aussi. L'isolement lui pèse. Il connaît un fonctionnaire qui voudrait, comme lui, revenir à sa culture d'origine, mais qui ne pourrait le faire sans être licencié. Idem pour un commerçant qui perdrait à coup sûr ses clients. «*Je veux partir, soupirez-t-il. Je ne sais pas de quoi demain sera fait.*» Une personne qui le suit depuis Istanbul ne cache pas son inquiétude

et son indignation envers le patriarcat arménien «qui l'a laissé repartir alors qu'il aurait fallu l'aider à rester» sur les bords du Bosphore.

Son seul réconfort, Garabed le trouve près de la petite communauté chrétienne qui vit aux abords de l'église de la Vierge-Marie, une belle bâtisse de rite syriaque dont la restauration a été commémorée le 22 mai dernier. Au XIX^e siècle, un patriarche était venu s'établir ici, et y avait

«Je suis le dernier. Ne me demandez pas pourquoi.»

fait bâtir, derrière de hauts murs, un petit complexe religieux constitué d'écoles et d'habitations autour de quatre courettes.

Sept à huit familles chrétiennes y vivent aujourd'hui, dont celle du prêtre, le P. Yusuf Akbulut.

Ce matin-là, des enfants jouent avec l'eau de la fontaine. Légèrement à l'écart, sur une terrasse, deux vieilles femmes, deux sœurs, brodent en silence, assises sur un banc sommaire garni de cousins rouges. Un homme s'active dans la soupente. Sitki et Bayzar Eken, couple sans enfant, représentent, avec Victoria, la sœur, la face visible des Arméniens de Diyarbakir². Ils ont respectivement 75, 78 et 68 ans. «Tous les autres sont partis. Je suis le dernier. Ne me demandez pas pourquoi», lâche le vieil homme.

Lui aussi est originaire des environs de Silvan. Son père avait 12 ans en 1915 et a été sauvé par le chef de village qui l'a présenté comme un musulman. Ses parents sont venus à Diyarbakir quand il avait un an. Dans un cadre, ramené de la cuisine, cinq photos aux couleurs fanées témoignent de liens familiaux entretenus aux quatre coins du monde. Son grand frère était parti au Canada, mais il est mort il y a deux ans. Son jeune frère vit aux Pays-Bas. Un enfant qui rit sur l'un des clichés a aujourd'hui 27 ans et vient de se marier du côté d'Amsterdam. Sitki et Bayzar iront le voir lors de son prochain passage à Istanbul. Les gens de la diaspora ne viennent jamais jusqu'à Diyarbakir.

Le vieil homme n'a jamais parlé que le turc, mais sa femme n'a pas besoin de chercher dans sa mémoire pour que reviennent les formules de salutations dans sa langue maternelle. «On parlait arménien à la maison avec mon père et ma mère, mais j'ai beaucoup oublié», s'excuse-t-elle. Sa famille a quitté, il y a cinquante ans, la petite ville de Lice. «Nous avons été les derniers à partir. Mais il restait beaucoup d'Arméniens d'origine», raconte-t-elle en secouant la main.

Les tasses de café à la cardamome sont brûlantes. Le silence s'installe peu à peu. Y aura-t-il encore des Arméniens à Diyarbakir dans vingt ans? Bayzar Eken fait la moue. «Dieu seul le sait, répond son mari, mais ce sera difficile. Même si les Arméniens retrouvent leurs droits, l'économie ici n'est pas bonne.» En attendant, les trois survivants gardent la flamme.

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN



Fête kurde à l'occasion d'un mariage, près de Van, en Anatolie orientale. Selon un historien local, dans la région, une famille sur trois compte une grand-mère arménienne.

► Même s'ils n'en parlent jamais, les Kurdes savent que beaucoup de leurs ancêtres ont participé aux massacres des Arméniens

Les Kurdes n'ont pas oublié leurs anciens voisins

DIYARBAKIR

De notre envoyé spécial

Le massacre des chrétiens a atteint des proportions terrifiantes à Diyarbakir en 1915. D'une part, le gouverneur de l'époque, Rechid pacha, se fit l'instrument implacable de la politique édictée par le gouvernement d'Istanbul. D'autre part, les notables kurdes de la ville ont activement soutenu des exactions qui leur permettaient de faire main basse sur les biens et les commerces des Arméniens.

La mémoire de ces événements reste taboue, mais elle affleure souvent. Seyhmus Diken, un intellectuel féru d'histoire locale, évoque ainsi «une grande injustice». Il attribue les violences au fanatisme religieux plus qu'à une pulsion d'épuration ethnique. Il souligne que de nombreuses filles et femmes chrétiennes ont été sauvées, à tel point que, selon lui, «dans les départements de Diyarbakir, Hakkari, Bitlis ou Van, une famille sur trois aujourd'hui compte une grand-mère arménienne». «Les chefs de clan qui épargnaient ces enfants faisaient d'une pierre deux

coups, explique-t-il. Ils sauvaient une vie et ils gagnaient une musulmane.» La conversion à l'islam était en effet la condition sine qua non de la survie. «Jusqu'à leur mort, elles n'oublient jamais, affirme Seyhmus Diken. Elles se souviennent de ces jours, mais elles n'en parlent jamais. Elles ne veulent pas influencer les jeunes générations.»

Nouri Sinir, une figure respectée de la cause kurde à Diyarbakir, se souvient ainsi d'une de ses grands-mères. «Elle était arménienne mais elle ne voulait pas en parler. C'était une énorme souffrance pour elle. Elle préférerait fuir dans le silence.» Selon le récit transmis au sein de la famille, sa grand-mère avait 12 ans en 1915. Lorsque la colonne des déportés dont elle faisait partie est arrivée à proximité du village de Sultanseyhmus, fief du clan des Sinir, trois jeunes filles ont été choisies pour être converties et sauvées. «Ma grand-mère ne voulait pas, raconte Nouri Sinir d'une voix sourde. Mais sa mère l'a suppliée d'accepter. Sur les trois, une fille a refusé d'être convertie. Elle a été lapidée par les fanatiques du village. Ma grand-mère n'a plus jamais revu sa mère, sa sœur et ses frères qui étaient dans le convoi. Ils furent tous tués.»

À Diyarbakir, sa grand-mère n'a jamais caché son origine, et elle parlait arménien avec ceux de ses voisins qui pratiquaient cette langue. Mais elle restait silencieuse sur les horreurs qu'elle avait connues enfant. « Elle m'a légué un regard différent sur les autres, témoigne Nouri Sinir, qui exerce aujourd'hui une grande autorité à l'intérieur de son clan. À cause d'elle, de son histoire, j'ai vu avec d'autres yeux les autres religions, les autres peuples.

Depuis quelques années, souvent à l'instigation de leur propre diaspora, certains milieux

Mes meilleurs amis étaient des chrétiens, des yezidis (1). Mais mes copains d'école chrétiens sont tous partis, à Alep ou à Istanbul. »

kurdes s'ouvrent à ce passé et font preuve d'une compréhension nouvelle à l'égard des Arméniens.

Il y a encore quarante ans, le folklore local véhiculait l'image d'une société multiconfessionnelle. « Beaucoup de chansons et d'épopées brodaient sur le thème d'un amour interconfessionnel contrarié, raconte un habitant. Et, à l'Épiphanie, il était fréquent dans les familles musulmanes de faire la galette. Pour chasser les mauvais esprits, on traçait dessus une croix avec de la suie. »

Les Kurdes et les Arméniens comptent, de fait, parmi les peuples les plus anciens d'Anatolie et ont vécu côte à côte, les uns musulmans, les autres

chrétiens, pendant plus de deux mille ans, en fonction des fortunes de l'Histoire. Depuis quelques années, souvent à l'instigation de leur propre diaspora, certains milieux kurdes s'ouvrent à ce passé et font preuve d'une compréhension nouvelle à l'égard des Arméniens. « S'ils veulent parler de génocide, ils sont dans leur droit, affirme ainsi Nouri Sinir. Sur la question de la reconnaissance, je suis du côté des Arméniens. »

J.-C. P.

(1) Adeptes d'une religion syncrétique d'Anatolie.

LES ARMÉNIENS DE TURQUIE

Des intellectuels turcs refusent l'Histoire officielle

Un colloque d'historiens refusant la vérité officielle sur le massacre des Arméniens a dû être reporté à Istanbul sous une très forte pression nationaliste, mais ses organisateurs refusent de désarmer

La Croix
30 AOÛT 2005

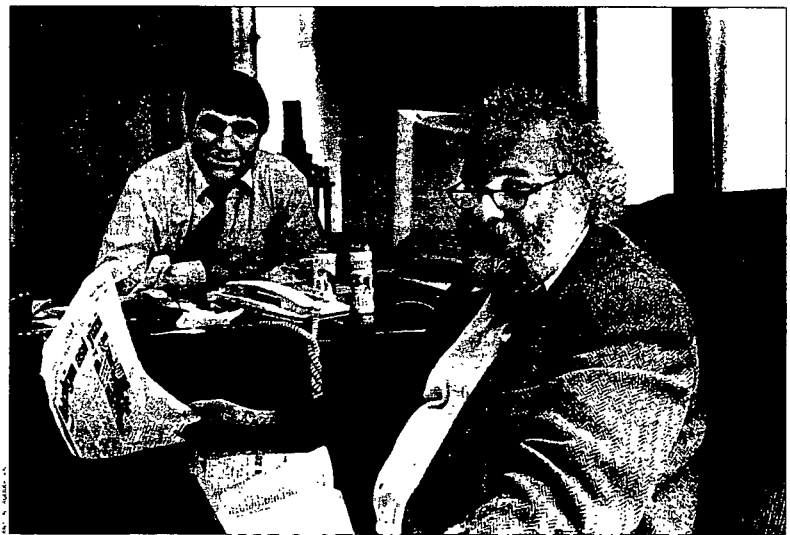
ISTAMBOUL

De notre envoyé spécial

Le débat intellectuel en Turquie demande parfois un réel courage physique. L'historien Halil Berktaş, professeur à l'université privée Sabanci, sait qu'il est aujourd'hui partie prenante d'une controverse qui s'inscrit dans une lutte dure pour ou contre la liberté de pensée et la transition démocratique de son pays. Grand, corpulent, ses propos sont précis, concis, sans emphase, mais laissent apparaître une conviction enracinée dans des principes qui le conduisent, par cohérence, en première ligne. « Les menaces, les pressions, les insanités, les atteintes à ma réputation, je fais avec, résume-t-il avec un flegme presque britannique. C'est le prix inévitable à payer. Il s'agit de savoir si la Turquie va devenir une société ouverte ou rester une société semi-fermée. »

La tourmente est arrivée à cause d'un colloque dont Halil Berktaş était l'inspirateur et qui s'intitulait: « Les Arméniens ottomans durant la fin de l'Empire ». Du 25 au 27 mai, une quarantaine d'universitaires et d'intellectuels turcs étaient conviés à échanger leurs analyses sur cette période. Aucun d'entre eux n'appartenait aux cercles officiels qui affirment

que la déportation des Arméniens en 1915-1916 n'aurait concerné « que » 300 000 personnes et que cette décision a été prise parce que les Arméniens auraient trahi l'Empire en s'alliant avec les Russes. Monté avec un petit budget, le symposium était un acte militant qui visait d'abord à faire entendre une autre voix que celle de l'État. « Sur la quarantaine de papiers prévus, deux seulement utilisaient le mot "génocide" », souligne Halil Berktaş. La conférence ne visait pas du tout à établir un verdict sur cette question. En revanche, nous



Ragıp Zarakolu, militant des droits de l'homme, a cherché, dès le milieu des années 1990, à lancer le débat sur le génocide arménien en Turquie.

voulions qu'elle puisse être discutée ouvertement. Pour nous historiens, le sujet c'est: que s'est-il passé exactement en 1915 ? »

Pour l'establishment nationaliste qui contrôle le pays, quel que soit le gouvernement au pouvoir, c'était déjà trop. Quelques jours avant le 25 mai, la tension est montée violemment. Au Parlement, un ténor de l'opposition, Sukru Elektaş, ancien ambassadeur de Turquie aux

États-Unis et vice-président du parti social-démocrate (CHP), a attaqué avec virulence les organisateurs de la conférence. Le ministre de la justice, Cemil Cicek, a fait de la surenchère en

accusant ceux-ci de traîtrise. Des organisateurs du colloque ont été harcelés par des menaces se réclamant des Loups gris. Cette organisation d'extrême droite, considérée comme ayant partie liée avec des organes occultes de l'État, n'hésite pas à recourir à la violence extrême. La pression s'est aussi concentrée sur la recteur de l'université Bogazici (du Bosphore), qui accueillait le symposium. Finalement, celle-ci a décidé in extremis de le reporter.

«La tension a été énorme, se souvient Halil Berktaç. Nous étions épuisés. Nous avons besoin d'une pause. Le comité directeur a attendu un mois avant de se retrouver». Très vite, la décision a été prise de ne pas lâcher et d'organiser le colloque à l'université Bogazici à l'automne. Les organisateurs ont, en effet, reçu un certain soutien au sein de la société turque, notamment dans la presse. «Nous avons reçu plus de courriels de solidarité que de haine», constate Halil Berktaç. Les États-Unis et l'Union européenne ont fait connaître leur réprobation. Le président

de l'Assemblée nationale, le ministre des affaires étrangères et le premier ministre ont chacun regretté le report de la conférence. Les organisateurs ont tenu bon et ils ont an-

«Il s'agit de creuser une troisième voie entre la chape de plomb du discours officiel, qui nie l'épuration ethnique et la pression de la diaspora pour la reconnaissance de ce qu'elle appelle un génocide.»

noncé la semaine dernière que la conférence se tiendrait à l'université Bogazici du 23 au 25 septembre. Le ministre des affaires étrangères Abdullah Gül a fait savoir qu'il participerait à la séance inaugurale. La date retenue n'est pas éloignée du 3 octobre, jour où ●●●

●●● doivent commencer officiellement les négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne...

Si le colloque se tient, ses organisateurs auront remporté une belle manche. «Il s'agit de creuser une troisième voie entre la chape de plomb du discours officiel, qui nie l'épuration ethnique dont ont été victimes les Arméniens, et la pression de la diaspora arménienne pour la reconnaissance de ce qu'elle appelle un génocide», explique l'un des participants, Ahmet Insel, rédacteur en chef d'une revue mensuelle, *Birikim*, dont le numéro de juin portait justement sur ce dossier.

À Istanbul, la grande majorité des intellectuels turcs favorables à la démocratisation refusent ou questionnent l'application du terme «génocide» au massacre des Arméniens. Ils jugent que les archives ottomanes n'ont pas encore été assez étudiées - ne serait-ce que parce que leur accès a été longtemps sévèrement limité par les autorités. Ils s'interrogent sur l'éventuelle banalisation d'un terme né après la Shoah, un événement selon eux unique dans l'Histoire du XX^e siècle. Ils estiment que vouloir imposer l'étiquette de génocidaire à la nation turque ne peut que renforcer les opposants à la démocratisation.

«Nous sommes sur des sables mouvants», explique l'un d'eux pour rendre compte de la difficulté d'avancer face à un establishment militaro-bureaucratique qui a érigé le déni de tout massacre en vérité historique. «C'est une guerre de tranchées», suggère un

autre. «La conférence a été perçue par l'establishment comme une insulte à l'État, souligne l'historien Etyen Mahcupian. Il attend en effet de la société qu'elle répète la version officielle, et pas que des citoyens se lèvent pour la remettre en cause. Le

«Reconnaître que l'État a menti pendant des décennies est beaucoup plus délicat que de reconnaître le génocide.»

problème que lui pose la conférence n'est donc pas seulement son contenu, mais d'abord le fait même qu'elle se tienne, qui plus est dans une université publique. Pour lui, cela équivalait à une émeute!»

La remise en cause de la version officielle signifie par ailleurs implicitement que l'État a menti pendant des décennies. «C'est beaucoup plus délicat à reconnaître que le génocide», souligne un intellectuel. L'establishment nationaliste enseigne dans les écoles et rabâche dans les casernes une histoire immaculée depuis la fondation de la

république par Atatürk en 1924. «Le récit national, analyse un sociologue, est fondé sur le triptyque innocence-souffrance-délivrance. Il explique que la nation a été attaquée par les impérialistes européens, qu'elle s'est défendue pendant la guerre d'indépendance, et qu'elle s'est sauvée grâce à la fondation de la République turque. Or, ce récit ne résiste pas à l'ouverture au monde. Dès lors que l'on ne réfléchit plus en termes d'histoire nationaliste mais en termes d'histoire universelle, il a de plus en plus de mal à se reproduire.»

La perspective de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, la création d'universités privées moins dépendantes de l'État et l'augmentation du nombre d'étudiants en Europe ou aux États-Unis ouvrent les espaces de la recherche. Mais cette dynamique cohabite avec un mouvement contraire, au sein d'une frange de la population qui se perçoit d'abord comme turque et musulmane sunnite, et qui se sent assiégée de l'extérieur et infiltrée de l'intérieur. C'est dans ce contexte que la question arménienne est devenue un abcès de fixation. «La question du génocide est la dernière ligne de défense des adversaires de l'europanisation», résume un intellectuel.

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN

L'Europe se convainc peu à peu de l'existence d'un génocide

- Peu d'États à travers le monde ont à ce jour affirmé que les massacres de 1915-1917 relevaient d'un génocide, mais le mouvement s'accélère. En Europe, le Parlement européen a ouvert la voie. Dans une résolution de 1987, il a déclaré: «Les événements tragiques qui se sont déroulés en 1915-1917 contre les Arméniens établis sur le territoire ottoman constituent un génocide au sens de la Convention pour la répression du génocide, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 9 décembre 1948».
- En France, le Parlement a voté le 18 janvier 2001 une loi composée d'un article unique affirmant: «La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915».
- Le 16 juin dernier, le Bundestag, chambre basse du Parlement allemand, a voté une résolution disant que le gouvernement ottoman avait détruit la quasi-totalité du peuple arménien. Le mot «génocide» figure dans l'exposé des motifs.
- À ce jour, ont reconnu le génocide: Uruguay (1965), Chypre (1982), Russie (1995), Grèce (1996), Liban (1997), Belgique (1998), Suède (2000), France, Italie (2001), Suisse, Argentine (2003), Canada, Slovaquie (2004), Pays-Bas, Pologne, Allemagne (2005).

la Croix

29 AOÛT 2005

LES ARMÉNIENS DE TURQUIE

« L'Etat doit être équidistant de toutes les religions »

Pour le patriarche de l'Église arménienne apostolique, la laïcité en Turquie ne garantit pas toujours l'égalité des religions devant l'État. L'adhésion à l'Union européenne pourrait, pense-t-il, améliorer la situation

ENTRETIEN

Sa Béatitude Mesrob II

Patriarche d'Istamboul de l'Église arménienne apostolique

Vous êtes à la tête de l'Église arménienne apostolique en Turquie depuis 1998. Le contexte est-il aujourd'hui favorable à cette minorité dans le pays ?

S. B. Mesrob II: Selon des statistiques publiées au début de l'année par le Bureau de l'information de l'État, il y a aujourd'hui en Turquie de 68000 à 70000 Arméniens (1) ayant la nationalité turque, plus 30000 Arméniens d'Arménie, qui sont en quelque sorte des travailleurs immigrés. Pour pouvoir vivre et nous développer en tant que minorité, nous avons besoin de trois choses : de prêtres, d'écoles et de fondations pour susciter de l'argent. Dans ces trois domaines, la situation n'est pas satisfaisante. Nous payons les mêmes impôts que les Turcs musulmans. Mais eux disposent de mosquées, d'imams, d'instituts de théologie payés par le gouvernement et d'une direction des affaires religieuses qui relève du premier ministre. Nous, nous devons financer nous-mêmes le patriarcat, les églises, les salaires des prêtres, et nous n'avons pas de faculté de théologie arménienne. Où est donc la vraie laïcité ?

- Vous sentez-vous turc ?

- Je suis né à Istamboul. Je suis un fils de cette République. Je veux pouvoir dire : « C'est mon pays. » Les Arméniens de Turquie ne sont pas une extension de la République d'Arménie. Ils ont plus de points communs avec leurs concitoyens turcs. Tous les enfants de notre communauté doivent pouvoir jongler avec trois balles, comme au cirque :



Sa Béatitude Mesrob II. Le patriarche arménien d'Istamboul, figure de référence pour la communauté.

la nationalité turque, l'ethnie arménienne, la religion chrétienne. Idem pour les Grecs ou pour les juifs de Turquie. Mais il faut pour cela une vraie laïcité dans le pays. L'État doit être équidistant de toutes les religions. Dans les écoles turques, on n'enseigne pas le pluralisme, la diversité. On ne met pas en évidence l'héritage de la Turquie comme creuset de tellement de traditions et de civilisations. Cela dit, actuellement, une nouvelle loi sur les fondations est en cours de discussion, qui devrait mettre toutes les religions sur un pied d'égalité pour le finan-

cement de leurs œuvres et de leurs biens religieux.

- Les conversions sont-elles possibles en Turquie ?

- Chaque année, nous baptisons entre 80 et 120 adultes revenant à la religion arménienne. Lorsqu'une personne vient nous en faire la demande et qu'il y a au moins deux témoins qui affirment par écrit qu'elle est d'origine arménienne, nous lui faisons

suivre le catéchuménat et elle est baptisée. Selon certains professeurs d'histoire, environ 200000 Arméniens, surtout des filles, ont été convertis à l'islam en 1915. Il y a donc sans doute au moins 1,5 million de Turcs qui ont une ascendance arménienne.

- L'État vous laisse-t-il faire ?

- L'État est laïque ! Ce n'est donc pas son problème ! Mais nous sommes régulièrement soumis à des campagnes de presse qui accusent les chrétiens de se livrer à des activités missionnaires. Dans l'islam, quand le père est musulman, ses enfants sont musulmans. C'est une difficulté. Les campagnes de presse font état de 10000 ou 20000 conversions au christianisme, surtout de la part d'Églises protestantes. C'est très exagéré. On peut parler de quelques centaines. Et il faut bien dire que l'activité missionnaire musulmane est beaucoup plus

« Tous les enfants de notre communauté doivent pouvoir jongler avec trois balles, comme au cirque : la nationalité turque, l'ethnie arménienne, la religion chrétienne. »

intense : la télévision diffuse des lectures du coran et les sermons des imams.

- Les chrétiens ne sont sans doute plus que 200000 en Turquie... Feraient-ils peur à 65 millions de musulmans ?

- Il y a des gens qui essaient de montrer les chrétiens comme un danger pour le pays. C'est une phobie qui remonte aux dernières années de ●●●

●●● l'Empire ottoman. Ils perçoivent les minorités comme de possibles saboteurs de la nation. Pour le Turc moyen, l'Empire s'est effondré parce que les minorités ont collaboré avec l'étranger. Certains essaient aujourd'hui d'actualiser cette perception pour apeurer les masses.

- Parvenez-vous à aller au contact de quelques centaines ou milliers d'Arméniens qui vivent hors d'Istamboul ?

- Quand je sors d'Istamboul, nous sommes entourés de huit à dix policiers, pour notre sécurité ! Dans ces conditions, il est difficile d'être pasteur. Fin juin, je suis allé à Kayseri,

l'ancienne Césarée de Cappadoce, pour célébrer une messe en mémoire de saint Grégoire l'Illuminateur: premier évêque d'Arménie, il a vécu, étudié et enseigné dans cette ville, et c'est lui qui, en 301, a converti le roi d'Arménie au christianisme. Césarée est une cité sainte pour les Arméniens du monde entier. Il y a encore une église du XI^e siècle, mais il ne reste plus que cinq Arméniens. Or, le lendemain, la presse a été détestable sur le thème: la Turquie est musulmane, le patriarche cherche à nous convertir. En fait, on veut nous décourager d'effectuer des pèlerinages dans les lieux d'origine du christianisme.

Quoi qu'il en soit, je vais trois fois par an en Anatolie, à la rencontre de nos communautés. Il y a de nombreuses villes où vivent des Arméniens mais où nous n'avons plus d'église, comme à Malatya ou à Elazig. Ou alors ces églises existent encore, mais nous ne les possédons plus et nous n'avons pas le droit d'en construire de nouvelles. Or, ces petites communautés aussi ont besoin de nourriture spirituelle et je ne

«Un jeune sur deux se marie avec un non-Arménien. Irrémédiablement, les chiffres de la communauté vont donc baisser.»

vois pas pourquoi elles devraient se confiner pour le culte dans un appartement.

— À Istanbul, les Arméniens restent-ils dans le giron de l'Église?

— La sécularisation est forte! J'aimerais que tout le monde témoigne de sa foi. Mais je suis trop idéaliste. La communauté arménienne d'Istanbul est connue pour être très pieuse. Il y a de nombreuses chorales d'églises, l'Avent est toujours un temps fort. Mais un enfant sur trois seulement va à l'école arménienne. C'est trop peu pour pouvoir entretenir la langue et la religion. Un jeune sur deux se marie avec un non-Arménien. Irrémédiablement, les chiffres de la communauté vont donc baisser. Il s'agit pour nous de réévangéliser la communauté arménienne.

— Pensez-vous qu'un jour le nombre d'Arméniens augmentera de nouveau en Turquie?

— Peut-être, si la Turquie entre dans l'Union européenne. Quand le pays aura rejoint le niveau de vie moyen de l'Europe, qu'il aura adopté ses valeurs, quand il y aura plus d'air pour les minorités. Déjà, l'exode est beaucoup moins important que dans les années 1960 et 1970. À l'époque, il y avait entre 5000 et 10000 départs par an. Aujourd'hui, on parle de centaines. Un jour peut-être, les Arméniens de Turquie n'auront plus aucune raison d'aller voir ailleurs.

RECUEILLI PAR
JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN
(à Istanbul)

(1) Dont 3000 Arméniens catholiques et 400 Arméniens protestants

► Les trente-cinq églises arméniennes d'Istanbul témoignent d'une présence de près de six cents ans sur les bords du Bosphore

Les églises témoins d'un fécond partage

ISTAMBOUL
De notre envoyé spécial

A 10h20 tous les jeudis, la cloche de l'église Surp Krikor Lusavoric (Saint-Grégoire l'Illuminateur) appelle à l'office. La plupart du temps, il y a presque autant d'officiants, de servants et de cantors que de fidèles. L'église se trouve dans le quartier historique de Galata, à Istanbul, mais elle n'est plus qu'un lieu de passage. Depuis qu'elle a été reconstruite en 1958 lors du percement d'une grande avenue, elle a un peu perdu de son âme.

C'est dans la crypte que revit le passé. Des céramiques de Küttaya, datant du XVIII^e siècle, couvrent certains murs. Le tombeau d'un patriarche, Iohannis Golod, fondateur d'écoles mort en 1741, est exposé simplement. De superbes médaillons en relief du XV^e siècle ont été incrustés dans les murs de béton. On y voit une Vierge à l'enfant, une Crucifixion, ou des croix décorées de motifs floraux.

La plus vieille inscription date de 1331. À cette époque, Istanbul s'appelait Constantinople. Des Arméniens venus de Crimée avaient reçu l'usage d'une église autrefois concédée par l'empereur aux Génois. En 1453, la ville tombe aux mains des Ottomans. Huit ans plus tard, le conquérant, Mehmed II, donne un monastère byzantin à l'Église arménienne et y crée un patriarcat. Les Arméniens sont explicitement invités à venir pour bâtir la nouvelle capitale de l'empire.

Elman Hancer, guide indépendant, navigue à travers les dates avec aisance et affabilité. Les églises d'Istanbul ont très peu de secrets pour elle. En s'irrotant un jus d'orange près du débarcadère de Karaköy, coiffée d'un chapeau de paille, elle dévoile un itinéraire tragique et volontaire. Son père meurt alors qu'elle est adolescente. Elle doit travailler pour subvenir aux besoins de sa mère et de son jeune frère. Elle se marie tôt, a deux filles aujourd'hui âgées de 27 et 25 ans. Un jour, elle se remet aux études. Elle décroche un doctorat avec une thèse sur les manuscrits et les miniatures arméniens d'Istam-

boul. «C'était dur, mais c'est la vie», sourit-elle.

D'autant qu'il n'y a aucun cours d'histoire de l'art ou de linguistique arméniennes dans les universités turques. Les sources, Elman Hancer a dû aller les consulter à la bibliothèque publique Mesrob Mashtots à Erevan, sur l'île San Lazarro des moines mékhitaristes à Venise, ou à la Bibliothèque nationale à Paris.

Après la pause, cap sur le quartier de Besiktas. L'église Surp Asdvadzadzin (Sainte-Marie) a été bâtie en 1838 par Garabed Balyan, l'architecte du palais de Dolmabahce, résidence du sultan Abdul Mecid sur les bords du

Les sultans réservaient le dôme aux mosquées et l'interdisaient aux autres bâtiments.

Bosphore. Arménien, il s'est inspiré des églises de l'Anatolie orientale et l'a notamment pourvue d'un dôme, ce qui était pourtant interdit par les sultans qui réservaient cette forme architecturale aux mosquées. Mais il l'a rendu invisible de l'extérieur en le camouflant sous un toit de tuile.

Les piliers, les chapiteaux, le grand autel doré, les colonnades, de style baroque, témoignent, eux, des emprunts faits à l'Europe occidentale. Sous la coupole, quatre monogrammes signifiant «Dieu», «Seigneur», «Jésus», «Christ», évoquent en revanche les mosquées ottomanes où quatre monogrammes en appellent toujours à «Allah», «Mohammed», et à deux autres figures pionnières de l'islam.

L'œuvre de Garabed Balyan témoigne ainsi de l'insertion des Arméniens de l'époque dans une culture ouverte. Un an après l'inauguration de l'église, le sultan Abdul Mecid édictait une charte qui proclamait l'égalité de tous les citoyens de l'empire devant la loi, quelle que soit leur religion. S'ouvrait un âge d'or pour les Arméniens qui allaient durer une cinquantaine d'années. Aujourd'hui, personne n'enseigne aux jeunes Turcs cette période de fécondité partagée.

J.-C. P.